This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

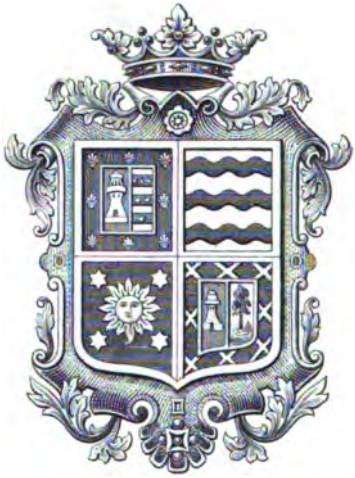
About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

3 2044 102 828 118

Digitized by Google

73
21



Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

1365

NICOMÈDE BIANCHI

LA POLITIQUE

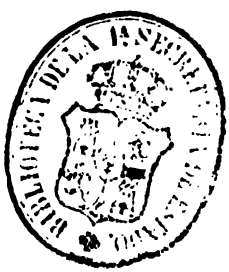
DU COMTE

CAMILLE DE CAVOUR

DE 1852 À 1861

LETTRES INÉDITES

AVEC NOTES



TURIN
ROUX & FAVALE
1885

Digitized by Google

Propriété Littéraire

Digitized by Google

AVANT-PROPOS

Voici, réunies dans ce volume, deux cent sept lettres inédites du Comte Camille de Cavour. Pour en expliquer et en faire apprécier toute l'importance, il suffit de faire observer qu'elles se rapportent aux grands problèmes politiques et aux négociations diplomatiques qui, depuis le mois d'Avril 1851 jusqu'au mois de Mai 1861, ont, en Europe, préoccupé les hommes d'état et le plus vivement ému l'opinion publique.

Le Comte de Cavour les a écrites de sa propre main, et adressées sous la dénomination spéciale de *particulières* et *confidentielles*, à son ami le Marquis Emmanuel d'Azeglio, Ambassadeur du Roi de Sardaigne à Londres, pendant toute cette mémorable période de temps. Ces lettres appartiennent donc à la partie la plus instructive, la plus importante, la plus digne de foi,

Digitized by Google

mais en même temps la moins connue de l'autobiographie du grand homme d'état. Elles ont le mérite particulier de fournir, pour la première fois, à ceux qui s'occupent de l'étude de la politique, un résumé analytique assez continué, varié et rempli en entier de matières instructives, de cette correspondance particulière et confidentielle, moyennant laquelle celui qui guidait la diplomatie piémontaise avec tant de prévoyance, d'attention soutenue et d'activité infatigable, savait se conserver en relation personnelle et assidue avec ses principaux coopérateurs; et il les dirigeait, les conseillait, leur indiquait la route qu'ils devaient parcourir, les maintenait unis et disciplinés, afin d'atteindre l'objectif suprême de sa politique, qui a été aussi simple à l'égard du but que complexe pour la variété et la flexibilité des moyens.

Quiconque se propose d'écrire en toute connaissance de cause sur la politique du Comte de Cavour, ou de porter un jugement synthétique, juste et définitif sur sa carrière diplomatique, s'il ne veut pas faire un ouvrage incomplet, ne pas se contenter de l'écorce seulement plutôt que de se servir de la moëlle, qui contient l'essence de la matière, et afin de juger complètement et avec une entière conscience des faits, se trouvera dans l'inévitable nécessité d'avoir sous la main cette *correspondance particulière et confidentielle* du Président du Conseil des Ministres de Victor Emmanuel II,

Digitized by Google

avec les chefs des principales Légations sardes à l'étranger, ou, du moins, avec celles de Paris, de Londres, de Vienne et des autres Légations, qui, bien que d'un rang secondaire, n'étaient pas alors moins importantes et résidaient à Rome, à Naples et à Florence. Mais ici il est nécessaire de faire observer que de ces lettres autographes du Comte de Cavour, il y en a un millier environ (1) qui ne se trouvent pas dans les Archives de l'Etat. Elles sont éparses çà et là, quoique conservées avec le plus grand soin par les familles qui les regardent justement comme faisant partie de leur patrimoine particulier. Par conséquent les studieux investigateurs de vérités historiques, ainsi que tous ceux qui gardent un respect posthume au Comte Camille de Cavour, doivent savoir gré au Marquis Emmanuel d'Azeglio, qui m'a non seulement autorisé à publier la partie si importante de

---

(1) Ce chiffre approximatif est le résultat des calculs que j'ai faits. Et ici je remercie les personnages insignes qui ont eu la bonté exquise de me fournir les moyens d'en examiner la plus grande partie.

Quant à la correspondance du Comte de Cavour, de toutes les publications qu'on en a faites, celle qui non seulement a pris la première place, mais qui, à cause des nombreuses notes, si érudites et si utiles dont elle est accompagnée, jouit d'une considération bien méritée parmi les ouvrages historiques contemporains, c'est celle en 4 vol. (dont le dernier a paru en Décembre 1884), intitulée: *Lettere edite ed inedite di Camillo Cavour, raccolte e illustrate da Luigi Chiala — Torino, Roux e Favale, Editori.* La preuve de ce que je viens de dire c'est qu'il y en a sous presse une version en allemand *(Fr. Wilh. Grunow, Leipzig).*

Digitized by Google

cette correspondance, dont il était possesseur, mais qui s'est encore donné la peine de placer avec le plus grand soin des notes très utiles à quelques-unes de ces mêmes lettres.

Quant à ma coopération personnelle, j'ai cru devoir être très parcimonieux en fait de notes, afin que le lecteur pût se trouver continuellement, pour ainsi dire, face à face avec le protagoniste de l'épopée, qui se déroulera sous les yeux de son esprit, et le suivre sans s'arrêter et sans se distraire. Seulement, j'ai cru qu'une fois la lecture de cette correspondance terminée, il aurait été agréable et utile d'avoir, comme en un résumé synthétique, la connaissance des jugements posthumes émis sur la politique du Comte de Cavour par les hommes d'état anglais les plus éminents, ses contemporains; et par conséquent je les ai placés à la fin de ce volume.

Turin, Janvier 1885.

NICOMÈDE BIANCHI.

Digitized by Google

I.

25 Avril 1851.

Mon cher Marquis,

Je viens de vous adresser, au nom du Conseil des Ministres, une longue dépêche pour vous exposer l'état de nos finances, et vous inviter de la manière la plus pressante à nous aider à y porter un prompt remède.

Il faut à tout prix sortir de la position fâcheuse dans laquelle nous nous trouvons placés vis-à-vis de Mr de Rothschild. Un emprunt contracté en Angleterre est le seul moyen de reconquérir notre indépendance.

Je pense que vous trouverez l'opinion publique bien disposée en notre faveur, et que vous saurez d'ailleurs trouver le moyen de nous la rendre de plus en plus favorable.

Dès que vous croirez qu'il est possible d'entamer des négociations sérieuses, je présenterai une loi au Parlement, et je vous dépêcherai à Londres un homme de finance pour vous aider.

Digitized by Google

Mon intention n'est pas de rompre dès à présent avec Rothschild; mais seulement de lui prouver que nous pouvons nous passer de lui. Il est possible, et même probable que, lorsqu'il nous verra fermement décidés, il cherchera à avoir une part dans les opérations que nous désirons faire à la bourse de Londres. Dans ce cas, je ne verrais aucun inconvénient à traiter avec lui, pourvu qu'il fût d'accord avec d'autres banquiers anglais.

J'ai rédigé la note officielle de manière à ce que vous puissiez la communiquer confidentiellement aux personnes à qui vous jugerez convenable de le faire. Elle ne contient que des chiffres parfaitement exacts. J'ai cherché seulement à les grouper de manière à produire le meilleur effet possible.

Je regrette de devoir vous donner l'ennui de vous occuper de finances et de chiffres dans un moment où Londres est presque exclusivement préoccupée de plaisirs et de fêtes; mais l'intérêt du pays n'admet pas de délais. Si nous ne parvenons pas à traiter un emprunt à Londres d'ici à peu de temps, nous serons réduits à passer de nouveau sous les fourches caudines de Rothschild, ou bien de suspendre les travaux de nos chemins de fer, qui sont maintenant poussés avec la plus grande activité.

Votre oncle est allé passer quelques jours à Gênes; il avait un besoin absolu de repos, sa santé étant légèrement ébranlée depuis quelque temps. J'espère qu'il nous reviendra sain et dispos, et qu'il pourra reprendre le gouvernail, qui a besoin, vous le savez, d'être tenu par une main aussi ferme et aussi habile que la sienne.

Cette lettre vous sera remise par Mr Vertu, négociant en soie, qui se rend à Londres. Je le recom-

Digitized by Google

mande à vos bontés. Mr Vertu est un de nos exposants les plus distingués. Les soies qu'il a exposées soutiendront, j'espère, avantageusement la comparaison des soies françaises.

Recevez mes compliments affectueux.

C. DE CAVOUR.

II.

27 Janvier 1851.

Mon cher Marquis,

Je profite du départ du courrier, qui vous apporte la ratification du traité que vous venez de signer avec Lord Palmerston, pour vous écrire deux mots confidentiellement.

Je considère comme de la plus haute importance que le traité ne soit pas rendu public. En effet, si l'on venait à en connaître les clauses, il ôterait au Gouvernement les moyens de suivre la marche qu'il a adoptée pour arriver à opérer la réforme du tarif des douanes.

Au lieu de procéder par la voie plus logique des lois générales, le Gouvernement, pour des motifs que vous apprécierez sans qu'il soit nécessaire que je vous les développe, a préféré procéder au moyen de traités spéciaux avec les principales Puissances du monde civilisé.

Ce système ne lui a pas trop réussi avec la France, il est vrai: mais il a produit de meilleurs résultats vis-à-vis de la Belgique. En retour des diminutions

Digitized by Google

que nous avons consenti à opérer sur les principaux articles d'exportation belge, nous avons obtenu des concessions fort avantageuses à nos huiles, nos sels et nos marbres.

Nous ne pouvons espérer de semblables résultats avec l'Angleterre, qui a déjà introduit dans son tarif toutes les principales modifications que nous aurions pu réclamer. Aussi, dans le traité qu'il s'agit de conclure, le Ministère a-t-il surtout en vue de se procurer le moyen de changer notre tarif dans l'intérêt du trésor et des consommateurs. Une loi de douane, composée de 500 articles, n'aurait aucune chance d'être approuvée dans cette session. Il est même probable qu'avec des Chambres, telles que les nôtres, encore novices en fait de discussions économiques, une pareille loi courrait la chance d'être étouffée dans les bureaux ou de venir se briser au milieu des écueils d'une interminable discussion.

Je pense que vous pouvez, mon cher Marquis, sans inconvénients, manifester cette opinion du Ministère à Lord Palmerston. Certes, cet illustre homme d'État ne doit éprouver aucune répugnance à nous faciliter les moyens de suivre l'Angleterre dans la voie de la liberté commerciale; et il doit, ce me semble, consentir à signer sans délai un autre traité calqué sur celui que vous venez de faire; mais qui, nous assurant les bienfaits de l'acte de navigation pendant 20 ou 10 ans, contiendrait une clause additionnelle qui déclarerait qu'en retour des avantages concédés par l'Angleterre, la Sardaigne étend à ce pays les concessions faites à la Belgique.

Notre traité avec cette Puissance a été signé il y a peu de jours. J'en retarde autant que je puis l'expédition, afin de ne pas être obligé de le rendre public

Digitized by Google

avant la conclusion de celui que vous négociez avec l'Angleterre.

Pour ce motif, qui est excessivement grave à mes yeux, il est indispensable que vous tâchiez d'obtenir de Lord Palmerston la signature d'un autre traité, sur les bases indiquées plus haut, le plus promptement possible. Cela ne doit pas être difficile, puisqu'en définitive il ne s'agit que d'engager le Ministère anglais à accepter des concessions à peu près gratuites.

J'espère que dès que nous aurons terminé nos négociations commerciales, vous en entamerez d'autres pour conclure une convention postale, que les intérêts de nos deux pays réclament hautement. En mon particulier, je les considérerai comme un grand bienfait, car à présent je me ruine afin de satisfaire mon goût invétéré pour les journaux anglais.

Dans peu de jours la frégate le *Governolo* partira pour Londres, chargée des produits que notre industrie envoie à la grande exposition. Le *Governolo* est commandé par Persano, qui a l'honneur, je crois, d'être connu de vous; et que, en tout cas, je vous recommande vivement, tant en mon nom, qu'au nom de votre oncle, qui est un ancien ami.

Dans quelques jours j'aurai l'honneur de vous écrire officiellement pour vous prier de réclamer du Gouvernement anglais la dispense pour le *Governolo* des formalités qu'on impose aux bâtiments de guerre qui se rendent dans la Tamise, grâce à la mission spéciale dont il est chargé.

Permettez-moi, mon cher Marquis, de ne pas terminer ce griffonnage sans vous exprimer toute la satisfaction que j'ai éprouvée d'avoir été mis à même, grâce à la confiance que votre oncle veut bien m'ac-

Digitized by Google

corder, d'apprécier dans toute leur étendue le talent et l'habileté que vous avez déployés dans la mission si importante qui vous est confiée.

Vous êtes digne, mon cher, du nom de Azeglio, ce qui est le plus grand éloge que puisse vous faire un collègue de votre oncle.

Croyez, je vous prie, à mes sentiments dévoués.

C. DE CAVOUR.

P. S. La négligence des employés du Ministère des Affaires étrangères est cause que je n'ai reçu votre lettre du 23, qu'après avoir écrit celle-ci. C'est-à-dire une heure après le départ du courrier.

J'ai expédié Roussy à la recherche des robes de gaze. Je me suis fié à son goût, qui a dû se former pendant son long séjour à Paris.

Je vous remercie de l'*Edinburg Review*. Je pense que c'est à vous que je dois les éloges du *Chronicle* à propos de ma réponse à Brofferio.

III.

Turin, 9 Mai 1851.

Monsieur le Marquis,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 5.

Je commence par vous remercier de l'empressement que vous avez mis à exécuter la mission financière dont je vous ai chargé au nom du Conseil des Ministres.

Le refus de Mr Baring ne m'étonne pas; je m'y attendais. Ces messieurs ne se soucient pas de lutter avec la maison Rothschild.

Digitized by Google

La maison qui nous convient le mieux, c'est la maison Hambro, qui a de puissantes relations avec les principales places du Nord.

Mess. Hambro sont, je le sais, très disposés à se charger de cette affaire sur des bases analogues à celles suivies par le Danemark.

Je crois essentiel de tenir secrètes les démarches que vous ferez avec la dite maison.

J'espère que vous voudrez bien me rendre compte de votre entrevue avec Mr Hambro, et que, d'après les résultats, je pourrai vous transmettre des instructions plus positives.

J'ai fait hier à la Chambre l'exposé de notre situation financière. Vous le verrez demain dans le journal officiel. J'ai donné l'ordre qu'il fût traduit en français. J'aurai l'avantage de vous en faire transmettre plusieurs copies en cette langue.

Veuillez agréer, Mr le Ministre, etc.

C. Cavour.

IV.

(Sans date).

Mon cher Marquis,

Je vous envoie le plan du nouvel emprunt que nous voudrions négocier en Europe.

J'espère que Mr Hambro l'approuvera. Je ne sais pas si je me fais illusion, mais il me semble que c'est celui qui peut le mieux réussir en ce moment.

Faites mousser, je vous prie, l'article sur les chemins de fer suisses, inséré dans notre traité avec le Zollverein, que je présente aujourd'hui à la Chambre.

Digitized by Google

Il serait bon de provoquer à ce sujet quelques articles de journaux et de faire sonner bien haut l'intérêt que l'Angleterre aurait à s'assurer un passage à travers les Alpes, tout à fait indépendant de la France et de l'Autriche.

Je vous recommande vivement cette importante affaire. Vous en viendrez à bout, et, par là, vous aurez acquis des titres éternels à la reconnaissance du pays.

En attendant cette récompense glorieuse, agréez la sincère expression de mes sentiments dévoués.

C. DE CAVOUR.

V.

24 Mars 1851.

Monsieur le Ministre,

Le Parlement et l'opinion publique ayant accueilli avec faveur l'idée que j'ai émise de contracter en Angleterre un emprunt hypothécaire, garanti par nos chemins de fer, et dont les titres seraient convertibles en des actions des dits chemins de fer, dans le cas où ils viendraient à être aliénés à une société particulière, je me suis occupé à formuler cette idée et à jeter les bases d'un projet destiné à la réaliser.

Dans cette tâche difficile j'ai été puissamment aidé par un banquier de Genève qui, plus que personne sur le continent, peut-être en Europe, s'est occupé d'opérations financières de la nature de celle en question, lesquelles, bien qu'ayant eu un grand succès en Amérique, sont encore peu connues en Europe.

Digitized by Google

Je vous transmets ces bases, monsieur le Ministre, en vous engageant à les examiner avec Mr le baron Hambro, dont je désire connaître l'opinion.

Je sais, parce que Mr Hambro a écrit à un de ses amis et correspondants d'ici, qu'il serait d'avis d'adopter un plan analogue à celui qui a été suivi pour l'emprunt du Danemark. Comme il s'agit cependant d'une opération beaucoup plus considérable, et que nous sommes condamnés à opérer sur un terrain non encore préparé, je suis d'avis qu'un système nouveau, présentant un attrait spécial aux capitalistes, serait celui qui présenterait les plus grandes chances de succès.

Je vous prie pourtant d'exciter Mr Hambro à s'exprimer sans réserve, en l'assurant que je n'attache pas à mon projet un trop grand amour propre d'auteur; tout en étant convenu que le mode proposé est de nature à avoir les conséquences les plus avantageuses pour notre pays.

Des avis indirects qui me sont parvenus dernièrement me porteraient à croire que MM. Baring frères regrettent le refus qu'ils nous ont adressé. Si vous pouviez les faire sonder de nouveau, sans toutefois avoir l'air de solliciter leur concours, vous m'obligeriez infiniment. Si notre affaire se présentait à Londres sous les auspices réunis de MM. Baring et de Mr Hambro sa réussite serait certaine.

Comme le temps presse et que la session touche à son terme, je dois vous prier, Mr le Ministre, d'apporter dans la délicate négociation qui vous est confiée toute la sollicitude possible.

Recevez la nouvelle assurance de ma haute considération.

C. de Cavour.

Digitized by Google

P. S: Veuillez dire à MM. Hambro que, dans le cas où le projet que je viens de vous tracer pût se réaliser, mon intention serait d'en réserver une fraction pour être émise à Genève, par l'entremise du banquier dont je vous ai parlé, lequel devrait s'entendre avec MM. Hambro et n'agir que sous leur direction.

Il est entendu que toute cette négociation doit avoir lieu sous le sceau du secret le plus absolu.

Au besoin vous pourrez dire que le banquier en question est Mr Lombard, de la maison Lombard, Odier et Comp. Adieu, etc.

VI.

7 Juin 1851.

Monsieur le Ministre,

Le rapport sur la loi, qui autorise le Gouvernement à contracter un emprunt en Angleterre, sera déposé aujourd'hui aux bureaux de la Chambre des Députés. Il nous est entièrement favorable.

Je pense que la loi sera disputée et votée Mercredi ou Jeudi au plus tard. Je la présenterai immédiatement au Sénat, où je ne prévois pas qu'elle puisse rencontrer de sérieuses difficultés. Dès que la loi sera votée à la Chambre des Députés, Mr le comte de Rével partira pour l'Angleterre, muni des pleins pouvoirs du Gouvernement.

Je suis heureux de pouvoir vous donner cette nouvelle.

La présence en Angleterre d'un homme d'État aussi distingué et d'un financier aussi habile, doit exercer, je n'en doute pas, une influence éminem-

Digitized by Google

ment favorable sur l'opinion publique et contribuer puissamment à faire réussir cette importante affaire.

Mr de Rével sera muni des pouvoirs les plus étendus, soit pour signer le contrat qui autorise l'emprunt, soit pour fixer les conditions particulières à Mr Hambro, ou aux maisons contractantes. Vous pouvez le répéter à Mr Hambro de la manière la plus formelle.

Mr Hambro, dans deux de ses lettres adressées à son correspondant de Turin, se montre un peu ébranlé par suite d'une conversation qu'il a eue avec Mr Pillet-Will de Paris. Tâchez de le remonter, en l'assurant que, dès que l'on nous saura sortis des griffes de Rothschild, notre crédit reprendra son niveau. De toutes parts je reçois des assurances à cet effet.

Vous m'obligerez également en annonçant à Mr Hambro que Mr Goldsmidt de Francfort, au moment de se rendre à Londres, m'a écrit pour m'offrir ses services. Le dit sieur Goldsmidt a fait de grandes affaires dans les fonds piémontais, qu'il a toujours patronnés autant qu'il a pu. Il serait peut-être bon qu'il vît Mr H. pour s'entendre avec lui sur les moyens d'acclimater nos nouveaux fonds sur les bourses d'Allemagne. Je n'ai pas voulu toutefois l'engager à se présenter chez Mr H. Je me suis borné à l'inviter à se rendre chez vous.

D'après ce que vous aura dit le baron Danois (1), vous pouvez vous borner à lui parler d'une manière vague de nos projets d'emprunt, sans le mettre à part de ce que nous comptons faire.

Mr Goldsmidt doit être parent ou associé des chefs

(1) Baron Hambro.

Digitized by Google

de la maison B. et G. de Londres. Il est probable que la réponse de Mr Hambro dépendra du cas qu'il fait de cette maison, sur laquelle je n'ai pas des renseignements très positifs.

L'envoi de Mr de Rével est encore un secret. Je vous engage en conséquence, Mr le Ministre, à n'en parler qu'avec Mr H. Recevez, Mr le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

C. Cavour.

VII.

Turin, 17 Août 1851.

Mon cher Marquis,

Je vous remercie d'avoir pensé à m'envoyer l'article du *Morning Chronicle*, qui traite des bateaux à hélice. Quoique je ne sois qu'un marin d'eau douce, de l'espèce la plus médiocre, je me suis prononcé d'une manière absolue pour le nouveau système de propulsion.

Vous m'obligerez en indiquant à M. M. l'ouvrage que recommande le *Chronicle* pour qu'il en fasse son profit.

Je regrette infiniment de n'avoir pas pu appuyer dans le Conseil des Ministres votre demande de congé. Mais j'ai jugé, ainsi que mes collègues, qu'au moment où tant de Piémontais se rendent à Londres, votre départ d'Angleterre aurait pu donner lieu à des critiques non dénuées de fondements. Vous savez qu'au moyen d'une souscription volontaire, soixante ouvriers vont partir pour visiter l'exposition. Vous n'êtes pas condamné à leur servir de cicérone sans

Digitized by Google

doute, mais vous pouvez leur être utile et coopérer à la bonne réussite d'un voyage auquel le public prend un immense intérêt.

Veuillez donc prendre votre mal en patience, et faire sur l'autel de la patrie le sacrifice d'un mois de vacances. En Octobre vous viendrez vous reposer sur vos lauriers, et recevoir de vos amis les compliments qui sont dus aux talents et à l'habileté que vous avez déployés dans le cours des nombreuses et difficiles négociations que vous avez menées à si bon terme.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. DE CAVOUR.

VIII.

21 Novembre 1852.

Mon cher Marquis,

Bien que mon frère ait répondu pour moi aux félicitations que vous m'avez adressées (1), je ne veux

(1)
Lettre de M. le Marquis Gustave de Cavour au Marquis Emm. d'Azeglio, reçue à Londres.

Turin, le 15 Novembre 1852.

Monsieur le Marquis,

Mon frère a été saisi cette nuit d'une violente colique inflammatoire, pour laquelle il a fallu le saigner deux fois ce matin. Les médecins lui ont déclaré à cette occasion qu'il fallait absolument qu'il s'abstînt de tout travail. Cependant, m'ayant chargé d'ouvrir ses lettres particulières, lorsque je lui ai rendu compte de celle que vous avez bien voulu lui adresser sous la date du 9 de ce mois, il a insisté pour que je commençasse à vous en

Digitized by Google

pas tarder plus longtemps, maintenant que j'ai de nouveau la plume au bout des doigts, à vous remercièr de votre sympathie et à vous témoigner le plaisir que j'aurai à correspondre de temps en temps avec vous. Toutes les fois que vous croirez que la connaissance plus particulière que j'ai acquise, par mes séjours répétés en Angleterre, des hommes et des choses qui ont rapport à cette noble contrée peut vous être utile, vous ferez bien de m'écrire directement; je communiquerai vos lettres à mon ami et collègue le Général Dabormida et les commenterai au besoin; car il y a une foule de choses que je puis deviner, sans qu'il soit nécessaire que vous vous donniez la peine de me les expliquer.

Du reste je vous engage vivement à écrire confidentiellement aussi au Général Dabormida. Vous trouverez en lui un esprit très fin, très délié, ayant à sa disposition un grand fond de connaissances politiques, fruit d'études qui datent de fort loin.

---

remercier et à vous exprimer l'intérêt très vif qu'il attache à cette communication et à celles analogues, que vous annoncez vouloir lui faire dans la suite. Dans une quinzaine de jours il espère pouvoir reprendre sa correspondance, et alors il vous répondra lui-même avec plus de détails sur les sujets importants que vous abordez: aujourd'hui pour écouter les préceptes de la docte faculté, je n'ai pas même voulu lui donner une entière lecture de votre lettre, et j'ai dû me borner à lui en faire, en très peu de mots, le résumé le plus concis. Ainsi vous voyez que ce n'est même pas une réponse que je puis vous adresser de sa part, mais seulement un remerciment et l'explication du retard nécessaire que devra éprouver la véritable réponse, qui viendra plus tard.

Permettez-moi de me féliciter de pouvoir saisir cette occasion pour vous offrir, etc.

GUSTAVE DE CAVOUR.

Digitized by Google

Puisqu'il est convenu que nous traiterons ensemble quelques affaires qui rentrent un peu dans ma spécialité, je commencerai par vous recommander notre négociation postale: elle me tient fort à cœur et dans l'intérêt du public et aussi un peu dans mon intérêt particulier. Je ne puis plus me passer des journaux anglais et, grâce à l'état actuel des choses, je me ruine sans avoir tous ceux que je voudrais lire.

Tâchez de faire entendre raison au *post master*, et dites-lui que nous trouvons étrange de ne pouvoir obtenir de l'Angleterre ce qui nous a été accordé sans difficulté par l'Espagne et par le Portugal.

J'attends avec impatience l'exposé financier de D'Israeli. Je crois que c'est ce qui décidera du sort du Ministère: vous m'obligerez en me faisant connaître le jugement vrai qu'en porteront les hommes éminents de l'opposition.

Je vous prie de me rappeler au souvenir de Lord et de Lady Palmerston et d'exprimer à Lord John Russell, lorsque vous le rencontrerez dans le monde, mes regrets de l'avoir manqué dans mon voyage d'Ecosse, à cause d'un malentendu auquel je crains que votre Charles (1) n'ait eu quelque part.

Vous m'obligerez fort en me faisant parvenir les ouvrages et les brochures les plus remarquables sur des arguments financiers.

Croyez, mon cher Marquis, à ma haute considération et à mon parfait dévouement.

C. DE CAVOUR.

---

(1) Mon valet de chambre, que le Comte emmena avec lui en Ecosse. EMM. D'AZEGLIO.

Digitized by Google

IX.

4 Décembre 1852.

Mon cher Marquis,

Je viens appeler d'une manière toute particulière votre attention sur la négociation relative aux journaux des deux pays. Il importe infiniment au succès définitif de notre emprunt que messieurs les journalistes nous soient favorables. Or le seul moyen de les captiver, c'est de favoriser leurs intérêts. Je sais que plusieurs journaux, le *Times* spécialement, attachent une grande importance à voir diminuer les frais de poste que doivent supporter les copies qu'ils expédient en Piémont. Mr H. m'a écrit à plusieurs reprises à ce sujet et, connaissant à fond, comme je la connais, la *gent* journaliste, je crois qu'il a raison.

J'espère que vous obtiendrez facilement de l'administration anglaise qu' elle adopte à notre égard l'expédient des dépêches closes, ce qui amènera immédiatement une grande réduction dans les frais de transit vers la France. Plus tard vous obtiendrez une convention complète, vous parviendrez à vaincre l'inertie de ces messieurs des postes, qui n'ont pas, à ce qu'il paraît, la même énergie que Mr de Pollon, lequel a bientôt fait des conventions avec toute l'Europe.

Recevez, mon cher Marquis, l'assurance do mon affectueux dévouement.

C. Cavour.

Digitized by Google

X.

4 Décembre 1852.

Mon cher Marquis,

J'ai lu votre lettre au Conseil ainsi que le singulier article du *Times*, qui nous avait échappé. Le Conseil vous charge de faire démentir les bruits absurdes que ce journal a accueillis si légèrement; sans toutefois avoir l'air d'y attacher une trop grande importance. J'attends avec impatience le budget de D'Israeli, budget qui sera, je pense, rapporté en entier par le *Morning Chronicle* que je reçois.

Je pense que votre course à Paris n'aura pas d'inconvénients, si d'ici aux fêtes de Noël il n'arrive rien d'extraordinaire.

Veuillez en écrire à Dabormida afin de ne pas blesser sa susceptibilité.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. DE CAVOUR.

XI.

12 Février 1853.

Mon cher Marquis,

Je vous remercie de votre bonne lettre du 1er courant, que m'a remise Mr Malatesta. J'ai parcouru avec intérêt les brochures que vous m'avez envoyées. Je vous prie de continuer à me tenir au courant de tout ce qui fait sensation dans le public financier ou politique de l'Angleterre.

Digitized by Google

Ainsi que vous me l'aviez annoncé, j'ai reçu ce matin une lettre de Lord Hatherton qui me demande des notions sur les *encroachments of the court of Rome*, pour servir à la compilation d'un article destiné à l'*Edinburg Review*. J'ai tout de suite chargé un de mes plus intelligents amis de préparer un travail sur cette matière. J'espère pouvoir vous l'adresser bientôt pour que vous le fassiez tenir soit à Lord Hatherton, soit directement à Mr G. Je crois que le moment est propice pour agir sur le public anglais, qui se montre de plus en plus favorable à notre pays et à la ligne politique que nous suivons. Lord Sh. a passé quelque temps chez nous. Il est venu à Turin; mais il ne s'y est pas arrêté assez longtemps pour que j'aie pu faire sa connaissance.

Nous avons échangé toutefois des lettres pleines de tendresse et de sympathie. Il me paraît avoir emporté une bonne opinion de nous et, ce qui me charme surtout, il nous a quittés décidé à ne pas trop nous convertir. Lorsque vous le verrez je vous prie de lui exprimer de nouveau mon regret de n'avoir pu causer avec lui.

Le Ministère des Affaires étrangères vous aura sans doute tenu au courant des tristes événements de Milan, ainsi que des mesures que nous avons prises en conséquence. Je n'ajouterai rien au récit officiel. Je vous dirai seulement que l'attitude du pays a dépassé mon attente. J'étais bien persuadé que les républicains ne tenteraient rien chez nous. Mais je ne m'attendais pas à voir leur folle expédition l'objet d'une réprobation si universelle et si marquée. Cette fois-ci Gênes a été aussi sage que Turin, plus sage peut-être, car, parmi le petit nombre des réfugiés qui se sont portés à la frontière,

Digitized by Google

on n'en compte pas un seul parti de cette ville. Nous avons pris des mesures énergiques et sévères pour empêcher que ces mouvements eussent le moindre retentissement chez nous. Après avoir arrêté tous les émigrés qui s'étaient acheminés vers la Lombardie, et séquestré leurs armes, nous leur avons ordonné de quitter le pays, ainsi qu'aux principaux chefs républicains.

L'immense majorité, même parmi les émigrés, applaudit à cette mesure. Mr Appony lui-même a été forcé de rendre pleine et entière justice à la loyauté et à l'énergie du Gouvernement du Roi.

Mais après avoir rempli fidèlement, loyalement nos devoirs envers nos voisins, nous sommes bien décidés à leur résister s'ils voulaient réclamer de nous des actes et des mesures contraires à nos principes, à nos institutions, à la ligne de conduite que l'honneur du pays et ses véritables intérêts nous ordonnent de suivre. Je vous prie de bien expliquer notre position au Ministère anglais et de tâcher de le persuader qu'autant nous sommes décidés à contenir le parti révolutionnaire, à réprimer ses moindres excès, autant nous sommes prêts à résister à toute pression extérieure. Sur ce point la volonté du Roi est plus nette, plus précise que celle du Ministère lui-même.

Votre oncle part demain pour vous aller trouver. Tâchez de lui rendre le séjour de Londres agréable, afin d'empêcher que les brouillards de la Tamise exercent une fâcheuse influence sur ses nerfs d'artiste.

Veuillez me rappeler au souvenir de Lord Palmerston, ainsi qu'à celui de Lord Clarendon, qui se rappellera peut-être que j'ai eu l'honneur de dîner à côté de lui chez son collègue de l'intérieur.

Digitized by Google

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. DE CAVOUR.

XII.

1853 à la moitié de Mai (sans date).

Mon cher Marquis,

Je viens d'expédier à Paris, pour vous être transmis, un énorme paquet contenant deux ouvrages considérables sur la question religieuse en Piémont. Veuillez les faire passer à Lord Hatherton en lui demandant pardon de ma part et du retard et des dimensions des mémoires que je lui envoie.

L'individu que j'avais chargé de préparer les matériaux que l'ami de Lord Hatherton désirait avoir sous la main pour préparer un article sur la politique de la Cour de Rome, s'est laissé entraîner par son zèle et a écrit un volume. Je puis garantir la véracité de ce qu'ils contiennent: je ne puis également garantir que leur lecture soit bien amusante.

Toutefois, comme il s'agit d'un sujet qui intéresse au plus haut degré le public anglais, je pense qu'on peut en tirer la matière d'un article *ad hoc* sur le Piémont, qui serait goûté par les lecteurs de l'*Edinburg Review*.

Faites mes amitiés à votre oncle et rappelez-lui que son congé est expiré et qu'il doit songer à revenir. Nous l'attendons pour la fin de Mai.

Croyez, etc.

C. CAVOUR.

Digitized by Google

XIII.

3 Septembre 1853.

Mon cher Marquis,

Mr Rendell avait formellement promis au marquis Ricci de nous envoyer les projets du dock de Gênes et de l'arsenal de la Spezia dans les premiers jours d'Août. Et nous n'avons rien reçu. Ce retard nous contrarie beaucoup; car, désirant présenter à l'ouverture des Chambres la loi relative à ces deux objets, nous avons besoin, Lamarmora et moi, de connaître quelques mois d'avance les projets de Mr Rendell, pour les étudier à fond, afin de les faire servir de bases à nos propositions législatives.

Je vous prie en conséquence de voir Mr Rendell et de solliciter l'exécution de ses promesses.

Si vous jugez que le payement de la somme que nous nous sommes engagés à lui payer pouvait influer sur le prompt envoi de son travail, je vous engage à la lui remettre sur-le-champ en la réclamant au besoin de Mr Hambro et fils.

Recevez, mon cher Marquis, l'assurance de mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

XIV.

(Sans date).

Mon cher Marquis,

Je vous remercie des intéressants extraits de journaux que vous m'avez envoyés. Je vois avec plaisir que l'appui du *Chronicle* nous est entièrement acquis.

Digitized by Google

Quant au *Times*, il *pue* toujours d'autrichien. Je doute que vous réussissiez jamais à le désinfecter.

Je suis charmé que les Anglais qui retournent chez eux, après avoir visité le Piémont, disent du bien de nous. A la longue, cela peut nous être extrêmement utile. Aussi, je fais tout ce que je puis pour être agréable aux Anglais qui passent à Turin, et qui veulent bien se mettre en rapport avec moi. Dans ce but, je vous engage à m'adresser ceux de vos amis venant en Italie, que vous jugerez mériter d'être séduits. J'userai sur eux de la recette dont vous me parlez dans votre avant-dernière lettre, en les régalant avec des marrons glacés du sieur Bass.

Le résultat de nos élections est très satisfaisant. En Piémont les rouges et les noirs ont été complètement battus.

Les chefs seuls des partis ont été réélus et encore leur succès est-il dû à la grande modération dont ils ont fait pompe.

En Savoie les réactionnaires ont gagné une ou deux voix. A Gênes les rouges en ont gagné autant. Ces succès sont plus que compensés par les victoires remportées en Piémont. Somme toute, la nouvelle Chambre sera composée des mêmes éléments qui formaient l'ancienne. Seulement les partis y seront plus compacts et mieux dessinés. Il paraît à peu près certain que Brofferio ne sera pas réélu. Ce sera un grand hommage rendu par le pays au principe de moralité politique.

Les seuls faits fâcheux ce sont les élections de Gênes. Non que les représentants nommés par les rouges de cette ville soient des adversaires bien redoutables; mais parce que leur nomination est un indice du mauvais esprit qui règne dans cette ville.

Digitized by Google

Cet esprit mauvais n'est ni révolutionnaire, ni républicain. C'est tout simplement un esprit de municipalisme, étroit, mesquin et jaloux. Les Gênois ont élu Cabella, Asprone, etc., non pas à cause de leurs opinions avancées, mais uniquement pour faire une niche aux Piémontais.

J'ai chargé l'administration des chemins de fer de préparer pour Bradshaw la note que vous m'avez demandée: probablement on ne pourra me la remettre que lorsque le chemin sera ouvert au public jusqu'à Gênes, ce qui aura lieu dans le courant de la semaine prochaine.

Tirez tout le parti possible de nos élections: faites-les mousser le plus que vous pourrez. En vérité, je crois qu'on peut le faire sans charlatanisme; car il est assez remarquable de voir un pays donner raison à un Ministère qui n'a cessé un instant d'établir de nouveaux impôts.

Votre dévoué
C. Cavour.

XV.

(Sans date).

Mon cher Marquis,

J'accepte avec empressement l'offre que vous me faites du portrait daguerréotypé de notre ami. Il peut nous aider à le recevoir comme il le mérite, si jamais il songe à nous faire une nouvelle visite. Je ne suis pas inquiet à cet égard, car nous sommes en mesure de déjouer toutes ses trames.

Dabormida vous a écrit à l'égard de G. S'il vient

Digitized by Google

uniquement pour revoir sa famille et ses enfants, nous ne l'inquiéterons nullement. Mais s'il avait l'intention de venir ici faire les affaires de Mazzini, nous ne tolérerions pas sa présence une minute.

Si G. a des intentions belliqueuses, ce n'est pas en Piémont qu'il dirigera ses pas, mais bien du côté de la Sicile et de Naples. Je sais qu'on l'attend dans ces parages.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

XVI.

4 Juin 1854.

Mon cher Marquis,

Dans l'attente d'une occasion tout à fait sûre pour vous écrire, j'ai tardé à répondre à la communication confidentielle que contenait votre lettre du 6 du mois dernier. Ce retard n'aura pas eu d'inconvénients, car il ne s'agissait pas d'une question urgente.

L'idée de la candidature du Duc de Gênes à un trône qui se rendrait, ou qu'on rendrait vacant, a été très favorablement accueillie par mes collègues. Il est certain d'abord que le Prince ne peut que gagner à ce que la diplomatie et l'opinion publique s'occupent de lui. Ses qualités solides et brillantes, sa bravoure à toute épreuve, sa conduite noble et prudente dans toutes les circonstances, feront que plus on le discutera, plus on l'appréciera. Il est ensuite certain que les comparaisons, auxquelles cette discussion donnera lieu, tourneront toutes à l'avantage de notre Maison de Savoie.

Digitized by Google

Mais pour que l'idée heureuse porte tous les fruits qu'on peut en attendre, il est indispensable qu'elle ne surgisse pas sous les auspices du Gouvernement sarde, ni de ses représentants. Il faut, au contraire, qu'elle vienne d'une source à laquelle nous soyons en apparence parfaitement étrangers. Aussi, je crois qu'il sera convenable, lorsqu'elle commencera à poindre, que vous vous en montriez extraordinairement surpris.

Mais si nous croyons extrêmement utile d'accoutumer le public à placer une couronne sur la tête du Duc de Gênes, nous l'aimons trop, nous l'apprécions à une trop haute valeur, pour pouvoir sérieusement penser à le condamner, dans quelque hypothèse que ce soit, à aller gouverner la Grèce. Ce serait le sacrifier de la manière la plus barbare.

Le trône de Grèce sera toujours un buisson d'épines, mais il ne saurait être tenable pour un Prince qui y arriverait, poussé par les alliés de la Turquie. On le considérerait, et peut-être avec raison, comme le représentant de la domination étrangère, comme l'adversaire de l'idée nationale. Il serait sans appui dans le pays et n'aurait d'autre force que celles que lui fourniraient les puissances, auxquelles il devrait la couronne. Il se trouverait en quelque sorte dans une position analogue à celle dans laquelle le Pape est placé, ou même pire, car il ne pourrait pas se venger par des empiètements dans la sphère spirituelle de sa dépendance temporelle.

Ainsi donc nous croyons, mes collègues et moi, qu'il est bon d'appeler l'opinion publique à s'occuper du Duc de Gênes, comme le meilleur possible des Princes disponibles. Mais, en même temps, nous considérons comme un devoir précis envers lui d'éloigner

Digitized by Google

de ses lèvres le calice amer, qu'il serait forcé d'avaler jusqu'à la lie, si jamais il était contraint d'aller prendre le lieu et place du pauvre Othon.

Je crois d'ailleurs (mais ici je cesse de parler au nom du Conseil pour exprimer une opinion purement personnelle), je crois, dis-je, que le Duc de Gênes ne devrait monter sur un trône, qu'après l'avoir conquis l'épée à la main. Dans ce siècle prosaïque, mais plein de contrastes, la gloire militaire est le seul ciment avec lequel on puisse asseoir sur des bases solides un trône nouveau.

Je m'arrête pour ne pas commettre d'imprudences qui siéeraient mal à un président du Conseil.

Je vous remercie de la lettre de Denison. Il est probable que je profiterai de son extraordinaire complaisance en lui recommandant un agriculteur distingué qui se rend en Angleterre pour s'occuper de drainage.

Croyez à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

XVII.

(Sans date).

Mon cher Marquis,

Le Directeur du trésor vous envoie une traite de 10/m. livres sterling sur Rothschild, avec laquelle vous payerez le semestre des intérêts et du fond d'amortissement qui vont échoir le 1er Novembre. Avec John Bull il faut être exact en fait d'argent.

Vous avez deviné les intentions du Ministère par

Digitized by Google

rapport à B. S'il prend service dans la légion polonaise, on suspendra le payement de la pension, en lui réservant ses droits pour le cas où il cesserait d'être au service d'une autre puissance. C'est ainsi que nous en avons agi avec les officiers piémontais qui se sont enrôlés dans la légion anglo-italienne.

Je vous remercie des lettres et conversations avec le Huguenot, que vous m'avez communiquées. J'espère un bon effet de son intervention.

Le Roi commence à reprendre des forces. Je crois que l'on pourra dans quelques jours fixer l'époque où il sera en état de se mettre en route. Je me hâterai de vous informer de ce qu'on décidera à cet égard.

Croyez à mes sentiments dévoués.

C. Cavour

XVIII.

10 Janvier 1855.

Mon cher Marquis,

C'est avec une douleur profonde que je vous annonce que le général Dabormida, par un scrupule de délicatesse excessive, vient de quitter le Ministère des affaires étrangères, et que le Roi m'a nommé à sa place.

J'ai expliqué à Villamarina les motifs de ce déplorable événement. N'ayant pas le temps de vous les répéter, je l'ai chargé de vous transcrire les passages de ma lettre, qui sont de nature à vous éclairer à son égard.

Digitized by Google

J'ai espéré un moment que votre oncle en reprenant la direction de notre politique étrangère nous dédommagerait de la perte cruelle que nous faisons.

Mais sa maudite jambe a opposé un obstacle insurmontable aux bonnes dispositions qu'il n'avait pas hésité à nous témoigner, pour venir à notre aide dans ces moments difficiles.

Dans l'impossibilité de remplacer Dabormida par Massimo, il a bien fallu accepter le portefeuille des Affaires étrangères, et cela sans avoir un Ministre des finances sous la main. Jugez dans quel embarras je me trouve, devant par-dessus le marché prendre une part active aux discussions auxquelles les moines donnent lieu.

Je vous annoncerai demain, officiellement, ma nomination. Vous pouvez en attendant la communiquer officieusement à Lord Clarendon, en lui faisant entrevoir les véritables motifs de la retraite de Dabormida, si avant de le voir vous aurez reçu la lettre de Villamarina dont je vous parle plus haut.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

La lettre adressée au Marquis S. de Villamarina, et citée ci-dessus, était la suivante :

Paris, 15 Janvier 1855.

Mon cher Emmanuel,

J'ai reçu une très longue lettre de Cavour qui me donne les plus amples explications relativement à la démission que le Général Dabormida a cru nécessaire, en cette circonstance, de déposer entre les mains de Sa Majesté.

Cavour me dit dans sa lettre qu'il aurait voulu aussi t'écrire à ce sujet. Mais, qu'étant debout depuis cinq heures du matin,

Digitized by Google

les forces lui manquaient pour le faire. Il m'a donc chargé de suppléer à son silence auprès de toi, et je ne saurais mieux le faire qu'en te transmettant textuellement le passage de sa lettre.

« Le Général se retire pour un motif d'excessive délicatesse et aussi un peu, il faut que je vous le dise, parce que les procédés des Ministres de France et d'Angleterre, ceux du premier en particulier, avaient été dans ces derniers temps, à son égard, de nature à rendre pénible, et peut-être même impossible la continuation des bons rapports.

« Vous connaissez toute l'importance que le Général mettait à la question des séquestres. Le Général, après avoir renoncé à insister pour qu'il en fût fait mention dans un article secret, avait accepté à peu près définitivement la proposition que Hudson lui avait faite de la traiter dans une note reversale; en se réservant de donner une réponse définitive après l'arrivée du Duc de Guiche. Le Ministre de France s'est d'abord montré favorable à l'idée de la note, et s'est exprimé dans ce sens soit avec Dabormida, soit avec moi.

« Tout paraissait arrangé, lorsque dans une conférence, Guiche et Hudson déclarèrent tout à coup qu'il ne pouvait plus être question de note sur les séquestres. Cette déclaration étonna au dernier point le Général, qui savait, à n'en pouvoir douter, que ces Ministres de France et d'Angleterre n'avaient pas reçu de nouvelles instructions depuis le jour où l'offre, dont je vous avais parlé ci-dessus, lui avait été faite. Irrité de ce qu'il considérait à juste titre comme un manque de loyauté, Dabormida ne leur cacha pas ce qu'il éprouvait. La discussion devint assez vive et j'ai lieu de croire que le plénipotentiaire français ne fut pas le fidèle interprète des intentions amicales de son Gouvernement à notre égard.

« Ce fut alors que le Conseil décida d'envoyer le Général Lamarmora à Paris; mais avant de mettre à exécution cette grave résolution, il crut convenable qu'une nouvelle conférence eût lieu avec les représentants de la France et de l'Angleterre pour tâcher d'en finir, sans faire connaître à l'Europe les difficultés diplomatiques que rencontraient les négociations de notre traité d'alliance avec les Puissances alliées.

« Dans cette conférence, à laquelle j'assistais avec Lamarmora et Rattazzi, le Duc de Guiche s'opposa de toutes ses forces au voyage à Paris du Ministre de la guerre. Il alla même jusqu'à dire qu'il serait mal reçu, et autres choses également peu aima-

Digitized by Google

bles. En vérité, si mes collègues et moi nous avions été animés d'un moins grand dévouement aux intérêts de notre pays, si nous n'avions pas été pénétrés de l'importance de ne pas envenimer et de ne pas laisser traîner en longueur des négociations si délicates et si difficiles, nous aurions rompu tout à fait avec Mr de Guiche pour recommencer de nouveau à traiter soit à Londres, soit à Paris.

« Toutefois, comme après plusieurs heures de discussions, les Ministres de France et d'Angleterre ont consenti à signer un protocole, dans lequel les motifs du refus de faire une note relative aux séquestres sont expliqués d'une manière qui nous a paru également honorable et satisfaisante, nous avons cru devoir faire taire nos sentiments personnels et ne pas retarder notre adhésion formelle au traité du 10 Avril.

« Mais après ce qui s'était passé, le Général Dabormida, par un scrupule, peut-être excessif, mais qui l'honore, a cru qu'il s'était engagé à obtenir une note formelle à l'égard des séquestres, et il a pensé d'ailleurs que sa présence au Ministère eût été un obstacle à la suite des négociations.

« Tous nos efforts pour lui faire changer de résolution et le retenir au milieu de nous ont été inutiles. Il a voulu absolument déposer ce matin ses démissions entre les mains du Roi.

« Vous regretterez, j'en suis certain, autant que moi, autant que tous les Ministres, la perte que nous venons de faire. Le Général emporte avec lui l'estime, l'amitié de ses collègues, de ses subordonnés, de tous ceux qui ayant eu à faire avec lui ont pu apprécier son intelligence si élevée, son esprit si fin et si délié et son caractère si noble et si loyal.

« Ce malheureux changement, qui m'appelle tout à coup à la tête d'un nouveau département ministériel, arrive tout juste au moment où la préparation du budget de 1856 et la discussion de la loi sur les couvents absorbent tout mon temps.

« Si je ne trouve pas dans les 24 heures un Ministre des finances, chose peu facile, vu que le métier n'est pas agréable, je ne sais comment je me tirerai d'affaire.

« Agréez, etc.

« C. Cavour. »

Les détails qui précèdent sur cet incident diplomatique ont été racontés dans l'*Histoire de la Diplomatie européenne en Italie* de Nicomede Bianchi, Vol. VII.

Digitized by Google

XIX.

15 Février 1855.

Mon cher Marquis,

Je vous expédie quelques copies du discours que j'ai prononcé à la Chambre pour soutenir le traité d'alliance. Veuillez les distribuer à ceux qui s'intéressent le plus vivement à nous et à l'Italie.

Vous direz à Lord Clarendon que la lecture des fragments de lettres que Hudson m'a autorisé à lire, a produit le plus grand effet et a contribué au succès que nous avons obtenu.

Faites observer autour de vous que la droite a fait tout ce qu'elle a pu pour faire rejeter le traité. Rével, après avoir parlé en faveur, a voté contre. N. N. s'est permis à l'égard de l'Angleterre les insinuations les plus malveillantes. Il a déterré une relation du siège de Toulon, rédigée par le Général, père de Rével, laquelle en vérité n'était pas faite pour rendre populaire l'alliance anglaise.

J'espère que votre oncle sera nommé rapporteur de la loi au Sénat. Le choix serait du meilleur augure.

Je vous recommande la réponse de Massimo à Antonelli, laquelle paraîtra aujourd'hui (15); c'est un chef-d'œuvre. Les journaux antipapistes devraient bien la reproduire.

Lamarmora ira vous trouver à Londres. Recevez mes compliments empressés.

C. Cavour.

Digitized by Google

XX.

Turin, 19 Février 1855.

Mon cher Marquis,

Je profite du courrier anglais, qui rapporte à la Reine la réponse du Roi à la lettre autographe qu'elle lui a adressée, pour vous écrire deux mots à la hâte.

Lamarmora devant se rendre à Londres dans peu de jours, je ne vous entretiendrai pas de ce qui a rapport à l'expédition. Je vous prie seulement d'insister, toutes les fois que l'occasion se présentera, afin qu'on nous donne le plus de vapeurs possible pour le transport de nos troupes. Nous emploierons à cet effet les cinq ou six gros navires à vapeur que nous avons; mais vous ferez observer que nous croyons que le Gouvernement anglais est tenu, aux termes de la convention militaire, de nous fournir les charbons que les vapeurs exigent.

Vous direz que si l'on embarquait nos soldats sur des navires à voile, cela ferait un effet déplorable.

Je suis charmé que Lord John aille à Vienne. Dites-lui que nous avons pleine confiance en lui et que nous sommes certains qu'il arrangera l'affaire des séquestres. Faites-lui connaître la manière dont Westmoreland l'avait traitée, combien peu sa conduite a été en rapport avec les bonnes paroles du Cabinet anglais et combien elle a été différente de celle de Mr Bourqueney qui se met en quatre pour faire entendre raison à Mr de Buol.

Glissez à Lord John quelques mots sur l'avenir de l'Italie. Certes, c'est l'homme d'état d'Angleterre

Digitized by Google

qui y prend le plus d'intérêt, il ne trouvera pas étonnant que nous attendions qu'il fasse quelque chose en faveur de notre pauvre Péninsule.

Le traité ne court aucun danger au Sénat. Il n'y rencontrera pas d'opposition sérieuse. On critiquera beaucoup la conduite du Ministère. On nous accusera d'avoir manqué d'habileté. On répétera sur tous les tons que nous avons été mis dedans. On prétendra que j'ai sacrifié le Piémont à l'Angleterre; mais en définitive très peu de Sénateurs voteront contre.

Je vous envoie par cette occasion quelques copies de mon discours sur le traité. J'en ai remis déjà à Lamarmora. Mais celles-ci arriveront plus vite. Veuillez en remettre de ma part une copie aux personnes suivantes: Sir John Romilly, Edw. Romilly Senior, Gén. Fox, Hambro, Lady Hatherton et Mr Ellice.

Croyez, etc.

C. Cavour.

P. S. Si vous trouvez le moyen de faire traduire l'admirable réponse de Massimo à Antonelli et de la faire insérer dans quelque journal, vous nous rendrez un grand service.

XXI.

6 Mars 1855.

Mon cher Marquis,

Les ratifications de notre traité d'accession et deux conventions qui en sont le corollaire ayant eu lieu, l'alliance est devenue un fait accompli.

Digitized by Google

D'après les usages diplomatiques, en vigueur sur le continent, ce fait doit amener nécessairement un échange de décorations entre la France et la Sardaigne. Nous ne saurions nous y soustraire sans manquer aux convenances et sans blesser la juste susceptibilité des négociateurs français.

Cela étant, il me paraîtrait regrettable que pareil échange ne pût avoir lieu avec l'Angleterre. Le traité que nous venons de conclure étant un traité à trois, nous serions fâchés de ne pas pouvoir donner aux représentants de nos deux alliés la même preuve de satisfaction. Je craindrais qu'une telle différence de traitement ne produisît un mauvais effet dans le public, qui n'est pas très au fait des maximes anglaises sur les ordres étrangers.

Je vous prie en conséquence d'exposer les considérations ci-dessus à Lord Clarendon, en lui manifestant notre vif désir de donner à Mr Hudson une marque du cas que le Roi et son Gouvernement font de ses efforts pour resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux pays. Vous ferez observer au Ministre des Affaires étrangères que l'Angleterre a permis plus d'une fois à ses agents de recevoir des ordres étrangers. Je ne parle pas du Duc de Wellington, de Lord Londondery, etc.; car on pourrait m'objecter que c'est de l'histoire ancienne. Mais j'invoquerai l'exemple de Lord Howden, que j'ai vu à Paris, la poitrine placardée de crachats.

Si Lord Clarendon vous objectait que l'Angleterre n'est pas dans le cas de donner des décorations en retour aux négociateurs sardes, vous lui direz que ces négociateurs, respectant les statuts des ordres du Royaume Britannique, n'insisteront pas pour en obtenir, et qu'ils sont tout disposés à conseiller

Digitized by Google

au Gouvernement d'accorder à Hudson le Grand Cordon des Saints Maurice et Lazare, sans aucune compensation.

Je ne doute pas que vous ne traitiez cette petite affaire avec votre tact et votre prudence accoutumés. Vous voudrez bien me rendre compte de vos démarches d'une manière tout à fait confidentielle.

Je vous recommande de solliciter autant que possible la conclusion de l'emprunt.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

XXII.

(Sans date).

Mon cher Marquis,

Le Général Lamarmora nous est arrivé hier au soir en bonne santé. Il est très touché de l'accueil qu'il a reçu en Angleterre ; mais en même temps il est pénétré des immenses difficultés de la tâche qui lui est confiée. Toutefois, comme c'est un homme de cœur, il est plein de courage et de résolution, pourvu que nos alliés tiennent leurs promesses, ce dont je ne doute pas; je suis sûr que notre contingent pèsera dans la balance des destinées de la guerre.

Dorénavant je serai obligé d'avoir avec vous une correspondance militaire, car il faudra bien que nous tenions le Gouvernement anglais au courant de nos opérations, et il est indispensable que le Gouvernement anglais nous fasse connaître tout ce qui peut intéresser notre expédition.

Digitized by Google

En attendant que je vous parle de guerre, je vous entretiendrai de la question d'argent.

Je ne suis pas aussi pressé que Lord Clarendon a paru le croire. Les services du trésor sont assurés pour le moment. Je désirerais seulement pouvoir disposer des 500,000 livres st., qui doivent nous être comptées par le Gouvernement anglais, le premier Avril prochain.

Si le Ministre des finances vous certifie que pour cette époque la dite somme sera à la Banque à votre disposition, vous me l'annoncerez par télégraphe afin que je puisse vous faire connaître de suite l'emploi que vous devez en faire.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour

XXIII.

18 Mars 1855.

Mon cher Marquis,

Je ne veux pas tarder un instant à répondre à votre lettre de Mercredi, par laquelle vous me communiquez l'offre de Gladstone. Cette offre, comme vous le dites fort bien, est une véritable bonne fortune, aussi je me hâte de l'accepter avec reconnaissance.

Veuillez le lui faire savoir tout de suite, en le priant de vouloir se mettre à l'œuvre le plus tôt possible, afin que son écrit ait tout le mérite de l'à-propos.

Comme Mr Gladstone ne se propose pas d'écrire

Digitized by Google

une histoire détaillée de nos négociations avec Rome, mais simplement de faire connaître les causes de notre dissidence avec le Vatican, je pense que les matériaux que lui fournissent le *Monitorium* et les pièces qui l'accompagnent, les débats parlementaires et la lettre si remarquable de votre oncle doivent lui suffire. Toutefois j'en causerai avec Rattazzi qui connaît cette matière bien mieux que moi, et s'il juge que quelques documents inédits peuvent jeter un nouveau jour sur notre question ecclésiastique, ou simplement aider Mr Gladstone dans l'œuvre qu'il entreprend, je me hâterai de vous les transmettre.

Vous aurez appris de Paris que les ratifications de l'Angleterre, expédiées de suite par le moyen de Guiche, ont séjourné à peu près pendant huit jours dans le tiroir de Lord Cowley.

Je vous prie de faire remarquer l'étrange procédé de ce diplomate à Lord Clarendon, en lui faisant aussi observer que ce n'est pas la première preuve de mauvais vouloir qu'il veut bien nous donner.

Il est probable qu'à cette occasion le Ministre des Affaires étrangères vous parle d'une conversation de Lamarmora avec Lord C....., dans laquelle ce diplomate lui a manifesté l'opinion la plus défavorable sur la guerre de Crimée, en lui déclarant qu'il s'attendait à ce que les alliés seraient complétement battus.

Cette conversation étrange a été rapportée à Londres, et voici comment. Lamarmora m'en ayant rendu compte dans une lettre confidentielle, j'ai cru devoir en parler, mais avec la plus grande réserve, au Duc de Guiche. A peine lui en avais-je dit un mot que celui-ci s'est écrié: « Mais c'est incroyable; Lord C... « répète la même chose à tout le monde; car il a « dit bien pis encore sur l'expédition de Crimée à

Digitized by Google

« mon attaché, Mr de T., arrivé hier de Paris. Ce « langage est intolérable, et je vous prie de m'au- « toriser à en parler à Mr Hudson ».

Je lui ai répondu: « Puisque ce que je vous ai rapporté de la conversation de Lord C..... n'est pas une confidence, mais une opinion qu'il manifeste à tout le monde, depuis le général en chef jusqu'au simple attaché, vous êtes le maître de faire de ce que je vous ai dit l'usage que vous jugerez le plus convenable ».

Je crois qu'à la suite de cette permission le Duc de Guiche en a parlé à Hudson, et Hudson doit en avoir écrit à Lord Clarendon.

Quoique tout cela ait un peu l'air d'un cancan, je ne le regrette pas; car, en définitive, il est bon que le Ministère anglais connaisse le langage étrange que tiennent quelques-uns de ses agents, langage qui pourrait compromettre gravement leur politique. En effet, si le Général Lamarmora était un homme moins ferme et moins solide, il serait revenu de Paris après les discours de Lord C., fort dégoûté de l'expédition qu'il est chargé de commander.

Je respecte le puritanisme en fait de décorations de Lord Palmerston et de Lord Clarendon; je m'y attendais. Toutefois je ne regrette pas la démarche que nous avons faite, car elle aura prouvé au Ministère anglais le cas que nous faisons de son alliance et de la manière franche, loyale et conciliante avec laquelle Hudson traite les affaires.

J'ai trouvé, comme vous, le traité postal un peu long. Mais Pollon, à qui j'en ai fait l'observation, m'a assuré que la plupart des articles n'étaient que la simple reproduction des conditions contenues dans les traités que l'Angleterre a conclus dernièrement

Digitized by Google

avec la France et la Belgique. Cela étant, je ne vois pas pourquoi Lord Canning et Mr Rowland Hill voudraient nous traiter, nous alliés actifs de l'Angleterre, moins bien que les Belges, qui se renferment dans une neutralité tant soit peu russophile.

Tâchez à l'aide de cette raison d'obtenir la sanction des principaux articles du traité.

Si l'on vous oppose avec persistance des arguments tout à fait techniques, alors je vous expédierai en aide un employé postal, ou mieux encore, j'engagerai Pollon, qui va à Paris comme commissairé royal pour l'Exposition industrielle, à se rendre à Londres, afin de soutenir la lutte avec le terrible Rowland Hill.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

XXIV.

22 Mars 1855.

Mon cher Marquis,

Je profite d'un messager qui rapporte à Londres les ratifications de notre traité avec l'Angléterre sur le cabotage, pour vous expédier un mémoire sur nos différends avec Rome, rédigé par le marquis Gualterio, auteur toscan, connu par ses travaux historiques. Ce jugement, porté par un étranger, pourra fournir peut-être à Mr G. quelques aperçus utiles pour le travail dont il veut bien se charger.

Ayant appris par expérience combien les courriers anglais sont peu diligents, je préfère vous écrire par la poste ce que j'ai à vous mander sur nos affaires politiques et financières.

C. Cavour.

Digitized by Google

XXV.

Turin, 24 Mars 1855.

Mon cher Marquis,

Je m'empresse de vous écrire deux mots par le courrier qui part ce matin à 8 heures, pour vous confirmer ce que je vous mande par le télégraphe, c'est-à-dire que l'arrangement que vous ont proposé le Chancelier de l'Echiquier et Mr Wilson est parfaitement acceptable, soit qu'il s'agisse de bons signés par le *Pay-master* général, soit qu'on vous autorise à fournir des traites sur lui à 30 jours de date.

Dans l'un comme dans l'autre cas, je vous prie de me transmettre les bons et les traites, en les endossant à l'ordre du Ministre des finances de Sardaigne, jusqu'à la concurrence de 200,000 livres st., solde du premier terme, soit 300,000 livres st. Vous remettrez 60,000 livres st. à Mr de Rothschild et 90,000 à Mr Hambro, me réservant de vous indiquer plus tard ce que vous devez faire des 150,000 dont vous ne disposerez pas tout de suite.

Vous recevrez par le courrier de demain la confirmation de ces dispositions par une dépêche officielle.

Hudson m'a communiqué confidentiellement les bases de l'arrangement de l'affaire Menton, proposées par la France et l'Angleterre.

A prima vista ces bases me paraissent *fair* (1). Il s'agit de bien expliquer quelques points dans un sens qui me paraît conforme aux vues de l' Angleterre.

Croyez à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

(1) Équitables.

Digitized by Google

XXVI.

26 Mars 1855.

Mon cher Marquis,

Les arrangements que sir Georges Lewis nous propose sont parfaitement convenables. Vous pouvez les accepter sans aucune modification.

Après la seconde lecture vous vous hâterez de faire des traites sur le trésor pour la somme tout entière, qui sera mise à notre disposition; c'est-à-dire pour 500,000 livres st. Vous combinerez ces traites de manière à ce qu'elles soient entre les limites de 4000 à 6000 livres st. Vous les ferez accepter ou, du moins, vous ferez noter sur chacune d'elles la date de son échéance. Ensuite vous m'en enverrez pour deux cent mille livres st., endossées à mon ordre et vous en endosserez 150,000 à l'ordre de Rothschild et de Hambro, et vous garderez 150,000 livres st. jusqu'à nouvel avis.

Malgré les nouvelles pacifiques qui nous arrivent de tous côtés, nous poussons nos préparatifs avec vigueur, dans l'espoir d'arriver encore à temps pour brûler quelques amorces avant de remettre l'épée dans le fourreau.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

XXVII.

Turin, 28 Mars 1855.

Mon cher Marquis,

Le Gouvernement et moi, en particulier, nous avons été aussi ennuyés de l'affaire de Nice, qui fait l'objet

Digitized by Google

de notre dépêche télégraphique du 27, qu'a pu l'être Lord Shaftesbury lui-même.

Les autorités administratives y sont demeurées totalement étrangères. Elles ont été provoquées par l'imprudence d'un méchant colporteur, qui a eu la sottise d'aller faire de la propagande dans la petite ville de St-Remo où les bigots abondent et les hommes d'esprit sont rares. L'opinion publique s'est émue et le tribunal a cru devoir agir. Dès que j'ai appris la chose par le député Malan (notre sir A. Agnew), je me suis empressé de faire écrire à l'avocat général de Nice de modérer le zèle des magistrats et de tâcher d'en finir le plus tôt possible.

J'ai lieu de croire que ces instructions ont produit un bon effet. Car Malan m'a laissé tranquille depuis lors, bien que je le voie tous les jours à la Chambre. Et H. ne m'en a jamais dit un mot.

Quelque regrettables que soient ces événements, on ne saurait en faire retomber la responsabilité sur le Ministère qui est animé de l'esprit de la plus grande tolérance; mais qui ne peut pas toujours empêcher que les lois encore en vigueur contre la propagande active ne soient appliquées par des magistrats subalternes.

Pour être justes cependant, il faut bien dire que les missionnaires bibliques sont insupportables, et que bien des fois on dirait qu'ils cherchent à provoquer des scandales. Nous laissons les protestants bâtir des temples, ouvrir des chapelles, établir des cultes publics et privés autant qu'ils veulent. Tout ce que nous leur demandons c'est de ne pas aller au milieu des populations rurales et des petites villes, où le fanatisme religieux existe encore, exciter des désordres. Et cela nous ne pouvons l'obtenir.

Digitized by Google

Assurez vos amis qu'il n'y a personne au monde plus tolérant que le Ministère sarde; et que personne ne pourrait faire davantage en faveur de la liberté des cultes avec la loi telle qu'elle existe, et que pour le moment on ne pourrait songer à modifier. Dites-leur qu'une croisade contre nous en Angleterre assurerait le triomphe du parti papiste.

Nous serions en quelque sorte pris entre deux feux, si les cléricaux et les méthodistes tiraient sur nous. C'est ce qu'ont compris les protestants de Turin. Aussi Malan, qui était furieux, s'est bientôt calmé et n'a pas soufflé mot en public. H. en fait autant. Il reconnaît le bon vouloir du Gouvernement et ne dissimule pas les torts de ses plus fougueux coreligionnaires.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

XXVIII.

8 Avril 1855.

Mon cher Marquis,

Les bons me sont parvenus sans mésaventures. Je les ai trouvés parfaitement en règle.

Puisque Mr Wilson éprouve des scrupules pour délivrer le reste du premier terme de l'emprunt, il faut les respecter, sans cela il nous croirait moins *pécunieux* que nous ne sommes. Du moment que vous avez prévenu Rothschild et Hambro, et qu'ils n'ont pas d'objections à attendre, je puis fort bien laisser Mr Wilson se mettre en règle.

Ayant cru un moment à la possibilité de la paix,

Digitized by Google

j'avais jugé prudent de m'assurer des 500,000 livres st. que l'Angleterre devait nous payer. Mais maintenant qu'il est certain que nous partons, je suis parfaitement rassuré.

Vous saurez probablement que nos troupes font décidément partie de l'armée de réserve qu'on réunit à Constantinople.

Je suppose qu'on destine celle-ci à frapper quelque grand coup. Vous pourrez assurer le Gouvernement anglais qu'il peut tout à fait compter sur nos soldats. Ils sont animés du meilleur esprit. Les bataillons tirés des régiments de garnison en Savoie ont passé ces jours-ci par Turin. Les soldats étaient d'excellente humeur.

On m' assure qu' il en est de même de tous les autres corps de l'armée.

Remerciez Lord Clarendon de nous avoir envoyé pour présider à l'embarquement le Capitaine Brook, qui se montre aussi intelligent que bien disposé.

Si par hasard on vous parlait du discours que le baron Tecco a adressé au Sultan, vous pourrez déclarer que le Gouvernement l'a désapprouvé.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

XXIX.

2 Avril 1855.

Mon cher Marquis,

Je m'empresse de vous expliquer l'énigme que vous me signalez dans votre lettre du 31 Mars.

Ne comptant nullement sur l'intervention de Lord

Digitized by Google

Westmoreland, j'ai donné l'ordre au marquis Cantono d'agir dans la question des séquestres d'accord et d'après les conseils de Mr de Bourqueney. Celui-ci l'a engagé à se mettre en rapport direct avec Mr de Buol. C'est ce qu'il a fait aussitôt. Le Ministre d'Autriche après quelques hésitations s'est montré animé de dispositions très conciliantes: il a manifesté à plusieurs reprises l'intention d'arriver à une solution satisfaisante. Seulement, fidèle aux traditions de la politique autrichienne, il a mis une grande lenteur à nous donner des réponses. Enfin après avoir admis en principe qu'il fallait nous donner satisfaction, il s'est abrité pour l'exécution derrière son collègue de l'intérieur Mr de Bruck, qui, en sa qualité d'ancien révolutionnaire, se montre maintenant beaucoup moins conciliant que ses confrères.

Cantono a fini par prendre le parti de se mettre en communication directe avec Mr de Bruck, qui, après de longues hésitations, a fini par lui dire que le seul moyen d'en finir était, selon lui, d'accorder aux séquestrés la faculté de vendre leurs biens.

Cette déclaration de Bruck ne m'est parvenue que avant-hier. J'ai immédiatement écrit à Cantono de la combattre comme contraire aux stipulations précises de notre dernier traité avec l'Autriche, lequel assure aux sujets des deux pays de posséder et d'acquérir des immeubles dans les territoires de l'une ou de l'autre Puissance.

Jamais Cantono n'est demeuré un instant sans instructions. Westmoreland ne voulant pas agir, a trouvé commode d'alléguer cette cause.

Comme Lord John Russell est arrivé au moment où Mr de Buol paraissait le mieux disposé à en finir, j'ai dit à Cantono de lui faire connaître tout ce qui

Digitized by Google

s'était passé; mais de ne pas insister pour qu'il agît brusquement, afin de ne pas fournir au Cabinet de Vienne un prétexte d'amour propre pour ne pas aller en avant.

Maintenant j'ai donné l'ordre à Cantono de profiter de l'arrivée à Vienne de Mr Drouyn de Luys pour obtenir que ce Ministre, d'accord avec Lord John, fasse une démarche vigoureuse auprès de Mr de Buol pour en finir.

J'ai cru, et je crois encore, que tant que la France et l'Angleterre étaient réduites à faire la cour à l'Autriche pour s'assurer son concours, il valait mieux suivre la voie conciliatrice, suggérée à Cantono par Mr de Bourqueney. Maintenant si, comme je le pense, on commence à ouvrir les yeux sur la politique autrichienne à Paris et à Londres, le temps est venu de demander à ces Puissance d'intervenir avec plus d'énergie en notre faveur.

Veuillez donner ces explications à Lord Clarendon, en lui faisant comprendre qu'en présence des immenses complications de la politique, et comprenant combien la position de la France et de l'Angleterre vis-à-vis de l'Autriche était délicate, nous avons cru devoir nous abstenir de tout ce qui pouvait créer à nos alliés le moindre embarras, persuadés qu'ils sauraient nous tenir compte, en temps et lieu, de notre réserve et de notre délicatesse.

Je vous écrirai un autre jour et par une autre occasion sur le sujet de notre intervention aux conférences de Vienne.

J'ai écrit ce matin une longue lettre à Villamarina sur les effets que pourrait avoir un commencement de mésintelligence avec l'Autriche sur le départ de nos troupes, et n'ayant pas le temps de vous répéter

Digitized by Google

ce que je lui dis, je l'ai engagé à vous envoyer copie de ma lettre. Vous verrez que le sujet est extrêmement délicat. Mais vous saurez le traiter avec votre prudence et votre habileté accoutumée.

Les brochures de Gladstone continuent à faire le tour de l'Europe avant d'arriver à Turin.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Copie d'une lettre du Comte de Cavour au Marquis S. de Villamarina, Ministre du Roi à Paris, communiquée au Marquis d'Azeglio, selon le contenu de la lettre précédente.

4 Avril 1855.

Mon cher Marquis,

Les nouvelles que vous m'avez transmises par la lettre que Mr Chapperon a apportée à Chambéry, sont du plus haut intérêt. La démarche de l'Empereur envers le Roi de Prusse prouve, comme vous le dites, que les alliés commencent à se méfier de l'Autriche, et qu'ils sentent de s'être mis dans une position qui rend la guerre en Orient aussi dangereuse qu'incertaine, sans le concours de cette Puissance. L'armée française et l'anglaise étant bloquées en Crimée, tandis que l'armée autrichienne demeure maîtresse du Danube, il est évident que la France et l'Angleterre s'exposent à des efforts inutiles et à des désastres probables, si l'Autriche persiste à demeurer neutre. Il est extraordinaire qu'une vérité si palpable, si évidente, ait été si longtemps méconnue. Maintenant que l'Empereur la reconnaît, il est probable qu'il cherchera à sortir, avec sa vigueur accoutumée, de la position difficile où il s'est placé.

J'espère qu'en allant à Londres il fera comprendre à l'Angleterre qu'il n'y a que trois partis convenables.

Faire la paix coûte que coûte; amener l'Autriche à déclarer la guerre à la Russie; ou bien faire la guerre à l'Autriche.

Si l'Empereur envisage la question sous le point de vue que

Digitized by Google

je vous indique, est-ce qu'il ne lui conviendrait pas au plus haut degré que nous retardions notre départ jusqu'à ce que l'Autriche se soit décidée? Dans ces trois hypothèses que j'ai posées, la présence de nos troupes à Alexandrie et à Gênes est bien plus avantageuse à la France et à l'Angleterre que leur transport sur les bords du Bosphore ou en Crimée.

Quelque justes que me paraissent ces considérations, je conçois qu'il est bien difficile pour nous de les présenter d'une manière convenable aux Cabinet de Paris et de Londres; car en le faisant nous nous exposons à voir nos intentions méconnues, à exciter des inquiétudes fâcheuses, ou, ce qui serait pis encore, à fournir un moyen à nos alliés de se faire un titre aux bonnes grâces de l'Autriche, en nous dénonçant à elle comme ayant l'intention de menacer ses derrières et de donner d'un moment à l'autre le feu aux barils de poudre révolutionnaires qui sont semés sous le sol de l'Italie.

Cela étant, il me paraît bien difficile de prendre l'initiative sur ce sujet si délicat. Si toutefois, soit en parlant à l'Empereur, soit en causant avec quelques-uns de ses intimes, vous réussissiez à les amener sur ce terrain, vous pourriez leur laisser comprendre qu'en présence de l'issue des conférences de Vienne, de la position de plus en plus ambiguë que prend l'Autriche, le départ de notre corps d'expédition peut avoir de grands inconvénients, non seulement pour nous, mais encore pour nos alliés.

Si cette idée était favorablement accueillie par l'Empereur, il pourrait facilement la faire partager par l'Angleterre, et dans ce cas il serait très facile de trouver des prétextes fort plausibles pour retarder l'embarquement de nos troupes jusqu'à ce que Mr Drouyn de Lhuys, ou quelque autre diplomate, ait coupé le nœud gordien qui s'embrouille de plus en plus à Vienne.

Je vous communique ces réflexions, que vous aurez déjà faites probablement, pour que vous puissiez vous en servir, si une occasion tout à fait favorable se présente. Mais je vous le répète, n'aventurez rien sur ce sujet délicat, car avant tout il faut éviter qu'on fasse de nous la victime expiatoire destinée à rendre l'Autriche propice à la politique napoléonienne.

Croyez, etc.

C. Cavour.

Digitized by Google

XXX.

(Sans date).

Mon cher Marquis,

Je vous remercie de votre lettre particulière du 2 courant.

Je vais m'occuper de vous fournir des arguments pour répondre victorieusement à D'Israeli et à Burger.

Quelques détails sur l'affaire de St-Paul vous mettront à même de prouver que cet affidé des Jésuites et du marquis B. S. nous calomnie gratuitement.

Les biens de St-Paul n'ont pas été *incamerati*. Le Gouvernement s'est borné à placer l'administration de cette œuvre de bienfaisance, où d'énormes abus s'étaient introduits, sous la surveillance du Municipe.

Les vieux administrateurs se sont fâchés et ont donné leur démission. Le Ministère alors s'est borné à les remplacer par une Commission nommée par le Conseil Municipal.

Quant aux dépenses de l'expédition, dites à D'Israeli que, s'il veut m'en tenir quitte pour trente millions de francs, je suis prêt à signer un contrat avec lui. À l'heure qu'il est nous avons déjà dépensé près de cinq millions pour approvisionner nos troupes et pour autres dépenses d'entrée en campagne.

Je vous ferai faire un petit résumé de notre situation financière, ce qui tranquillisera, j'espère, les vrais financiers.

Vous aurez reçu la copie de ma lettre confidentielle à Villamarina, peut-être pourrez-vous, placé comme vous l'êtes avec les Palmerston, aborder franchement avec le premier Ministre ce sujet délicat.

Digitized by Google

Si vous croyez pouvoir le faire, apprenez-moi par le télégraphe le résultat de votre conversation.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

XXXI.

(Sans date).

Mon cher Marquis,

Je vous adresse par le courrier deux dépêches importantes: une politique, l'autre financière.

La première a trait à la position singulière qui nous est faite par l'entêtement de l'Autriche à ne pas terminer l'affaire des séquestres. Vous insisterez sur ce point avec Lord Clarendon, et vous lui ferez sentir combien il nous importe de connaître les phases les plus importantes des négociations. J'espère que nous pourrons avoir un plénipotentiaire à Vienne avant que les conférences ne soient closes; mais si elles prenaient soudainement une tournure tout à fait pacifique, il faudrait bien que séquestres, ou non séquestres, nous envoyions quelqu'un signer le traité de paix.

Quant à la question financière, jetez les hauts cris. Si je ne puis annoncer aux Chambres que l'Angleterre nous a remis le premier terme de l'emprunt, avant que les troupes ne partent pour la Crimée, on me lapidera. En effet, je ne saurais expliquer le retard qu'éprouve cette affaire par l'oubli à Paris des ratifications.

Tâchez d'obtenir de suite 200,000 livres st. Quant

Digitized by Google

au solde si on nous laisse tirer je ne serai pas embarrassé.

Assurez bien Lord Clarendon que Lamarmora n'a aucune prévention contre Lord Raglan: que bien au contraire il serait charmé de combattre près de lui et même sous ses ordres. Lamarmora aimerait mieux aller débarquer à Eupatoria et agir en rase campagne, plutôt que d'aller dans cette souricière de Balaklava. Mais il désirerait beaucoup manœuvrer avec des Anglais et des Français.

N'oubliez pas le traité postal. Tâchons que l'alliance nous profite au moins à quelque chose.

Je vous engage à donner lecture à Lord Clarendon de ma dépêche financière.

Croyez à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

XXXII.

Turin, 7 Août 1855.

Mon cher Marquis,

J'ai reçu hier au soir la dépêche télégraphique que vous m'avez expédiée, pour m'annoncer que la destination de notre contingent était changée et, que, au lieu de se rendre à Constantinople, il se rendrait directement en Crimée. Ce brusque changement nous a surpris de la manière la plus désagréable; et, comme de raison, nous désirerions savoir pourquoi on a bouleversé un plan que le Général Lamarmora avait combiné à Paris et à Londres, et auquel, il y a quelques jours, l'Empereur paraissait tenir beaucoup.

Digitized by Google

Je ne doute pas que l'on ne vous ait donné des explications à ce sujet, que vous nous transmettrez par la poste. En tout cas tâchez d'en provoquer de positives.

Si les alliés se croient en mesure de frapper un grand coup en Crimée, nous sommes charmés que nos troupes y participent. Mais si on les envoyait se morfondre dans les tranchées, pour n'avancer chaque mois que de quelques mètres, nous en serions désolés.

Vous me dites, qu'on est très mécontent à Londres de l'Autriche. On craint donc qu'elle ne veuille plus se décider contre la Russie? Dans ce cas consentira-t-on à ce qu'elle reste neutre? Mais ce serait une telle folie que je ne saurais en croire capable, non des hommes éminents comme ceux qui gouvernent à Londres et à Paris, mais des apprentis diplomates. Si l'Autriche ne se décide pas, il n'y a que deux partis à prendre: faire la paix, et c'est peut-être le plus sage; ou bien lui déclarer la guerre. Dans ces deux hypothèses, notre contingent serait bien plus utile aux alliés, à l'Angleterre surtout, ici, qu'en Crimée.

Si ensuite on est décidé à conclure la paix, mais qu'on veuille auparavant faire quelque beau fait d'armes dans la Baltique ou en Crimée, alors soit. Ce n'est pas très sage, mais c' est honorable et nous ne regrettons pas de participer à cette glorieuse folie.

J'ai reçu votre lettre avec l'incluse de Lord Clarendon. Je ne répondrai à la question légale qu'après avoir consulté Rattazzi. En attendant vous pouvez lui dire que de fait, sinon de droit, les cultes sont libres, à l'exception des tentatives de prosélytisme par trop maladroites.

Croyez à mon sincère dévouement.

C. Cavour.

Digitized by Google

XXXIII.

(Sans date).

Mon cher Marquis,

Je vous envoie un mémoire sur la Compagnie de St-Paul. Il eût pu être mieux fait, mais il suffira, j'espère, à prouver le manque de fondement des calomnies de Mr Burger.

C. C.

J'ai fait une petite note sur la question religieuse. Vous pouvez la communiquer à Lord Clarendon d'une manière tout à fait confidentielle.

XXXIV.

10 Avril 1855.

Mon cher Marquis,

J'ai donné l'ordre à Villamarina, par le télégraphe, de vous communiquer, en vous expédiant un courrier au besoin, l'effet produit à Paris par le brusque changement de destination que l'Angleterre voudrait donner à notre contingent. Vous aurez appris que l'Empereur n'en avait pas été prévenu et qu'il ne paraît pas disposé à l'approuver.

Cela étant, vous m'avouerez que le procédé du Gouvernement anglais dans cette circonstance ne peut que paraître assez étrange.

Nous n'avons aucune répugnance à ce que nos troupes se rendent immédiatement sur le théâtre de la guerre. Nous les envoyons en Orient, non pour

Digitized by Google

faire une vaine parade, mais pour qu'elles se battent le plus tôt et le mieux possible. Mais ce à quoi nous ne saurions consentir c'est qu'une des deux Puissances alliées crût pouvoir en disposer à sa guise, sans s'être concertée avec l'autre et sans nous avoir consultés.

Le projet de former une armée de réserve à Constantinople, dont ferait partie le contingent sarde, a été arrêté à Londres par le Général Lamarmora et le Gouvernement anglais. L'Empereur l'a approuvé. Il s'est occupé lui-même de son exécution. Il a écrit directement à Lamarmora en lui envoyant le plan du camp et un rapport du colonel Beville sur la manière dont les troupes y seraient distribuées. De plus il nous a fait dire par le Duc de Gramont que le Gouvernement anglais, ayant donné la plus entière approbation à ce projet, laisserait à la disposition du Général Lamarmora les bâtiments de transport. Cet avis nous à été confirmé par votre entremise d'une manière officielle; et maintenant, sans accords préalables, sans mot dire, on nous annonce par le télégraphe que nous devons aller directement à Balaclava!

Quelque regrettable que nous parût ce changement, s'il eût été concerté avec la France, nous n'aurions pas eu d'observations à faire, sauf sur la forme un peu cavalière du procédé. C'est ce que j'ai déclaré à Mr Hudson le soir même où votre dépêche télégraphique m'est parvenue.

En ajoutant que nous aurions préféré que nos troupes eussent fait partie d'un corps appelé à agir en rase campagne, nous étions résignés à les voir destinées à prendre part aux opérations de siège, si nos alliés jugeaient que cela pouvait être plus utile à l'ensemble des opérations de la guerre.

Digitized by Google

Mais maintenant que nous savons que la France ne partage pas l'opinion de l'Angleterre sur ce point, nous ne pouvons absolument pas consentir à ce que le Cabinet de Londres dispose de nos troupes comme d'un corps qu'elle aurait pris à sa solde. Je vous prie de le déclarer à Lord Clarendon de la manière la plus formelle, en lui faisant comprendre que nous ne pouvons laisser partir nos troupes, sans être assurés d'avance que leur destination finale a été arrêtée d'accord avec nos deux alliés.

Nous faisons notre possible pour que ce qui se passe ne pénètre pas dans le public, car, s'il en était autrement, cela produirait un effet déplorable sur l'opinion et sur l'armée. J'espère encore qu'il y ait eu quelque malentendu, et qu'avant la fin de la semaine, époque à laquelle l'embarquement doit avoir lieu, il sera complètement éclairci.

Veuillez m'informer par le télégraphe du résultat de nos démarches, qui, je n'en doute pas, dissiperont le fâcheux nuage qui vient de s'élever à l'aurore d'une expédition entreprise par nous avec tant d'entrain et de dévouement.

Agréez, mon cher Marquis, l'assurance de mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

XXXV.

11 Avril 1855.

Mon cher Marquis,

Il a été reconnu de la manière la plus formelle. par Hudson et par Guiche, que nous aurions droit à participer aux négociations pour tout ce qui pouvait

Digitized by Google

intéresser directement la Sardaigne et notamment pour ce qui avait rapport à la liberté du commerce sur la mer Noire.

Seulement les ministres de France et d'Angleterre ont ajouté que, pour les questions auxquelles nous étions étrangers, nous ne devions pas prétendre à jouer un rôle réservé uniquement aux grandes Puissances.

D'après cet engagement formel, qui du reste n'est que l'exécution rigoureuse du traité, il est évident que nous avons le droit d'être consultés sur les 4 points.

Néanmoins, comme au fond nous pouvons avoir la certitude que, quelle que soit la solution que la France et l'Angleterre donnent à ces questions, elle satisfera certainement nos intérêts, nous n'avons pas cru devoir insister pour notre admission immédiate aux conférences de Vienne:

1° Parce que cette prétention aurait soulevé une opposition très vive de la part de l'Autriche, que les Puissances occidentales avaient trop d'intérêt à ménager, pour espérer qu'elles voulussent la vaincre au risque de se brouiller avec elle; — 2° Parce que nous aurions été fort embarrassés à envoyer un représentant à Vienne avant que la question des séquestres ne fût décidée d'une manière satisfaisante; — 3° Enfin, parce que ayant l'espoir que, si la guerre continue et prend de plus amples proportions, nous pouvons acquérir des droits pour obtenir des avantages plus réels pour l'Italie, et pour nous, que ne le sont les 4 points; nous n'avons pas cru devoir créer au début de notre accession au traité du 10 Avril, des embarras à nos alliés et risquer de nous rendre importuns sans un but réellement avantageux.

Digitized by Google

Ainsi nous croyons que pour le moment il importe de constater et de maintenir le droit d'intervention que le traité nous assure, et que les plénipotentiaires qui l'ont négocié ont reconnu, tout en nous réservant de le faire valoir, lorsque nous pourrons le faire d'une manière réellement avantageuse pour nous, sans créer d'embarras à nos alliés.

C'est pour constater ce droit que je vous ai chargé de donner à Lord Clarendon communication de la dépêche officielle relative à la paix, relation que je vous ai adressée il y a quelque temps et que je regrette voir rester sans réponse. Tâchez d'en obtenir une de Lord Clarendon, en ayant soin de saisir dans ce but un moment favorable.

Recevez, mon cher Marquis, etc

C. Cavour.

XXXVI.

15 Avril 1855.

Mon cher Marquis,

Je comptais vous envoyer un petit résumé de notre position financière; mais le temps m'a manqué pour le faire. Je suis en conséquence forcé de me borner à vous fournir quelques données, qui suffiront, j'espère, pour vous mettre à même de détruire les calculs malveillants de Mr Bowyer.

Laissant de côté le passé, je commence par le budget de cette année.

Les dépenses s'élèvent à . .	138,852	millions.
Et les recettes à	128,380	»
D'où un déficit présumé d'à peu près	10 $^1/_2$	millions.

Digitized by Google

Mais ce déficit qui, en apparence, peut paraître considérable, n'a rien d'effrayant si l'on considère:

1° Que dans les dépenses se trouvent compris 4 millions à peu près pour l'achèvement de notre réseau de chemins de fer;

2° 8,200,000 pour être employés à l'amortissement de la dette (*sinking fund*).

De sorte que si, comme en Angleterre, nos chemins de fer étaient construits par des sociétés industrielles, le déficit se réduirait à 6 millions, et si nous n'amortissions pas, nous aurions un surplus de 2 millions.

Quelques-uns de nos adversaires nous reprochent d'avoir exagéré en plus les recettes et en moins les dépenses; mais ce reproche n'est pas fondé. Les résultats des 4 dernières années, pendant lesquelles j'ai régi le Ministère des finances, prouvent que les comptes définitifs des budgets ont toujours présenté un excédant de recette et une moindre dépense par rapport aux sommes votées par les Chambres.

Cette année donnera des résultats non moins avantageux, à en juger du moins par les faits constatés dans le premier trimestre. En effet, j'ai calculé sur une augmentation de revenus indirects, chemins de fer compris, de 6 millions, soit 1 $^1/_2$ par trimestre. Or, l'augmentation des trois mois qui viennent de s'écouler a été de plus de 2 millions, ce qui excède de plus de 500/m. frs. mes calculs préventifs.

Quant au budget de 1856, déjà présenté aux Chambres, mais non encore discuté, il porte

Les dépenses à	139	millions
Les recettes à	130 $^1/_2$	»
Et par suite, le déficit à	8 $^1/_2$	»

C'est-à-dire, juste l'équivalent du *sinking fund*.

Digitized by Google

Nos calculs portent sur des bases très modérées; nous avons tenu compte des circonstances économiques extraordinaires actuelles. Certes, si la paix se faisait, ou bien si les recettes, celles du vin surtout, étaient bonnes, nos recettes dépasseraient les prévisions de 4 ou 5 millions.

Ces faits n'ont pas été contestés par l'opposition. Au contraire, Mr de Rével, en reconnaissant leur exactitude, s'en est servi pour combattre la loi des couvents. Or, Rével était bien à même d'en parler, non seulement en sa qualité d'ancien Ministre des finances, mais parce que l'année dernière il a été le rapporteur des recettes.

Le Roi a passé hier la revue d'une partie des corps expéditionnaires. Les troupes étaient magnifiques et animées du meilleur esprit. Elles sont toutes prêtes à partir. Si je reçois Lundi une réponse à ma dépêche télégraphique d'hier au soir, on les embarquera toutes Mardi et Mercredi.

Plusieurs Anglais assistaient à la revue et témoignaient hautement leur approbation. Hudson, j'espère, en rendra bon compte à son Gouvernement.

Croyez, mon cher Marquis, à mon sincère dévouement.

C. Cavour.

XXXVII.

Turin, 23 Avril 1855.

Monsieur le Marquis,

Dès l'instant où l'avis, que vous nous avez expédié Jeudi soir par le télégraphe, nous est parvenu que

Digitized by Google

les Gouvernements de France et d'Angleterre nous invitaient à diriger sur Balaclava le corps expéditionnaire sarde, nous nous sommes empressés de donner au Général Lamarmora l'ordre de pousser l'embarquement avec toute la vigueur possible.

Si cette opération difficile ne peut s'exécuter aussi vite que nous l'aurions désiré, c'est que, devant se rendre directement en Crimée, il est important d'y arriver avec tout ce qui est nécessaire à la subsistance de l'armée et à ses moyens d'action.

Le capitaine Brook n'avait pas pensé d'abord au matériel d'artillerie et aux équipages du train, qui ne peuvent être embarqués sur un de ces magnifiques bateaux à vapeur que le Gouvernement anglais a mis à notre disposition. Il a fallu à la hâte noliser des bâtiments marchands de grosse portée. Je ne doute pas que le Gouvernement anglais ne nous tienne compte des frais que les nolissements que nous avons dû faire nous imposent, comme nous lui rendrons compte de la nourriture que les capitaines des bateaux à vapeur disent avoir reçu l'ordre de fournir à nos troupes pendant la traversée.

Veuillez, à cet égard, provoquer une explication formelle du Gouvernement anglais, en lui adressant au besoin une note écrite.

Vous solliciterez également le solde du premier terme de l'emprunt, en ajoutant que nous comptons que le second terme sera payé le 1er septembre, c'est-à-dire six mois après l'échange des ratifications de notre convention avec l'Angleterre.

Agréez, monsieur le Marquis, etc.

C. Cavour.

Digitized by Google

XXXVIII.

23 Avril 1855.

Mon cher Marquis,

J'ai été faire une course à Gênes pour dire adieu à Lamarmora et voir comment s'opérait l'embarquement. J'ai été extrêmement satisfait des moyens que le Gouvernement anglais a mis à notre disposition. Il est impossible de voir une collection de plus grands et de plus beaux bateaux à vapeur que ceux qui sont venus à Gênes pour charger nos troupes. Les agents de l'Angleterre ont pensé à tout ce qui a rapport aux hommes et aux chevaux; seulement ils avaient oublié le matériel de guerre qui est, comme vous le savez, une bien grosse chose. On supplée à cet oubli en nolisant de gros navires dans le port de Gênes. Cet oubli est une des causes principales du retard de l'expédition. Une autre cause non moins importante, c'est la nature même des bâtiments qu doivent la transporter. Comme ils sont immenses, il faut beaucoup plus de temps pour les charger que si la même quantité d'effets à transporter devait être distribuée sur un plus grand nombre de navires de moindre portée. Enfin, tout en rendant la plus ample justice à la courtoisie, aux excellentes dispositions des capitaines des navires anglais, il faut bien reconnaître que leurs équipages ne déploient pas la même activité et travaillent moins que les équipages de nos navires. En effet, à six heures du soir ils quittent l'ouvrage; le dimanche ils se reposent; et le matin il n'est guère possible de les faire lever à l'heure où se lèvent nos marins. Malgré cela l'embarquement avance. Aujourd'hui deux gros bâtiments

Digitized by Google

partiront, emmenant les provisions de guerre et de bouche nécessaires pour les premières semaines après le débarquement, une batterie d'artillerie et une portion du bataillon du génie. Lamarmora partira probablement après-demain avec 7000 hommes. Durando le suivra de près, et Lamarmora, le *bersagliere*, fermera la marche aux premiers jours de la semaine prochaine.

Je vous ai écrit, à mon arrivée, une dépêche officielle pour vous indiquer les communications que vous deviez faire à Lord Clarendon. J'ai oublié de vous dire de demander qu'après le débarquement en Crimée, le Gouvernement anglais laisse à notre disposition un certain nombre de bateaux à vapeur et de navires à voile pour que nous puissions approvisionner régulièrement notre corps d'expédition de vivres et de munitions.

Cela rentre tout à fait dans les obligations que l'Angleterre a contractées. D'ailleurs, elle ne doit pas marchander avec nous, car, lorsque nous avons signé le traité, nous étions loin de nous imaginer combien sont énormes les dépenses d'une expédition de la nature de celle que nous allons entreprendre. Je suis maintenant certain que les 25 millions qu'on nous prête seront bien loin de suffire à nos dépenses. Dieu veuille que nous n'ayons pas à dépenser le double. Ce qu'il y a de certain c'est que je m'abonnerai pour 35 millions. Dans l'incertitude où nous sommes sur l'issue des conférences, je ne vous parle pas de politique aujourd'hui.

Croyez à mes sentiments, etc.

C. Cavour.

Digitized by Google

XXXIX.

(Sans date).

Mon cher Marquis,

Je viens de vous écrire par le télégraphe, afin que vous ayez à démentir de la manière la plus formelle les propos sur Lord Raglan qu'on a attribués à Lamarmora. Il n'en est rien. Lamarmora a toujours parlé avec respect et sympathie de ce vieux et brave Général. Il n'a jamais témoigné de répugnance pour se battre à côté des Anglais. Tout au contraire, il est grand admirateur de leur solidité et de leur bravoure, qualités qui seraient complétées par celles que possèdent éminemment nos troupes : *la rapidité et l'élan.*

Ce qui est vrai c'est que Lamarmora a cru et croit peut-être encore la formation d'une armée de réserve, une bonne mesure militaire. Quant à ne pas avoir prévenu l'Angleterre des plans concertés pendant le voyage de Lamarmora, celui-ci m'a assuré en avoir parlé à Lord Palmerston et à Lord Panmure, à tout le monde à Londres.

Une fois de retour, j'en ai causé plusieurs fois avec Hudson. Si nous n'en avons pas fait l'objet de communications officielles, c'est que l'Empereur avait dit, fait dire et écrit à Lamarmora qu'il avait tout combiné avec le Gouvernement anglais.

D'après cela il m'avait paru parfaitement inutile de mêler la diplomatie à une question militaire traitée directement par les chefs des Gouvernements belligérants.

Ce qui a pu donner quelque fondement à ce que

Digitized by Google

je me permettrai d'appeler un vrai commérage diplomatique, c'est que Lamarmora, moi, tout le monde enfin qui a quelque idée militaire, nous avons déploré, nous déplorons et nous déplorerons, tant qu'on n'y aura porté remède, le défaut d'unité dans la direction des opérations militaires. Si l'armée alliée avait eu un chef unique, Sébastopol serait pris depuis longtemps. Cette opinion, Lamarmora l'a manifestée avec la franchise militaire que vous lui connaissez. Croyant que la présence en Crimée de l'Empereur ferait cesser ce défaut radical de l'organisation du plan de campagne, il a applaudi, militairement parlant, au projet du chef du Gouvernement français. Ces conversations brodées par G., commentées par Lord C., ont pu être mal interprétées à Londres et donner lieu au fâcheux malentendu qu'il importe de faire cesser le plus tôt possible.

Je comprends fort bien qu'au point où en sont encore les négociations il faille partir. Dites-le de ma part à Lord Clarendon. Ajoutez seulement que, puisqu'il a reconnu la justesse de mes raisonnements, nous partons avec la certitude que, si l'hypothèse prévue se réalisait, on se hâterait de transporter de nouveau notre contingent à Gênes.

Tâchez de faire comprendre à Lord S. que je ne puis suspendre le cours d'un procès. Que ce que je peux faire c'est qu'il n'ait pas de résultats fâcheux. La loi contre le propagandisme existe, on l'applique rarement il est vrai; mais lorsqu'un magistrat l'invoque on ne peut le désapprouver ouvertement. Je vous ai mandé que la chose s'arrangerait, car on a déjà mis hors de cause les ministres anglais et les vaudois, quoique, au fond, ce fussent les véritables coupables. Quant aux Bibles, qu'on les exporte pour

Digitized by Google

en finir, on les introduira le lendemain par un autre bureau.

J'ai vu à Alexandrie Sir H. Verney, qui est, je crois, du nombre des élus. Je l'ai prié de venir me trouver et je lui expliquerai toute chose.

Je n'écris pas à Villamarina, pensant que vous lui communiquerez mes lettres et agirez d'accord.

Croyez à mes sentiments, etc.

C. Cavour.

Note explicative sur la Lettre XXXIX.

La vérité vraie sur tout cet *imbroglio* était que le Gouvernement anglais avait pris ombrage, en accusant Lamarmora et nos militaires en général d'avoir une opinion moins élevée des talents militaires des Anglais comparés aux Français. On prétendait qu'à son passage à Paris, Lamarmora avait concerté avec l'Empereur des dispositions sans s'inquiéter de ce qu'on en penserait à Londres. En même temps le Gouvernement anglais paraissait porté à croire que nous ayant procuré un emprunt de 25 millions, notre corps d'armée devait être considéré comme un corps auxiliaire anglais et non comme un corps indépendant.

Sous cette impression fâcheuse Lord Palmerston me parla d'un ton sec, auquel il ne m'avait pas habitué pendant nombre de questions que j'ai dû traiter avec lui.

La discussion dura longtemps sans grande probabilité d'aboutir à une entente. Et il finit par me dire que si nous entendions nous affranchir des engagements pris, nous en étions les maîtres mais que de leur côté ils devraient aviser aux conséquences.

Enfin il fut convenu, à ma demande, que nous attendrions, avant de rien décider, l'arrivée de l'Empereur Napoléon, qui était attendu à Londres le lendemain, et, comme le but de notre Gouvernement était de n'agir que d'après des plans militaires concertés en commun, il serait probablement facile d'arriver à nous entendre et à dissiper toute difficulté.

Ce qui eut lieu en effet, et de commun accord nos troupes furent expédiées à Balaclava.

Emm. d'Azeglio.

Digitized by Google

XL.

1855, premiers jours de Mai (sans date).

Mon cher Marquis,

Nous venons de faire naufrage au moment d'entrer dans le port. L'Episcopat, ayant dû se convaincre que le Sénat était disposé à accepter l'amendement Desambrois auquel le Ministère s' était rallié, est venu tout à coup proposer par l'organe de Mons. Callabiana, Evêque de Casal, de consentir à ce qu'on imposât sur les biens de l'Eglise la somme nécessaire pour décharger le budget de la subvention accordée par le passé aux curés pauvres, à de certaines conditions que nous n'avons pas jugé, mes collègues et moi, acceptables... Toutefois comme cette offre pouvait et devait déplacer la majorité du Sénat, nous avons cru, mes collègues et moi, offrir nos démissions à S. M. Le Roi, quoique j'ose dire à regret, a compris la gravité des motifs qui nous engageaient à résigner nos portefeuilles et il a bien voulu accepter notre offre.

Décidé toutefois à ce que son Gouvernement continuât dans la ligne politique qu'il avait suivie jusqu'ici, il a chargé notre ancien collègue le général Durando de la recomposition du Ministère.

Je ne puis encore vous donner des renseignements précis sur les membres qui seront appelés à en faire partie. Seulement je puis vous dire que le Roi m'a donné l'ordre d'inviter Villamarina à se rendre tout de suite à Turin, dans le but de lui offrir le portefeuille des Affaires étrangères.

Digitized by Google

Ce choix vous indique assez quelle sera la direction du nouveau Cabinet. Il doit complètement rassurer les Puissances alliées sur la ferme intention du Roi de persister dans les principes qui ont inspiré les traités d'alliance.

Veuillez expliquer dans ce sens à Lord Clarendon le changement de Ministère, et croire à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

XLI.

Turin, 7 Mai 1855.

Mon cher Marquis,

La barque ministérielle à été remise à flot. Arrivera-t-elle au port? C'est ce qui n'est pas certain, car nous avons encore plus d'un écueil à éviter. Mais c'est ce qui est devenu probable, grâce à l'entêtement des Evêques qui se sont refusés à accepter une transaction aussi modérée que possible que Durando leur avait proposée. Ces messieurs se croyaient sûrs d'amener le Roi par leur obstination à choisir un Ministère parmi la droite pure. Ils se sont trompés. Le Roi désirait une transaction honorable, et en cela il avait grandement raison; mais jamais il n'a eu l'idée de livrer le pouvoir à un parti dont le pays ne veut à aucun prix.

Le Duc de Gramont s'est un peu trop agité pendant la crise, d'abord pour empêcher que la droite ne fût appelée; ensuite pour lui laisser le champ libre. H. au contraire s'est tenu complètement tranquille, déclarant qu'il n'avait rien à faire dans une question

Digitized by Google

intérieure. Il a eu le bon goût de ne pas mettre pendant ce temps les pieds au Ministère et il s'est borné à venir chez moi me faire une visite d'amitié.

Villamarina a rendu au pays un très grand service, en contribuant à faire comprendre au Roi notre véritable position en Europe.

Il repart après-demain pour son poste où sa présence est indispensable.

J'approuve complètement ce que vous avez fait relativement aux transports. Je vais, maintenant que la crise est finie, traiter à fond cette question avec Durando et y répondre officiellement.

L'expédition continue, mais lentement. Nos officiers se plaignent de la lenteur des équipages.

Je ne sais s'ils ont raison. Cependant comme la Commission chargée de l'embarquement va parfaitement d'accord avec le brave capitaine Brook, je crois qu'il vaudra mieux ne rien dire et laisser que les choses aient leur cours naturel.

Votre dépêche télégraphique chiffrée d'hier au soir (Dimanche), m'est arrivée peu d'heures après que Barral m'avait annoncé la démission de Drouyn de Lhuys. J'ai de la peine à les concilier ensemble, car Villamarina interprète celle-ci dans un sens pacifique, tandis que la vôtre est tout à fait belliqueuse. Il est possible qu'après une première réponse à Londres, on ait changé d'avis à Paris.

Hudson est venu m'annoncer hier que l'Angleterre avait l'intention de former une légion suisse, et me demander l'autorisation de former des dépôts en Savoie, à Evian, ou à Annecy, et en Piémont, à Domodossola.

Je lui ai répondu que nous n'avions aucune objection à ce que le Gouvernement anglais formât des dé-

Digitized by Google

pôts chez nous, pourvu que les soldats engagés fussent soumis au droit commun. Je lui ai fait observer que Domodossola était une localité mal choisie pour y réunir les Suisses venant des cantons allemands, qui seuls fourniraient des recrues en abondance, soit parce que cela obligerait à un inutile détour, soit parce que cette ville n'offre aucune ressource. Novare vaudrait mieux sous tous les rapports. Grâce au chemin de fer, Hudson pourrait mieux surveiller le dépôt qui y serait établi. Et comme il y a dans cette ville une garnison respectable, nous serions sûrs de faire respecter la tranquillité publique par les enrôleurs et les enrôlés.

Veuillez communiquer ces observations à Lord Clarendon, comme un conseil, et rien de plus.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

XLII.

15 Mai 1855.

Mon cher Marquis,

Les journaux nous ont appris que l'amendement Desambrois accepté par le Ministère a été voté à deux voix de majorité. Ce n'est pas brillant, mais c'est beaucoup, eu égard à toutes les intrigues mises en jeu pour le faire rejeter. La discussion, suspendue pour donner le temps à Desambrois de formuler les articles qui sont la conséquence du principe qu'il a fait prévaloir, recommencera Vendredi. Il est difficile de prévoir l'issue finale, car une migraine ou des maux

Digitized by Google

d'entrailles frappant des membres ministériels, ou des Sénateurs de l'opposition, peuvent exercer une grande influence sur le sort de la loi. Quel qu'il soit je vous en informerai par le télégraphe.

Je vous adresse une dépêche officielle sur les conférences. Le temps me semble venu pour réclamer la exécution de l'art. 3 du traité d'alliance. La conduite de l'Autriche me paraît de nature à engager les Puissances occidentales à ne plus user envers elle, à notre détriment, d'aussi grands ménagements. Vous ferez observer à Lord Clarendon que, tant qu'il y a eu une espérance fondée de faire entrer cette Puissance dans l'alliance active, nous nous sommes abstenus de toute démarche qui aurait pu lui fournir le prétexte à de nouvelles tergiversations. Mais maintenant qu'elle se retire sous ses tentes, tandis quo nos troupes se préparent à monter à l'assaut, il me paraît que nous méritons qu'on nous traite un peu mieux.

Je vous ai déjà écrit pour préciser l'époque à laquelle le second terme de l'emprunt devra être payé. Je ne vous répéterai pas ici les raisons que je vous ai données pour qu'il fût fini au premier Septembre. Veuillez me répondre à ce sujet qui m'intéresse beaucoup. Vous me direz si je dois vous adresser une dépêche officielle ou bien si vous croyez pouvoir obtenir votre but par des démarches officieuses.

J'espère que le Ministère anglais sortira victorieux de la lutte qui va s'engager dans les deux Chambres. Je désire que les documents que je vous ai transmis hier pour Lord Panmure puissent lui être de quelque utilité.

Je vous ai mandé de saisir cette occasion pour hâter notre convention postale. Si vous réussissez à

Digitized by Google

vous mettre d'accord sur les principes, Pollon, qui est à Paris, pourra vous venir en aide pour discuter leur application.

Hudson a obtenu un congé. Il en profitera la semaine prochaine. Ayant étudié à fond le pays pendant les trois années qu'il a passées ici sans bouger, il pourra bien éclairer son Gouvernement sur le véritable état des choses.

Recevez, mon cher Marquis, les assurances, etc.

C. Cavour.

XLIII.

Derniers jours de Mai, 1855.

Mon cher Marquis,

Il est tout naturel qu'après une absence de trois années vous désiriez passer quelque temps auprès de vos parents: ainsi je ne vois aucun obstacle à ce que vous alliez les rejoindre à Vichy dans les premiers jours de Juin; vous réservant de compléter la cure qui vous est ordonnée, au mois d'Août. J'espère que vous parviendrez pendant votre séjour à Vichy à persuader à Mr votre père que nous n'avons pas en Europe une aussi mauvaise réputation qu'il le pense et que, malgré notre loi sur les couvents, on ne nous tient ni à Londres, ni à Paris, pour des révolutionnaires forcenés.

Cette malheureuse loi sera discutée Lundi. J'espère que l'amendement Desambrois réunira la majorité; mais je suis loin d'être sans inquiétudes à cet égard.

Digitized by Google

Aussi je ne considère pas la crise ministérielle comme finie. Vous apprendrez par le télégraphe le sort de la loi.

L'expédition est à peu près achevée pour ce qui regarde les troupes. Lamarmora part ce matin sur la *Constitution* avec les derniers soldats restés à Gênes. Mais nous avons encore à expédier des chevaux et le parc d'artillerie.

J'espère que maintenant que tous les renforts sont arrivés en Crimée on frappera un grand coup. Si au contraire on continue à végéter devant Sebastopol, je redoute les plus grands désastres.

Veuillez m'informer de tout ce que vous apprendrez sur la légion suisse que l'Angleterre se propose de former.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

XLIV.

20 Mai 1855.

Mon cher Marquis,

Dites hardiment que les plaintes de Sir Ch. Wood sont dénuées de fondement. Jamais les navires anglais n'ont dû attendre que nos chevaux arrivassent à Gênes. Et la preuve irrécusable de cette assertion c'est que tous les navires anglais sont partis et il reste mille chevaux à embarquer. Ce qui a retardé l'expédition, c'est qu'on n'avait pas songé à l'artillerie et au matériel de guerre; que, pour réparer cet oubli, il a fallu se procurer à la hâte des bâtiments

Digitized by Google

marchands et les faire remorquer par des bâtiments à vapeur. Ce n'est pas le Gouvernement anglais, mais nous qui avons le droit de nous plaindre du défaut de transport. Si nous n'avions pas employé toute notre marine à vapeur, une division entière serait encore à Gênes.

L'histoire du drapeau m'a beaucoup amusé. Gare toutefois si la *Gazzetta del Popolo* le savait: elle, s'imaginerait que le Lord Maire est d'accord avec M. D'Aviernoz pour renverser le Statut (1).

Je reconnais que le corps diplomatique a le droit d'être peu satisfait de la manière avec laquelle je remplis mes fonctions de Ministre des Affaires étrangères. Mais que voulez-vous, tant que la loi des couvents ne sera pas votée je me considérerai comme provisoire et je m'abstiendrai de toute réforme qui n'est point urgente.

Si la loi passe et que je reste au Ministère, vous pouvez compter que toutes les affaires passeront par mes mains.

On m'assure que votre père a renoncé à Vichy. Dans ce cas pourquoi ne viendriez-vous pas lui faire une visite à Turin ?

Croyez à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

---

(1) A un dîner chez le Lord Maire, celui-ci, désirant me faire apprécier les attentions dont la Sardaigne, alliée en Crimée, était l'objet de la part de la Municipalité de Londres, appela mon attention sur le drapeau sarde, qui, disait-il, ornait la salle.

J'avais beau chercher, je ne trouvais rien. Enfin je m'aperçus, qu'ignorant les mutations tricolores, on avait inauguré l'ancien drapeau bleu; mais comme l'intention y était, je ne fis pas d'observations.

E. d'Azeglio.

Digitized by Google

XLV.

25 Mai 1855.

Mon cher Marquis,

Je vous fais mes compliments pour l'article que vous avez fait insérer dans le *Chronicle*. Il est essentiel, comme vous le dites, de ne rien laisser passer de ce qui pourrait fausser notre position dans la lutte à laquelle nous venons de prendre part.

Les premiers rapports de Lamarmora de Balaclava nous font connaître l' accueil parfait qu'il a reçu de Lord Raglan. D'après cela je suis certain que les deux commandants en chef vivront dans la meilleure harmonie. Je ne doute pas que la conduite de nos soldats au feu aplanira bien des difficultés diplomatiques et vous facilitera le moyen d'obtenir que dorénavant nous occupions dans les négociations une position convenable.

Je vous ai mandé par le télégraphe de ne pas vous opposer à la formation d'une légion étrangère ayant des dépôts en Piémont. Si l'Angleterre ne craint pas d'éveiller les susceptibilités de l'Autriche, nous n'avons aucun motif pour ménager outre mesure cette Puissance, qui se conduit envers nous d'une manière vraiment inqualifiable dans la question des séquestres.

J'espère que nous pourrons clore la session la semaine prochaine et prendre ensuite un peu de repos.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Digitized by Google

XLVI.

2 Juin 1855.

Mon cher Marquis,

N'ayant pas trouvé quelqu'un qui voulût se charger du fardeau des finances, j'ai été forcé de reprendre mon ancien poste, en cédant le portefeuille des Affaires étrangères à mon ami Cibrario. Les rapports que j'ai depuis cinq ans avec lui, me donnent la certitude que l'entente la plus absolue régnera toujours entre nous.

Cette conviction me tranquillise tout à fait, car je comprends que, dans les circonstances actuelles, la politique extérieure est ce qu'il y a de plus important. Vous continuerez, j'espère, à m'écrire de temps en temps, sans crainte de donner ombrage à votre nouveau chef.

Vill. nous ayant fait attendre longtemps la réponse de Walewsky aux réclamations que nous avions adressées au Gouvernement français sur la question de l'entrée dans les conférences, ce n'est qu'hier que nous avons pu vous envoyer des instructions. J'espère que vous n'aurez pas de difficultés à finir cette affaire avant de vous rendre à Vichy.

Hudson part demain pour Londres. Si j'en ai le temps je lui remettrai quelques lignes pour vous.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Digitized by Google

XLVII.

3 Juin 1855.

Mon cher Marquis,

Hudson, qui vous remettra cette lettre, m'a promis de seconder de toutes ses forces vos démarches pour obtenir de Lord Clarendon l'échange de notes que vous êtes chargé de lui demander. Il insistera également pour la formation d'une légion italienne : sans avoir l'air d'y attacher une trop grande importance, vous le seconderez à votre tour. Puisque l'Autriche s'éloigne chaque jour davantage de l'alliance, je ne vois pas pourquoi la France et l'Angleterre continueraient à user envers elle de toute sorte de ménagements. Quant à nous, après avoir attendu pendant cinq mois la réponse que Mr de Buol nous a annoncée sur la question des séquestres, nous ne sommes tenus à rien. La formation d'une légion italienne sur notre territoire ne pourra pas rendre nos rapports plus mauvais qu'ils ne sont. Si par hasard Colloredo vous en parlait, vous ne lui dissimuleriez pas que nous sommes justement irrités d'un procédé qui nous paraît moins justifiable que la mesure des séquestres elle-même.

Le Ministère est depuis longtemps convaincu que pour faire sortir le Roi de l'état d'abattement où l'ont plongé les malheurs qui l'ont accablé, il serait utile de le décider à faire un voyage en France et en Angleterre. J'en ai parlé à Villamarina pendant son séjour à Turin ; et nous avons convenu qu'il en glisserait quelques mots à l'Empereur. Cette ouverture a

Digitized by Google

été accueillie avec le plus grand empressement. Walewsky m'a fait interpeller immédiatement pour savoir si le Roi accepterait une invitation officielle. C'était aller un peu vite en besogne.

Le moment n'est pas encore venu de décider le Roi à partir. Lui ayant fait connaître la demande de Walewski, il m'a répondu que, tant qu' il était en très grand deuil, il ne pouvait songer à un voyage de plaisir. Mais la réponse m'a fait voir qu'il ne se refuserait pas à une invitation si elle venait en temps opportun, c'est-à-dire après que les premiers six mois du deuil de la Reine seraient écoulés.

Si l'Empereur fait une invitation au Roi il serait bien à désirer que la Reine Victoria en fît autant. Croyez-vous la chose possible? Dans le cas affirmatif, glissez ces quelques mots à Palmerston et à Clarendon. Vous pouvez leur faire connaître l'interpellation que Walewsky m'a adressée.

Hudson dans son audience de congé a parlé au Roi du désir qu'aurait la Reine de le voir à Londres. Mais cette ouverture n'ayant rien d'officiel n'a pu produire un grand effet.

Les journaux cléricaux ont répandu le bruit du mariage du Roi avec la princesse de Cambridge (1). Mais ce canard n'aura pas, je pense, franchi les Alpes.

J'ai prié Hudson de secouer l'administration des postes afin de ne plus être ruiné par les sommes énormes que me coûte l'abonnement au *Times*.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

---

(1) Ce projet de mariage avait réellement existé de la part du Roi, qui chargea même une personne, haut placée, anglaise, d'entamer une négociation à ce sujet.

Il lui en parla à une soirée à laquelle assistait le Comte de

Digitized by Google

XLVIII.

13 Juillet 1855.

Mon cher Marquis,

Les doutes que vous me manifestez dans votre lettre du 7 de ce mois, lettre que j'ai reçue avant-hier seulement, n'ont pas le moindre fondement. Vous en recevrez l'assurance par Cibrario. Veuillez en attendant vous rassurer pleinement à cet égard.

Rien ne s'oppose à ce que vous alliez retremper vos forces aux eaux de Schwalbach. Vous n'aurez qu'à en écrire deux mots à Cibrario, qui a été prévenu de l'engagement que j'ai pris avec vous.

Avant de partir, toutefois, vous m'obligerez en finissant l'affaire des traites. Je vous écrirai officiellement à ce sujet.

Nous sommes dans l'attente du Roi de Portugal. On nous l'annonce pour aujourd'hui ou pour demain. Le duc de Brabant est déjà à Gênes, où il garde le plus strict *incognito*. Il doit néanmoins venir demain faire une visite au Roi.

Cavour. Mais le Roi défendit absolument à la personne en question de rien dire au Comte.

Il se peut que celui-ci ait eu des soupçons, car à peine Victor Emmanuel s'était-il éloigné, qu'il vint demander à cet intermédiaire quels étaient les importants sujets traités avec S. M. La réponse fut évasive. Mais par diverses raisons on n'arriva à aucun résultat. La Princesse, entre autres, ayant témoigné son désir, alors, de ne pas quitter l'Angleterre.

E. D'AZEGLIO.

Digitized by Google

Je suis bien aise que Lord Granville aille aux Indes. Peut-être son successeur sera-t-il moins difficile à traiter.

Je ne puis rien vous mander de précis encore sur les projets de voyage qui vous intéressent. Je pense cependant que vous pouvez aller à Schwalbach sans crainte d'être dérangé.

Je dirai à Cibrario de vous tenir au courant de ce qui nous arrive en Crimée. Jusqu'à présent nous n'avons reçu que d'assez tristes nouvelles. Le choléra nous a fait beaucoup de mal. Toutefois le moral de l'armée n'est nullement abattu. Lamarmora a su inspirer une telle confiance à ses soldats, qu'ils ne s'inquiètent de rien, tant qu'il sera à leur tête.

Si l'attaque de la tour de Malakoff avait réussi, il aurait dû attaquer de son côté le corps de Liprandi. L'insuccès des alliés l'a forcé à battre en retraite.

Hudson n'est pas encore arrivé. Croyez-vous qu'il revienne pour organiser une légion italienne?

Les mazziniens continuent à agiter les bas-fonds de la société. Ils ne sont guère redoutables pour le moment. Les malheureux ne savent que compromettre quelques fous et quelques imbéciles. Ces jours derniers on a surpris une petite réunion mazzinienne à la Spezia, composée d'une vingtaine d'individus, la plupart appartenant au duché de Modène.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

Digitized by Google

XLIX.

30 Juillet 1855.

Mon cher Marquis,

La nouvelle que vous me communiquez par votre lettre du 25 de ce mois, m'a causé autant de surprise que de regrets.

Rien dans la correspondance de notre *cousin* (1) ne pouvait me faire soupçonner qu'il ne vécut pas dans la meilleure intelligence avec ses collègues. Je crois leurs plaintes exagérées, sinon dénuées de tout fondement. Il n'arrive que trop, lorsque les affaires vont mal, qu'on cherche à faire retomber sur d'autres la responsabilité de l'insuccès. Quoi qu'il en soit, j'ai écrit aussitôt à notre cousin une lettre pressante pour l'engager à être plus *arrendevole* et à seconder de tous ses efforts les opérations auxquelles il peut être appelé à prendre part. Veuillez en faire part à votre interlocuteur, tout en le priant de tenir compte de l'observation que j'ai faite à cet égard.

L'intéressant rapport, que vous m'avez communiqué par votre lettre, prouve que ce n'est pas de notre cousin seul que les hommes de là-bas se plaignent.

Je pense que votre départ pour les eaux sera retardé de quelques jours par la convention que vous devez signer au sujet des prises et des trophées. Cela fera que vous pourrez assister à la clôture de la session, clôture que j'appelle de tous mes vœux. J'espère que vos efforts relatifs au discours réussiront. Je

(1) Generale Lamarmora.

Digitized by Google

vous en sais le meilleur gré; car le silence de Londres ferait ici un bien triste effet. Je pense que vous aurez bientôt les traites, que je vous ai demandées, à m'envoyer. Vous pouvez vous servir de la poste pour cela; car, étant nominatives, elles ne courent aucun danger.

Les mazziniens s'agitent assez dans ce moment. Ils n'ont pas chez nous un grand succès, bien que en de certains endroits ils trouvent appui dans le parti noir. Leurs vues sont surtout dirigées sur le midi et le centre de l'Italie, où, il faut le dire, leurs efforts sont merveilleusement secondés par la politique de plus en plus absurde et stupide des Gouvernements. A Naples les rigueurs et les violences redoublent et l'état de la Romagne est on ne peut plus déplorable. Le choléra y fait des ravages affreux.

Les mesures que prend le Gouvernement sont si absurdes et si mal exécutées, qu'elles aggravent le mal au lieu de l'atténuer.

Recevez, mon cher Marquis, l'assurance de mes sentiments dévoués.

C. DE CAVOUR.

L.

7 Août 1855.

Mon cher Marquis,

Vos hypothèses sont dénuées de fondement. On a choisi Londres pour la signature de la convention

Digitized by Google

sur les prises à faire, uniquement parce que les Ministres de France et d'Angleterre en ont fait la demande. Nous ne pourrions maintenant transporter à Paris cette négociation sans risquer de réveiller les susceptibilités britanniques. Cela dit, il me paraît facile de concilier cette affaire et votre gastrite. Je ne vois pas que la convention soit urgente. Si vous êtes d'accord avec Lord Clarendon, vous pourriez en remettre la signature au retour des eaux.

Je vous conseille d'écrire dans ce sens à Cibrario. Vous lui direz que le Turc n'étant pas prêt, vous avez conclu avec Lord Clarendon de fixer la signature de la convention au mois de Novembre, et vous demanderez la permission de partir tout de suite pour profiter de la belle saison. S'il s'élevait quelque difficulté, je tâcherai de l'aplanir.

Le Pape nous a lancé à la tête un second monitoire. Il a été poussé à le faire par son entourage. Mais, au fond, je ne crois pas qu'il veuille amener une rupture complète. En effet, il vient d'autoriser les curés à recevoir les subsides que la caisse ecclésiastique est chargée de leur distribuer. Par là le clergé vient à reconnaître la loi contre laquelle il proteste. Quand on accepte de l'argent de quelqu'un on devient son complice.

J'ai reçu l'article de Gladstone. Je l'ai fait traduire par l'*Opinione*, qui, après l'avoir inséré dans ses colonnes, en formera une brochure que nous répandrons dans le public.

Je n'ai pas de nouvelles de *notre cousin*. J'espère toujours qu'un jour ou l'autre il fera parler de lui.

On nous annonce Hudson pour aujourd'hui.

Pucci m'a remis les traites, qui sont arrivées fort à propos.

Digitized by Google

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Si vous êtes pressé pour votre congé, prévenez-moi par télégraphe.

LI.

Leri, 13 Septembre 1855.

Mon cher Marquis,

Je ne vous ai pas écrit à Schwalbach, parce que j'ai craint que ma lettre, partant de la campagne, n'arrivât pas dans ce lieu reculé avant votre départ. D'ailleurs je n'avais rien de pressé à vous mander.

Vous savez à cette heure que le voyage du Roi aura lieu dans la dernière quinzaine d'Octobre. Ce n'est certes pas le moment le plus agréable pour visiter l'Angleterre, mais c'est peut-être celui le plus convenable pour la Reine, qui doit être, à cette époque, établie à Windsor. Puisque vous serez à Londres avant la fin de ce mois, vous aurez tout le temps de faire vos préparatifs pour l'arrivée du Roi. Je ne doute pas que le Roi ne reçoive de la Reine et du peuple anglais un accueil comme il le mérite.

La prise de Sébastopol va probablement donner lieu à la reprise des négociations. Il est essentiel que nous en soyons informés à temps pour que nous puissions nous arranger afin de réclamer l'accomplissement des promesses qui nous ont été faites.

Lamarmora, à qui j'avais communiqué la conversation que vous avez eue dans le temps avec Clarendon, s'en est expliqué avec le Duc de Newcastle,

Digitized by Google

qui a été passer un jour au camp piémontais. Vous pouvez lui en parler lorsque vous le rencontrerez à Londres. Probablement il contribuera à détruire les fausses impressions que le Ministre des affaires étrangères avait reçues.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

LII.

Turin, 11 Octobre 1855.

Mon cher Marquis,

Cibrario doit vous avoir mandé que nous venions d'adresser à Hudson une demande formelle, afin d'obtenir du Gouvernement le payement du second million sterling, porté par la convention aux mois de Février et d'Avril de l'année prochaine. A cette demande j'ai joint une lettre confidentielle que Hudson communiquera à Lord Clarendon.

Je viens maintenant vous prier de faire tout votre possible pour que cette juste réclamation soit favorablement accueillie. Vous pourrez, sans exagération, assurer le Ministère anglais qu'un refus nous placerait dans une position excessivement difficile. Les dépenses de la guerre excédant de beaucoup les sommes que nous avons reçues de l'Angleterre, et l'état de crise où se trouve le monde financier nous ayant mis dans l'impossibilité de réaliser les ressources extraordinaires que le Parlement avait mises à notre disposition, nous serons forcés de faire un emprunt. Cela fera assez crier; mais les Chambres le

Digitized by Google

voteront; seulement, comme je ne pourrai pas le faire voter d'urgence, elles emploieront un mois ou deux à le discuter. Une fois voté, il nous faudra attendre quelque temps pour le négocier. De sorte que je ne puis pas compter avant le mois de Mai sur les ressources qu'il me procurera. Or j'ai absolument besoin d'argent au commencement de l'année. Cela étant, je pense que le Gouvernement anglais ne voudra pas nous laisser dans l'embarras, par suite de la trop grande confiance que nous avons placée dans l'assurance qui nous a été donnée, que la sanction parlementaire de la convention ne se ferait pas attendre. Au reste j'ai pleine confiance dans votre zèle et votre habileté pour douter du succès de cette petite affaire, qui me tient excessivement à cœur.

Je crois bon de vous prévenir que Hudson est très mal avec P. (1). Celui-ci, bon garçon au fond, est un esprit excessivement borné. La moindre difficulté l'arrête, le plus petit obstacle le trouble et lui fait perdre l'esprit. Ce sera un bon soldat au feu, mais un détestable organisateur. Un autre homme aurait déjà, à l'heure qu'il est, deux régiments; lui n'a pas su mettre ensemble deux compagnies; et, si on le laisse faire, la légion ne sera pas formée en dix ans. Sans prendre aucune initiative à ce sujet, vous pouvez, si l'occasion se présente tout naturellement, communiquer à Lord Palmerston et à Lord Clarendon ce que je vous mande.

Le Roi est mieux, mais les douleurs n'ont pas tout à fait disparu. Il ne peut encore ni marcher ni écrire.

Croyez à mes sentiments affectueux.

C. Cavour.

---

(1) Lord Percy.

Digitized by Google

LIII.

(Sans date).

Mon cher Marquis,

Je vous ai mandé par le télégraphe que des deux moyens que le Gouvernement anglais vous à proposés pour nous procurer des fonds, je préfère la remise des traites. En effet il me paraît plus convenable de ne plus entretenir le Parlement de questions d'argent, qui sonnent toujours désagréablement à l'oreille de John Bull.

Il demeurerait par conséquent entendu que la trésorerie vous remettrait des traites à trois mois de date, le premier Février prochain. Mais, ayant besoin de fonds plus tôt, je propose à Hambro l'opération suivante.

Son correspondant à Gênes tirerait sur lui des traites payables dans le courant de Février, au fur et à mesure des besoins du trésor, et que je rembourserai; ou, pour mieux dire, je lui fournirai les fonds afin de payer les dites traites, en lui faisant remettre par vous les traites que le trésor anglais vous donnera au premier Février.

N'ayant pas eu le temps d'entrer dans de grands détails avec Hambro, je l'ai engagé, s'il avait besoin de plus amples renseignements, d'aller vous les demander de ma part.

La santé du Roi s'améliore lentement.

Croyez, etc.

C. Cavour.

Digitized by Google

LIV.

(Sans date).

Mon cher Marquis,

La suite du Roi se composera de
2 grands de la couronne,
3 aides de camp,
2 aides de camp honoraires,
2 officiers d'ordonnance,
1 médecin (Riberi),
et un ministre par dessus le marché.

Je ne sais si c'est l'usage que le Ministre en Angleterre fasse partie du cortège. Si je puis m'en dispenser, je serai heureux d'aller occuper un logement à Mivart ou dans quelqu'autre hôtel voisin de l'ambassade.

Je vous remercie de la victoire que vous avez remportée sur les scrupules du Chancelier de l'échiquier. Si je n'avais pu disposer des traites en question, j'aurais été dans un véritable embarras. Vous pouvez remettre ces traites à Hambro contre reçu, après les avoir endossées.

Je crois que ce qu'il y a de mieux à faire pour la question de la Toscane, c'est de n'en plus parler. Qu'importe à l'Angleterre que nous ayons un Ministre à Florence? Nous nous passons bien d'un Ministre toscan ici.

Adieu, cher Marquis; je suis bien aise de dire *à bientôt*, car je pense que vous viendrez à Paris au devant du Roi.

C. Cavour.

Digitized by Google

LV.

Paris, 25 Novembre 1855.

Mon cher Marquis,

J'ai chargé Villamarina de vous annoncer le jour de l'arrivée du Roi.

Je viens maintenant vous prier de combiner les choses de manière à ce que le Roi n'ait pas trop à attendre à Douvres, lieu d'*arrêt* (1) le plus convenable, à mon avis.

Vous me direz si je dois suivre le Roi à Windsor, ou m'arrêter à Londres.

Dans tous les cas, je vous prie de me ménager des entrevues avec Palmerston, Clarendon, le marquis de Lansdowne, Lord John Russell. Si Lord Malmesbury est à Londres, je le verrai volontiers. Quoique beaucoup trop pacifique pour mon goût, je désirerais aussi faire une visite à Gladstone.

Le déjeûner à Guildhall va à merveille. Répétez à satiété que le Roi ne désire ni bals, ni fêtes. Qu'il a choisi cette saison comme moins bruyante; et pour prouver surtout que le but principal de son voyage était de faire une visite à son auguste alliée, la Reine.

Le Roi s'arrêtera juste 7 jours comme à Paris. Villamarina vous enverra notre air national. J'en a les oreilles remplies.

Le Roi a été très souffrant à Lyon. Heureusement il s'est remis et aujourd'hui il est très bien. Je n'ai

(1) Probabilmente *d'arrivée.*

Digitized by Google

pas encore entendu parler politique depuis mon arrivée. Mais je sens une certaine petite brise qui a une saveur autrichienne. Je ne serais pas étonné que le Cabinet de Vienne n'ait choisi juste le moment de l'arrivée du Roi à Paris pour faire des cajoleries au Cabinet des Tuileries.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Je ne voudrais pas vous déranger. Tâchez d'avoir un pied à terre pour moi et pour mon secrétaire Mr Nigra (1).

LVI.

25 Novembre 1855.

Mon cher Marquis,

Je m'empresse de vous accuser réception du paquet que vous avez confié au courrier que Lord Clarendon a expédié à sir J. Hudson, et de vous dire que je suis très satisfait de l'arrangement que le Cabinet anglais vous a proposé. Il est plus convenable sous tous les rapports. Je puis attendre jusqu'après Pâques sans me trouver dans l'embarras.

---

(1) Pour l'arrivée du Roi on me demandait la musique de l'air national. Les idées anglaises étaient assez vagues à ce sujet. Et un jour en arrivant avec S. M. à un établissement militaire, j'oublie lequel, j'entendis résonner un air, qu'à cette époque mon long séjour hors de l'Italie m'empêchait de connaître, mais qui était celui de Mameli ou de Pie IX, ainsi que le Roi me dit en souriant.

Digitized by Google

Veuillez témoigner ma satisfaction et ma reconnaissance soit à Lord Palmerston, soit à Lord Clarendon.

J'ai fort approuvé votre réponse aux puritains de Edinbourg. Je ne pense pas qu'il soit convenable de lui donner une grande publicité, car il se pourrait que nos journaux, dans leur fureur antipapiste, la critiquassent amèrement.

Je me réserve de vous écrire plus au long lorsque j'aurai les pièces que Hudson est chargé de nous communiquer (1).

Vous saurez déjà que les dépêches que nous avons adressées à Lamarmora ont chômé huit à dix jours en route, à cause de l'interruption du télégraphe.

Il n'est parti que le 18 avec l'Amiral Lyons. Dans l'intervalle j'ai reçu de lui une lettre confidentielle que j'ai fait voir à Hudson.

---

(1) Dans la lettre précédente le Comte approuve ce qu'il appelle une réponse aux puritains d'Edinbourg. Voici de quoi il s'agit :

Quand le Roi quitta l'Angleterre, on me laissa un paquet de papiers qui exigeaient une réponse. Dans le nombre se trouvait une adresse de quelques Ecossais intolérants, qui, exagérant ce qui avait été fait en matière religieuse, prodiguaient les plus grands éloges à S. M., en le posant comme l'adversaire de la religion, du Pape et du catholicisme. Je répondis que le Roi avait dû prendre des mesures qui, bien que conformes aux idées de progrès, n'avaient pas été du goût du clergé. Qu'il avait agi d'après sa conscience et l'avis de ses Ministres. Mais qu'il conservait les idées religieuses d'un Souverain catholique et n'était nullement disposé à renier la religion de ses ancêtres.

Cette lettre, chose curieuse, parut dans les journaux et eut beaucoup de succès auprès des protestants anglais, charmés de la leçon que j'avais infligée à leurs fougueux confrères.

EMM. D'AZEGLIO.

Digitized by Google

Il est enthousiaste d'une campagne dans la Baltique et rêve la conquête de Pétersbourg.

J'attends Massimo, qui, à ce qu'on m'assure, est parfaitement remis des fatigues de son voyage.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

LVII.

Turin, 14 Décembre 1855.

Mon cher Marquis,

Je m'empresse de vous accuser réception de votre lettre du 10 cour., et de vous remercier des détails ntéressants qu'elle contient. Si l'impression que le Roi a laissée en Angleterre est bonne, lui de son côté est revenu très satisfait de son voyage, et très reconnaissant aux personnes qui, ainsi que vous, ont contribué à l'accueil parfait qu'il a reçu partout.

Je crois que le Roi a écrit directement à la Reine pour la remercier. Veuillez de votre côté exprimer en mon nom à Clarendon et à Palmerston la reconnaissance non seulement du Gouvernement, mais du pays tout entier pour les manifestations de sympathie et d'affection du peuple anglais à notre égard.

Le voyage a produit ici un effet excellent, et aura pour conséquence de resserrer les nœuds de l'alliance anglaise. La fureur du parti clérical est la preuve évidente de ce que je vous dis là.

Maintenant, que je n'ai plus à penser aux fêtes et aux réceptions officielles, je suis retombé au milieu

Digitized by Google

des budgets et des chiffres. C'est ce qui me fait désirer vivement de recevoir la réponse définitive que m'a promise Palmerston.

Veuillez me la transmettre par le télégraphe. Le Conseil où l'on devait la décider, s'est tenu Samedi dernier. De sorte qu'on a eu tout le temps de la préparer.

Au dernier moment j'ai remis à Corti une lettre de M. Sommeiller, qui me priait d'obtenir du Gouvernement anglais la faculté de tirer de l'Angleterre les tubes nécessaires à la construction des machines à air comprimé qu'il a inventées. Les machines se construisent pour le compte de nos chemins de fer. Elles doivent, si elles réussissent, avoir d'immenses résultats pour notre pays. C'est vous dire que cette affaire me tient excessivement à cœur.

Croyez à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

LVIII.

1 Janvier 1856.

Mon cher Marquis,

Cibrario vous a expédié une copie de la note verbale que nous avions adressée à Hudson et à Gramont, en réponse à la communication qu'ils nous ont faite des communications autrichiennes.

Vous devez avoir reçu également une dépêche, avec l'ordre de la communiquer à Clarendon, sur ce même sujet. Ces deux documents vous feront connaître la pensée intime du Gouvernement. Il nous a paru que

Digitized by Google

nous devions tenir à nos alliés un langage modéré, mais en même temps franc et décidé. Le Ministère anglais ne nous en voudra certainement pas de cette manière d'agir.

Nous sommes entrés dans trop de détails pour qu'il soit nécessaire que j'ajoute de nouveaux développements afin de guider votre langage. Je me bornerai à deux recommandations.

La première c'est d'insister sur les effets des conditions de la paix par rapport à la puissance de l'Autriche. Les Ministres anglais, s'ils ne veulent pas se faire la plus complète illusion, doivent reconnaître qu'en traitant sur les bases présentées à Pétersbourg, l'Autriche acquiert une influence prépondérante irrésistible au Levant: qu'en devenant maîtresse des Principautés et de tout le cours du Danube, elle est rendue l'arbitre de l'Empire Ottoman. La Servie, la Bulgarie seront des provinces autrichiennes, aussi bien que la Moldavie et la Valachie; et Vienne dominera dorénavant en Turquie, aussi bien qu'en Allemagne et en Italie.

En second lieu, je vous prie d'insister, sans prendre le ton d'un Jérémie, sur les conséquences qu'une telle paix doit avoir pour le Piémont et pour le parti constitutionnel en Italie.

Si, après avoir soumis le pays à d'énormes sacrifices, il en retire pour prix de voir l'influence autrichienne augmentée et la sienne amoindrie, il est évident qu'il perdra toute confiance dans le parti constitutionnel et les hommes qui le dirigent.

Le mal serait petit, si ce retour de l'opinion publique ne devait amener qu'un simple changement de Ministère; mais il produira un changement de système.

Digitized by Google

Naturellement les hommes qui ont combattu l'alliance, qui ont déclamé contre nos tendances anglaises, prendront le dessus, et nous ramèneront vers l'Autriche et le système absolu.

Le Piémont, après avoir joué le rôle d'un niais dans la grande lutte qui aura cessé, perdra toute action sur l'Italie, qui retombera, partie dans les bras du parti révolutionnaire, et partie s'abandonnera en désespoir de cause aux idées autrichiennes.

Si nos alliés nous abandonnent, le triomphe de l'Autriche et du Pape sera complet. Dans dix ans nous verrons le régime des Jésuites et des inquisiteurs établi des Alpes aux Calabres. L'Angleterre ne peut vouloir de tels résultats, non seulement par esprit de justice, mais dans l'intérêt de son influence et des principes politiques et religieux qu'elle professe.

Si vous pouviez faire traiter ces arguments par la presse, vous avanceriez nos affaires, car quelques-uns des Ministres actuels ont besoin d'être poussés. Lord Shaft pourrait nous rendre ce service. Faites apparaître à ses yeux le spectre du papisme étendant sa domination sur tous les pays qui subissent l'influence autrichienne, c'est-à-dire sur la moitié du continent européen. Peut-être parviendrez-vous à lui faire jeter un cri d'alarme qui, retentissant sous les voûtes d'Exeter Hall, ira troubler le repos des Ministres.

Le temps d'agir est venu. Jusqu'ici nous avons laissé nos alliés tranquilles. Maintenant il faut les harceler, et ne plus leur laisser de repos.

Lamarmora arrivera ici demain. Clarendon m'a fait prier de le laisser aller à Londres avant le congrès de Paris. Nous ne nous y opposons pas, pourvu que cela puisse se faire sans déplaire à l'Empereur.

Digitized by Google

Il serait à désirer que le Gouvernement anglais retardât l'envoi de ses commissaires jusqu' après la course de Lamarmora, et que cette course fût motivée sur des arrangements à prendre relativement à des transports de troupes et de munitions.

J'ai vu dans les journaux que la convention postale entre la France et l'Angleterre, dont il était question depuis si long temps, vient d'être conclue. Rien ne doit plus s'opposer, il me semble, à ce que l'Angleterre traite avec nous. Faites une charge à fond sur le Duc d'Argyll et tâchez d'enfoncer le carré bureaucratique du *post office*.

Massimo est revenu avec une dent de moins et quelques mois de plus. Cependant il se porte bien et m'aide beaucoup à forger des armes diplomatiques pour le congrès futur.

Je vous recommande une circulaire de l'Archevêque de Milan au sujet du concordat. Elle sent St-Dominique et ses bûchers d'une lieue. Colportez-la partout, en gémissant du retour de l' inquisition et de ses tortures.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

LIX.

21 Janvier 1856.

Mon cher Marquis,

Puisque l'Empereur veut absolument la paix, il faut bien s'y résigner, sans toutefois dissimuler nos regrets pour une solution si incomplète des grandes questions qui agitent l'Europe.

Digitized by Google

Après avoir exhalé notre mauvaise humeur, il faut songer à tirer tout le parti possible de notre position. C'est dans ce but que j'ai rédigé la lettre à Walewsky, dont copie vous est envoyée. Cette lettre est une réponse à l'invitation que l'Empereur m'a faite de lui exposer nos idées sur l'état de l'Italie. Votre oncle avait préparé un magnifique mémoire dans ce but; mais il est trop long et un peu trop vague. Je ne l'enverrai que plus tard. En attendant j'ai formulé ce que je crois que la France et l'Angleterre peuvent, en ce moment, faire pour l'Italie...

Vous verrez qu'il ne s'agit plus de prétentions exagérées; que nous demandons des choses simples, pratiques, conformes aux traités.

Vous communiquerez à Lord Palmerston et à Clarendon, non ma lettre, dont vous devez leur laisser ignorer l'existence, mais les idées qu'elle contient. Vous insisterez surtout sur l'évacuation des troupes autrichiennes des Etats du Pape, et sur les moyens de l'amener. Les Ministres anglais connaissent trop bien l'état des choses dans ces contrées pour contester la proposition que, sans une réforme radicale du Gouvernement, l'évacuation est impossible. L'idée de donner les Légations à la Toscane ne déplaît pas à Lord Palmerston. Insistez beaucoup à cet égard. Communiquez ma lettre à Lamarmora et concertez avec lui le langage que vous devez tenir.

Votre oncle, ainsi que moi, est désolé de ce qui se passe. Mais en bon citoyen il est préparé à aller aux conférences, faire tout ce qu'il pourra pour que nous ne soyons pas mystifiés.

Insistez pour qu'on nous tienne au courant de ce qui se passe et pour que nous soyons instruits sans délai du lieu et de l'époque des conférences.

Digitized by Google

Ménagez-vous toujours ce bon Shaft. Il pourra au besoin vous donner un bon coup de collier.

La position étant très délicate, je vous prie de m'écrire souvent.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

LX.

29 Janvier 1856.

Mon cher Marquis,

Hudson m'a interpellé hier, de la part de Clarendon, à l'égard de nos arrangements financiers dans le cas, assez probable, que la paix serait signée. Je lui ai dit que nous limiterions nos demandes aux avances nécessaires pour faire face aux frais de la guerre. Que si nos troupes rentraient de suite, nous ne demanderions plus rien. Mais que, si leur séjour en Crimée se prolongeait, nous dépenserions autant et plus que si la guerre continuait.

Je ne pense pas que l'Angleterre, si peu disposée pour le moment à nous suivre sur le terrain de la question italienne, nous chicane en fait d'argent.

Ce serait tellement ignoble que je ne saurais avoir un doute à cet égard.

L'ouverture des conférences approchant, le temps des rêves, des désirs vagues, des espérances indéfinies est passé. Il faut nous placer sur le terrain des faits.

Ma lettre à Walewsky n'ayant pas déplu *en haut lieu*, les demandes qu'elle contient ayant été plutôt

Digitized by Google

bien accueillies, elle doit servir de base à nos opérations.

La question de la Romagne est vitale, non seulement pour l'Italie, mais pour l'Europe. Répétez-le sans cesse à Lord Palmerston et à Lord Clarendon.

Il s'agit de faire cesser une véritable usurpation de la part de l'Autriche, et le scandale d'un Gouvernement, à la tête duquel est le père des fidèles, qui se conduit plus mal que le Grand Turc. Peut-être, sur ce terrain, trouverons-nous un appui dans la Russie. Mais il ne faudra le chercher que lorsque l'Angleterre sera rassurée sur les conditions de la paix.

Vous devez connaître assez un des plénipotentiaires russes, Brunnow. Veuillez me dire quel homme c'est.

J'espère que vous me tiendrez au courant de toutes les phases diplomatiques qui arrivent à Londres. Il faut déployer autant de prudence que d'énergie pour ne pas sombrer en vue du port.

Je compte sur vous.

Croyez à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

LXI.

9 Février 1856.

Mon cher Marquis,

Le télégraphe vous a appris que Massimo a renoncé à la mission que son patriotisme lui avait fait accepter. Il a cru que sa position ne serait pas assez nette.

Nous avons eu beau lui dire que s'il ne la jugeait pas convenable, pas conforme à ce qu'exige la di-

Digitized by Google

gnité du pays, nous le laissions libre de protester et de se retirer. Il a persisté dans sa résolution.

Son refus, à la veille de l'ouverture des conférences, m'a placé dans la dure et cruelle nécessité de me charger du rôle ingrat et pénible de négociateur dans un congrès où dominera l'influence autrichienne.

La santé de votre oncle a été pour beaucoup dans sa résolution. Ses nerfs sont détraqués, et en vérité je crois qu'il faut en avoir d'acier pour aller affronter les difficultés qui nous attendent à Paris.

La lettre que vous avez confiée à Balestrino, et que Lamarmora m'a apportée, m'a un peu consolé. Remerciez de ma part Lord Palmerston de ses bonnes dispositions et assurez-le que je concerterai mes démarches avec Clarendon et Cowley. Ce dernier, à en juger du moins par ses dernières lettres à Hudson, paraît mieux disposé à notre égard que par le passé.

Nous espérons qu'on nous admettra au congrès sur un pied de parfaite égalité, en se fiant à la discrétion dont nous avons donné tant de preuves, pour ne pas craindre de nous voir nous mêler de ce qui ne nous regarde pas.

Mais nous sommes bien décidés à ne pas intervenir au congrès si nous ne sommes pas admis à discuter tout ce qui peut nous intéresser, soit politiquement, soit matériellement.

Tout ce qui touche à la conservation de l'Empire turc, à la limitation de la puissance russe, et surtout à l'extension de l'influence autrichienne, nous touche et nous intéresse autant que qui que ce soit. Si l'on nous contestait cette proposition, il ne nous resterait qu'à tirer notre révérence et à nous retirer.

Je suis décidé à le faire. C'est l'intention formelle du Roi et de tout le Cabinet.

Digitized by Google

En entrant dans l'alliance nous nous sommes proposé de ne nous montrer ni exigeants, ni fastidieux. Nous avons compté que nous serions traités suivant notre conduite. Maintenant si, après ce que nous avons fait, on marchandait avec nous notre position, nous devrions nous isoler, confiant en notre bon droit et dans l'appui de l'opinion.

Je pars le 14, je serai à Paris le 16, et le 17 j'irai trouver Clarendon. Dites-moi s'il amène avec lui sa femme et s'il est bon de lui faire la cour (honnêtement s'entend) pour agir sur lui.

Notre retraite des conférences amènerait la chute du Ministère et l'appel au pouvoir de la droite. C'est inévitable. L'alliance, que nous avons conclue malgré tant d'opposition, donnant des fruits si amers, le moins qu'il puisse nous arriver c'est qu'on nous permette d'aller nous cacher dans un coin de nos terres sans nous lapider à pommes cuites.

J'approuve pleinement ce que vous a dit Palmerston sur l'Italie. Il ne faut plus nous écarter du thème de ma lettre à l'Empereur. C'est peu; mais c'est tout ce que nous pouvons espérer pour le moment. Il se pourrait que dans le courant des négociations, il fût possible de donner plus de développement à nos idées. Mais il est essentiel de ne pas débuter par des projets exagérés.

N. N. a parlé à Palmerston de donner à l'Autriche les Légations en échange de la Lombardie.

L'idée ne saurait venir de nous; car cela nous dépopulariserait entièrement en Italie; et si, après s'en être fait les promoteurs, elle ne se réalisait pas, nous perdrions beaucoup en influence morale, sans rien gagner sous le rapport matériel.

Il est un autre point sur lequel je me propose

Digitized by Google

d'appeler l'attention du Gouvernement anglais. C'est la question de Plaisance. Le traité de Vienne donne à l'Autriche le droit d'occuper le château qui existait sur la rive droite. Or, après 49, les Autrichiens se sont mis à fortifier la ville, et ils sont en train d'en faire une place forte de premier ordre. Cette place n'a d'autre but que de menacer le Piémont et la Ligurie. C'est un acte éminemment hostile, contre lequel nous avons droit de protester hautement.

Plaisance est bien plus dangereuse pour la Sardaigne que Bomarsund ne l'est pour la Suède. Étudiez bien cette question afin de pouvoir en causer avec Palmerston.

Lamarmora a été enchanté de la Reine. Il dit que c'est notre meilleure amie. S'il y avait moyen d'obtenir qu'elle nous recommandât particulièrement à Clarendon, cela nous serait fort utile.

Écrivez-moi à Paris en envoyant vos lettres à Villamarina, en attendant que je vous donne mon adresse. Je vous tiendrai au courant de tout ce qui se passera avant et pendant les conférences. J'apporte un chiffre pour correspondre avec vous. De plus j'aurai un courrier de cabinet pour faire la navette entre Londres et Paris, et, au besoin, nous ferons trotter nos jeunes gens. Le moment est suprême. L'avenir de notre pays dépend en grande partie de ce qui va se passer à Paris. Je suis effrayé de la responsabilité qui va peser sur ma tête; mais, comptant sur votre concours efficace, j'espère que, si nous ne réussissons pas, nous pourrons au moins avoir la conscience d'avoir fait tout ce qu'il était possible de faire.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

Digitized by Google

LXII.

26 Février 1856.

(CONGRÈS DE PARIS).

Mon cher Marquis,

La première séance de la conférence s'est assez bien passée. Nous avons promis le secret. Je ne puis en conséquence vous la raconter en détail. Mais je crois pouvoir vous dire ce qu'il est intéressant que vous sachiez, soit pour vous, soit pour Palmerston.

Walewsky comme président est fort aimable et fort poli; mais assez faible. Et à tous moments il est sur le point de se laisser mettre dedans par mon voisin Brunnow, qui est un des plus fins matois que je connaisse.

Le dit Brunnow étant très habile rédacteur, je puis rendre, je crois, un très grand service aux plénipotentiaires anglais, en bien pesant les mots dont peut-être eux n'apprécieraient pas toujours la véritable portée. Dans ce but je suis convenu avec Clarendon que j'irai m'entendre avec Cowley qui, ayant peu à faire, est toujours disponible le matin.

Brunnow finasse beaucoup. Il donnera du fil à retordre à ses confrères. Orloff affecte une grande rondeur de formes; mais au fond il n'est pas moins retors.

Digitized by Google

L'Empereur m'a fait dire que les questions principales vidées, la paix avec la Russie assurée, il soulèverait la question italienne et proposerait carrément l'envoi du Duc de Modène dans les Principautés, la translocation à Modène du Duc de Parme et la cession de Parme au Piémont. Lord Clarendon connaît les intentions de l'Empereur. Je lui en ai parlé : il hésite encore. Lui, il aimerait mieux manger un morceau du Pape. Mais l'Empereur veut conserver intact le St-Père, dans l'espoir de l'amener à Paris baptiser son enfant. Il faut en prendre son parti et se rabattre sur Parme et Modène. Tâchez que Palmerston en écrive à Clarendon.

Si la Reine lui faisait dire un mot par la marquise d'E., ce serait fort utile. Je soigne beaucoup la dite marquise la sachant en correspondance avec la Reine. Je n'ai pas grand mérite à cela, car elle est fort gentille.

Les Russes disent des horreurs des Autrichiens. Orloff appelle l'Empereur un jésuite faible et faux. Il dit aimer les Français, respecter les Anglais, mais mépriser les Autrichiens. Je ne crois pas qu'il joue la comédie. Son œil est féroce quand il parle de ces messieurs.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Puisque le canal de Suez ne va pas à Palmerston, n'en parlons plus. Qu'il nous fasse avoir les Duchés, nous continuerons sans nous plaindre à doubler le Cap de Bonne Espérance.

Digitized by Google

LXIII.

Paris, 22 Février 1866.

(CONGRÈS DE PARIS).

Mon cher Marquis,

Je vous envoie copie de la dépêche qui rend compte de la conversation que j'ai eue hier avec l'Empereur. J'ajoute deux mots pour vous dire que je viens d'avoir une entrevue de deux heures avec Clarendon. Il m'a rendu compte de ce qui avait été convenu hier avec Walewsky et Buol. Clarendon a été parfait. Il s'est plaint de ce qu'on ne m'eût pas appelé dans cette espèce de comité préparatoire. Il m'a dit que Mr de Buol avait touché la question de notre admission aux conférences sur le pied d'une parfaite égalité; mais que, sur la déclaration nette et catégorique que l'Angleterre ne laisserait pas mettre en question la position de son allié, Buol n'avait plus insisté.

Clarendon du reste est très satisfait de Buol, qui se montre beaucoup plus anti-russe que Walewsky. Il croit qu'on ne peut pas compter sur celui-ci. Mais il a pleine confiance dans l'Empereur, qui le traite avec la plus grande distinction, et lui témoigne la confiance la plus entière.

J'ai parlé à Clarendon de l'idée d'envoyer le Duc de Modène et la Duchesse de Parme dans les Principautés. Sur ce point, je l'ai trouvé un peu récalcitrant. Il m'a dit que cela irait à merveille du point de vue italien; mais que ce projet soulèverait bien des difficultés. Parlez-en à Palmerston et voire même

Digitized by Google

à la Reine, si vous en avez l'occasion. Dites-leur que ce serait une solution excellente pour l'Italie et qui plairait infiniment à l'Empereur, car cela le débarrasserait du voisinage de la sœur et du beau-frère du Duc de Chambord. Si l'Angleterre nous seconde, et que nous parvenions à neutraliser l'influence russe, ou à nous la rendre favorable, ce qui paraissait un rêve pourrait devenir une réalité.

Je vous écris au courant de ma plume. Adieu Ecrivez-moi et croyez à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

LXIV.

29 Février 1856.

(congrès de paris).

Mon cher Marquis,

Puisque mes récits intéressent Palmerston, je continuerai à vous tenir au courant du côté dramatique, ou drôlatique, si vous aimez mieux, des conférences.

Dans la seconde séance, qui a eu lieu hier, Brunnow a été encore plus retors que dans la première. Il voulait tout simplement nous mettre dedans par une réserve à double entente. Mais Clarendon ne s'y est pas laissé prendre et l'a vertement rembarré. Le Russe a empoché son *rebuke* et, sur l'avis même d'Orloff, a retiré sa *réserve*.

Évidemment Brunnow exagère la finasserie et gâte son affaire. Orloff avec sa fausse franchise est décidément plus habile.

Digitized by Google

La séance d'hier a été en partie gaspillée, on a évité toutes les difficultés qu'on commencera à aborder demain.

Mr de Bourqueney a appelé ce qui a été fait l'élucidation des 4 points. Le phlegmatique Ali toutefois faisait observer en s'en allant que, malgré l'élucidation dont on parlait, il trouvait que les idées étaient moins claires qu'au commencement de la séance.

Il y a eu ces jours-ci beaucoup de pourparlers entre les différents plénipotentiaires, surtout entre les Russes et les Anglo-Françàis. Je crois qu'on s'est fort rapprochè, malgré quelques luttes apparentes. Les Russes céderont sur presque tous le points, pourvu qu'on leur accorde le morceau de Bessarabie qu'on voulait leur enlever. L'Empereur est tout à fait favorable à cette concession, et Clarendon, qui le premier jour la repoussait avec hauteur, commence à dire que la question de la Bessarabie est essentiellement une question autrichienne, que l'Angleterre n'y a qu'un faible intérêt, etc., etc.

Il est pour moi évident que, sauf des ordres positifs, il finira par céder. Au point où en sont les choses, cela vaut mieux, car ni l'Empereur ni la France ne veulent certainement pas faire la guerre pour un morceau de Bessarabie.

Si cela arrive, comme je le prévois, nous pourrons en tirer parti. Il est évident que cette concession à la Russie rendra la paix excessivement impopulaire en Angleterre et compromettra gravement l'existence du Ministère. Pour compenser ce mauvais effet il faut que l'Angleterre obtienne quelque chose pour l'Italie et le Piémont. Ou tous les Anglais que je rencontre ici me trompent fort, ou nous sommes éminemment populaires en Angleterre. Nous pouvons sauver

Digitized by Google

Palmerston, si en compensation de la Bessarabie il nous procure Parme, Modène, quelque chose enfin.

Brodez sur ce thème, imaginez les plus belles variations, que vous ferez résonner aux oreilles des Ministres (et de leurs femmes).

Si vous rencontrez de nouveau Bersntorff, dites-lui que nous désirons vivement l'entrée de la Prusse aux conférences, qu'on l'appellera à l'occasion de la confirmation du traité des détroits et qu'elle pourra alors examiner le traité avant d'y donner son adhésion. Vous pouvez lui faire entendre adroitement que l'Autriche ne se montre pas très animée à leur endroit. Ces communications doivent être faites avec la plus grande réserve.

Je viens maintenant à notre grande question, la question italienne. Après y avoir mûrement réfléchi, je vous engage à développer à Palmerston les idées suivantes :

Nous préférons toujours notre premier projet, celui relatif à la Romagne. Si nous n'insistons pas pour enlever au Pape des provinces qu'il gouverne si mal, c'est que nous avons rencontré dans les rapports qui existent entre le Souverain Pontife et l'Empereur un obstacle insurmontable.

N. N. qui s'intéresse infiniment à l'Italie, et qui nous appuie autant qu'il peut, m'a répété : « N'espérez « pas enlever un pouce de terrain au Pape dans ce « moment, vous n'y réussiriez pas. L'Impératrice est « dévote, superstitieuse, tient aux images bénies à « Rome. Elle veut le Pape pour parrain de son en- « fant. Elle exercera une telle influence sur son « mari, qu'il ne saura comment faire pour toucher « aux États de l'Église. »

Cela étant, force a été d'accueillir avec empresse-

Digitized by Google

ment l'idée de l'Empereur, de transporter sur les bords du Danube le Duc de Modène, pour placer la Duchesse de Parme à Modène et nous donner Parme. L'Empereur me parlant de cet arrangement, comme d'une découverte de son chef, j'ai dû tout naturellement la trouver sublime et lui témoigner mon admiration pour son esprit inventif. Je ne me suis pas dissimulé les difficultés qu'elle rencontrera, aussi je crois qu'il faudra la modifier profondément.

Les Autrichiens sont excessivement impopulaires dans les Principautés. Tous les Moldo-Valaques qui viennent me voir déclarent qu'ils préfèrent un prince russe, et même un phanariote, à un archiduc autrichien. En second lieu, dans la disposition d'esprit où sont les Russes, je ne pense pas qu'ils agréeraient beaucoup un cousin de l'Empereur François Joseph, un fanatique catholique, très humble serviteur du Pape.

Le Duc de Parme n'aurait aucun de ces inconvénients. Au contraire la Russie ayant toujours témoigné de l'intérêt à la famille des Bourbons, elle serait bien aise de faire quelque chose pour la sœur du comte de Chambord. La Duchesse de Parme accepterait plus facilement cette translocation que le Duc de Modène. Elle a la conscience de l'instabilité de sa position. Elle sait que les Italiens détestent sa famille et que son fils ne pourra jamais gouverner, sinon à l'aide de baïonnettes étrangères. Enfin il doit convenir à l'Empereur d'éloigner de ses frontières ce petit foyer de légitimisme.

Mais ici surgit la difficulté de la minorité du Duc, qui n'a que huit ans, et les dangers d'une régence. Voici comment j'y pare. Je marie le Prince X avec la Duchesse de Parme. Je le fais Roi, en déclarant

Digitized by Google

le Duc de Parme héritier présomptif. La Duchesse a 38 ans, il est donc peu probable que ce mariage produise des enfants. Le choix du Prince X serait extrêmement populaire dans les Principautés; ce serait un gage pour la France et l'Angleterre; enfin cela irait à merveille. Parlez-en à Palmerston; s'il approuve cette idée, j'en parlerai à l'Empereur et la communiquerai à Clarendon, à qui elle doit aller. A force de retourner cette malheureuse question, il faudra bien que nous venions à bout d'en faire sortir quelque chose.

Vous aurez vu que les troubles de la légion ont amené une interpellation aux Chambres. Le Ministère s'en est fort bien tiré; mais il ne faudrait pas le placer dans une fausse position, en s'obstinant à tenir en Piémont des régiments qui sont déjà au complet.

Je vous envoie le mémoire de votre oncle.

Croyez à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

LXV.

(Sans date).

(CONGRÈS DE PARIS).

Mon cher Marquis,

Je vous prie de m'envoyer par le premier courrier du *Foreign Office* le *Blue Book* suivant:

1855
EASTERN PAPERS
PART XIII
Papers reating to the negociation at Vienna of the Eastern Question

Digitized by Google

Hâtez l'envoi des boîtes que vous devez faire faire. Il est indispensable que notre correspondance soit très active.

Croyez à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

LXVI.

Paris, 2 Mars 1856.

(congrès de paris).

Mon cher Marquis,

Le cap des tempêtes, le cinquième point est tourné. La paix qui était très probable devient certaine, ou peu s'en faut. L'Angleterre a obtenu la non fortification des îles d'Aland et la restitution de Kars. Elle a demandé, mais sans trop insister, la non réédification des forts sur la côte orientale de la mer Noire, et elle a consenti à la rectification de la frontière asiatique de la Russie et de la Turquie, au moyen d'une Commission nommée de commun accord.

Clarendon a été très beau sur l'article Kars. Il a déclaré que l'Angleterre ferait la guerre vingt ans, plutôt que de céder sur ce point. Il s'est frotté le menton et renversé sur son fauteuil, en prenant une pose dramatique. Cette pose a calmé Orloff, qui commençait à s'enflammer. Brunnow a fait appel aux sentiments humanitaires et chrétiens de l'Angleterre, et sur ce on s'est mis d'accord.

Digitized by Google

La paix paraissant assurée, je vais sortir de ma réserve et entreprendre sérieusement Clarendon, que j'ai jusqu'ici laissé tranquille. Demain nous assistons à l'ouverture des Chambres. Mardi on décidera Nicolaïeff, et Mercredi je fonds sur les plénipotentiaires anglais. D'ici là j'aurai, j'espère, reçu votre réponse au sujet de mon amendement au projet de l'Empereur.

Les plénipotentiaires français ont, à plusieurs reprises, donné à entendre qu'ils auraient à faire au sujet des Principautés des propositions qui s'écartent pleinement de ce qui avait été concerté à Vienne l'année dernière. L'Empereur doit avoir donné des instructions précises à Walewsky, qui les a avalées comme une pilule d'absynthe; mais qui est forcé de les digérer. Cependant, si nous ne sommes pas soutenus par Clarendon, si nous n'obtenons pas qu'il se frotte le menton à notre intention, nous n'avons rien à espérer.

Je commence à être en bons termes avec Orloff. Je ne parle pas de B., car c'est un faiseur de belles phrases qu'il jette à la tête de tout le monde. Mais les paroles de son collègue ont plus de portée. Hier il m'a dit: *Je m'aperçois que nous n'étions ennemis qu'à demi: j'espère que nous serons entièrement amis.*

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

P. S. De grâce, n'ayez pas l'air de connaître les résultats de la conférence d'hier, sauf avec Lady Palmerston, pour laquelle vous ne devez pas avoir de secrets.

Digitized by Google

LXVII.

Paris, 2 Mars 1856.

(CONGRÈS DE PARIS).

Mon cher Marquis,

Je reprends la plume pour vous accuser réception de votre lettre du 1er Mars. Bien que cette correspondance soit intime et confidentielle, il serait bon, selon moi, de la numéroter.

Cowley riait beaucoup, à sa réception, du bruit de son voyage en Angleterre. Je ne crois pas qu'il en ait été sérieusement question.

Je suis bien aise que mon nouveau projet vous aille. Il a du moins le mérite d'être plus dramatique que le premier. Je compte en parler Mercredi à Clarendon. Si vous ne pouvez m'écrire avant ce jour, envoyez-moi Mercredi matin un mot par le télégraphe.

J'ai prévenu vos conseils. Je soigne les Hollands autant que je peux. Je vais déjeuner en petit comité avec eux, et je tâche d'être aimable avec tout le monde, même avec le chien de Milady. Jugez de mon succès : je suis déjà parvenu à lui faire mettre ses grosses pattes sur mon habit tout neuf.

Tout en nous occupant des Duchés, il ne faut pas oublier la pauvre Romagne. Je propose un plan de réforme pour elle.

Croyez à mes sentiments dévoués.

P. S. J'oubliais de vous racconter ce qui m'est arrivé hier au soir chez Cowley. En entrant, j'ai trouvé l'ambassadeur de belle humeur; il m'a abordé

Digitized by Google

en me disant en riant: « Je viens de vous jouer un mauvais tour en mettant la Duchesse de Valentinois aux prises avec Clarendon, afin qu'elle essaye sur lui la puissance de ses beaux yeux. »

En effet j'ai vu la suzeraine de Monaco en close conférence avec mon collègue d'Angleterre. La conversation fut interrompue par Lady Clarendon, qui enleva son mari, ou par jalousie, ou bien pour aller dormir. Je voulus leur courir après, mais je ne pus les rattraper. En rentrant la foule me pousse, sans le vouloir, derrière la Duchesse, qui avait raccroché Cowley, et lui disait d'un ton pathétique, en faisant les yeux doux: « J'ai bien expliqué mon affaire à Clarendon. Mais maintenant cet affreux Mr de Cavour va lui parler et il détruira mon ouvrage. Ce Mr de Cavour est un méchant homme, c'est mon ennemi mortel. » La foule s'étant éclaircie, je ne fus pas forcé d'entendre la fin de mon panégyrique, et je pus me précipiter devant Lady Cowley, à laquelle j'ai formellement dénoncé les faiblesses de son mari.

C. Cavour.

LXVIII.

(Sans date, probablement du 3).

(CONGRÈS DE PARIS).

Mon cher Marquis,

Je vous accuse réception, à la hâte, de votre lettre du 2, en me réservant de vous raconter la quatrième séance, qui a été plus grammaticale que diplomatique.

Digitized by Google

D'après ce que vous me dites, je vais donner le feu à la mine. Demain j'écris à l'Empereur, qui me permet de communiquer directement avec lui, et je saute sur Clarendon. Jusqu'ici j'ai ménagé son temps, n'ayant jamais été le trouver. Mais, maintenant, je ne le laisse plus tranquille.

Tenez en bride Exeter Hall qui pourrait tout gâter.

Cachez les faiblesses du Prince, et parlez de ses qualités. Il en a beaucoup.

Votre dévoué

C. Cavour.

LXIX.

5 Mars 1856.

(congrès de paris).

Mon cher Marquis,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite par le courrier.

Je ne vous écris pas longuement parce que je dois avoir à 4 heures une entrevue avec Clarendon et je dois dîner avec l'Empereur. J'aurai à vous écrire longuement demain.

Votre dévoué

C. Cavour.

Digitized by Google

LXX.

Paris, 6 Mars 1856.

(CONGRÈS DE PARIS).

Mon cher Marquis,

Ainsi que je vous l'ai marqué par ma lettre d'hier, j'ai eu une entrevue avec Lord Clarendon, et une longue conférence après le dîner avec l'Empereur. J'ai communiqué à ces hauts personnages le plan que vous connaissez.

L'Empereur, sans le repousser, m'a paru tenir beaucoup à son premier projet, et il a conclu en disant: « Essayons de celui-ci, nous verrons l'autre plus tard. » Lord Clarendon l'a accueilli très froidement et avec une défaveur marquée. Je n'ai pas beaucoup insisté, préférant revenir à la charge une seconde fois, lorsque l'Empereur aura renoncé à sa première pensée, si elle devient impraticable. Mais il est une question préjudicielle qu'il convient de résoudre préalablement dans l'une comme dans l'autre hypothèse: c'est l'union des Principautés. L'Empereur y tient d'une manière absolue, soit sous le point de vue de ses projets par rapport à l'Italie, soit dans l'intérêt même de ces contrées.

Lord Clarendon au contraire est très incertain et indécis, et paraît même pencher pour le système du *statu quo*. Il se laisse influencer à cet égard par la Turquie, qui, contre ses véritables intérêts, mais par un sentiment d'amour propre ou de vanité mal en-

Digitized by Google

tendue, tient beaucoup à ce que les Principautés demeurent faibles et désunies.

A cet égard il faut mettre tout en œuvre pour amener Lord Palmerston aux idées de l'Empereur. L'union des Principautés est conseillée par l'intérêt bien entendu de ces pays: si on ne les réunit pas, si l'on ne constitue pas un pouvoir fort et compacte, elles resteront plongées, comme par le passé, dans la corruption et le désordre. Tous les Valaques et les Moldaves qui sont venus me trouver réclament la réunion comme le principal bienfait qu'ils attendent du Congrès qui s'occupe de leur organisation. Ce serait pour l'Europe une véritable honte que de laisser ces contrées en proie à l'anarchie et aux intrigues de la Russie et de la Turquie. J'ai assez étudié ces questions ces temps-ci, et je me suis convaincu que si on ne les réunit pas, les Principautés seront dans un état pire que par le passé.

Je ne puis concevoir les motifs qui tiennent Clarendon dans l'incertitude, si ce n'est les billevesées que lui écrit Lord Stratford, qui voudrait établir un régime ultra-libéral dans les Principautés, avec un pouvoir central faible, des assemblées puissantes, et des libertés, comme s'il s'agissait d'Anglo-Saxons de la vieille souche.

Fort pressé, je ne vous en dis pas davantage, persuadé que vous êtes en mesure de traiter tout de suite la question avec Palmerston.

Je viens de recevoir vos deux lettres 6 et 7, ainsi qu'un bracelet qui était dans le *box* que je vous renvoie. Je vous préviens qu'on me l'a consigné ouvert. J'en ignore le motif. Mais je ne veux pas mettre un pareil tour sur le compte de Lord Clarendon. Ce serait, pour vrai dire, trop malin.

Digitized by Google

Je continuerai demain.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

P. S. Je reviens de la conférence. On a discuté le second point. Les seules questions sérieuses ont été celles relatives à la composition de la Commission riveraine chargée de veiller à la libre navigation. La France a réclamé que la Bavière et les Principautés fissent partie de cette Commission. L'Autriche s'est opposée à la première et la Turquie à la seconde de ces propositions. Clarendon m'a paru fort incertain. On a ajourné la question des Principautés, parce que Clarendon n'a pas pu se mettre d'accord avec Walewsky sur la question de l'union. Pour l'amour du ciel, persuadez à Palmerston que ce serait un crime de lèse-civilisation s'il soutenait le *statu quo* et s'opposait aux justes désirs de l'entière population roumaine.

LXXI.

7 Mars 1856.

(congrès de paris).

Mon cher Marquis,

Je ne vous dirai pas grand'chose de notre cinquième séance. Elle n'a pas offert beaucoup d'intérêt. Après avoir traité la question de la navigation du Danube, on a voulu entamer celle de la délimitation du territoire que la Russie doit céder en Bessarabie.

Digitized by Google

Orloff a débuté par une apostrophe à Buol en disant: « Puisqu'il s'agit d'une proposition venue de l'initia- « tive de l'Autriche, c'est à l'Autriche à la formuler, « en nous indiquant sur la carte la ligne qu'elle « veut nous imposer. »

Buol a répliqué qu'aux conférences il n'y avait plus de propositions autrichiennes; mais seulement des propositions agréées de tous les alliés. Clarendon est intervenu pour séparer les deux adversaires; et l'on a décidé d'entamer le fond de la question.

Alors de part et d'autre on a déployé des cartes. Mais, comme il s'est trouvé que ces cartes étaient complètement en désaccord, on n'a pas même tenté d'aborder la discussion. On l'a renvoyée à un autre jour, en convenant que l'on tâcherait d'élucider la question géographique avant d'entamer la question politique. Je ne sais si l'on aura recours au bureau des longitudes, ou à l'Académie des sciences, ou encore à la Société géographique. Ce serait fort utile; car je ne crois pas que le congrès contienne des élucideurs géographes de première force.

La question de l'organisation des Principautés a été renvoyée à une prochaine séance, l'Angleterre et la France n'ayant pu se mettre d'accord sur le point de l'union de la Moldavie et de la Valachie. L'Empereur y tient infiniment, soit comme un moyen de faire quelque chose pour nous, soit encore dans l'intérêt de la malheureuse race roumaine.

La Russie est prête à seconder la France. Mais Lord Clarendon s'est laissé influencer par Ali Pacha, qui combat l'union à outrance. En vérité le congrès se couvrirait d'infamie s'il maintenait l'Hospodarat et l'état actuel des Principautés. Ce serait la répétition aggravée de ce qui a été fait à Vienne en violation

Digitized by Google

des droits de l'humanité. J'ai insisté auprès de Lord Clarendon pour que les Valaques et les Moldaves qui sont dans l'occident de l'Europe fussent au moins interpellés. Insistez beaucoup sur ce point auprès de Lord Palmerston. Ses sentiments libéraux doivent le porter à ne pas vouloir disposer d'une population chrétienne de 4 millions 500,000 âmes sans la consulter, en froissant les sympathies, en ne tenant aucun compte de ses intérêts.

Si le Ministère anglais persistait dans l'erreur de Clarendon, il serait bon peut-être de se servir d'Exeter Hall. On pourrait engager les Valaques à s'adresser à Lord Sh. C'est une idée que je vous soumets.

L'Empereur, je vous le répète, tient infiniment à la réunion. Si l'Angleterre au lieu de le seconder à cet égard, le contrarie, c'est lui qui aura le beau rôle au congrès: on dira que seul il a soutenu le principe des races et des nationalités, dans la seule application qu'il fût possible d'en faire.

Il serait vraiment désolant que Lord Palmerston fût infidèle aux principes libéraux, qu'il a proclamés pendant toute sa vie au Parlement, la seule fois qu'il se présente une occasion d'en faire une application pratique.

Insistez, je vous le répète, sur la convenance de consulter les Valaques.

Envoyez-moi deux *box* de réserve. Ponsonby vous conseille de m'adresser vos *box* sous double enveloppe. Ce sera un moyen d'éviter qu'on les ouvre à Londres.

Recevez l'assurance de mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Digitized by Google

Je sors à l'instant de chez Lord Holland. Il m'a promis une bonne lettre *verte*, sans me dissimuler qu'il redoute les préjugés anglais sur cette question.

LXXII.

(Sans date).

(CONGRÈS DE PARIS).

Mon cher Marquis,

J'ai lu avec une grande satisfaction votre dépêche n° 9. J'espère que Palmerston aura écrit, comme il vous a parlé, à Clarendon, qui ne se montrera plus rétif aux désirs de l'Empereur.

J'ai eu une longue conversation avec Lord Holland. Il abonde dans notre sens. Mais il craint que sur ce point Clarendon n'ait pas des idées aussi larges que Palmerston.

Hier j'ai eu une longue conversation avec Buol à l'occasion des séquestres. Il m'a expliqué le décret d'amnistie, qui contient des exceptions de diverses natures et qui ne peut par conséquent être considéré comme satisfaisant.

J'ai rédigé en conséquence une note que j'ai remise directement à l'Empereur. Je vous en enverrai copie.

Buol s'est plaint de la presse, mais, il faut le dire, en termes assez convenables. Je crois que si la chose dépendait uniquement de lui, nous finirions par nous entendre. Mais l'Empereur et son entourage sont passionnés à l'endroit de l'Italie.

Je vous quitte pour la sixième conférence.

Votre dévoué

C. CAVOUR.

Digitized by Google

P. S. Je reviens des conférences. Walewski a proposé l'union et l'a soutenue avec chaleur. Clarendon l'a appuyée, mais mollement. Les Russes ont accepté. L'Autriche a combattu avec acharnement. Le Grand Visir était embarrassé, sans instructions et d'un avis contraire. Il faudrait chauffer Clarendon.

LXXIII.

Paris, 9 Mars 1856.

(CONGRÈS DE PARIS).

Mon cher Marquis,

La séance d'hier a été très intéressante. Il s'est agi d'abord de la délimitation de la nouvelle frontière qui doit séparer la Russie des Principautés. Les Russes furent très aigres envers l'Autriche. Un moment j'ai cru que de gros mots allaient s'échanger. Mais Clarendon détourna l'orage, en venant en aide à Buol. Brunnow proposa une ligne qui laissait à peu près toute la Bessarabie à la Russie. Elle fut rejetée, et les alliés en proposèrent une autre qui diminue de beaucoup le sacrifice impósé pár les 4 points à cette Puissance. Orloff a demandé du temps pour délibérer. Dans cette discussion Clarendon a été très calme, très convenable, mais en même temps excessivement ferme. Il a aplati une ou deux fois Brunnow d'une terrible façon. Celui-ci en véritable diplomate quand même, ne se décontenance pas et répond par des compliments aux observations les plus sanglantes.

Digitized by Google

La question des frontières ajournée, on est passé à celle des Principautés. Walewsky a carrément proposé de décider avant toute chose qu'elles seraient réunies, et formeraient un seul État. Clarendon l'a appuyé, sans cependant dire grand'chose. Les Russes se sont rangés à son avis. Le pauvre Grand Visir est devenu tout rouge, et a déclaré ne pas avoir d'instructions, s'agissant d'une question qui n'avait jamais été soumise aux délibérations de la Porte. Buol fut très vif dans son opposition: il frisa un instant l'insolence. Mais Walewsky lui répondit assez vertement et le remit à sa place.

Après une longue conversation, il fut décidé que l'on suspendrait la discussion de ce point pour donner à Buol et à Ali Pacha le temps de demander des instructions à Vienne et à Constantinople.

A la vigueur inusitée déployée par Walewsky, on voit qu'il avait reçu de l'Empereur des ordres précis qui ne lui permettaient pas de fléchir.

Walewsky m'a dit le soir, que lui et Clarendon avaient envoyé par le télégraphe des ordres pressants aux ambassadeurs de la France et de l'Angleterre à Constantinople pour qu'ils eussent à contraindre la Porte à admettre le principe de l'union.

Une fois cette première victoire obtenue il faudra user des mêmes moyens de douceur pour obtenir que la Porte renonce à la suzeraineté. Si Clarendon seconde l'Empereur, peut-être arriverons-nous à bout de notre épineuse entreprise.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

Je vous envoie copie de la note remise à l'Empereur.

Digitized by Google

LXXIV.

Paris, 11 Mars 1856.

(CONGRÈS DE PARIS).

Mon cher Marquis,

Je vous remercie de la lettre que Corti m'a apportée. Ce qui se passe au congrès correspond parfaitement avec ce que Palmerston vous a dit. Clarendon appuie la France sur la question de la réunion des Principautés, sans y apporter une grande chaleur. Il laisse Walewsky se débattre avec Buol, qui lutte de toûtes ses forces pour éloigner une détermination. Cela a un bon côté; car cela irrite Walewsky et lui fait prendre Buol en guignon. Son maintien vis-à-vis de l'Autriche est bien changé depuis l'ouverture des conférences; ce qui est dû, soit à la volonté de l'Empereur, soit encore aux manières désagréables du Ministre des affaires étrangères de l'Autriche.

Le nœud de la question repose surtout sur la Turquie. Il faudrait l'amener à renoncer à sa suzeraineté et c'est ce que je crains que nous n'obtenions pas.

Si toutefois Lord Radcliffe entrait dans cette voie, peut-être qu'unissant ses efforts à ceux de la France, obtiendrait-on quelque chose.

Comme il ne faut pas négliger ce qui est moins satisfaisant, mais plus facile, je pense qu'il est temps de mettre sur le tapis la question de la séparation administrative et judiciaire de la Romagne. Je m'occupe avec Minghetti, arrivé tout exprès de Bologne, à formuler un projet complet, avec l'exposé des

Digitized by Google

moyens que nous jugeons propres à son exécution. Nous le présenterons à Clarendon après-demain, et ensuite nous le soumettrons à l'Empereur.

Je vous en enverrai copie dès qu'il sera terminé. J'espère, sur ce point, obtenir le concours actif de Clarendon. Les difficultés ici viendront de l'Empereur. Je vous envoie copie du décret d'amnistie de l'Autriche. Vous verrez combien il est dérisoire.

Dans la séance du congrès qui a eu lieu hier, la question de la nouvelle frontière de la Bessarabie a été résolue. Les alliés ont encore cédé quelques lieues carrées de terrain et les Russes se sont résignés.

Cette difficulté vaincue, la paix est assurée. La question seule des Principautés entraînera de longues discussions. Walewsky propose d'en faire l'objet d'une convention séparée. Je le préférerais; pourvu que la convention se négocie de suite après la paix. La Russie n'ayant plus à ménager l'Autriche, nous prêtera probablement un appui énergique. Mais rien n'aboutira, si nous n'avons pas les Turcs.

On assure qu'Ali Pacha est incorruptible, et nous sommes trop loin pour agir à Constantinople avec des chances de succès.

Si nous sommes battus sur les Duchés, il faudra redoubler d'audace pour la question de la Romagne. Il faudrait commencer à chauffer Palmerston à cet endroit.

Je regrette beaucoup que Palmerston aille à Broadlands. Cela vous empêchera de le voir. Toutefois il y aurait un moyen de tirer parti de cette absence. Il faudrait que Lady Palmerston vous manifestât le désir de continuer à savoir ce que l'on vous écrit de Paris. Après vous être fait prier, vous consentiriez à lui communiquer les lettres qui ne contiennent au-

Digitized by Google

cun secret. Cela convenu, vous me préviendriez et je m'arrangerais pour vous écrire de temps en temps des lettres façonnées de manière à pouvoir être servies sur la table de Milady.

On a décidé hier d'inviter la Prusse à venir prendre part à la révision des traités des détroits et à l'associer à la signature du traité de paix. Je pense qu'elle répondra avec empressement à cet appel tardif. Ce qui n'ajoutera guère à la considération de son Gouvernement.

Nous devons avoir l'air enchanté de son intervention.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

LXXV.

Paris, 12 Mars 1856.

(congrès de paris).

Mon cher Marquis,

Je vous ai envoyé hier un des gros box. Ponsonby s'en est chargé, mais en faisant la grimace. Veuillez donc m'envoyer de préférence le petit box en réservant le gros pour les cas extraordinaires.

L'opposition de la Porte à la réunion des Principautés et à la nomination d'un Prince étranger devient de jour en jour plus prononcée. Si nous n'avons pas un moyen d'agir à Constantinople, nous succomberons. Il ne faut pas toutefois renoncer à nos projets, car cela pourrait blesser l'Empereur. Al-

Digitized by Google

lons toujours de l'avant, peut-être rencontrerons-nous quelque chance heureuse.

Je m'en vais pousser de toutes mes forces l'affaire de la Romagne. Dès que j'aurai quelque chose de concrété, je vous l'enverrai.

Ecrivez-moi. Recevez mes compliments empressés.

C. Cavour.

LXXVI.

(Sans date, probablement du 12).

(congrès de paris).

Mon cher Marquis,

J'ai reçu votre lettre n° 14 avec les annexes que vous m'annoncez. J'y ai trouvé en outre une lettre à Clarendon, que je lui remettrai ce matin.

La dépêche à Cibrario filera à Turin. Quant à la correspondance de Heath, relative à Garibaldi, que je vous renvoie, elle ne m'a pas surpris. L'achat d'un navire anglais par l'ancien *condottiere* se rattache à un plan de délivrance de Poerio, formé en Angleterre par Panizzi, et dans lequel doivent avoir trempé plusieurs hauts personnages, tels que Lord Lansdowne et autres.

Si je ne suis pas mal informé, Palmerston lui-même ne doit pas y être tout à fait étranger. Tâchez de le sonder. De mon côté j'en parlerai à Lord Holland, qui doit être un des grands promoteurs de l'entreprise. Gardez le secret sur tout ceci, sauf avec Palmerston, s'il consent à s'ouvrir avec vous.

Digitized by Google

La conférence d'hier a été mauvaise pour nous. Ne sachant plus comment tourner la question des Principautés, Walewsky avait proposé qu'on en renvoyât la solution à une convention particulière. C'eût été fort bien si la convention eût dû être stipulée immédiatement après le traité de Paris. Mais comme on a craint de ne pas s'entendre, Bourqueney avec Buol et Ali Pacha, proposèrent l'envoi préalable sur les lieux d'une Commission. Le mal n'était pas grand puisqu'une solution immédiate était impossible. Mais, ce qui fut très grave, c'est que la Sardaigne était exclue de la proposition Bourqueney. Comme cette proposition avait l'air de venir de la France et que l'Angleterre ne la combattit pas, je m'abstins de protester immédiatement; mais je soulevai tant de difficultés sur la rédaction, qu'il me fut facile, avec l'appui de Clarendon, de faire suspendre cette délibération jusqu'à demain.

Le soir, je me suis plaint à Clarendon, qui m'avoua ne s'être pas aperçu d'abord de l'exclusion de la Sardaigne. Mais, sur la remarque que Cowley lui en fit, il avait déclaré tout bas à Walewsky qu'il allait protester si l'on ne décidait pas le renvoi au lendemain. Walewsky, de son côté, m'assura qu'il ignorait l'exclusion. Il résulte de cela que c'est un tour qu'a voulu nous jouer cet . . . . . de B., qui est vendu corps et âme à Mr Buol.

Ce matin j'ai écrit directement à l'Empereur pour me plaindre, et j'ose me flatter que dans la séance de demain on réparera le tort qu'on voulait nous faire.

Quelques instants plus tard, j'eus une occasion de prendre ma revanche sur Buol. Il s'agissait du second point relatif à la navigation du Danube. L'honnête

Digitized by Google

autrichien proposa d'ajouter à la clause qui déclare la navigation libre: *sauf les droits acquis et les conventions existantes.* Il exposa la chose avec tant de candeur, que sa proposition allait être acceptée, lorsque je lui demandai si par là il entendait le maintien du monopole de la navigation à vapeur accordé à de certaines compagnies. Après quelque hésitation, il répondit que oui. Cette réponse eut un effet électrique sur les autres membres de la conférence, et surtout sur Clarendon, qui jeta les hauts cris contre la rapacité autrichienne. Buol, après avoir longtemps combattu, fut forcé de déclarer qu'il prendrait à cet égard les ordres de sa Cour.

Je vais à une heure chez Clarendon avec Minghetti pour lui communiquer le projet de réforme de l'administration des Légations, dont je vous envoie copie. Ce projet me paraît aussi simple que pratique. Il devrait plaire à Palmerston. Vous observerez qu'il a été rédigé en vue surtout de l'Empereur. Demain je le soumettrai à S. M., si Clarendon l'approuve. Ensuite, à la garde de Dieu.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

LXXVII.

18 Mars 1856.

(CONGRÈS DE PARIS).

Mon cher Marquis,

Je reviens de chez Clarendon et de chez Cowley avec Minghetti. Ils ont tous deux fort goûté notre

Digitized by Google

projet sur la Romagne. Clarendon s'en est fait laisser copie, probablement pour l'envoyer à Palmerston.

Cowley prétend que l'Empereur l'approuvera.

L'Empereur m'a fait dire de parler avec Walewsky au sujet de la Commission. Clarendon sera enchanté.

La faremo bere agli Austriaci.

A la hâte

C. Cavour.

LXXVIII.

Paris, 15 Mars 1856.

(congrès de paris).

Mon cher Marquis,

Nous avons été enfoncés sur la question de la Commission d'enquête. L'Empereur a fait appeler Walewsky et l'a engagé à faire réparer le tort dont je me plaignais. Walewsky a prétexté un engagement formel pris avec Buol, avant l'ouverture des conférences, d'accord avec l'Angleterre. L'Empereur alors dépêcha Bourqueney chez Buol pour lui demander son consentement. Buol le refusa et Walewsky ne sut comment se dépêtrer. Clarendon était furieux. Il était prêt à casser les vitres. Je l'en ai empêché pour ne pas mal disposer l'Empereur au moment de traiter la question italienne. Au fond il y aurait eu du danger à prendre une part trop active à l'enquête locale. Nous aurions couru le danger de nous trouver entre la France et l'Angleterre.

Je me suis borné à adresser des plaintes fort vives à l'Empereur.

Digitized by Google

L'Impératrice a les douleurs. C'est bien contrariant; cela arrive juste au moment où j'avais envoyé mon plan à l'Empereur. Ma position est bien pénible.

Le prince Napoléon, avec lequel je viens de causer, m'a dit que l'Empereur était souffrant, et dans des dispositions peu énergiques. Il faudrait que Clarendon pût le monter.

Je ne conçois pas les incertitudes de Palmerston à l'endroit de la Romagne. Clarendon est plus décidé. Il croit qu'on peut imposer mon plan au Pape et à l'Autriche.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

LXXIX.

(Sans date, probablement le 17 ou le 18 Mars).

(congrès de paris).

Mon cher Marquis,

Les couches de l'Impératrice sont venues suspendre toutes nos opérations. Impossible pour le moment d'avoir une audience de l'Empereur ou une réponse relative au plan que je lui ai soumis. Je n'ose le presser, ce serait inconvenant. En attendant je tâche de chauffer Clarendon, qui me paraît, à cet égard, fort bien disposé. Il a fait venir de Londres Lyons, qui est l'agent diplomatique que les Anglais tiennent à Rome. Je ne l'ai pas encore vu. Mais Clarendon m'a dit que Lyons croyait que l'on aurait de la peine à faire avaler au Pape la pilule que nous

Digitized by Google

lui préparons. Je lui ai aussitôt répondu: « Certainement, si vous ne comptez employer que les compliments et les caresses pour réussir; il est nécessaire que Napoléon prenne le Pape par le nez et que vous lui teniez le menton. »

A cette apostrophe Clarendon a caressé le sien et a beaucoup ri.

Absolument, si l'on veut réussir, il faut parler haut: il faut que la France et l'Angleterre soient décidées à faire cesser l'occupation étrangère dans les États romains. Il faut enfin que derrière le conseil surgisse la menace.

Je vous prie de conseiller à Palmerston de ne pas dissoudre la légion anglo-sarde. C'est un noyau qui peut devenir un jour très utile à l'Angleterre. Ce serait une preuve d'intérêt à laquelle l'Italie serait très sensible. On pourrait la tenir à Gibraltar. Là elle serait loin de l'Italie, pour ne pas que sa présence pût y fomenter des désordres, et assez près pour pouvoir y être transportée promptement au besoin.

Je vous envoie ci-joint un travail sur l'union des Principautés, qui me paraît fort remarquable. Faites-le avaler à Lord Palmerston. Il me paraît répondre à tous les arguments qu'on peut opposer à cette mesure, même du point de vue turc.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments distingués.

C. Cavour.

Digitized by Google

LXXX.

19 Mars 1856.

(CONGRÈS DE PARIS).

Mon cher Marquis,

Hier les Prussiens ont fait leur entrée à la conférence. Vous verrez par l'extrait de la dépêche ci-jointe, que j'envoie à Cibrario, qu'elle n'a pas été brillante. Ne manquez pas d'en instruire directement ou indirectement votre collègue de Prusse. Il faut au moins obtenir pour résultat que l'Autriche soit détestée de tout le monde. Cette haine universelle portera ses fruits un jour ou l'autre.

Enfin j'ai obtenu que l'Empereur s'occupe des affaires d'Italie. Parfaitement d'accord avec Lord Clarendon sur mon projet relatif à la Romagne, j'ai fait demander une audience à l'Empereur. Malheureusement ma demande est arrivée juste au moment où les douleurs de l'enfantement de l'Impératrice commençaient. Vous comprenez que dans ce moment l'Empereur se souciait fort peu de la Romagne. Je n'ai pas insisté pendant deux jours. Hier, enfin, j'ai poussé Clarendon, qui a saisi le moment favorable pour insister auprès de l'Empereur afin que la question italienne fût traitée sans délai. L'Empereur a consenti à nous recevoir aujourd'hui, Clarendon et moi. Clarendon a été parfait: il a mis en tout ceci une grande chaleur. Dites-le à Palmerston.

En rentrant j'ajouterai un mot.

Digitized by Google

5 heures.

L'entrevue avec l'Empereur a duré deux heures et demie. Après une longue discussion, l'Empereur a consenti à donner à Walewsky l'ordre de soumettre au Congrès la question de la Grèce et celle des États romains.

Clarendon a été excellent. Il a encouragé, poussé l'Empereur. Dites à Palmerston qu'il le félicite et l'encourage à persévérer.

C. Cavour.

LXXXI.

20 Mars 1856.

(CONGRÈS DE PARIS).

Mon cher Marquis,

Je viens ajouter quelques détails à ceux que je vous ai mandés hier, à la hâte, sur notre conférence avec l'Empereur et Lord Clarendon.

L'Empereur a laissé percer le désir de voir le Congrès s'occuper non seulement de la question italienne, mais encore de la révision des anciens traités, pour les mettre en harmonie avec les faits accomplis. Cette proposition a alarmé Clarendon, qui l'a détournée habilement, en disant qu'elle aurait pour effet de rapprocher la Prusse et l'Autriche de la Russie, et de reconstituer la grande alliance du Nord. Alors l'Empereur a proposé de prendre en considération l'abus de leur neutralité de la part de la Belgique et de la Suisse. Il a parlé des inconvénients que la presse

Digitized by Google

et les réfugiés causaient aux pays voisins. Ici encore Clarendon a détourné l'orage en faisant observer que, tout en déplorant les abus de la presse, il ne pourrait, à son grand regret, conseiller des mesures répressives à son égard.

C'est alors que l'Empereur a eu l'heureuse idée d'associer la question grecque à celle de la Romagne. Clarendon est très chaud. Il m'a encore promis ce matin de ne pas laisser Walewsky tranquille.

Je pense que Palmerston accueillera favorablement la proposition d'inviter les Souverains d'Italie à des mesures de clémence, et à donner une amnistie. Tâchez qu'il écrive à Clarendon dans un sens favorable à cette proposition, que l'Empereur approuve tout à fait.

Je vous envoie deux dépêches télégraphiques sur Parme, que Rattazzi vient de m'adresser. Vous verrez dans quel triste état est ce pays. Après huit années de restauration, ne pouvoir gouverner sans l'état de siège, c'est un peu fort. La réunion de Parme au Piémont serait une véritable œuvre de charité.

Croyez-vous qu'il soit utile qu'avant de retourner à Turin, je fasse une course à Londres pour causer avec Palmerston de la grande affaire des Principautés? J'aurais également envie de le sonder sur la question de la Sicile. Si l'on ne peut rien faire pour le Piémont par le Congrès, pourquoi ne pas lui procurer la Sicile?

En cas de révolution, la légion anglo-italienne occuperait Palerme et proclamerait l'indépendance d'abord, puis la réunion de la Sicile au Piémont. L'idée est hardie; mais elle n'est pas absurde. Méditez-la, et si vous ne la jugez pas imprudente, lâchez-en quelques mots à Palmerston.

Les seconds plénipotentiaires s'occupent, réunis en

Digitized by Google

commission, de la rédaction définitive du traité. Dans ce moment (3 heures), Villamarina me fait dire de me rendre aux Affaires étrangères, où la Prusse fait la mutine. Elle ne veut pas accepter le préambule que Clarendon et Buol veulent lui faire avaler. Je me hâte, car la scène promet d'être comique.

Votre dévoué

C. Cavour.

LXXXII.

21 Mars 1856.

(CONGRÈS DE PARIS).

Mon cher Marquis,

La Prusse ne veut pas accepter le préambule, et l'Angleterre ne consent pas à le modifier. Walewsky a échoué dans ses tentatives de conciliation. La question sera portée à la Conférence. J'en suis fâché, car je voudrais ne pas avoir à me prononcer dans cette question. Je sais, à n'en pas pouvoir douter, que Walewsky travaille contre nous. Il a fait donner le mot d'ordre aux journaux ministériels de ne pas patronner notre cause et de décourager nos espérances. L'article malveillant du *Pays* de ce matin est un des résultats de cette démarche.

L'Empereur est un peu flasque. Il laisse faire Walewsky, et celui-ci nous joue. Tout notre espoir est dans Clarendon.

Dans l'affaire même des séquestres, Walewsky ne nous appuie pas. Il déclare la question douteuse: sur ce point, je ne suis pas pressé de réussir; car si

Digitized by Google

l'Autriche ne nous donne pas pleine satisfaction, nous serons autorisés à refuser l'échange de décorations avec elle. Aussi, je ne presse nullement Clarendon à ce sujet.

Recevez, etc.

C. Cavour.

LXXXIII.

(CONGRÈS DE PARIS).

23 Mars 1856.

Mon cher Marquis,

Quoique ce soit aujourd'hui grande fête, je ne vous fais pas grâce de ma prose, ayant plusieurs choses intéressantes à vous communiquer.

Je vous expliquerai d'abord l'analogie qu'il y a entre la question grecque et la question de la Romagne. La Grèce et les États du Pape sont également occupés par des troupes étrangères; l'Empereur a pensé qu'en proposant au Congrès de déclarer qu'à la paix toutes les occupations étrangères devaient cesser, on introduirait la question italienne de la façon la moins blessante pour l'Autriche. Clarendon approuve cette manière de procéder. Moi aussi je la crois bonne, du moment qu'on ne veut pas casser les vitres avec l'Autriche. Pour stimuler Walewsky j'ai préparé une note verbale à ce sujet, que je vais lui remettre dès qu'il sera extriqué de l'horrible guêpier qu'il a soulevé par sa conduite avec les Prussiens.

Voici maintenant l'affaire prussienne, laquelle a fait descendre le grand drame diplomatique qui se joue, au rang du vaudeville.

Digitized by Google

Walewsky, vous le savez, ayant hâte de faire arriver les Prussiens, en vue principalement d'ajouter un nouvel aigle à sa boutonnière, a non seulement invité le Cabinet de Berlin dans les termes arrêtés par le Congrès; mais il lui a adressé une dépêche dans laquelle la position des plénipotentiaires prussiens était présentée sous le jour le plus flatteur. Là-dessus ils ont accepté par télégraphe, et Manteuffel est parti sans avoir achevé ses malles.

La plupart des membres du Congrès trouvèrent qu'ils arrivaient trop tôt. Toutefois, comme il fallait bien les recevoir, puisqu'on les avait invités à venir, il fut décidé qu'on les convoquerait pour la séance de Mardi; mais que les autres membres du Congrès se réuniraient 2 heures avant eux. Ce procédé un peu extraordinaire fut aggravé, ainsi que je vous l'ai mandé, par un tour du comte Buol; qui s'amusa à faire faire le pied de grue dans l'antichambre à ses amis les Prussiens. Ceux-ci cependant eurent l'air de ne s'être aperçus de rien; de sorte que la séance de Mardi se passa sans orages; mais lorsqu'on porta aux Prussiens le procès-verbal de Mardi à signer, et qu'ils virent constaté par écrit la piteuse figure qu'ils avaient faite, ils jetèrent les hauts cris. Ils coururent furieux chez Walewsky, l'accablèrent de reproches, s'adressèrent à Clarendon, à Orloff, à tout le monde.

Mais rien ne put être combiné avant l'heure de l'ouverture de la séance d'hier. Alors ils prirent le parti héroïque de déclarer qu'ils n'interviendraient pas. Jugez de l'état où cette déclaration a plongé Walewsky. Le malheureux, n'osant pas ouvrir la séance sans les Prussiens, les envoya chercher et les relégua dans un cabinet isolé: puis il entreprit séparément

Digitized by Google

les Russes, les Anglais et les Autrichiens, en emmenant les plénipotentiaires de ces nations dans des chambres diverses. Il y a eu un moment où il ne restait plus que les Turcs et nous dans les salons de la conférence. Les autres plénipotentiaires étaient parqués dans des salons, et Walewsky et Bourqueney, que Clarendon s'est permis de qualifier de noms burlesques, couraient des uns aux autres pour tâcher de trouver un moyen de conciliation.

Au bout de deux heures, Manteuffel, fatigué d'attendre, s'est majestueusement retiré, Walewsky était au désespoir. Enfin Clarendon eut une idée lumineuse. Il proposa de scinder en deux le protocolle de Mardi, comme s'il y avait eu deux séances, une avec les Prussiens, l'autre sans eux. De cette manière on ne les forçait pas à signer leur propre mystification. Il est permis de supposer qu'ils n'étaient pas encore arrivés à Paris, ou du moins que leurs malles n'étaient pas encore défaites à la première conférence.

Cet expédient trouvé, on a fait venir Hatsfeld, et Walewsky a fini par le persuader à accepter et à aller chercher Manteuffel. Celui-ci a été, à ce qu'il paraît, plus difficile à convaincre; car il s'est fait attendre une heure et demie. Ce qui a fait dire à Ali Pacha, qui devient espiègle, que les Prussiens mettaient plus de temps à venir de la rue de Lille qu'ils n'en avaient employé de Berlin à Paris. Enfin Manteuffel arriva, s'assit d'un air grognon, et à six heures on put lire les deux protocolles des deux séances de Mardi. Vous ne pouvez vous imaginer le rôle joué par Walewsky et son collègue. C'était un feu roulant de lazzis venant de tous les côtés.

Lord Clarendon m'a communiqué une lettre de Levis, qui l'engage à nous demander ce que nous

Digitized by Google

désirons. Je lui ai adressé la réponse dont je joins ici la copie.

Veuillez régler en conséquence votre langage avec Lord Palmerston et le reste

Mille compliments.

C. Cavour.

LXXXIV.

24 Mars 1856.

Mon cher Marquis,

L'Empereur a dit à Lord Clarendon: « Proposez au Congrès de déclarer le Duché de Modène reversible au Duché de Parme, et de donner Parme au Piémont. » Lord Clarendon approuve beaucoup.

Chauffez Palmerston.

C. Cavour.

LXXXV.

(congrès de paris).

25 Mars 1856.

Mon cher Marquis,

J'ai reçu votre lettre N° 20 avec l'annexe adressée à Marochetti.

Hier il y a eu séance. Elle n'a guère été plus brillante que celle de Samedi.

La Commission chargée de préparer le préambule n'ayant pas pu se mettre d'accord, les conférences

Digitized by Google

particulières ont recommencé. Seulement, cette fois-ci Walewsky y est demeuré étranger. Laissant les Anglais aux prises avec les Prussiens, ayant les Autrichiens pour témoins du combat, il a tenté de réunir les Turcs et les Russes pour concerter l'article relatif aux chrétiens. De cette manière il nous eût laissés dans un parfait isolement.

J'ai même, un moment, eu la pensée qu'il voulût tenter une séance sans nous, pour faire une chose agréable à l'Autriche. Si tel était son projet il a été déjoué, car nous avons persisté à demeurer avec les Russes, qui enrageaient comme nous. Orloff a été plusieurs fois sur le point de prendre son chapeau et de s'en aller. Il s'est exprimé d'une manière très décidée, voire même un peu cosaque, sur pareille manière d'agir. Dans un moment de dépit il s'est écrié: *Mais ce que nous faisons ici est absurde. C'est à y..., ou pis encore, dessus.*

La phrase est peu diplomatique; mais elle est au fond pleine de vérité.

Après trois heures d'attente les Prussiens et les Anglais sont arrivés avec un préambule concerté ensemble. On l'a accepté presque à yeux fermés, tant on avait hâte d'en finir (1).

---

(1) Ici le Comte Cavour fait une amère critique de la façon peu impartiale avec laquelle le Comte Walewsky dirigeait les travaux du Congrès. Il ajoute même que Lord Clarendon crut devoir en référer à l'Empereur lui-même. Cette partie de sa lettre m'a paru trop vive pour la publier.

En terminant, il me demande si, grâce à mes bons rapports avec Persigny, alors ambassadeur à Londres, je n'aurais pu enrôler le Duc dans cette croisade contre le Comte Walewsky. La lettre finit de la manière qui suit.

EMM. D'AZEGLIO.

Digitized by Google

Ne pourrait-on pas se servir de Persigny dans ce but? S'il est vrai qu'il est toujours en correspondance avec Napoléon, pourquoi ne pas lui glisser à l'oreille quelques-uns des faits qui prouvent combien la conduite de Walewsky est incompréhensible? Le mot énergique d'Orloff, encadré par Persigny de quelques jurons soldatesques, pourrait, en revenant aux oreilles de l'Empereur, produire un bon effet.

Walewsky est notre ennemi constant; nous sommes par conséquent autorisés à lui faire une rude guerre.

Je vous ai mandé par le télégraphe ce que l'Empereur avait dit à Clarendon au sujet de Parme et de Modène. L'idée n'est pas applicable pour le moment; mais il est bon qu'on la discute.

Clarendon y est très favorable.

Décidément il se conduit très bien.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

LXXXVI.

(CONGRÈS DE PARIS).

28 Mars 1856.

Mon cher Marquis,

Walewsky, voulant à toute force que la paix soit signée Dimanche, nous réunit tous les jours et ne nous lâche plus qu'à six heures. Cela ne me laisse plus le temps de vous écrire un peu au long.

Du reste, depuis l'épisode, ou, si vous aimez mieux, la farce prussienne, les discussions ont roulé plutôt

Digitized by Google

sur des questions de rédaction que sur le fond des conditions du traité.

Hier seulement il y a eu une discussion très vive entre Walewsky et Buol à l'occasion de l'évacuation des Principautés. Ce dernier prétendait que, puisque les alliés déclaraient qu'il leur fallait six mois pour abandonner le territoire ottoman, il n'y avait pas de raison pour que les Autrichiens se hâtassent de retourner chez eux. Walewsky s'est animé plus qu'à son ordinaire. Il a même décoché deux ou trois traits assez acerbes à son interlocuteur. Clarendon riait sous cape, et, tout en appuyant son collègue de France, il était heureux de le pousser contre l'Autrichien. La discussion, s'étant prolongée jusqu'à six heures, fut renvoyée à aujourd'hui.

Walewsky a déclaré à Buol que les élections ne sauraient avoir lieu dans les Principautés en présence des troupes autrichiennes. Je pense que l'Angleterre tiendra ferme sur ce point; si l'on cédait, ce serait livrer la conférence à la risée de l'Europe. Parlez-en à Palmerston.

J'ai remis, hier, à Walewsky et à Clarendon une note verbale. Walewsky l'a reçue d'assez bonne grâce et m'a promis de parler avec énergie à Mr de Buol. Il m'a annoncé d'un air mystérieux qu'à peine la paix serait-elle conclue, l'Empereur s'entendrait avec la Russie pour améliorer le sort de l'Italie.

Clarendon a de nouveau stimulé Walewsky; il promet de ne pas le laisser tranquille.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Digitized by Google

LXXXVII.

(CONGRÈS DE PARIS).

29 Mars 1856.

Mon cher Marquis,

Le traité vient d'être paraphé. Il sera signé demain à midi. Le canon et le télégraphe l'apprendront immédiatement à Paris et à l'Europe. Il est médiocrement rédigé, mais peu importe; les imperfections de style retomberont à la charge des plénipotentiaires français.

J'ai vivement insisté dans le Congrès pour que le blocus fut levé sans retard. C'est d'une grande importance pour le commerce des blés. La levée du blocus fera immédiatement baisser le prix des céréales. Clarendon m'a promis d'en écrire favorablement à Palmerston. Tâchez de l'influencer dans ce sens. Rappelez-lui de ma part que Mark-lane a une influence directe et immédiate sur le *stok exchange*.

C'est la semaine prochaine que notre question doit venir sur le tapis. Un mot de Palmerston au dernier moment nous fera un grand bien.

Clarendon n'a pas encore reçu de réponse de Levis au sujet de l'emprunt. Je pense qu'il ne rencontre pas de difficulté. Un mot à cet égard me rassurerait.

Recevez, etc.

C. CAVOUR.

Digitized by Google

LXXXVIII.

Paris, 31 Mars 1856.

(CONGRÈS DE PARIS).

Mon cher Marquis,

La paix est signée. Le drame est fini, et la toile tombe sans avoir amené un dénouement qui nous soit matériellement favorable.

Ce résultat est triste, mais non décourageant. L'opinion à l'égard de l'Italie s'est, grâce à nous, singulièrement améliorée. Elle finira par changer les faits que la politique croit devoir respecter.

Hier j'ai eu le plaisir de jouer un tour à Buol, en rendant un service à Clarendon.

Bourqueney lui avait dit que les Plénipotentiaires auraient dû se rendre aux Tuileries, aussitôt la paix signée, pour annoncer eux-mêmes ce fait à l'Empereur Je communiquai de suite cette idée à Clarendon, qui lui donna son approbation, se réservant de faire *la motion* de la visite aussitôt la conférence assemblée. Bourqueney, désirant que le mérite de cette démarche revînt à Buol, engagea celui-ci à prendre la parole le premier. Heureusement je le sus par les Prussiens; ce qui me permit d'arriver à temps pour que Clarendon parvînt le premier auprès de Walewsky.

Lorsque Buol se présenta, il lui répondit que Clarendon avait pris les devants. L'Empereur fut, à ce qu'il paraît, sensible à cette démarche, car après avoir remercié le Congrès, il adressa spécialement à Clarendon quelques mots fort affectueux.

Walewsky m'a promis de parler aujourd'hui même à Buol. Benedetti prétend qu'il nous aime beaucoup plus qu'il n'en a l'air. *Vedremo.*

Digitized by Google

J'ai persuadé à Clarendon que si la proposition en faveur des États romains devait venir de la France, celle relative à l'amnistie devait partir de l'Angleterre. Il s'est montré très disposé à se charger de cette mission. Pour mieux l'engager je viens de lui envoyer le projet de proposition, dont vous trouverez copie ci-joint.

Je vous remercie du *Lamarmora*. Il est parfait. Je ne regrette nullement ce qu'il coûte (1).

Recevez, mon cher Marquis, l'assurance de mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

LXXXIX.

1er Avril 1856.

(CONGRÈS DE PARIS).

Mon cher Marquis,

Voici du nouveau. Clarendon, hier au soir, m'a annoncé que Palmerston avait imaginé un moyen de nous satisfaire. Il s'agirait tout bonnement de mettre le Roi Othon à la porte, d'envoyer en Grèce le prince de X, emmenant la Duchesse de Parme comme épouse et de nous donner Parme. Je lui ai demandé l'autorisation de le communiquer à l'Empereur. L'ayant obtenue je l'ai fait parvenir ce matin aux Tuileries.

Je ne crois pas la chose faisable pour le moment. Mais je considère comme fort heureux que la candidature du Prince de X pour un trône quelconque soit

(1) Un portrait du Général Lamarmora en photographie coloriée, fait d'abord pour la Reine Victoria, qui voulut réunir dans un *album* toutes les célébrités militaires de la guerre de Crimée.

Emm. d'Azeglio.

Digitized by Google

posée carrément Qui sait que, s'il n'obtient pas le trône de Grèce, on ne pense un de ces quatre matins à le mettre sur celui de Naples à la place de Bomba.

Remerciez beaucoup Lord Palmerston de ma part, et ne laissez pas voir que vous considérez comme impossible la réalisation de son projet (1).

Clarendon m'a également annoncé que le Gouvernement anglais approuvait complètement les propositions contenues dans ma note verbale, et qu'on l'avait chargé officiellement de les appuyer avec la plus grande énergie.

Le même Ministre a approuvé la rédaction de la proposition relative à l'amnistie, et il s'est chargé de la présenter au Congrès. Il met une grande chaleur pour tout ce qui nous regarde, et je ne saurais assez me louer de sa conduite envers moi.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

---

(1) Il est assez curieux que le projet dont le Comte de Cavour me parle dans cette lettre, soit identique à celui qu'on trouve dans sa lettre du 29 Février 1856, à l'exception du pays; puisque dans la première lettre il s'agissait des Principautés, dans celle-ci de la Grèce. Mais, dans les deux hypothèses, le Prince X aurait épousé la Duchesse de Parme. A vrai dire, je m'étais permis de faire observer au Comte qu'il ne me paraissait pas qu'il fût probable que la Princesse échangeât son tranquille duché pour aller régner dans des pays plus turbulents, et qu'en outre elle se laissât imposer un mari non de son choix. Je crois avoir parlé peu sérieusement à Lord Palmerston de ce premier projet, éclos dans la fertile imagination du Ministre; ce qui peut avoir plus tard enfanté cette seconde combinaison. *Au reste, le 1er Avril tout est admissible, quoique sans conséquence.*

Emm. d'Azeglio.

Digitized by Google

XC.

5 Avril 1856.

(CONGRÈS DE PARIS).

Mon cher Marquis,

Lord Clarendon m'a communiqué hier une lettre du Chancelier de l'Echiquier, qui lui annonce que le Conseil des Ministres avait reconnu l'impossibilité de faire voter au Parlement la somme de 2,500,000 liv. sterl., que j'avais demandée; et qu'il voyait même quelque difficulté à faire voter le second million sterling stipulé dans la convention de l'année dernière.

J'ai de suite déclaré à Lord Clarendon, et je vous prie de le répéter sans délai à Lord Palmerston, que n'ayant nul droit à réclamer plus de 2,000,000 L. st., je retire la demande des autres 500,000 liv. st., demande que je n'avais faite que sur les assurances que Lord C. m'avait données, et que Lord P. vous avait confirmées, du désir que le Gouvernement anglais avait de faire tout ce qui pouvait nous être agréable. Que du moment qu'on élevait des difficultés, nous y renonçions, ne voulant pas avoir des discussions d'argent pénible. Mais j'ai ajouté que je ne saurais concevoir qu'on nous contestât le second million sterling. Il est impossible que l'Angleterre veuille se prévaloir des délais que la loi qui a approuvé notre convention avec elle a subis, pour se refuser à exécuter ses engagements. Ce serait légal peut-être, mais ce serait peu *fair*. Ce serait tout bonnement ignoble.

Le refus que je viens d'éprouver n'améliore guère ma position parlementaire, fortement compromise par

Digitized by Google

l'insuccès de mes démarches en faveur de l'Italie. Mais ce n'est point une raison pour moi d'en vouloir au Ministère anglais. Retournant en Piémont les mains vides et fortement désappointé, je ne suis guère disposé à en vouloir à ceux qui facilitent à mes adversaires le moyen de me renverser du pouvoir. Ce qui me désolerait, c'est que la lésinerie de l'Angleterre ne produisît un fâcheux effet sur les esprits, déjà aigris par la stérilité politique d'un congrès. Pour éviter cet inconvénient et maintenir l'opinion favorable à l'alliance anglaise, il est indispensable que nous puissions diminuer autant que possible la somme que nous serons obligés de payer avec nos ressources intérieures. Pour cela il faut hâter l'évacuation de la Crimée; puisqu'on ne veut plus nous donner de l'argent, qu'on mette sans retard des navires à notre disposition. Insistez fortement à cet égard avec Lord Palmerston, mais sans aigreur, ni dépit. Vous vous bornerez à lui dire en riant: « Mr de Cavour me charge de vous annoncer qu'il vous sera fort reconnaissant si votre refus lui procure le moyen, en le débarrassant du portefeuille, de venir vous faire une visite à Londres pendant la belle saison. »

L'affaire de l'évacuation autrichienne s'est arrangée. Buol évacuera le plus tôt possible. Reste à savoir ce que le plus tôt possible veut dire en langue autrichienne.

Lundi Walewski abordera la question romaine. Mais avec tant de réticences, tant de ménagements que cela n'aboutira à rien. Vous avez raison, le canon seul peut nous tirer d'affaire.

Les conférences finiront probablement Mercredi. Samedi, grand dîner chez l'Empereur. Lundi, grande

Digitized by Google

fête à l'Hôtel de Ville. Et Mardi nous partirons, *le pive* plus ou moins *nel sacco* (1).

Recevez, mon cher Marquis, l'assurance de mes sentiments distingués.

C. Cavour.

XCI.

7 Avril 1856.

(congrès de paris).

Mon cher Marquis,

Vous avez très bien fait de lire ma dernière lettre à Palmerston. Nous nous conduisons de manière à pouvoir jouer cartes sur table. Si le Gouvernement anglais nous fournit des vaisseaux immédiatement, peut-être pourrons-nous arriver à grouper nos chiffres de manière à ce que nos adversaires n'aient pas de prétextes pour déclamer contre la perfide Albion.

Je vous envoie copie de la note que j'ai adressée hier à Londres. Vous verrez que j'ai évité soigneusement toute allusion à une demande faite et non accueillie. Car, je le répète, ce qu'il importe surtout c'est de maintenir le pays fidèle à l'alliance anglaise.

Je n'ai plus vu Clarendon depuis ma dernière lettre, la dernière fois que nous avons échangé quelques mots, qui n'étaient pas parfaitement doux, sur la question financière; néanmoins nous nous sommes quittés fort bons amis.

(1) Sans succès.

Digitized by Google

Il a de lui-même mis en avant la question des Principautés. Je ne l'ai pas suivi sur ce terrain, car, tant que la question romaine n'est pas vidée, je ne m'occupe pas d'autre chose.

La conférence qui devait avoir lieu aujourd'hui est renvoyée à demain. Pour quel motif? Je l'ignore.

Je vous remercie des gros volumes que vous m'avez envoyés.

Je n'irai à Londres qu'autant qu'il y aura quelque chose de précis relativement aux Principautés.

Recevez l'assurance de mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

XCII.

Paris, 9 Avril 1856.

(CONGRÈS DE PARIS).

Mon cher Marquis,

La séance de hier a roulé sur la question italienne. Pour que vous puissiez en connaître non seulement le triste résultat, mais les principaux détails, je vous envoie la minute de la dépêche à Cibrario, laquelle en contient le récit (1).

---

(1) Voici le texte de cette dépêche:

9 Avril 1856.

Monsieur le Ministre,

La séance du Congrès d'hier a présenté pour nous un haut intérêt; et quoiqu'elle ait abouti à un résultat assez peu satisfaisant, je crois devoir vous en rendre compte dans le plus grand détail.

Après que le Congrès eut approuvé les instructions à donner

Digitized by Google

Walewsky a été, comme toujours, faible. Il a permis à Buol d'être passablement insolent à son égard, et il n'a rien su faire pour amener un résultat pra-

---

à la Commission chargée de constater l'état des Principautés, le Comte Walewsky prit la parole d'un air tant soit peu solennel, et dit: — Que le but que le Congrès s'était proposé était atteint, puisque toutes les questions qui se rattachaient au rétablissement de la paix et à l'admission de l'Empire ottoman dans le concert européen avait reçu une solution définitive; que toutefois le Gouvernement français considérait que le Congrès, avant de se séparer, aurait dû s'occuper de quelques questions de nature à amener tôt ou tard de graves complications, et à compromettre la durée de la paix.

Il a indiqué rapidement:

1° L'état de la Grèce;

2° L'occupation des Etats romains par la France et l'Autriche;

3° La conduite du Roi de Naples;

4° Les excès de la presse en Belgique.

Il engagea ensuite les Membres du Congrès à échanger leurs idées sur ces divers sujets.

Lord Clarendon prit immédiatement la parole, et, se bornant à dire peu de mots sur la Grèce et sur la presse belge, traita avec beaucoup d'étendue et de vigueur la question italienne. Sa Seigneurie observa que l'occupation étrangère des Etats romains tendait à devenir un fait permanent, qui changeait l'état de choses établi par les traités et troublait l'équilibre européen; que par conséquent il était du devoir des Puissances réunies au Congrès d'aviser aux moyens de la faire cesser: qu'il reconnaissait que les troupes étrangères ne pouvaient se retirer sans compromettre la tranquillité publique, si le Gouvernement romain demeurait tel qu'il était; que par conséquent il fallait songer à le réformer le plus tôt possible. Lord Clarendon entra alors dans quelques détails sur ce Gouvernement, sur sa détestable administration et sur l'état déplorable des populations qui ont le malheur d'être soumises à leur joug.

Je puis vous assurer, Monsieur le Ministre, qu'il eût été impossible à un homme d'Etat italien de formuler un acte d'accusation plus énergique et plus vrai contre le Gouvernement ro-

Digitized by Google

tique quelconque. Clarendon, qui prévoyait ce triste fait, a cru devoir abandonner sa réserve diplomatique, et il a parlé du Roi de Naples et du Pape comme

---

main que ne le fit le Ministre des Affaires étrangères de la Grande Bretagne.

Après cet exposé, il proposa que le Congrès manifestât l'opinion que l'occupation romaine eût à cesser le plus tôt possible et que la Cour de Rome fût en son nom invitée à réformer son administration, soit en la sécularisant entièrement, soit en accordant aux provinces placées entre les Apennins, l'Adriatique et le Pô un régime indépendant et laïque.

Quant au Roi de Naples, il renchérit encore sur les paroles sévères que le Comte Walewsky avait prononcées à son égard et, tout en observant combien il éprouvait de répugnance à intervenir dans les affaires des autres Etats, il déclara qu'en présence d'un état de choses aussi déplorable et aussi anormal que celui qui était à Naples, il était du devoir des Puissances civilisées de faire entendre au Souverain de ce pays la voix de la justice et de l'humanité, en lui adressant des conseils sous une forme assez péremptoire pour qu'il fût forcé de les suivre.

Dès que Lord Clarendon eut cessé de parler, le Comte Buol prit la parole à son tour; il manifesta son étonnement que l'on eût introduit dans le sein du Congrès des sujets absolument étrangers au but pour lequel il avait été réuni: que non seulement il manquait d'instructions pour les traiter, mais qu'il n'avait même pas de pouvoirs suffisants pour s'en occuper. Sur l'observation qu'il pouvait en demander à sa Cour, il répliqua très péremptoirement que, ne considérant pas le Congrès comme compétent pour traiter certaines questions mises en avant par le Président, non seulement il n'en demanderait pas, mais qu'il conseillerait l'Empereur de ne pas y consentir si la demande lui était adressée.

Le Comte Walewsky fit de vains efforts pour amener les Plénipotentiaires autrichiens à des sentiments plus conciliants. Le Comte Buol fut d'une raideur inflexible, contre laquelle vinrent se briser les phrases polies et moelleuses du Président du Congrès.

Cette opposition de l'Autriche trouva un appui dans le Comte Orloff, qui déclara ne pas avoir d'instructions pour traiter des

Digitized by Google

ils le méritent. Il a dit carrément que le Gouvernement de Rome était le pire de tous les Gouvernements du monde. Il a cassé les vitres. Il compte rendre

---

questions étrangères au rétablissement de la paix. Cette conduite de la Russie, qui au premier aspect aurait pu nous étonner, s'explique par la répugnance qu'elle devait naturellement éprouver à s'associer au blâme sévère qu'on proposait d'infliger au Roi de Naples, son allié le plus dévoué.

Le premier Plénipotentiaire prussien fit une déclaration ambiguë, comme la politique du Cabinet auquel il préside. Il dit que la Prusse était prête à s'occuper de toutes les questions qui intéressaient le repos de l'Europe; mais qu'il manquait d'instructions et de notions suffisantes pour traiter la plupart de celles sur lesquelles le Comte Walewsky avait appelé l'attention du Congrès. Que, toutefois, si la discussion continuait, non seulement il y prendrait part, mais qu'il proposerait de s'occuper de l'état anormal du Canton de Neuchâtel.

La manière dont le Comte Walewsky avait soutenu la discussion avec Mr de Buol, la position prise par la Russie et la Prusse ne me laissèrent aucun espoir d'arriver à une solution satisfaisante. Je crus alors devoir me borner à une protestation formelle. « Je déclarai que, tout en reconnaissant le droit qu'avait l'Autriche de refuser une discussion sur la question d'Italie, je considérais comme de la plus haute importance que l'opinion des Puissances, réunies au Congrès à ce sujet, se manifestât d'une manière formelle. » J'ajoutai: « L'occupation des Etats romains tend évidemment à devenir permanente; elle dure depuis huit ans; et l'on n'aperçoit aucun indice qui puisse faire supposer qu'elle cessera jamais; en effet les causes ou les prétextes qui l'ont amenée subsistent avec la même vigueur qu'à l'époque où elle a eu lieu; l'état de la Romagne au lieu de s'améliorer a empiré; ce qui le prouve c'est que l'Autriche croit nécessaire de maintenir l'état de siége à Bologne et d'user des mêmes rigueurs que lorsqu'elle est entrée dans cette ville. Un tel état de choses, contraire aux traités, détruit l'équilibre politique en Italie et constitue un véritable danger pour la Sardaigne. En effet, l'Autriche appuyée à Ferrare et à Plaisance, dont elle travaille à accroître les fortifications, contrairement à l'esprit sinon à la

Digitized by Google

compte de son *speech* à Palmerston dans une dépêche destinée à être publiée.

J'ai été, vous le verrez, beaucoup plus modéré. Je

---

lettre du traité de Vienne, domine toute la rive droite du Pô, et, s'étendant le long de l'Adriatique, est de fait la maîtresse de la plus grande portion de l'Italie. Les Puissances réunies en Congrès ne sauraient sanctionner par leur silence un tel état de choses. La Sardaigne en particulier, spécialement menacée, doit protester; c'est pourquoi je demande que l'opinion des Plénipotentiaires de la France et de la Grande Bretagne soit consignée au protocole ainsi que ma protestation solennelle. »

Passant à la question de Naples, j'appuyai fortement sur ce qu'avait dit Lord Clarendon, en ajoutant que la conduite du Roi, en décriant la royauté et rendant odieux les Gouvernements réguliers, augmentait les forces du parti révolutionnaire et constituait un véritable danger pour les autres Etats de l'Italie.

Le Baron Hübner répliqua quelques mots pour remarquer que je n'avais parlé que de l'occupation autrichienne, tandis que les Etats romains étaient également occupés par la France; et il ajouta qu'en fait d'occupation de territoires étrangers la Sardaigne avait elle aussi à se reprocher celle de la Principauté de Monaco. Je répondis à Mr Hubner que la Sardaigne désirait l'évacuation complète des Etats romains; mais que sous le rapport de l'équilibre politique en Italie, elle faisait une grande différence entre l'occupation de Rome par un corps isolé de troupes françaises et l'occupation par les Autrichiens d'un territoire contigu aux provinces qui sont sous leur domination.

« Quant à la Principauté de Monaco, la Sardaigne, dis-je, est prête à retirer les 50 hommes qui sont à Menton et à abandonner le Prince de Monaco à l'amour de ses sujets; pourvu qu'on ne la rende pas responsable du bain dans la mer qu'on pourrait bien lui faire subir. »

Lord Clarendon ayant fait allusion aux démarches passionnées de la Duchesse de Valentinois, qui poursuit incessamment les Plénipotentiaires depuis la réunion du Congrès, et raconté quelques anecdotes semi-burlesques à son sujet, la question de Monaco fut enterrée par un éclat de rire général. Le Comte Walewsky tâcha de résumer le début et d'arriver à une conclusion. A plusieurs

Digitized by Google

persiste à croire qu'il faut être d'autant plus calme en paroles que nous avons la ferme intention d'être, si l'occasion se présente, plus audacieux en faits.

---

reprises il dit que tout le monde avait reconnu combien il serait désirable que l'évacuation des Etats romains pût avoir lieu sans inconvénients. Je pense que son but est de faire consigner cette opinion au protocole, comme une espèce de vœu émané par le Congrès. Je doute qu'il l'obtienne, car l'Autriche, encouragée par son hésitation, et je dirais même, sa faiblesse, s'opposera formellement à l'insertion au protocole de toute déclaration qui aurait l'air d'être l'expression d'une opinion collective des Puissances réunies au Congrès. Cela nous promet une discussion fort vive pour la première séance, qui n'aura lieu que Samedi.

Par le récit fidèle que je viens de vous faire, vous voyez, Mr le Ministre, que j'avais raison de dire que le résultat de la séance d'hier était bien loin d'être satisfaisant. Nous n'avons obtenu aucun résultat pratique. C'est tout au plus si le protocole contiendra l'expression d'un vœu stérile pour l'évacuation des Etats romains. Toutefois deux faits resteront, qui ne sont pas sans quelque importance:

1° La flétrissure imprimée à la conduite du Roi de Naples par la France et l'Angleterre à la face de l'Europe réunie;

2° La condamnation portée par l'Angleterre du Gouvernement clérical, en termes aussi précis et aussi énergiques que le plus chaud patriote italien aurait pu désirer.

Enfin une dernière considération doit amoindrir les regrets que la stérilité de nos démarches nous fait éprouver. Nous ne pouvions pas espérer que d'un Congrès dans lequel l'Autriche a joué le rôle de *médiatrice*, il sortît quelque chose de réellement utile pour l'Italie, un remède efficace aux maux qui l'affligent. Si l'Autriche eût été plus condescendante ou la France plus décidée, peut-être en serait-il résulté quelque mesure palliatrice, n'ayant pas une grande valeur. Au lieu de cela nous n'avons rien obtenu; mais l'obstination de l'Autriche, la raideur du Comte Buol, ont profondément irrité l'Empereur et doivent l'avoir convaincu que, ainsi que j'ai eu l'honneur de le lui répéter plusieurs fois, la question italienne ne comporte qu'une seule solution réelle, efficace, le canon.

Digitized by Google

Sans chercher à effrayer qui que ce soit, vous pouvez donner à entendre que je suis capable des choses les plus hardies.

Répétez à Palmerston la phrase que je vais faire sonner à toutes les oreilles :

« Que voulez-vous, dans la position que le Congrès « a faite à l'Italie, les hommes modérés, comme Mr de « Cavour, n'espèrent plus que dans une guerre géné-

---

En sortant, j'ai demandé à Lord Clarendon une entrevue dans laquelle j'arrêterai avec lui ce qui nous reste à faire. Je crois qu'avant de partir il sera bon d'adresser une protestation formelle à la France et à l'Angleterre.

Je vous prie à ce sujet de me faire connaître par le télégraphe l'opinion du Conseil des Ministres.

Les autres questions soulevées par le Comte Walewsky, sans celle relative au traitement des neutres en temps de guerre, qui fera l'objet d'une dépêche spéciale, n'ont pas donné lieu à des discussions sérieuses.

La licence de la presse a été traitée, je dois le dire, avec une grande réserve par tous les Plénipotentiaires, même par le Comte Buol, qui s'est borné à une allusion très modérée aux torts que la presse libre dans d'autres Etats que la Belgique ferait à l'Autriche.

Lord Clarendon a protesté en faveur de la liberté de la presse tout en blâmant les excès auxquels elle donnait lieu.

Quant à la Grèce, la Russie a témoigné y prendre le plus vif intérêt et a contesté le parfait fondement des reproches adressés à son Gouvernement.

Il est possible que la dernière réunion du Congrès ait lieu Samedi. Si cela est, je demanderai de suite à l'Empereur mon audience de congé, et je ferai mes préparatifs pour partir de Paris le plus tôt possible.

J'ai remis hier au Comte Walewsky la note verbale sur le *Fischietto,* de laquelle je vous ai transmis une copie. Le Comte Walewsky l'a prise et m'a dit en riant: « En vérité l'article en question ne valait pas la peine de ce que vous avez fait; en realité je ne l'ai pas trouvé bien violent. »

Digitized by Google

« rale; et les hommes violents, dans un cataclisme « universel. »

Subissez les boutades de Wood (1) et saisissez au passage tous les vaisseaux qui vous tomberont sous la main. Il est, sous tous les rapports, important que nos troupes reviennent. Nous ne ferons pas faire quarantaine aux vaisseaux qui les transportent. Ce serait absurde.

Veuillez demander à Lewis de mon part, de vous remettre au premier Mai des traites à six mois, comme la dernière fois. J'en ai absolument besoin.

Croyez à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Je suis tout prêt à écrire à Shaft. Si quelques lignes à son adresse dans une des lettres que je vous envoie ne suffisent pas.

XCIII.

(CONGRÈS DE PARIS).

11 Avril 1856.

Mon cher Marquis,

J'étais à peu près décidé à retourner directement la semaine prochaine à Turin, où ma présence est

(1) Sir Charles Wood, depuis Lord Halifax, alors Ministre de la marine en Angleterre.

Digitized by Google

réclamée par des affaires d'une haute importance. Mais quelques mots qui m'ont été dits hier par Lord Holland me font hésiter. Il m'a répété à plusieurs reprises: *Irez-vous à Londres? Vous devriez bien y aller*; — et autres phrases analogues.

Spring Rice (1) de son côté a dit à Centurioni (2) que je devais aller à Londres, que *Lord Palmerston expects to see M. de Cavour* et *simili.*

Si ma présence est utile à Londres, je ferai cette course, quoiqu'elle me contrarie fort.

Veuillez me dire sans compliments ce que vous en pensez. Un mot par télégraphe m'obligerait.

Lord Clarendon est furieux contre Buol. L'Empereur est agité des articles du *Times*; Walewsky est plus indécis que jamais; Benedetti ne sait comment se tirer d'affaire quant au protocole de demain. Les Russes et les Turcs rient sous cape. Les Autrichiens enragent: et nous, en acceptant avec résignation le présent, nous nous posons en enfants terribles pour l'avenir.

Je reviens de chez Clarendon. Voici le résumé de notre conversation.

« Vous voyez, Milord, qu'il résulte deux choses de ce qui s'est passé:

« 1° Que l'Autriche est décidée à ne faire aucune concession.

« 2° Que l'Italie n'a plus rien à attendre de la diplomatie.

« Cela étant, la position du Piémont devient exces-

---

(1) Mr Spring Rice, employé du *Foreign Office*, amené par Lord Clarendon.

(2) Le Marquis Laurent Centurioni, attaché à la mission du Comte Cavour, et qui avait été mon attaché à Londres.

Digitized by Google

sivement difficile. Il faut nécessairement ou qu'il se raccommode avec l'Autriche et le Pape, ou qu'il se prépare avec prudence à faire la guerre à l'Autriche. Dans la première alternative je devrai me retirer pour faire place à des rétrogrades: dans la seconde il faut que je sache que ma manière de voir n'est pas en contradiction avec celle de notre meilleure alliée, l'Angleterre. »

Clarendon se frottait furieusement le menton; mais n'avait nullement l'air étonné. Après un moment de silence, il me dit: *Vous avez parfaitement raison. Vous ne pouvez faire autrement; seulement il ne faut pas le dire.*

Je repris: « Vous avez dû voir que je ne suis ni bavard, ni imprudent. Ainsi je pense qu'il faut attendre le moment opportun. Mais, en même temps qu'il faut avoir un but précis pour bien diriger notre marche politique.

« La guerre ne m'effraie pas. Nous serions décidés à la faire à outrance, *to the knife.* D'ailleurs, pour peu qu'elle durât, vous seriez forcés à nous aider. »

Ici Clarendon abandonna son menton et s'écria: « *Certainement*, *certainement*, ce serait de cœur et avec la plus grande énergie. »

Je finis en disant: « Avec Lamarmora nous donnerons fièrement du fil à retordre aux Autrichiens: *Oui, oui, j'en suis certain.* »

Là-dessus nous parlâmes de la séance de demain; et il m'assura que si Buol ouvrait la bouche, il serait plus énergique que l'autre jour.

Il m'a beaucoup encouragé à aller trouver la Reine. Enfin il m'a paru voir d'un très bon œil *la tersa riscossa.*

Vous pouvez dire quelques mots à Palmerston de

Digitized by Google

cette conversation; en vous tenant toutefois fort en deçà de ce que j'ai dit.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Lettre adressée à Lord Clarendon par le Comte de Cavour, le 31 Mars 1856.

Mon cher Lord Clarendon,

Voici la proposition que je vous prie de présenter au Congrès en faveur de mes malheureux concitoyens, qui gémissent dans les prisons et les galères des Princes italiens. Si vous l'approuvez, ne serait-il pas bon de la communiquer à l'Empereur pour vous assurer le concours énergique, sinon de Bourqueney, du moins de Walewsky?

Faites pour le mieux. Plein de confiance dans votre sympathie pour l'Italie, j'attends avec espoir le résultat de la généreuse démarche que vous voulez bien faire.

Croyez, etc.

C. Cavour.

Proposition au Congrès.

La paix heureusement conclue faisant entrer l'Europe dans une ère nouvelle, le Congrès décide que les Souverains de l'Italie seront invités à accorder une amnistie et à adopter des mesures de clémence envers leurs sujets, condamnés pour cause politique à la suite des événements de 1848 et 49.

Digitized by Google

XCIV.

12 Avril 1856.

Mon cher Marquis,

Je reçois par le télégraphe la nouvelle que les Autrichiens se disposent à occuper Pontremoli, Bardi, Campiano et autres lieux, c'est-à-dire toute notre frontière depuis le Pô jusqu'aux Apennins. C'est une singulière réponse aux instances qui leur sont faites pour abandonner le pays sur lequel ils n'ont aucun droit, aux bons offices de la France et aux menaces de l'Angleterre. C'est, passez-moi le mot, se f..... de nos deux grandes alliées.

Il me semble que la France et l'Angleterre ne sauraient tolérer une telle provocation. Le meilleur moyen d'y répondre serait d'envoyer quelques bâtiments de guerre séjourner à la Spezia. De temps en temps ils iraient se promener devant Livourne. Ce serait un premier pas avant d'en venir à une rupture, qui aurait un effet moral très puissant.

Walewsky travaille à faire adoucir les expressions que chacun voudrait consigner dans le protocole. Il a fait renvoyer à cet effet la séance de la conférence à Lundi.

Je lancerai ma protestation avant de partir. J'attends votre réponse avant de décider mon voyage à Londres.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Digitized by Google

XCV.

16 Avril 1856.

Mon cher Marquis,

Je ne vous donne pas de nouvelles, quoique j'ai bien des choses à vous apprendre, pensant qu'il vaut mieux vous les raconter que vous les écrire.

Je pars demain au soir et j'arriverai par le train de Douvres, Vendredi matin, à Londres. Pouvez-vous me faire trouver un *coach* pour me conduire au logis que vous m'aurez fait préparer.

Désirant profiter du temps le plus possible, je vous prie de me ménager des entrevues avec

Lord Palmerston,
Lewis,
Wood,
Le Duc d'Argyll,

et avec le plus grand nombre d'hommes politiques influents. Croyez-vous qu'il y ait moyen de faire parler Derby ou Lord Lyndhurst. Enfin, je m'en remets à vous pour préparer le plan de campagne. J'ai remis une note à Clarendon et à Walewsky.

Tâchez que l'audience de la Reine ne soit pas trop retardée.

A la hâte

C. Cavour.

Digitized by Google

XCVI.

Turin, 30 Avril 1856.

Mon cher Marquis,

Deux mots pour vous annoncer mon heureuse arrivée et vous dire qu'en général le Pays et le Roi paraissent satisfaits du résultat du Congrès.

Il y aura, la semaine prochaine, discussion aux Chambres. Vous serez tenu au courant jour par jour.

Je vous envoie quelques données statistiques officielles qui servent à constater l'état des Légations. Veuillez les communiquer à Lord Lyndhurst, dont la motion est attendue avec la plus vive impatience.

Je vous prie de continuer avec moi votre correspondance confidentielle, en ne m'écrivant toutefois que quand vous aurez quelque chose d'intéressant à me mander, et que vous pourrez le faire d'une manière sûre.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

XCVII.

8 Mai 1856.

Mon cher Marquis,

Je vous prie, si vous ne l'avez pas déjà fait, d'aller trouver Lord Clarendon, et de lui exprimer de ma part le regret que m'a fait éprouver le renvoi de la motion de Lord Lyndhurst. Non que je doute de ses intentions, mais parce que ce retard produit le plus

Digitized by Google

triste effet en Italie. Sa réponse à Lord Clanricarde a été mal interprétée. Son panégyrique de la Duchesse de Parme, son apologie de la conduite des Autrichiens, au moment où ils emprisonnent et déportent des centaines de personnes, ont été considérés comme une reculade. Je n'en crois rien. Mais enfin je ne puis empêcher que le public, qui ne connaît pas Lord Clarendon comme moi, ne juge d'après les apparences. Ce démenti donné par le fait à ce que j'avais annoncé, rend ma position plus difficile encore. Mais vous savez que je ne suis pas homme à me décourager, ni à me laisser intimider. Aussi Mardi ferai-je mon *speech* sur la question d'Italie, tout comme si Lord Clarendon avait parlé au Parlement, ainsi qu'il m'avait promis de le faire. Si vous parvenez à découvrir les causes de cette mesure dilatoire, veuillez m'en prévenir par le télégraphe.

Cibrario se retire définitivement. J'envoie Tecco à Madrid, Mossi à Constantinople et j'emmène avec moi Salmour des Finances aux Affaires étrangères. Je tourmente votre oncle César (1) pour qu'il aille au couronnement de l'Empereur Alexandre, sans avoir réussi jusqu'ici à vaincre sa répugnance pour la diplomatie.

N'insistez pas, pour le moment, sur une nouvelle répartition des prises. Mais poussez Lewis afin qu'il présente son *bill*. Vous lui direz toutefois que je n'aurai besoin de traités qu'au premier Août, ayant fait une opération qui me permet d'attendre cette époque sans l'argent du Gouvernement anglais.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

---

(1) Le Marquis Alfieri.

Digitized by Google

XCVIII.

Turin, 8 Mai 1856.

Mon cher Marquis,

Villamarina m'a remis vos lettres du 1er et du 2 de ce mois. J'ai été fort affligé d'apprendre que vous aviez dû subir un *orage* (1) au concert de la Cour. Je regrette la cause qui y a donné lieu. Certes j'étais loin d'attendre qu'elle amènerait un pareil résultat. Ce qui vient de se passer me prouve combien il est facile de se tromper en diplomatie. Malgré les inconvénients qui se sont produits, espérons, ainsi que vous le dites, que tout sera pour le mieux.

Je vous envoie, ci-joint, un mémoire sur les affaires de Parme, rédigé avec la plus grande impartialité, d'après les données fournies par la femme d'un des fonctionnaires haut placés, qui jouissent à un degré plus élevé de la confiance de la Duchesse de Parme.

---

(1) Le comte de Cavour fait allusion à une attaque très vive que j'eus à subir au bal de Cour, où, pour la première fois, je rencontrai Lord Clarendon à son retour du Congrès de Paris. C'étaient les premières hostilités de la petite guerre que j'eus à subir à propos de la fameuse interpellation Lyndhurst, dont parlent en détail les lettres suivantes.

Clarendon me dit avec beaucoup de vivacité: *Je vois que vous et M. de Cavour n'avez pas perdu votre temps depuis sa venue à Londres.* Il continua sur le même ton par rapport à la difficulté que nous allions lui susciter. En vain essayai-je de lui faire comprendre que nous ne demandions pas autre chose, sinon la confirmation du Parlement du langage qu'il avait tenu à Paris en faveur de l'Italie. Mais je vis qu'il y avait de sa part un parti pris, et que mieux valait me taire que de m'exposer à une réponse *ab irato.*

EMM. D'AZEGLIO.

Digitized by Google

Vous pouvez faire de ce mémoire l'usage dont il est question dans votre dépêche télégraphique de Mardi.

Quant à ce qui concerne la Romagne, je vous l'ai déjà envoyé le 30 Avril. Je ne crois pas nécessaire d'y ajouter autre chose.

Les interpellations sur la question italienne ont duré hier et avant hier à la Chambre. Dans les explications que j'ai données, j'ai tâché d'être aussi vrai et aussi modéré que possible. Ce que j'ai dit de Lord Clarendon a été accueilli avec enthousiasme. Vous pouvez le lui répéter sans crainte de commettre une exagération. J'ai rendu également justice au Gouvernement français, sans avoir compromis nos alliés. J'ai cru devoir prendre vis-à-vis de l'Autriche une position nette et décidée, sans être toutefois nullement provoquant. C'est ce que j'avais annoncé à l'Empereur et à Lord Palmerston, et ce qu'ils m'avaient paru comprendre parfaitement.

Vous me direz si vous jugez utile que je vous envoie un certain nombre d'exemplaires de cette discussion, que je vais faire tirer à part. Hudson qui a assisté aux deux séances, était enchanté. Je désire que son Gouvernement éprouve le même sentiment.

J'attends avec une vive impatience le discours de Lord Palmerston sur la question italienne. J'espère qu'il sera tel qu'il nous a promis de le faire et que j'aurai à lui adresser de vifs et sincères remerciments.

J'ai lu avec surprise sur les journaux l'annonce d'un traité particulier entre l'Angleterre, l'Autriche et la France, dans le but de garantir l'intégrité de l'Empire ottoman. Il me paraît que nos alliés auraient pu au moins nous en prévenir. Il y a eu de leur part manque d'égard et un mauvais procédé. Je

Digitized by Google

vous écrirai officiellement à ce sujet, afin qu'il reste trace de notre mécontentement, que vous manifesterez en attendant à qui de droit.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

XCIX.

Turin, 9 Mai 1856.

Mon cher Marquis,

Je profite d'une occasion pour vous écrire sans réserve. Je suis très fâché de ce que Clarendon a pris en si mauvaise part notre démarche auprès de Lyndhurst.

Comme elle nous avait été conseillée par Shaftesbury, je ne pouvais m'imaginer qu'elle déplût tant au Ministère. Moi qui pensais avoir conquis le cœur de Clarendon en chantant ses louanges sur tous les tons! Tâchez de le calmer et de le ramener à de meilleurs sentiments à notre égard. Dans ce but, j'ai fait son éloge à la Chambre et son nom a été couvert d'applaudissements; s'il n'a pas un cœur de bronze cela devrait le toucher. Il est de la plus haute importance qu'il ne dise rien qui démente ce que j'ai répété sur son compte. Si son langage était froid et mesuré, cela nous ferait le plus grand tort. Heureusement que Palmerston a parlé avant lui. Il aura *pledged* le Ministère. Clarendon ne le démentira pas.

Je vous ai envoyé des documents sur la Romagne et sur Parme. Le mémoire relatif à ce dernier pays a été compilé par le Comte X. Il a pris des rensei-

Digitized by Google

gnements précis, qui lui ont été fournis par sa sœur, femme du Marquis X, lequel a poussé le dévouement à la Duchesse jusqu'à accepter le triste emploi de président du tribunal militaire, qui doit juger les accusés politiques détenus dans les prisons de Parme. Vous voyez que la source où j'ai puisé mes renseignements n'est pas suspecte.

J'ai donné ordre de chercher dans nos cartons s'il y a quelque document qui puisse être utile à Lord Lyndhurst. Si l'on en trouve, je vous les enverrai ci-joints.

En les remettant à Lord Lyndhurst, veuillez le prier de ménager le plus possible ce hérisson de Clarendon, afin d'éviter qu'il ne nous joue quelque mauvais tour. Vous aurez lu, lorsque vous recevrez cette lettre, la discussion qui a eu lieu à la Chambre. Somme toute, les choses se sont assez bien passées. Buffa a été certainement un peu trop violent. Brofferio a débité son contingent habituel de lieux communs. Mais nous avons eu le magnifique discours de Mamiani, aussi remarquable par le fond que par la forme. Et nous n'avons eu à déplorer aucune inconvenance à l'adresse de l'Empereur de la part des plus violents orateurs. J'espère qu'en Angleterre on sera content de cette discussion, faite pour rehausser notre réputation parlementaire.

Elle produira un grand effet en Italie, et ne contribuera certainement pas à ramener le calme dans les esprits. Toutefois je crois qu'il n'y a de mouvements révolutionnaires à craindre nulle part, si ce n'est à Naples et en Sicile. On s'agite beaucoup dans les deux pays. Les émissaires de Murat sont, depuis quelque temps, très actifs: ils annoncent à tous leurs partisans que le moment d'agir s'approche et ils les exhortent à se préparer à l'action.

Digitized by Google

Cela nous met dans un grand embarras. Nous ne sommes nullement tentés de favoriser un mouvement muratien. D'un autre côté nous ne croyons pas pouvoir travailler à l'empêcher, soit en vue de la triste condition dans laquelle se trouve le Royaume de Naples, soit pour ne pas contrarier les vues de l'Empereur. Dans cette position nous voudrions bien recevoir un conseil de l'Angleterre. Si l'occasion se présente, posez nettement la question à Lord Palmerston. Demandez-lui ce qu'il croit que nous devrions faire avec les Muratistes.

Vous n'avez pas besoin de lui donner de grands détails à ce sujet; car Hudson est beaucoup mieux informé que moi de ce qui se passe dans le midi de l'Italie, et il doit avoir renseigné exactement son Gouvernement.

Si vous vous apercevez qu'il ne l'a pas fait, ne le compromettez pas. Lui, ne paraît pas très hostile à Murat. Seulement il pense que si on le laisse monter sur le trône de Naples, il faut en détacher la Sicile. Sur ce point également il vous importe de connaître l'opinion de Palmerston. La question napolitaine peut se compliquer d'un moment à l'autre prévenez-en le Gouvernement anglais, et tâchez de savoir ce qui se fait à Londres à ce sujet. Il est probable que quelques-uns des chefs de l'émigration sicilienne vont se rendre en Angleterre. Ne les perdez pas de vue si vous le pouvez.

Demain votre oncle proposera au Sénat un ordre du jour analogue à celui voté par la Chambre. C'est un procédé très délicat et très *gentlemanlike*. Accablé d'affaires, je ne vous en écris pas davantage.

Croyez à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Digitized by Google

Notre ami César n'est pas encore décidé!!

Je compte faire donner la réserve et lui faire parler par le Roi lui-même.

C.

Turin, 12 Mai 1856.

Mon cher Marquis,

La discussion qui a eu lieu Samedi au Sénat, et l'ordre du jour proposé par votre oncle Massimo, et voté à l'unanimité, achèvent de déterminer la politique que compte suivre le Gouvernement et la position qu'il a prise à la suite du Congrès de Paris.

Je vous recommande ma réponse à Castagnetto. Elle explique le sens qu'on doit donner à ce que j'ai dit à la Chambre sur nos rapports avec l'Autriche. J'ai déclaré, et le Sénat a sanctionné par son vote cette déclaration, que l'attitude du Gouvernement, comme mes discours, loin d'avoir pour effet d'exciter des troubles, devaient avoir pour effet d'empêcher les populations de désespérer de la diplomatie et de se jeter dans les bras de la révolution et du mazzinianisme.

J'espère que le Gouvernement anglais portera le même jugement. Avant de partir de Paris j'avais annoncé à Lord Clarendon que, revenant en Piémont sans avoir obtenu la moindre concession de l'Autriche, j'étais forcé d'accepter l'espèce de défi que cette Puissance nous avait jeté d'une manière franche et décidée. Lord Clarendon reconnut la justesse de mon observation, et n'eut rien à redire aux expressions,

Digitized by Google

bien autrement vives que celles dont je me suis servi à la Chambre, qui sortirent de ma bouche. Rien de ce qui m'a été dit à Londres par les hommes d'État de tous les partis n'a pu me faire croire que la démarche, par moi annoncée à Lord Clarendon, peut être blamée en Angleterre par les hommes sérieux.

Un moment l'ajournement de l'interpellation de Lord Lyndhurst, provoquée par Lord Clarendon, a pu me faire concevoir le doute que les dispositions du Gouvernement anglais sur la question italienne se fussent modifiées après mon départ de Londres. Mais le discours de Lord Palmerston à la Chambre des Communes m'a complètement rassuré. Il est impossible d'être plus explicite, plus énergique que ne l'a été ce Ministre. Son langage a été bien plus prononcé que le mien; et si Rome et Naples ont à se plaindre de quelqu'un, ce doit être de lui, bien plus que de moi.

Il se pourrait toutefois que le Gouvernement anglais, tout en approuvant le fond de mon discours, trouvât que j'ai été trop loin envers l'Autriche, que, pour le moment, il paraît disposé à ménager extrêmement. Si cela était, vous devriez lui faire observer que la manière dont Lord Clarendon et Mr de Buol se sont quittés, le langage que ce Ministre et ses Collègues m'ont tenu à Londres, n'étaient pas de nature à me faire croire que l'Angleterre désirât que la Sardaigne se rapprochât de l'Autriche en traitant la question italienne. D'ailleurs un tel rapprochement est impossible pour nous. Je ne suis ni un cerveau brûlé, ni un coureur de popularité. Ainsi, on peut croire que si j'ai tenu un langage explicite vis-à-vis de l'Autriche, c'est qu'il y avait nécessité de le faire. J'ose dire que je n'ai pas été d'une ligne au-delà du point où il fallait arriver, afin de conserver au Gou-

Digitized by Google

vernement dans l'intérieur du pays, et à la Sardaigne en Italie, l'ascendant moral indispensable pour empêcher le débordement de l'esprit révolutionnaire.

J'espère donc que Lord Clarendon sera content de mon discours prononcé Mardi dernier, surtout après avoir lu les explications données au Sénat. Si, pour des motifs que j'ignore, sa manière de voir s'était modifiée depuis que je l'ai quitté, et s'il jugeait maintenant devoir user plus de ménagements envers l'Autriche que pendant notre séjour à Paris, je ne doute pas que, tenant compte des difficultés inouïes de ma position, il s'abstiendra de le juger d'une manière sévère et de prononcer une opinion qui peut être interprétée comme un blâme par mes ennemis.

S'il le faisait, les conséquences les plus graves pourraient s'ensuivre. Le Ministère perdrait une grande partie de son autorité morale, et aurait la plus grande difficulté à se soutenir. Quelle que soit la pensée de Lord Clarendon en ce moment, il ne doit pas oublier qu'il a donné à ma note du 16 Avril, destinée à être publiée, l'approbation la plus entière, soit de vive voix, soit par écrit dans une lettre confidentielle. Or cette note est bien plus vive que mon discours.

S'il faut ménager l'Autriche, ce qu'il y aurait de mieux à faire, ce serait d'éviter toute discussion sur la question italienne dans la Chambre des Lords; après le discours si remarquable, si flatteur pour nous de Lord Palmerston je ne vois plus la nécessité d'une nouvelle manifestation de l'opinion du Ministère; au contraire, je craindrais qu'elle n'affaiblît l'effet de la première (1).

---

(1) Je dois une fois pour toutes rendre un éclatant témoignage à Lord Palmerston, dont les sympathies pour l'Italie ne se sont

Digitized by Google

A cet égard, je vous prie de remercier de ma part Lord Palmerston, en l'assurant de ma vive et sincère reconnaissance.

Comme je vous l'ai mandé, l'agitation de l'Italie

---

jamais démenties durant tout le cours des négociations que j'ai suivies avec lui pendant 18 ans. Lord Palmerston aimait véritablement l'Italie plus que toute autre nation: et si ce penchant n'a pas produit des résultats plus efficaces, c'est, comme il me l'a dit plus d'une fois, qu'il lui fallait compter avec un Parlement qui ne l'aurait pas suivi dans une intervention à main armée. Il désirait sincèrement la réalisation de tout ce qui paraissait, à cette époque, les rêves les plus invraisemblables. Et ses conseils de prudence étaient suggérés par l'idée que le moment n'était pas encore venu, et par la crainte qu'un désastre ne finît par compromettre les bons résultats déjà obtenus. Lord P. n'avait aucune tendance pour la Russie, se défiait de la France, éprouvait peu de sympathie pour la Prusse et certes n'aimait point l'Autriche. La Turquie le préoccupait, mais seulement parce qu'il tenait à empêcher des cataclismes qui lui auraient paru dangereux pour l'Angleterre, laquelle préférait le *statu quo* à l'inconnu. Il me l'a dit lui-même. Moins quelques nuages, bientôt dissipés, j'ai toujours trouvé chez lui un accueil si bienveillant que, sachant de parler à un ami qui s'intéressait à ce qui nous intéressait nous-mêmes, j'ai toujours eu l'habitude de m'ouvrir à lui avec une entière confiance. D'ailleurs, avec un homme d'une telle portée, il aurait été peu facile de le tromper et il y avait au contraire tout à gagner à capter sa confiance.

Aussi quand, à la Cathédrale de Westminster, je vis s'avancer le noir cortège qui le portait à sa dernière demeure, je sentis un terrible serrement de cœur d'avoir perdu un homme qui m'avait toujours traité en ami et presque avec affection, quoique son caractère fût assez réservé. Mais ce caractère, quand on le connaissait bien, était d'une bonté exceptionnelle. Cela étonnera peut-être. Je pourrais en citer bien des incidents dans sa vie de famille. Je pleurai Lord Palmerston, comme j'ai pleuré le comte de Cavour, dont l'indulgence pour moi est un de mes plus précieux souvenirs.

Après Lord Palmerston, je place Lord John Russell, comme un

Digitized by Google

n'offre pour le moment de véritables dangers qu'à Naples et en Sicile. Nous sommes sans action directe efficace sur ces deux pays. Le premier reçoit son mot d'ordre de Paris, le second de Londres ou de Malte. Au reste je ne pense pas que le Gouvernement anglais se soucie beaucoup de calmer cette agitation. Dans tous les cas, les paroles que Lord Palmerston a prononcées sur le Roi Bomba ne doivent pas produire l'effet de l'eau jetée sur un brasier ardent. D'ailleurs, pour ce qui regarde la partie méridionale de la Péninsule, on en sait à Londres plus long qu'ici; car, lorsque je veux avoir des renseignements exacts, c'est à Hudson qu'il faut que je m'adresse.

Le bon Lewis n'a pas encore demandé au Parlement les fonds qu'il vous a promis. Tâchez qu'il ne vous oublie pas; car si je puis attendre les dernières 500 mille livres, je ne puis absolument pas m'en passer.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

---

ami de l'Italie et Mr Gladstone. Mais c'était déjà du raisonnement et partait beaucoup moins du cœur.

Quant aux autres, c'étaient certes des hommes distingués et auxquels j'ai beaucoup de justice à rendre; mais

Di lor non ragioniam. Ma guarda e passa.

n'ayant point l'intention de me faire le Plutarque des hommes illustres anglais.

Lord Palmerston a eu tout d'abord ma préférence, et, comme il a longtemps dirigé la politique d'Angleterre, je n'ai pas eu à me plaindre de mon choix.

Emm. d'Azeglio.

Digitized by Google

CI.

Turin, 16 Mai 1856 (au soir).

Mon cher Marquis,

J'ai reçu, il y a quelques heures, le *box*, que vous m'avez expédié Lundi dernier de Londres, et qui contenait votre lettre réservée n. 80 et une lettre particulière.

Notre correspondance confidentielle devant être fréquente, et étant destinée à avoir plus d'importance que nos lettres officielles, je vous prie de la numéroter, ainsi que vous l'avez pratiqué pendant mon séjour à Paris.

Je commence par vous déclarer que je suis on ne peut plus satisfait de la manière dont vous vous êtes conduit envers Lord Clarendon. Vous avez su allier la prudence avec la hardiesse à amadouer ce terrible joûteur.

Evidemment Lord Clarendon a été piqué au vif par ma démarche auprès de Lord Lyndhurst. Je dois avouer que son irritation n'était pas sans fondement, s'il a pu croire qu'elle m'a été inspirée par un manque d'égard ou un défaut de confiance envers lui. J'aurais en effet été impardonnable, si, après ce qu'il avait fait pour moi à Paris, j'eusse imaginé de lui jouer un mauvais tour ou de lui susciter des difficultés en cherchant des alliés dans l'opposition. Mais rien n'était plus loin de mon intention. Sincèrement reconnaissant de sa conduite envers moi, j'ai cru lui être utile en faisant approuver sa politique par un membre indépendant aussi considérable que Lord

Digitized by Google

Lyndhurst. Je vous prie, à la première occasion, d'exprimer à Lord Clarendon les sincères regrets que m'inspire une démarche qu'il a pu mal interpréter. Vous lui direz que j'ai été induit en erreur par l'approbation sans réserve que les Torys, auxquels j'ai parlé, ont donné à sa politique; Lyndhurst et Malmesbury m'ayant annoncé que sur la question italienne il n'y avait aucune dissidence d'opinion entre eux et le Ministère, j'avais cru qu'une motion venant d'eux ne pouvait avoir aucun caractère d'opposition. Vous pouvez, sans trahir la vérité, l'assurer que j'avais chanté ses louanges aux oreilles de tous ses adversaires politiques, convaincu que, loin de lui créer des embarras, je contribuerais à lui assurer un triomphe de plus. Que j'avais pu être induit en erreur faute de connaître assez à fond le jeu des partis parlementaires. Mais que je pouvais l'assurer que rien n'avait été plus éloigné de mon intention que de faire une chose qui pût lui être le moins du monde désagréable. Une fois l'impression fâcheuse produite par cet incident effacée, il vous sera moins difficile de vous entendre sur la marche à suivre dans la question italienne.

Les explications que vous avez données à Lord Clarendon, les rapports qu'il doit avoir reçus de Turin doivent l'avoir convaincu que nous n'avons nullement l'intention de faire un coup de tête. Si, nous avons pris une position nette et décidée vis-à-vis de l'Autriche, ce n'est point pour provoquer cette Puissance, mais pour conserver notre autorité et notre influence sur le parti national. Cette influence, nous nous en servirons afin d'empêcher tout mouvement prématuré qui tendrait à contrarier les efforts de nos alliés pour améliorer le sort de l'Italie. C'est dans ce

Digitized by Google

sens que j'ai agi dans tous les pays, où nous avons des relations directes. Aussi suis-je persuadé que pour le moment il n'arrivera rien dans le nord et le centre de l'Italie. Je ne puis pas en dire autant de Naples et de la Sicile; car, ainsi que je vous ai mandé, nous sommes sans action sur ces deux pays qui reçoivent l'impulsion de Paris, Londres et Malte.

Vous répéterez à Lord Clarendon l'assurance que nous n'avons pas l'intention de concentrer des troupes sur la frontière de Parme. Vous lui ferez remarquer que toutes les troupes revenues de la Crimée ont figuré à la parade qui a eu lieu à Turin, Dimanche dernier. Mais vous ajouterez que si l'Autriche concentrait ses troupes sur la frontière du Tessin, sous un prétexte quelconque, il nous serait difficile de ne pas réunir un camp à Alexandrie.

Pour bien définir notre position, vous direz que, pleins de confiance dans la France et l'Angleterre, nous attendons de leurs efforts la cessation de l'occupation de la Romagne et des Duchés. Mais que si l'Autriche, au mépris des principes posés par l'Angleterre, donnait une nouvelle extension à son principe d'intervention, en occupant de nouveau la Toscane, je ne pourrais répondre de rien. Nous ne saurions supporter une pareille provocation et nous devrions y répondre par des mesures décisives, qui amèneraient une conflagration générale en Italie. Notre frontière nettement tracée, nous pouvons attendre les événements.

Il est peut-être utile que l'interpellation de Lord Lyndhurst soit différée. L'opinion publique aura le temps de se prononcer d'une façon encore plus marquée. Sous ce rapport nous avons tout lieu d'être satisfaits, car il me paraît que la presse tout entière

Digitized by Google

prend chaudement notre parti. Le *Post* est parfait; le *Times* va bien, et le *Globe* lui-même s'est amélioré, à en juger du moins par son article du 12. En présence de manifestations aussi unanimes, le Ministère anglais ne peut pas tenir un langage incertain ou faible. Il faudra qu'il se mette à l'unisson du sentiment national.

Ici la conduite du Gouvernement a reçu l'approbation de tous les partis, sauf celle des enragés cléricaux et de quelques Mazziniens qui sont campés à Gênes. Les hommes les plus conservateurs ont approuvé mon discours. Le Marquis Costa, lui-même, me l'a déclaré avec la plus entière bonne foi. Cette approbation doit prouver à Lord Clarendon, que j'ai agi avec cette prudence qui m'a valu plusieurs fois des éloges de sa part à Paris.

Après avoir fait une démarche officielle au sujet du traité du 16 Avril vous n'en parlerez plus. Au fond je ne suis pas fâché de cet acte qui élève une barrière infranchissable entre la Russie et l'Autriche. S'il pouvait me rester quelques doutes sur les sentiments que la paix suscitait entre ces deux Puissances, ce traité les fait disparaître. Le Czar serait le dernier des hommes, s'il pardonnait jamais à l'Autriche cette dernière insulte qu'elle lui inflige, au moment où il venait de donner des preuves éclatantes de bon vouloir et de loyauté. Le langage du Comte de Stackelberg a été assez significatif, quoique fort réservé; il s'est exprimé avec aigreur au sujet de l'Autriche. A un dîner que je lui ai donné, il a porté le *toast*, et a bu au rétablissement de relations amicales et intimes. En me quittant il m'a dit: « Nos « deux Pays doivent être bons amis, car ils n'ont pas « d'intérêts qui les divisent, et ils ont des rancunes « communes qui les rapprochent. »

Digitized by Google

Le Roi envoie le Général Dabormida porter sa réponse au Czar. Comme il doit le rencontrer à Varsovie, il passera par Vienne.

Quant à notre Ministre, qui devra nous représenter au sacre, j'en suis encore à attendre une réponse de votre oncle César (1), qui n'est guère commode avec ses indécisions.

Le Gouvernement anglais se conduit à merveille dans la question des transports. Remerciez vivement Wood de ma part. Il y a quelques plaintes de la part de Hudson au sujet de la quarantaine, et de celle de nos autorités à cause de la lenteur des capitaines anglais. J'ai tâché de faire droit aux premières en réduisant à une période insignifiante la quarantaine, et Hudson m'a promis de stimuler le zèle de ses marins.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CII.

Turin, 24 Mai 1856.

Mon cher Marquis,

J'ai reçu votre lettre du 15, dans laquelle vous me rendez compte de votre longue conversation avec Clarendon. Je ne dirai pas que le résultat en ait été pleinement satisfaisant, mais il est tel que nous devons nous en contenter pour le moment. Le discours que Palmerston a prononcé dans la séance du 17, achève de dessiner la position du Gouvernement anglais dans la question d'Italie. Il veut ménager *la capra e il cavolo*. Ce n'est guère réjouissant pour il

(1) Le Marquis Alfieri.

Digitized by Google

cavolo, exposé à être dévoré par *la capra*. Mais il faut bien s'y résigner, puisque nous n'avons pas les moyens de le forcer à se prononcer d'une manière plus décisive. Le Ministère anglais ne veut pas se brouiller avec l'Autriche. Il feint de croire à sa bonne foi et à la sincérité de ses promesses: grand bien lui fasse. S'il veut être dupe, il en est bien le maître. Cette conduite, si différente de celle tenue à Paris par Lord Clarendon, nous eût placés dans le plus grand des embarras, si je ne m'étais pas créé une position si nette vis-à-vis de l'Autriche. Après ce que j'ai dit, nous pouvons attendre patiemment le résultat des efforts combinés de la France, l'Angleterre et l'Autriche pour améliorer le sort de l'Italie.

Je m'explique fort bien le changement qui s'est opéré dans Lord Clarendon. A Paris il craignait le mauvais effet que le traité de paix aurait pu produire en Angleterre; il voulait gagner un peu de popularité par la question italienne. Maintenant que la paix a été acceptée, il voudrait ensevelir la question pour longtemps. Ce qui arrive, confirme le dire d'un membre influent: « Rappelez-vous bien que là où les « sympathies pour l'Italie sont moins vives et moins « sincères, c'est dans les régions du pouvoir. »

Le retrait de la motion de Lord Lyndhurst faisant disparaître le danger d'un coup de Jarnac de la part de Clarendon, ce qu'il y a de mieux à faire pour le moment c'est de laisser tranquille le Ministère anglais, se tenant envers lui dans la plus grande réserve, de manière toutefois à lui laisser deviner que nous ne sommes pas transportés de reconnaissance pour ce qu'il a fait depuis la conclusion de la paix.

Je vous prie de remercier Gladstone de ma part de son discours sur l'Italie. C'est le seul qui m'ait

Digitized by Google

satisfait. Palmerston a été très aimable pour nous; la forme a été parfaite; mais au fond on s'aperçoit que l'idée dominante était de dissiper les inquiétudes de l'Autriche. Je vous envoie quelques copies des discours prononcés au Parlement à l'occasion du traité de paix. Veuillez les distribuer à nos amis. Je ne vous indiquerai que Mr John et Ed. Romilly, me remettant pour les autres à votre jugement.

Croyez, etc.

C. Cavour.

CIII.

Turin, 26 Mai 1856.

Mon cher Marquis,

J'ai reçu, par l'entremise de Villamarina, vos lettres du 17, 18 et 21 courant. Je dois vous renouveler la prière de numéroter dorénavant vos lettres particulières, afin d'être rassuré sur leur sort.

D'après ce que vous me mandez, je m'aperçois que le bon Clarendon a eu peur d'un coup de tête de ma part. Il doit être rassuré à cette heure. Délivré du cauchemar que lui causait la motion Lyndhurst, j'espère qu'il va devenir plus traitable, et qu'il s'abstiendra de vous décocher, comme il l'a fait depuis son retour de Paris, de temps en temps des traits plus ou moins amers.

Afin d'achever sa cure il faut le laisser tranquille pendant quelque temps, et concentrer tous nos efforts pour continuer à agir sur le public par la voie de la presse. Dans ce but, j'ai donné l'ordre de vous transmettre régulièrement les extraits de la correspondance de nos agents diplomatiques en Italie, extraits

Digitized by Google

qui contiennent des faits de nature à intéresser nos amis, qui ne sont pas des *italianissimi* ardents. Sauli lui-même est extrêmement prudent et réservé: vous pouvez avoir la plus grande confiance dans leurs rapports. Les journaux autrichiens sont très aigres et très insolents envers nous. Ils sont remplis de menaces plus ou moins explicites. Je ne m'en plains pas. Mais il est bon que vous le fassiez remarquer à nos amis. Malgré cette aigreur, nos relations officielles avec l'Autriche ne sont pas altérées. Le Comte Paar vient me voir quelques fois pour traiter les affaires courantes, sans jamais dire un mot de nos différends; et comme il se conduit fort bien, je suis très poli envers lui. Hier il a dîné chez moi, et tout s'est passé comme si nous étions dans les meilleurs rapports avec l'Autriche. Le nord et le centre de l'Italie sont agités, mais aucun mouvement sérieux n'est à craindre. Quant à Naples, un neveu de M. est arrivé ici, envoyé par son oncle, pour consulter ses amis. Je ne l'ai pas vu; mais je l'ai fait engager à se tenir tranquille. Je pense que, pour le moment du moins, il suivra mes conseils.

Je crois le prétendu Prince de Mantoue un imposteur, malgré le billet doux de Clarendon. Je me réserve de vous en parler en détail une autre fois.

Je vais vous envoyer mon neveu renforcer notre Mission. Vous pouvez en attendant permettre à Latour de venir en Piémont voir son père, qui est en assez mauvais état.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

P. S. Je suis décidé à envoyer un agent diplomatique à Francfort. Prévenez-en Clarendon.

Digitized by Google

CIV.

Turin, 2 Juin 1856.

Mon cher Marquis,

Villamarina m'a prévenu par le télégraphe qu'une de mes lettres confidentielles avait été expédiée par Cowley à Constantinople. Je craignais que cè ne fût celle du 16 Mai: heureusement ce n'était pas celle-là, mais bien celle du 24, qui est peu intéressante. Je vous en envoie un *duplicato* pour que la collection ne soit pas incomplète. Hier Hudson a reçu par un courrier le projet de convention pour le prêt du second million. Aujourd'hui on le traduit, et demain nous signerons. Il faudra 48 heures pour préparer la copie que le Roi devra signer. De sorte que le courrier ne pourra repartir que Vendredi prochain.

Clarendon a répondu à ma note du 16 Avril. Je vous enverrai la sienne, qui est aussi bien qu'elle pouvait l'être, voulant ménager l'Autriche.

Dans une lettre à Hudson, Clarendon avoue que la motion Lyndhurst l'avait mis en colère; mais que maintenant il s'est calmé, et ne conserve plus d'amertume envers moi. Je suis bien aise que cette affaire soit terminée; car, au fond, je sentais que Clarendon n'avait pas tout à fait tort de m'en vouloir de ne pas l'avoir prévenu de mes démarches auprès de Lord Lyndhurst.

Le langage de Clarendon est toujours très favorable à la cause italienne. Seulement, il dit qu'en ce moment il faut ménager la France et l'Autriche.

Appony lui a communiqué une note circulaire sur

Digitized by Google

es affaires d'Italie, très passionnée. Il lui a répondu de la manière la plus nette et la plus ferme.

Je suis très pressé: je vous écrirai au long par le courrier de Hudson.

C. Cavour.

CV

4 Juin 1856.

Mon cher Marquis,

Cette lettre vous sera remise par Mr Marchetti, entrepreneur du chemin de fer de Verceil à Casal-je le recommande à vos bontés.

Je ne vous ai dit que quelques mots dans ma der nière lettre sur les dépêches que Hudson a reçues par le courrier qui a apporté le projet de convention pour le second million.

J'achève mon récit.

Clarendon dans une lettre particulière avoue franchement m'en avoir assez voulu de m'être mis en rapport avec Lyndhurst. Mais il déclare que sa bile est dissipée, et qu'il est toujours mon ami. Il ajoute que ses sentiments sur l'Italie ne sont point changés, mais que le rapprochement réel ou apparent de l'Autriche et de la France lui impose pour le moment une certaine réserve. Pourtant, il n'abandonne nullement le but qu'il s'est proposé d'atteindre, et nous engage à la prudence et à avoir une foi entière en lui! *Amen.*

La sincérité de Clarendon est confirmée par une dépêche qu'il a adressée à Seymour, dans laquelle il lui rend compte d'une conversation avec Appony.

Digitized by Google

Celui-ci lui ayant communiqué la fameuse circulaire autrichienne, pleine d'injures contre le Piémont et contre votre serviteur; Clarendon lui répondit de la façon la plus cavalière et la plus piquante. Clarendon ne dit pas si Appony a répliqué. S'il s'est tû, il fait une bien sotte figure.

Il me mande dépêches sur dépêches par le télégraphe, pour me prévenir que Gênes va être envahie par les réfugiés de toute l'Europe; selon lui Mazzini serait en route et des flots d'Allemands, de Français, d'Italiens seraient partis d'Angleterre, de la Suisse, de l'Espagne pour venir se ranger en bataille dans la *Strada nuova.*

Je pense qu'il y a une grande exagération dans ces nouvelles. Toutefois nous avons pris des mesures pour empêcher tout désordre.

Veuillez dire quelques mots de ceci à Clarendon, en le priant de vous communiquer ce qu'il a pu apprendre à cet égard par ses agents en Espagne et en Suisse.

Sur le refus d'Alfieri, le Roi a choisi le Comte de Broglia, Inspecteur général de l'infanterie et Sénateur, pour la mission de Saint-Pétersbourg.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CVI.

18 Juin 1856.

Mon cher Marquis,

Mon frère ayant désiré garder encore quelque temps son fils auprès de lui, je vous envoie le jeune Perron,

Digitized by Google

fils du brave Général tué à Novare. C'est un aimable garçon qui a de l'esprit. Vous m'obligerez en le faisant travailler le plus que vous pourrez. Sa mère me l'a beaucoup recommandé.

La Marmora est rentré au Ministère. Durando n'a pas voulu de la Marine: il a préféré se tenir en réserve pour une prochaine occasion.

Le moment de négocier notre convention postale me paraît venu. J'attends un avis de votre part pour vous dépêcher un employé très capable, de force à tenir tête à R. Hill.

Je vous envoie l'extrait de 2 lettres de Naples, écrites par un négociant français fort ennemi des révolutions.

A la hâte.

Votre dévoué
C. Cavour.

CVII.

21 Juin 1856.

Mon cher Marquis,

J'ai reçu votre confidentielle n. 6. Je me hâte de vous faire savoir que le Roi a fait grâce au Savoyard qui avait déclaré en public que la Madone avait eu plusieurs enfants. Veuillez le faire dire aux journaux. Cet incident regrettable est dû, moins à notre législation, qu'à l'esprit intolérant qui anime la magistrature de la Savoie. Nous n'y pouvons rien, car elle est inamovible. En Piémont, où les juges sont libéraux, pareil cas serait impossible.

Vous désirez connaître mon opinion sur la conduite

Digitized by Google

suivie par le Ministère anglais vis-à-vis de l'Amérique. La voici.

Comme piémontais, je m'en félicite.

Si j'étais anglais, j'en serais affligé.

L'Angleterre perd par-là un peu de sa force morale. Mais je crois que la faiblesse dont elle fait preuve vis-à-vis des États-Unis l'engagera à être, le cas échéant, plus décidée à l'égard de l'Autriche. Elle voudra regagner sur le continent européen, ce qu'elle perd de l'autre côté de l'Atlantique.

Une guerre avec les États-Unis imposerait à l'Angleterre plus de sacrifices en une année qu'une guerre avec l'Autriche en dix ans.

John Bull peut bloquer l'Adriatique et brûler Trieste, sans que Manchester et Glascow en ressentent le moindre dommage; tandis qu'il ne peut frapper *brother* Jonathan, sans qu'un contre-coup terrible ne retombe sur lui. Une réaction se produira probable ment contre la politique étrangère trop conciliante de Lord Clarendon, et nous en profiterons. Ainsi tout en applaudissant aux sentiments généreux de Lady S., vous ferez bién de donner hautement raison à son beau-père.

Veuillez m'informer par télégraphe si quelque chose a été décidé sur notre participation à la Commission des Principautés. Si nous devons en faire partie, mon choix tomberait sur Mr Bensi, qui a fait preuve de beaucoup d'habileté et de tact dans la mission qu'il a rempli au Mexique. J'avais pensé à La Minerva; mais il m'a demandé un congé pour venir régler la succession de son père, mort dernièrement, congé que je ne saurais lui refuser.

Recevez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

Digitized by Google

CVIII.

Turin, 25 Juin 1856.

Mon cher Marquis,

J'ai reçu votre confidentielle n. 8. J'espère que de votre côté vous aurez reçu toutes celles que je vous ai adressées. C'est du reste ce qui résulte de votre correspondance; car il me paraît que vous n'avez laissé sans réponse aucune de mes interpellations.

Je continue à vous faire transmettre copie officielle des dépêches que je reçois d'Italie. Vous aurez communiqué, je pense, à Palmerston les lettres de Gropello sur le nouveau procès politique qui se débat à Naples, en quelque sorte, pour narguer l'Angleterre.

Aujourd'hui je vous transmets un extrait d'une lettre que Mad. NN. écrit à son frère. C'est un document autenthique.

Il est très difficile de vous envoyer les premières des nouvelles qui arrivent ici par des sources non officielles; car les correspondants des journaux anglais établis à Turin sont constamment occupés à les guetter au passage. Je vous recommande la correspondance Stefani. Elle n'est pas officielle, mais elle est faite dans un très bon esprit.

Les étudiants de l'Université me firent savoir, il y a quelque temps, qu'ils avaient l'intention de faire une adresse de remercîments aux journaux anglais. Je leur conseillai de consulter Panizzi. Celui-ci les encouragea à exécuter leur projet, en leur indiquant comment ils devaient s'y prendre pour produire un bon effet. En conséquence les étudiants ont formulé une

Digitized by Google

adresse, dont je vous envoie ci-joint six copies. Elle me paraît rédigée de manière à être goûtée par le public anglais. Gallenga l'a traduite, ce qui me fait croire qu'elle est irréprochable du côté du style. Veuillez vous entendre avec Panizzi pour faire parvenir les susdites copies aux six journaux les plus italiens de Londres.

On m'écrit de Milan que les Autrichiens concentrent des troupes à Plaisance et à Reggio. Il ne faut pas avoir l'air de s'en préoccuper. Dans quelques jours nous répondrons à ces mouvements par un décret royal ordonnant la fortification d'Alexandrie.

Mazzini fait les plus grands efforts pour créer des troubles. A Gênes ses agents se démènent comme des diables. Ils sont encouragés par l'Autriche. Rien de sérieux n'est possible. Mais les mesures les plus habiles sont quelquefois impuissantes à empêcher une folie. Le principal agent mazzinien est cet Orsini que l'Autriche a laissé évader des prisons de Mantoue.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CIX.

Turin, 5 Juillet 1856.

Mon cher Marquis,

J'ai reçu votre particulière n. 11 du premier de ce mois.

Il se passe à Parme des choses assez étranges.

Digitized by Google

Vous aurez vu par l'extrait de la dépêche de Cantono, que je vous ai envoyé, que la Duchesse est furieuse contre les Autrichiens et contre Crenneville en particulier. Et, certes, ce n'est pas sans cause; car ces bons amis font tout ce qu'ils peuvent pour jeter du discrédit, non seulement sur son Gouvernement, mais sur sa personne elle-même. La Duchesse réduite au désespoir s'est adressée à la France, qui lui donne des conseils très anti-autrichiens et passablement libéraux. C'est à ce fait que j'attribue l'augmentation de la garnison de Plaisance et les mouvements des troupes sur la rive gauche du Pô. En présence de telles démonstrations nous ne pouvons absolument pas rester les bras croisés. Aussi, avons-nous décidé de commencer sans délai les fortifications d'Alexandrie. Cette mesure, purement défensive, rentre tout à fait dans le cadre politique que nous nous sommes tracé. J'en ai parlé à Hudson et à Gramont, qui, l'un et l'autre, l'ont fort approuvée. Vous pouvez en causer avec Palmerston et Clarendon.

Les Mazziniens continuent à s'agiter. Leur grand prêtre a quitté Londres, et il tâche de pénétrer en Piémont. Je crains qu'il n'y réussisse, car il possède, ainsi que le disait Clarendon, au plus haut degré l'art de se transformer. Il ne fera rien chez nous; mais je crains qu'il ne tente quelque absurde folie en Lombardie, ou dans les Duchés, ce qui ferait admirablement le jeu de l'Autriche.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

Digitized by Google

CX.

Turin, 16 Juillet 1856.

Mon cher Marquis,

J'ai reçu la dépêche télégraphique que vous m'avez adressée hier au sujet de la Commission des Principautés. Je vous répondrai par le même moyen.

Vous aurez vu par les dépêches de Cantono, que Buol lui-même ne conteste plus notre droit d'une manière positive, dans l'hypothèse de l'admission de la Prusse.

J'attends avec impatience le compte rendu de la discussion sur les affaires d'Italie dans les deux Chambres du Parlement, discussion dont vous me paraissez satisfait. En attendant j'ai lu avec plaisir l'adresse des étudiants ainsi que les réflexions auxquelles elle a donné lieu.

Le Gouvernement est très reconnaissant de l'intention manifestée par l'Angleterre d'accorder quelques croix du Bain à nos officiers. Lamarmora proposerait la croix de commandeur pour les deux généraux de division Trotti et Durando, et la petite croix pour Petitti et La Rovere.

Il est tout naturel qu'après la longue période d'agitations diplomatiques vous désiriez aller vous reposer aux eaux d'abord, et ensuite au sein de votre famille. Vous pouvez compter que votre demande à cet égard recevra le meilleur accueil.

Voilà de nouveau l'Espagne en combustion. Ce n'est guère avantageux pour la cause constitutionnelle.

Digitized by Google

Mais cela fait ressortir d'autant mieux la parfaite régularité de notre marche.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CXI.

Turin, 20 Juillet 1856.

Mon cher Marquis,

J'ai lu dans le *Times* les discussions sur les affaires d'Italie, qui ont eu lieu Lundi dernier dans les deux Chambres du Parlement. J'ai été fort satisfait des discours de Lord Lyndhurst et de Lord John Russell. Le premier a fait un tableau complet de notre pauvre pays. Il n'a rien oublié de ce qui pouvait exciter l'opinion contre l'Autriche. Vous m'obligerez beaucoup en le remerciant de ma part. Je le ferais directement en lui adressant une épître, si je ne craignais pas que cela ne vînt aux oreilles de notre irritable ami du menton chatouilleux.

Je ne me plains pas des Ministres: ils n'ont pas dit grand'chose, mais en vérité ils ne pouvaient guère en dire davantage. Ce qui m'a le plus frappé, c'est le discours de Disraéli. Après les protestations des Torys j'étais loin de m'attendre à cette violente philippique contre l'Italie et contre nous. On dirait que ses paroles ont été dictées par l'Autriche. Il a cherché tous les arguments qui pouvaient nous être les plus nuisibles. Il est inutile de récriminer. Toutefois je désire que vous alliez trouver de ma part Lord Malmesbury; lui aussi a manifesté l'impression pénible que le discours du chef des Torys dans la Chambre des Communes a faite sur nous; vous lui

Digitized by Google

demanderez s'il a exprimé les véritables sentiments de son parti. Vous lui direz que je le prie de me faire une réponse franche et positive; que j'attends de sa loyauté, et même de son amitié pour nous, de ne pas nous laisser sous l'empire d'illusions qui pourraient être excessivement funestes. Il est indispensable que je sache si nous ne pouvons compter sur la sympathie du Gouvernement anglais qu'autant que le pouvoir est aux mains des Whigs. Si les Torys ne se soucient pas de nous, au moins qu'ils veuillent bien nous le dire, nous nous arrangerons en conséquence.

J'ai reçu de Naples des nouvelles assez graves. Gropello, qui jusqu'ici ne paraissait pas inquiet, m'écrit que le mécontentement commence à gagner quelques corps de l'armée, ce qui rendrait possible un mouvement révolutionnaire. D'un autre côté les Muratistes s'agitent beaucoup: leurs espérances ont augmenté. Ils croient à un prochain dénouement. Ne laissez pas ignorer ces faits au Gouvernement anglais; en ajoutant que nous demeurons étrangers à tout ce qui se passe dans le midi de la Péninsule; mais que, si la révolution éclate, nous nous réservons la plus entière liberté de faire ce qui nous conviendra le mieux. La France et l'Autriche elle-même ne contestent plus le droit de la Sardaigne de faire partie de la Commission des Principautés dans l'hypothèse de l'admission de la Prusse: je me suis abstenu de notifier officiellement le choix du Chev. Bensi en qualité de Commissaire sarde. Je l'ai mandé à Villamarina avec ordre de le communiquer le jour où la question prussienne sera résolue.

Agréez, etc.

C. Cavour.

Digitized by Google

CXII.

Turin, 15 Octobre 1856.

Mon cher Marquis,

J'ai lu avec un grand intérêt le récit de votre conversation avec Lord Clarendon.

Ce qu'il vous a dit par rapport à Naples est une nouvelle preuve que les hommes d'état anglais, sont autant, sinon plus que les autres mortels, sujets à changer d'opinion du jour au lendemain. Ce qui, grâce à Dieu, ne nous est pas encore arrivé. Du reste je suis loin de me plaindre. Du moment où la France et l'Angleterre se contentent de *milk and water mesures* avec Naples, il vaut mieux sous tous les rapports que nous demeurions étrangers à leur *imbroglio* diplomatique.

Nous étions prêts à agir de concert avec l'Angleterre aussi vigoureusement que possible, malgré les remontrances de la Russie. Vous aurez soin de le constater avec tous ceux qui s'intéressent à nous. Cela du moins aura servi à démontrer que l'Autriche et Sir H. Seymour se trompent et nous calomnient, lorsqu'ils nous représentent comme disposés à devenir le jouet du Cabinet de Pétersbourg. La malheureuse question de Bolgrad me cause beaucoup plus de soucis, et nous met dans un bien plus grand embarras que celle de Naples.

Lord Clarendon m'a fait communiquer, par l'entremise de Hudson, tous les documents diplomatiques qui sont au F. Office, et m'a fait prier de lui faire connaître confidentiellement mon avis. J'ai étudié ces

Digitized by Google

pièces avec toute l'attention dont je suis susceptible; je les ai fait examiner par Rattazzi et par Lamarmora. Après les avoir discutées ensemble, j'ai consigné le résultat de notre examen dans un *mémorandum*, dont je vous envoie copie. Je l'ai remis ce matin à Hudson, en lui déclarant que cette pièce n'avait aucun caractère officiel, qu'elle n'engageait nullement le Gouvernement du Roi, qu'elle contenait uniquement l'expression sincère de l'opinion de Mr de Cavour. J'ai ajouté que j'avais trop de confiance dans la loyauté de Lord Clarendon pour douter qu'il pût me compromettre en abusant de cette confidence.

Au point de vue strictement légal, s'il s'agit d'interpréter le traité rigoureusement à la lettre, l'Angleterre a, sans contredit, raison. Sauf que la Russie prouve qu'on a soumis au Congrès une carte sur laquelle était marqué le nouveau Bolgrad; il est évident que la ligne que le Congrès a entendu déterminer est celle qui passe au sud de Bolgrad Tabak. Mais si l'Angleterre veut bien examiner la question elle-même, il me paraît impossible qu'elle ne reconnaisse pas que, sous tous les rapports, la solution que je propose est préférable.

En forçant la Russie à contracter l'obligation de ne pas élever de fortifications et de ne pas fonder d'établissements militaires dans toute l'étendue des Colonies bulgares de la Bessarabie, on garantit bien mieux la nouvelle frontière de la Bessarabie, on diminue bien plus les moyens agressifs de la Russie, qu'en éloignant cette Puissance de quelques kilomètres du lac Yalpouck.

C'est l'opinion de Lamarmora, qui a surtout étudié la question du point de vue militaire. Il m'a répété à plusieurs reprises que si la Russie a les intentions

Digitized by Google

qu'on lui suppose, le meilleur moyen de l'attraper, c'est d'exiger celle que je propose de lui offrir comme une concession.

En rendant libres les communications commerciales à travers les mêmes colonies, on place les habitants des territoires cédés par la Russie dans une bien meilleure position économique, que dans toute autre hypothèse. C'est également évident.

Mais ce qui devrait à mon sens décider l'Angleterre, c'est la considération de ne pas se séparer de la France pour une chose qui n'en vaut pas la peine. L'Empereur se croit engagé d'honneur à conserver à la Russie la capitale de ses Colonies bulgares; li sera fort difficile de l'amener à manquer à cet engagement. Il n'a pas eu probablement sous les yeux les cartes qui ont été mises à la disposition du Congrès, de sorte qu'il considère sa promesse comme irrévocable.

Quel que soit l'accueil que Lord Clarendon fera à mon *mémorandum*, vous aurez soin de l'assurer que nous n'avons contracté sur cette question aucun engagement, ni avec la France, ni avec la Russie. Que, lorsqu'on nous a interpellés à ce sujet, nous avons déclaré que nous désirions demeurer étrangers à ce débat. Pressés d'émettre notre avis, nous avons répondu que nous n'avions pas les données nécessaires pour nous former une opinion consciencieuse. Pressés par la France de nous joindre à elle pour demander la réunion du Congrès, nous nous sommes refusés de le faire. Ce n'est que sur de nouvelles instances que nous avons déclaré que nous ne nous opposions pas à la réunion que la France demandait, et que nous étions tout prêts à nous rendre au Congrès, quand il se réunirait. Je ne doute pas que Lord

Digitized by Google

Clarendon ne reconnaisse que nous ne pouvions pas agir autrement.

Ce qui est vrai, c'est que dans toutes les occasions, à Pétersbourg comme à Paris, à Turin comme à Londres, nous avons manifesté le vif désir de voir la question de Bolgrad s'arranger au moyen d'une transaction acceptée également par l'Angleterre et par la France.

Ce désir nous continuons à le proclamer hautement, et je pense qu'aucune personne raisonnable ne songera à nous en faire un motif de grief.

Je vous remercie de vous être expliqué nettement avec Lord Clarendon au sujet de l'Autriche. Un Gouvernement libéral en Piémont ne pourra jamais être dans de bons rapports politiques avec cette Puissance.

L'Angleterre est libre de rétablir son ancienne alliance avec elle. Chez nous, le Comte Solar de La Marguerite et ses adeptes peuvent seuls rétablir des relations d'amitié avec les oppresseurs de l'Italie. Nous ne suivrons pas l'Angleterre sur ce terrain. Lord Palmerston peut finir comme Lord Castlereagh a commencé. Nous demeurons fidèles à nos principes, quoi qu'il puisse arriver.

Recevez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CXIII.

Turin, 19 Octobre 1856.

Mon cher Marquis,

Lord Malmesbury vient de passer deux jours à Turin. Il a eu plusieurs entretiens avec Lamarmora

Digitized by Google

et avec moi, dans lesquels il s'est étudié de nous persuader que lui et les Torys nous aiment pour le moins autant que Lord Palmerston et les Whigs. Il nous a dit qu'il ne fallait pas faire de cas du discours de Disraéli, discours qui n'était qu'une manœuvre d'opposition. Il m'a parlé de l'alliance autrichienne comme d'un fantôme, dont nous ne devions pas nous effrayer. Enfin il nous a assuré que les sentiments qu'il nous exprimait étaient complètement partagés par Lord Derby.

Il s'est fait expliquer par Lamarmora la question de Bolgrad, et a convenu que la solution que nous proposions était la seule raisonnable.

Je vous donne ces renseignements pour votre gouverne. Vous pouvez en le rencontrant lui dire que nous avons été fort satisfaits des assurances qu'il nous a données, et que nous comptons sur elles quand il reviendra au Ministère.

Rien de nouveau de Naples. Gropello ne bougera pas et ne soufflera pas un mot.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour (1).

---

(1) Je ne pense pas que le Comte Cavour prît fort au sérieux les belles paroles de Lord Malmesbury. Mais il tenait à en prendre acte vis-à-vis du parti Tory, afin de pouvoir leur prouver, le cas échéant, la différence entre leurs assertions en de certains cas et leurs discours, et surtout leurs actes en de certains autres.

Emm. d'Azeglio.

Digitized by Google

CXIV.

Turin, 23 Octobre 1856.

Mon cher Marquis,

J'ai reçu les lettres que vous avez remises à Perron. Je partage, en très grande partie du moins, votre manière de voir la situation politique de l'Europe. Elle nous commande une grande prudence et une grande réserve. Cette prudence ne doit pas aller pourtant jusqu'à nous engager à nous effacer tout à fait de la scène politique.

Quant à l'alliance anglaise vous savez qu'elle est dans mes principes et selon mes goûts. Mais pour la conserver je crois que le meilleur moyen consiste à faire preuve dans toutes les circonstances de bonne foi, de loyauté et d'une grande constance. S'il plaît au Gouvernement anglais de changer d'opinions et d'allures d'un jour à l'autre, nous ne pouvons pas le suivre ou l'imiter. Cela peut donner de l'humeur aux Ministres, mais au fond ils ne nous en estimeront que davantage.

Répétez à satiété que nous n'avons aucune tendance russe, ni aucune velléité de sacrifier nos principes et nos alliances libérales à l'amitié de la Russie. Notre conduite dans la question napolitaine le prouve assez. Mais lorsque la Russie nous dit du mal de l'Autriche, nous l'écoutons plus volontiers que Lord Palmerston faisant l'apologie de cette Puissance.

Quoi qu'il arrive, notre politique est et sera toujours anti-autrichienne. Le jour, où il faudrait rétablir, je ne dis pas des relations officielles, mais des rapports intimes et amicaux avec cette Puissance, mes amis

Digitized by Google

et moi nous quitterions le pouvoir pour faire place aux cléricaux ou aux ultra-conservateurs. C'est une nécessité que tout homme de bon sens doit comprendre.

Lord Clarendon m'a envoyé communiquer une nouvelle pièce relative à Bolgrad. Je n'ai pas cru devoir rédiger un second *mémorandum*. Mais j'ai écrit à Hudson un billet pour lui faire connaître l'impression qu'elle a produite sur moi. Comme il est possible qu'il le transmette à son chef, je vous en envoie une copie.

Lord Minto est ici. J'ai longuement causé avec lui, sans qu'il m'ait appris grand'chose de nouveau. Il m'a seulement assuré que Palmerston, qu'il avait vu la veille de son départ, était au fond *italianissimo* comme par le passé. *Così sia.*

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CXV.

Turin, 27 Octobre 1856.

Mon cher Marquis,

J'ai reçu à Gênes les deux lettres particulières que vous m'avez écrites le 19 et le 21 de ce mois, et qui portent l'une et l'autre le n° 23.

Je regrette que Lord Clarendon ait si mal accueilli le *mémorandum* que j'ai remis à Hudson sur sa demande formelle. Mais je ne me repens pas d'avoir agi avec une franchise et une loyauté parfaites. Si j'ai parlé d'une carte de l'état-major français, c'est que Stackelberg et Gramont me l'avaient indiquée.

Digitized by Google

Je n'ai pas voulu vérifier le fait pour ne pas entrer en discussion avec eux. Si elle n'existe pas, ce n'est pas moi qui irai l'inventer. Je n'ai à ce sujet aucun souvenir personnel, car, dégoûté du mode de procéder dans la question de la délimitation, ayant vu repousser des observations faites dans le but de mieux préciser la frontière russo-moldave, j'ai affecté de ne pas même jeter les yeux sur la carte qu'on a étalée sur une des tables de la salle des conférences.

Je suis désolé de me trouver en désaccord avec le Gouvernement anglais sur la question des Principautés, et de ne pas pouvoir partager ses sentiments (je ne dirai pas ses passions) sur celle de Bolgrad; mais je ne crois pas pouvoir le suivre dans une ligne contraire aux principes politiques qui ont toujours guidé notre conduite. Nous ne saurions être libéraux en Occident et absolutistes en Orient. Vous pouvez toutefois assurer le Ministère anglais que nous agirons avec la plus grande réserve, et que nous ne ferons rien pour lui créer de nouveaux embarras.

Quant à l'influence que la Russie exercerait sur nous, c'est un conte inventé par l'Autriche. Nous désirons vivre en bonne intelligence avec cette Puissance et cultiver avec elle de bons rapports. Mais, dans toutes les grandes questions politiques, nous n'oublierons jamais qu'elle représente un principe directement opposé à celui sur lequel repose notre politique.

Je serais désolé que notre conduite nous fît perdre la sympathie d'hommes que je respecte autant que Lord Palmerston et Lord Clarendon; mais j'aime mieux subir ce sacrifice que perdre leur estime.

L'Impératrice de Russie, après avoir passé deux jours à Gênes, s'est embarquée pour Nice. Dans la

Digitized by Google

visite que lui a faite le Roi, on a échangé force compliments, mais il n'a pas été dit un seul mot de politique.

Le seul homme sérieux de sa suite, le Baron de Meyendorff, n'a abordé avec moi aucune des questions qui se débattent dans ce moment.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CXVI.

Turin, 13 Novembre 1856.

Mon cher Marquis,

Ainsi que je vous l'ai mandé hier par le télégraphe l'Empereur a expédié N. à Turin me dire que ne désirant pas se détacher de l'Angleterre, et ne sachant comment se tirer de l'impasse où Walewsky l'avait placé, il me priait instamment de voter contre lui dans la question de Bolgrad.

Il est reparti immédiatement avec la réponse que, bien qu'il nous en coûtât beaucoup de faire une chose éminemment désagréable à la Russie, d'être choisis en quelque sorte comme l'exécuteur des hautes œuvres vis-à-vis de cette Puissance, nous étions prêts conformément à l'opinion que nous avions précédemment émise, à déclarer dans le sein du Congrès que, d'après l'article 20 du traité rigoureusement et légalement interprété, le Bolgrad au sud duquel la nouvelle frontière de la Bessarabie doit être tracée, est Bolgrad Tabak de la carte soumise à la Conférence, et non le Bolgrad situé sur les bords du lac Yalpouck.

Digitized by Google

Par conséquent, si Lord Clarendon vous interpelle, vous pouvez lui donner une assurance formelle à cet égard; et tout en ayant l'air d'ignorer la démarche de l'Empereur, lui dire, que la France ne contestant pas le fait de la carte, tel que l'Angleterre le présente, nous voterions sans hésitation ni réserve avec elle, si la question était posée au Congrès dans une forme analogue à la suivante:

« D'après l'article 20 du traité, la nouvelle ligne « frontière de la Bessarabie doit-elle passer au sud « de Bolgrad Tabak, ou bien au sud de Bolgrad, « centre des Colonies bulgares, situé sur les bords « du lac Yalpouck? »

Vous aurez soin d'ajouter que pour rien au monde nous n'aurions donné un vote contraire à notre opinion consciencieuse; mais que nous étions heureux que la question fût posée de manière à nous permettre de nous prononcer d'une manière nette et positive dans le sens de l'Angleterre, que nous persistions, malgré ses coquetteries envers l'Autriche, à considérer comme notre plus fidèle et meilleure alliée.

Vous tâcherez de démontrer à Lord Clarendon qu'il n'y a eu dans notre conduite ni hésitation, ni tergiversation; que nous avons agi d'une manière franche et loyale. Après avoir manifesté hautement le vœu qu'une transaction fût acceptée, nous n'hésitons pas un instant, ce vœu n'étant pas exaucé, à nous prononcer, quelles que puissent être les conséquences de ce fait, dans le sens des convictions que nous avions manifestées à l'Angleterre, il y a bientôt deux mois. Ou je me trompe fort, ou cette manière d'agir doit nous concilier la sympathie et l'estime des hommes d'état, qui gouvernent ce Pays.

Digitized by Google

L'Empereur a dit à V. qu'il serait possible d'amener l'Angleterre à consentir à quelques concessions en faveur de la Russie sur d'autres points en litige, comme, par exemple, le tracé de la frontière entre le Pruth et le haut Yalpouck.

Nous ne faisons pas de cette concession une condition de notre vote, mais certainement il nous serait excessivement agréable et avantageux de pouvoir, une fois la question de Bolgrad vidée, proposer au Congrès une mesure conciliatrice, avec certitude de la voir adoptée par l'Angleterre. Vous ne toucherez ce dernier point qu'autant que vous verrez Lord Clarendon et Lord Palmerston revenus tout à fait à des sentiments bienveillants et amicaux à notre égard.

Dans le cas contraire vous attendrez que l'initiative de cette proposition vienne de la France.

Il est nécessaire que vous demeuriez, pendant tout le temps que dureront ces négociations délicates, en correspondance suivie avec Villamarina. Il sera même utile que vous ayez une entrevue avec lui, soit à Paris, soit à Calais, soit dans toute autre ville que vous jugerez utile de fixer. Avec votre collègue de Russie vous tâcherez de lui bien expliquer notre conduite; vous lui ferez connaître nos efforts infructueux pour amener l'Angleterre à des sentiments plus conciliants; vous pouvez même lui glisser un mot du projet que j'avais formé, et qui a reçu un si mauvais accueil de la part du Ministère anglais.

Après quoi vous ajouterez que la question portée sur le terrain de la légalité n'était pas douteuse à nos yeux; que le texte précis de l'art. 20 excluait l'idée qu'il eût voulu indiquer le Bolgrad situé sur le lac Yalpouck. En effet, indépendamment de l'argument tiré de la carte, qui a été mise sous les yeux

Digitized by Google

du Congrès, vous lui ferez observer que l'art. 20 étant ainsi conçu: « La frontière ..... passera au sud de Bolgrad et remontera le fleuve Yalpouck. » — exclut toute idée qu'il pût s'agir d'une ville placée sur les bords du lac de ce nom.

D'ailleurs, sans souffler un mot de la singulière démarche de l'Empereur, vous pourrez lui faire entendre que la France ne voulant pas se séparer de l'Angleterre, la Russie n'a rien à gagner à la prolongation d'un état de choses plus fâcheux pour elle qu'aux Puissances occidentales, et qui ne profite absolument qu'à l'Autriche, véritable cause des difficultés que rencontre le traité de paix.

Villamarina a déjà parlé dans ce sens à Brunow, qui a paru comprendre la nécessité pour la Russie de céder, vu l'inutilité de ses efforts pour rompre l'alliance anglo-française.

Votre position est très délicate; mais je ne doute pas que vous ne sachiez vous en tirer avec honneur et avec avantage pour notre Pays. Ce sera un nouveau titre à la reconnaissance du Gouvernement et à la mienne en particulier.

Recevez l'assurance, etc.

C. Cavour.

CXVII.

Turin, 17 Novembre 1856.

Mon cher Marquis,

Je profite du courrier anglais, qui a apporté à Hudson le message relatif à N. N. pour vous envoyer une dépêche confidentielle à ce sujet; dépêche dont

Digitized by Google

vous pouvez donner lecture à l'irascible Ministre, si vous le jugez convenable. Il est essentiel que la Reine connaisse les détails de cette affaire pour la juger sainement.

D'après le ton des journaux anglais, et surtout d'après le dire du *Morning Post*, il paraît qu'on est satisfait à Londres de ce qui a été concerté à Compiègne. Lord Clarendon, par conséquent, accueillera favorablement la communication que je vous ai chargé de lui faire; s'il n'est pas tout à fait déraisonnable, il doit reconnaître que notre conduite a été aussi conséquente que franche et noble. Nous ne changeons pas d'opinions; tout en persistant à croire qu'une transaction eût été préférable, nous n'hésitons pas, lorsque nous sommes requis de le faire, à prononcer un vote consciencieux sur l'interprétation légale du traité, bien qu'il déplaise souverainement à la Russie. Je crois que la lecture de ma réponse à Stackelberg, dont je vous envoie copie, devrait produire un bon effet. Je vous laisse toutefois juger de la convenance de faire cette communication à l'homme du menton chatouilleux.

Gramont se doute de quelque chose; aussi a-t-il été très réservé dans ses derniers entretiens avec moi. Hudson, mis au courant de ce qui s'est passé par Cowley, rit de son collègue, et, pour ne pas se compromettre avec lui, ne vient à Turin que lorsqu'un courrier ou une dépêche télégraphique de Clarendon l'y appelle.

Après le renvoi de Carini, si l'on ne fait rien de plus, le ridicule qui commence à s'attacher aux démarches des Puissances alliées deviendra complet.

Je vous remercie de la communication des notes échangées entre W. et Cl.

Digitized by Google

Le chapitre qui intéresse plus spécialement est vraiment curieux.

Votre dévoué
C. Cavour.

Les journaux ont annoncé qu'un des fils de la Reine devait passer l'hiver à Genève. Veuillez me dire ce qu'il y a de vrai, et si vous croyez qu'une invitation du Roi de visiter ses États serait bien accueillie.

CXVIII.

Turin, 5 Décembre 1856.

Mon cher Marquis,

Villamarina me mande que Walewsky lui a dit que la question de Bolgrad serait posée au Congrès sous la formule suivante.

« Quelle est la ville que le Congrès a entendu dé-
« signer sous le nom de Bolgrad? »

Si l'occasion se présente, vous ferez observer à Lord Clarendon que cette formule ne me paraît pas des plus heureuses:

1° Parce que Bolgrad Tabak n'étant pas une ville, mais un simple village, on fournit au Russe un argument puissant, qui consiste à dire que, puisqu'il s'agit d'une ville, il ne peut être question d'un village;

2° Parce qu'en parlant uniquement de Bolgrad on atténue la force de l'argument le plus puissant qu'on puisse faire valoir en faveur de la manière de voir de l'Angleterre; qui consiste dans ce que l'art. 20,

Digitized by Google

déclarant que la frontière doit, après avoir été tracée au sud de Bolgrad, remonter la rivière Yalpouck; l'idée que cette frontière pût comprendre une partie des bords du lac de ce nom se trouve exclue. Il m'eût paru plus logique et plus convenable de poser la question dans la forme suivante:

« D'après l'article 20 du traité de Paris, la nou-
« velle frontière de la Bessarabie doit-elle être tracée
« au sud de Bolgrad Tabak et remonter immédiate-
« ment le fleuve Yalpouck, ou bien passer au sud
« de Bolgrad, situé sur les bords du lac Yalpouck? »

Quoi qu'il en soit, nous ne modifions pas l'opinion que nous avons manifestée à plusieurs reprises, et nous n'hésiterons pas à déclarer que le Bolgrad du traité est bien Bolgrad Tabak, que ce soit ou non une ville dans l'acception rigoureuse du mot.

Vous continuerez à faire tous vos efforts pour amener l'Angleterre à consentir à une concession territoriale, quelque petite qu'elle soit, afin de ne pas infliger une blessure trop forte à l'amour-propre de la Russie, et voire même à celui de la France.

Vous aurez soin toutefois d'ajouter que nous ne faisons pas de cette concession une condition absolue de notre vote.

Nous ne pouvons pas encore juger de l'importance du mouvement qui vient d'éclater en Sicile. S'il se développait, il vous importerait au plus haut degré de connaître de quelle manière l'Angleterre le juge. Tout en protestant, ce qui d'ailleurs est parfaitement vrai, que nous sommes entièrement étrangers à ce qui se passe en Sicile, vous ne cacherez pas que nous portons le plus vif intérêt à cette île malheureuse, et que nous ne saurions demeurer indifférents

Digitized by Google

à son sort, si, après avoir momentanément secoué le joug de Bomba, elle était condamnée à retomber sous ses griffes.

Je vous remercie de la lettre de Clarendon sur Mad. X. Le sort de cette Princesse est à peu près réglé.

C. Cavour.

Lettre confidentielle que, à l'époque du différend de Bolgrad, Lord Palmerston a écrite à M. le Marquis E. d'Azeglio.

Piccadilly, 12 Décembre 1856.

Mon cher Azeglio,

Je ne suis pas porté à craindre du danger de la distinction subtile entre ville et village, et, puisque l'article 20 du traité fait mention de Bolgrad, la question naturelle est de savoir quel est ce Bolgrad.

J'espère que Cavour ne nous suscitera pas de nouvelles difficultés en mettant en avant la question de nouvelles concessions à faire à la Russie. Nous lui avons fait cadeau déjà de 300 lieues carrées en Bessarabie, et certainement la mauvaise foi et l'esprit de chicane qu'elle a montrés dans toutes ces affaires, depuis la signature du traité, ne lui donnent aucun droit à de nouvelles condescendances de notre part.

Une discussion sur une telle proposition amènerait probablement une rupture complète entre nous et la France.

Mille amitiés.

Palmerston.

CXIX.

Turin, 8 Décembre 1856.

Mon cher Marquis,

Hudson m'a communiqué une dépêche télégraphique de Clarendon, qui annonce l'adhésion formelle de

Digitized by Google

l'Angleterre à la réunion du Congrès, et qui établit en même temps les points qui lui seront soumis. On se soumet à la majorité sur les questions de l'île des Serpents, de Bolgrad et du tracé entre le Pruth et le haut Yalpouck. On se réserve de négocier pour ce qui concerne les îles du Danube.

Gramont m'a fait une communication analogue, et de plus m'a donné lecture d'une lettre particulière de Walewsky sur la question de Bolgrad. J'ai écrit à ce sujet une longue dépêche particulière à Villamarina, de laquelle je vous envoie copie, n'ayant pas le temps de faire une seconde édition de mon récit (1).

---

(1)

Turin, 8 Décembre 1856.

Mon cher Marquis,

Hier Gramont est venu me communiquer officiellement que le Gouvernement français était tombé d'accord avec le Gouvernement anglais pour soumettre à la Conférence les points en litige qui restaient à régler avec la Russie, pour la complète exécution du traité de paix: il m'a donné en même temps lecture d'une dépêche dans laquelle la France maintient l'opinion qu'elle a déjà manifestée sur la question de Bolgrad.

Cela fait, Gramont, du ton le plus confidentiel, m'a dit que pour me faire connaître la pensée intime de son Gouvernement il allait commettre une grande indiscrétion, en me donnant lecture d'une lettre particulière de Walewsky. Dans cette lettre Walewsky commence par démentir de la manière la plus formelle le bruit que la France nous aurait engagés à vôter dans la question de Bolgrad, dans le sens de l'Angleterre. Il proteste avec une vertueuse indignation contre une telle supposition, et il conclut en chargeant Gramont de nous engager à proposer au Congrès d'accorder à la Russie une compensation territoriale pour la cession qu'on exigerait d'elle de Bolgrad, capitale des colonies bulgares.

D'après cette lettre, je dois croire que Walewsky ignore com-

Digitized by Google

Cette pièce vous expliquera les inquiétudes de Persigny. Je ne doute pas, malgré cela, qu'elles soient

---

plètement ce qui s'est passé à Compiègne; aussi j'ai accueilli cette communication sans témoigner la moindre surprise, mais sans prendre le plus petit engagement.

Je ne puis supposer qu'il entre dans la pensée de l'Empereur de nous faire jouer le rôle que voudrait nous assigner son Ministre des affaires étrangères. Nous avons déclaré que si la question de Bolgrad était portée sur le terrain légal, si on se bornait à demander quel était le sens littéral de l'art. 20 du traité du 30 Mars, nous voterions conformément à nos convictions, depuis longtemps arrêtées, avec l'Angleterre. Cette déclaration constitue un engagement que nous sommes décidés à maintenir religieusement. Nous avons promis un vote clair et précis, non un vote subordonné à certaines conditions. Nous serons fidèles à nos promesses. Je vous autorise à le déclarer de la manière la plus formelle à Lord Cowley, tout en le priant de continuer à garder envers Walewsky le secret que l'Empereur nous à imposé.

Avec celui-ci, vous éviterez de vous prononcer d'une manière positive, tout en lui faisant observer que le mode suivant lequel la question de Bolgrad est posée, rend très difficile, pour ne pas dire impossible, une transaction, si tous les Membres du Congrès ne sont pas d'accord. Une proposition de la nature de celle que l'on nous conseille de faire, pourrait être écartée par une objection préjudicielle, comme sortant du cercle dans lequel il a été établi d'un commun accord que les délibérations du Congrès doivent se renfermer.

Toutefois si nous refusons de la manière la plus cathégorique à modifier les engagements contractés, ce n'est pas que nous ne jugions convenable sous tous les rapports d'accorder à la Russie une compensation territoriale. Mais cette compensation nous ne pouvons la proposer qu'autant que nous serions d'accord avec l'Angleterre. Je n'ai pas besoin d'insister sur les raisons qui conseillent un tel acte. Une augmentation de territoire sur le haut Yalpouck, ou dans telle autre direction éloignée du Danube, ne saurait présenter le moindre inconvénient ni sous le rapport politique, ni sous le rapport stratégique: quelques kilomètres carrés de plus ou de moins, quelques milliers de sujets de plus ne rendront pas certainement la Russie plus redoutable. C'est une con-

Digitized by Google

dénuées de fondement, l'Empereur devant être étranger aux propositions que son Ministre nous a fait faire.

D'ailleurs cette lettre, ainsi que la dépêche télégraphique, que je vous ai expédiée hier, doivent vous avoir complètement rassuré. Soyez certain que jamais nous ne jouerons un double jeu.

Tant que nous n'avions pas pris d'engagements,

---

cession que les alliés peuvent faire sans mettre en danger l'édifice de l'Empire ottoman, quelque peu solide qu'il soit.

D'autre part, elle aurait l'immense avantage de procurer une grande satisfaction à l'Empereur, et de raffermir l'alliance anglo-française, sur laquelle repose l'avenir de la civilisation. En présence d'un tel but, un léger sacrifice d'amour propre est bien peu de chose.

Si l'Angleterre partageait cette manière de voir, il y aurait deux façons de procéder. Nous pourrions proposer la compensation territoriale à l'occasion de la question de Bolgrad elle-même; ou bien lorsqu'il s'agira de régler le différend auquel a donné lieu la délimitation de la frontière entre la rivière Yalpouch et le Pruth. Ce second système ferait ressortir davantage la loyauté et la générosité des alliés, il devrait convenir mieux à l'Angleterre. Après avoir tranché d'une façon absolue la question de Bolgrad, elle agirait d'une manière conforme à sa dignité et à sa grandeur, en consentant à une compensation pour dédommager la Russie de la non réalisation de l'espérance qu'on lui avait laissé concevoir de conserver la capitale des colonies bulgares.

Ouvrez-vous librement avec Lord Cowley à ce sujet. Notre conduite dans toute cette négociation a été trop loyale et trop franche, quoi que nos ennemis aient pu dire, pour que la moindre réticence envers nos alliés soit nécessaire. Si l'Angleterre adhère à nos instances, nous en serons heureux, moins pour nous que dans l'intérêt de l'alliance occidentale, qui nous tient si fort à cœur. Si elle se refuse à toute concession, nous n'en maintiendrons pas moins religieusement nos promesses, tout en nous permettant de trouver excessive sa raideur et sa ténacité.

. . . . . .

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

Digitized by Google

nous avons franchement, nettement manifesté à l'Angleterre une opinion que nous savions ne pas lui être agréable; mais du jour où nous lui avons déclaré que la question de Bolgrad étant posée sur le terrain de la légalité, nos convictions nous portaient à voter avec elle; rien au monde ne pourrait nous faire manquer à nos engagements.

Je vous invite à tenir à Clarendon un langage analogue à celui que Villamarina tiendra à Cowley, en y mettant toutefois quelques ménagements pour ne pas froisser la susceptibilité de l'irascible Ministre. Si nous obtenons une concession de l'Angleterre, ce sera pour vous un beau triomphe.

L'insurrection de Sicile ne se développe pas. On parviendra probablement à la réprimer. Mais il restera un foyer ardent, qui couvera sous une cendre peu épaisse.

Recevez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CXX.

Turin, 16 Décembre 1856.

Mon cher Marquis,

Je vous envoie la copie des instructions que j'ai rédigées pour Villamarina. Elles sont pleinement conformes à ce que nous n'avons cessé de répéter depuis deux mois à la France et à l'Angleterre. Je pense que plus tard elles seront publiées, et démontreront à l'évidence que nous avons agi avec la plus parfaite loyauté. Je suis persuadé que le jour viendra, où Lord Clarendon et Lord Palmerston nous rendront

Digitized by Google

justice. S'ils se refusent, nous trouverons justice au tribunal de l'opinion publique, qui finit toujours par porter un jugement impartial. Hudson, à qui je n'ai jamais rien caché, proclame hautement que nous avons mille fois raison.

Je ne veux pas m'inquiéter de la singulière confidence que Persigny vous a faite. Il est probable qu'on cherche à le tromper lui aussi. La personne qui lui a écrit du mal de nous, a dit beaucoup de mal de lui à Villamarina, singulière façon de traiter les affaires. Si c'est de l'habileté, je déclare que je ne suis qu'un fieffé imbécile.

J'espère que cette malheureuse question de Bolgrad aura une prochaine solution. Au reste je ne m'en inquiète plus.

Je n'ai pas le temps de vous en écrire davantage.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CXXI.

Turin, 26 Décembre 1856.

Mon cher Marquis,

J'ai reçu vos lettres confidentielles et particulières jusqu'au n. 42 inclusivement.

Je pense que vous aurez interprété ma dépêche télégraphique relative aux instructions, et que, en fin diplomate que vous êtes, vous aurez couru le risque d'être désavoué, sûr de ne pas être blâmé.

Gramont m'ayant annoncé hier au soir que l'Angleterre et la France étaient tombées d'accord sur

Digitized by Google

la compensation à accorder à la Russie, je considère la question de Bolgrad comme finie, et je ne vous en parlerai plus, sinon pour vous engager à constater auprès des Russes et des Anglais que l'initiative de l'arrangement, unanimement accepté, est venue de nous. Il vous sera facile de le prouver avec les documents que vous avez entre les mains.

Vous avez raison de penser que l'affaire de Neuchâtel nous préoccupe au dernier degré. Si la Suisse venait à subir une forte pression, le contre-coup pourrait se faire sentir chez nous et avoir de fâcheuses conséquences pour la cause libérale sur le continent. D'autre part, si l'Autriche occupait le Tessin, nous devrions considérer cet acte comme une menace et une insulte. Il nous serait difficile de ne pas nous y opposer, sinon militairement, du moins diplomatiquement. Malgré l'intérêt que cette question nous inspire, nous étions décidés à ne pas nous en mêler activement. Mais les instances de la Prusse d'un côté, l'invitation du Ministre d'Angleterre à Berne de l'autre, nous ont forcés à sortir de la réserve que nous nous étions imposée.

Désirant faire quelque chose qui eût chance de réussir, j'ai imaginé un projet, que j'ai chargé Villamarina de communiquer à Walewsky. Vous en trouverez une copie ci-jointe (1). Veuillez de votre part

---

(1) Extrait de lettre particulière adressée à Mr le Marquis de Villamarina :

« Maintenant que la question de Bolgrad est finie d'une manière satisfaisante, commencent les embarras suscités par celle de Neuchâtel. La France ne doit pas désirer plus que nous de voir la Suisse envahie par la Prusse; elle devrait par conséquent nous savoir gré des efforts que nous ferions pour amener une

Digitized by Google

en parler à Clarendon. Vous comprenez que nous ne voulons pas le mettre en avant, si nous ne sommes

---

solution pacifique du différend qui menace d'allumer un incendie au centre de l'Europe.

« Ne voulant pas nous donner une importance exagérée, nous avions résolu de ne pas intervenir diplomatiquement dans cette affaire. Dans ce but, j'avais retenu Jocqueteau à Turin, afin que son absence fournît à notre Légation à Berne un motif ou un prétexte de se tenir tout à fait à l'écart. Mais les instances de l'Angleterre d'abord, celles de la Prusse ensuite, nous ayant forcé à faire des démarches officieuses, nous pouvons, sans crainte d'être taxés de présomption, jouer un rôle actif dans cette affaire.

« Si nous étions sûrs de l'appui ou, du moins, de l'adhésion tacite de la France, nous n'hésiterions pas à entreprendre la tâche difficile de trouver un moyen de concilier la dignité de la Prusse et de la Suisse.

« Il est évident qu'au point où en sont les choses, la Prusse ne peut pas commencer des négociations et suspendre ses opérations militaires, si le procès des insurgés neuchâtelois se poursuit, malgré ses protestations. D'un autre côté la Suisse ne peut supprimer le procès sous le coup des menaces de la Prusse. Comment sortir de ce fâcheux dilemme? Un seul moyen, à mon avis, a chance de réussir: c'est le suivant. On demanderait à la Suisse de suspendre le procès des insurgés de Neuchâtel, en mettant ceux-ci en liberté provisoire, avec l'engagement d'honneur pris par eux et garanti par une ou plusieurs des Puissances médiatrices, qu'ils se constitueraient de nouveau en prison dans le cas où le procès dût être repris.

« Une fois les prisonniers en liberté, on engagerait la Prusse à négocier. Si elle accepte, il sera facile d'arriver à un arrangement définitif.

« Il serait à désirer que vous pussiez faire parvenir cette proposition à l'Empereur lui-même. En tout cas Walewsky ne pourra pas se dispenser de la lui soumettre.

« Vous aurez soin de répéter à Walewsky que si nous nous sommes décidés à faire faire cette communication, c'est parce que nous sommes convaincus qu'il serait fort agréable à la France de voir terminer un différend qui peut lui causer de graves embarras. Vous ne lui laisserez pas ignorer que le Cabinet de Berlin

Digitized by Google

pas certains d'avance de l'approbation de la France et de l'Angleterre.

Je désirerais que vous me fissiez connaître par le télégraphe l'opinion de Clarendon.

Je vous souhaite, mon cher Marquis, une bonne année, moins tourmentée que la présente par des négociations aussi épineuses que celles dont vous vous êtes si bien acquitté cette année-ci.

Recevez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CXXII.

27 Décembre 1856.

Mon cher Marquis,

Votre dépêche télégraphique du 26 m'a fort étonné. Je n'aurais jamais supposé qu'un agent diplomatique prît sur lui de provoquer une démarche collective de toutes les Puissances, sans être autorisé à le faire par son Gouvernement. Le désaveu, dont Mr Gordon vient d'être frappé, change tout à fait notre position. Nous n'avons aucun goût à nous mêler de la question de Neuchâtel, quoique nous déplorions la manie belliqueuse qui a tout à coup saisi le Roi de Prusse.

Malgré l'invitation formelle du Cabinet de Berlin,

---

nous a engagés, par l'entremise de De Launay, à faire des offices pacifiques à Berne.

« Enfin vous lui laisserez entrevoir l'embarras immense où nous nous trouverions si l'Autriche s'avisait, pour avoir en main un gage contre les projets de la Prusse, d'occuper le Tessin.

« Vous m'informerez sans delai par le télégraphe du résultat de la démarche que je vous engage à faire. »

Digitized by Google

nous nous abstiendrons de toute démarche officielle à Berne, si nous n'avons pas la certitude que nos démarches ont la complète approbation de l'Angleterre. Je vous prie de parler en ce sens à Lord Clarendon et à Lord Palmerston.

Ce que vous m'avez mandé m'a engagé à écrire à Villamarina que je le laissais complètement juge de faire ou de ne pas faire la communication, dont je vous ai parlé dans ma lettre d'hier. Quelle que soit la part que nous jouions dans les négociations diplomatiques, il nous importe beaucoup de savoir comment l'Angleterre entend la conduite que doivent tenir les neutres. Nous n'avons pas l'intention d'aider les Suisses. Mais, d'un autre côté, nous ne voulons pas user de mesures de rigueur à leur égard. Nous ne nous opposerons pas au retour chez eux des Suisses du Pape et de ceux du Roi de Naples. Seulement nous exigerons qu'ils traversent nos Etats sans armes et comme de simples voyageurs. Ce qui est plus épineux ce sera le transit des munitions de guerre. A cet égard nous aimerions bien connaître l'opinion de l'Angleterre.

Recevez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CXXIII.

20 Janvier 1857.

Mon cher Marquis,

Je vous écris deux mots afin de vous annoncer que je pars pour Nice, où je passerai tout le temps du séjour du Roi, c'est-à-dire de 8 à 10 jours. Si vous

Digitized by Google

avez quelque chose, pendant ce temps, à me faire savoir, je vous prie de m'adresser vos lettres dans cette ville.

La question de Bolgrad étant vidée à la satisfaction de l'Angleterre, j'espère que l'ami du menton ne s'offusquera pas de la cour que je vais faire à l'Impératrice, et qu'il ne voudra pas, pour se venger, redoubler de coquetterie envers l'Autriche. Du reste, quoi qu'il fasse, cela ne changerait en rien notre politique à son égard. Vous savez que le Roi n'enverra pas complimenter l'Empereur à Milan. Peut-être l'aurait-il fait, non comme souverain, mais comme cousin, sans l'affront qu'a dû subir le Sénateur Plezza. Du moment que la police autrichienne déclare que la présence à Milan d'un membre distingué du Sénat peut produire des inconvénients, le Roi ne saurait y envoyer quelqu'un chargé de le représenter.

Hier Grammont, à ma grande surprise, m'a communiqué une dépêche de Valewsky sur une correspondance de Paris, insérée dans le journal *L'Unione*, relative à l'assassinat de l'Archevêque de Paris, conçue dans des termes acerbes et inconvenants. Walewsky se plaint de notre presse et demande des mesures répressives. La correspondance en question est hautement inconvenante, mais elle est loin de justifier la colère du Ministre de France.

Verger y est traité très sévèrement. Seulement il est dit que ce crime est une terrible leçon.

Cette incartade me fait penser que Walewsky veut nous créer des embarras. C'est une conséquence de sa haine pour nous. Aussi, je compte lui répondre de la façon la plus nette. Nous ne sommes nullement disposés à entreprendre une croisade contre la presse. La liberté de la parole n'a pas produit d'inconvénients

Digitized by Google

chez nous. Nous la maintiendrons à tout prix. J'espère que sur ce point, au moins, l'appui du Gouvernement anglais ne nous fera pas défaut. Veuillez en glisser un mot à Lord Palmerston. Nous avons donné trop de gages à l'Europe de notre esprit d'ordre, de notre ferme volonté de ne pas fomenter les idées révolutionnaires, pour avoir le droit qu'on nous laisse tranquilles chez nous.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CXXIV.

Nice, 24 Janvier 1857.

Mon cher Marquis,

Le récit de la conversation que vous avez eue aux *Travellers* avec Lord Clarendon m'a singulièrement étonné. Avant de l'avoir lu, je ne me doutais nullement que c'était à lui que nous devions la levée des séquestres qui pesaient sur les Lombards-Vénitiens, devenus citoyens sardes. A Paris je n'avais jamais traité avec lui ce triste sujet. Depuis mon retour Hudson ne m'a jamais dit un mot sur les efforts de l'Angleterre à Vienne en notre faveur. Cantono ne m'en a pas informé. Et je ne me rappelle pas qu'il en soit fait mention dans votre correspondance. D'un autre côté Grammont n'a jamais cessé de m'entretenir des instances répétées de Mr de Bourqueney; et c'est lui qui m'a annoncé d'une manière presque officielle dans le mois d'Octobre, que les séquestres seraient levés peu de jours après l'arrivée de l'Empereur à

Digitized by Google

Venise. D'après cela, comment pouvais-je croire que c'était à l'Angleterre et non à la France que nous étions redevables de l'acte de justice tardive que l'Empereur a fait, pour se concilier les habitants de la Lombardo-Vénétie? Si nous avons péché c'est par ignorance, et non par ingratitude; je viens de le déclarer officiellement à Hudson. Veuillez le répéter à Lord Clarendon.

Sans méconnaître l'importance de la levée des séquestres, nous ne pensons pas que ce soit un motif suffisant pour témoigner à l'Autriche une grande reconnaissance, ni un vif désir de rétablir nos relations diplomatiques avec elle. Si ces relations ont été interrompues, c'est elle qui en est la cause. En présence d'une injure sanglante, de la violation évidente d'un traité, nous avons agi avec la plus grande modération. Nous n'avons pas rappelé notre Ministre à Vienne. Nous nous sommes bornés à lui donner un congé, en lui conservant son titre et sa destination. Tant que Mr de Revel a vécu, il a été Ministre du Roi près de la Cour d'Autriche. C'est le Cabinet impérial qui, le premier, a rappelé d'une manière définitive son Ministre près de nous, en donnant au Comte Appony une autre destination. Ainsi ce n'est pas à nous à prendre l'initiative du rétablissement des légations à Turin et à Vienne.

A cet égard notre parti est pris. Quelle que soit notre déférence pour les conseils amicaux du Cabinet anglais, nous ne consentirons jamais à un acte contraire à notre dignité. Malgré notre ferme intention de ne faire aucune avance diplomatique à l'Autriche, il est possible que le Roi se fût décidé à envoyer un personnage de sa Cour complimenter l'Empereur à Milan, si l'expulsion brutale de cette ville de

Digitized by Google

Mr Plezza et les raisons par lesquelles cet acte a été motivé, n'eussent fait considérer au Roi comme contraire à sa dignité d'envoyer un représentant dans une ville d'où un membre distingué du Sénat venait de recevoir un affront, dirigé moins contre l'individu, que contre le Sénateur. Je ne doute pas que, lorsque Lord Clarendon aura été informé du fait dont je viens de parler, il n'approuve pleinement la détermination prise par le Roi et son Gouvernement.

J'étais loin de m'attendre qu'on eût fait du rappel du Général qui a paru à Venise en uniforme l'objet d'une récrimination. Imaginez-vous qu'il s'agit du gros Vil..., qui s'est enfui du Piémont pour se soustraire aux poursuites de ses créanciers. Le malheureux vivait à Venise depuis quelques mois d'une manière tout à fait indigne de sa position sociale. Vêtu comme un pauvre, sale comme un c...., il n'était occupé qu'à attraper par-ci par-là quelques bons dîners. A l'arrivée de l'Empereur, il a endossé son vieil uniforme usé de général, et sans y être invité, sans avoir obtenu des autorités locales la permission de le faire, il s'est mêlé au cortège impérial. Tant qu'il a été sur les quais et sur la place, on n'a pas fait attention à lui; mais lorsqu'il est entré dans l'église de St-Marc, ayant voulu y pénétrer comme les autres, un homme de la police l'a pris par le bras et l'a mis à la porte, malgré ses crachats et ses cordons. Lorsque ce fait m'a été rapporté, j'ai pris les ordres du Roi; et, conformément à sa volonté expresse, je l'ai rappelé, non pour s'être montré en habit militaire à l'entrée de l'Empereur, mais pour avoir exposé l'uniforme sarde à une insulte malheureusement méritée. Comme vous connaissez V. aussi bien que moi, vous n'aurez pas

Digitized by Google

de peine à faire comprendre à Lord Clarendon que nous ne pouvions pas agir autrement.

Quant aux attaques de la presse contre l'Autriche, vous n'avez qu'à mettre sous les yeux de Lord Clarendon les articles virulents que le *Times* et le *Post* ont dirigés tout l'été contre cette Puissance. Que Sa Seigneurie les *compare* avec ceux de *L'Opinione* et de la *Gazette du Peuple*, et je compte trop sur sa bonne foi pour douter qu'il ne prononce qu'au fond les journaux anglais, que j'ai cités, dépassent les nôtres en violence.

Le Gouvernement sarde, bien moins que le Gouvernement anglais, ne peut être fait responsable des excès de la presse indépendante. Il ne répond que de ses actes et de ses paroles. Dans le discours du trône. dans ma réponse aux interpellations de Mr Brofferio. le Gouvernement a manifesté hautement et franche ment les principes qui guidaient sa politique dans la question italienne. Si Lord Clarendon les blâme, il faut qu'il ait terriblement changé, depuis que je l'ai quitté, car mon langage a été beaucoup plus modéré que celui que j'ai tenu à Paris, soit en public, soit en privé. Il peut convenir à Lord Clarendon de modifier ses opinions sur une question qu'il ne consi dère peut-être pas comme étant d'une importance vitale pour l'Angleterre. Quant à nous, pour qui la question italienne est une question de vie et de mort, nous quitterions cent fois le pouvoir, plutôt que de modifier les principes sur lesquels notre politique s'appuie depuis huit ans.

Veuillez remercier Lord Clarendon du billet qu'il m'a écrit, auquel je dois la connaissance de Lord Ashburton. Malheureusement l'état de santé de sa femme m'a empêché d'être présenté à Milady. J'ai

Digitized by Google

trouvé en Lord A. un esprit très fin, et jugeant les questions politiques d'un point de vue plus élevé que celui sous lequel on les envisage ordinairement en Angleterre.

Le Roi passera encore quelques jours à Nice. Je ne le quitterai pas. De sorte que je ne serai pas de retour à Turin avant Samedi ou Dimanche prochain.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CXXV.

Turin, 4 Février 1857.

Mon cher Marquis,

Je ne puis m'empêcher de trouver souverainement injustes les colères du hérisson envers nous. Vous aurez réussi, j'espère, à rectifier ses idées.

La lettre que je vous ai écrite de Nice le 24 vous aura fourni des arguments sans réplique. Je me borne maintenant à vous prier de lui faire observer que Mr Plezza, qu'il considère comme un agent provocateur, est un des plus grands propriétaires fonciers du Royaume; que depuis huit ans il soutient dans le Sénat des opinions libérales modérées. Vous saurez probablement qu'il est intimement lié avec votre oncle César (1). Mais ce que peut-être vous ignorez, pour n'avoir jamais assisté aux séances de l'auguste assemblée, à laquelle il appartient, c'est que César siège à côté de lui, lorsqu'il quitte le fauteuil présidentiel.

(1) Le Marquis Alfieri, Président du Sénat.

Digitized by Google

Quant aux articles de Bianchi Giovini, j'en suis aussi irrité que Lord Clarendon l'était à Paris des articles du *Times* contre le Gouvernement français. Mais je ne puis pas plus empêcher les premiers qu'il n'a pu prévenir le mauvais effet des autres.

Pour faire preuve de bonne volonté et de dispositions conciliantes, j'ai écrit à Cantono une dépêche analogue à celle que je vous ai adressée. Je vous en envoie copie (1). Vous verrez par celle-ci que Paar

---

(1)

Turin, 4 Février 1857.

Monsieur le Marquis,

Mon voyage à Nice, où j'ai eu l'honneur d'accompagner le Roi mon Auguste Souverain, m'a empêché de répondre plus tôt à votre dépêche du 8 Janvier dernier, N. 2, série *Politique*, par laquelle vous m'avez donné communication de la circulaire autrichienne relative aux émigrés.

Je ne vous cacherais pas qu'un autre motif, dont vous pourrez apprécier la portée, m'a conseillé de différer cette réponse. L'expulsion du sénateur Plezza de Milan, le jour même de l'entrée de l'Empereur d'Autriche dans la capitale de la Lombardie, et lorsque le Gouvernement sarde s'occupait du choix du personnage qui serait chargé d'aller complimenter, au nom du Roi, S. M. I., nous a causé une surprise d'autant plus désagréable, que rien ne pouvait justifier une pareille mesure. J'ai cru convenable de ne pas vous écrire sur l'objet délicat de votre communication, sous l'impression immédiate des sentiments excités ici par l'acte inqualifiable de la police autrichienne.

J'ai examiné avec attention la circulaire du Comte Buol du 3 Janvier dernier. Le Gouvernement du Roi se réjouit sincèrement de la levée des séquestres et des assurances contenues dans la circulaire pour la restitution complète des biens aux émigrés sujets sardes.

Nous voyons avec plaisir qu'on ait enfin songé à faire droit à nos justes réclamations. La cause principale de l'interruption des relations diplomatiques entre la Sardaigne et l'Autriche ayant

Digitized by Google

est persuadé de m'avoir communiqué la circulaire dont Cantono m'avait envoyé une copie. Je ne conteste pas la sincérité de son intention. Mais comme

---

cessé, le Gouvernement du Roi n'a aucune difficulté à les renouer avec la Cour Impériale. Vous êtes en conséquence autorisé, Monsieur le Marquis, à accueillir les ouvertures que Monsieur le Comte Buol serait dans le cas de vous faire en ce sens, soit directement, soit par l'entremise des Ministres de France et d'Angleterre. Mais vous vous abstiendrez de prendre à ce sujet une initiative quelconque. Nous sommes la partie offensée, nous avons rappelé en congé Mr de Revel; mais nous ne lui avons jamais retiré le caractère de Ministre du Roi près la Cour de Vienne, tandis que l'Autriche, après avoir rappelé de Turin le Comte d'Appony, lui donnait une autre destination. C'est donc au Cabinet Impérial à prendre l'initiative pour le rétablissement des bons rapports entre les deux Cours.

Vous vous rappellerez sans doute, Mr le Marquis, que ces instructions sont parfaitement conformes à celles que vous avez précédemment reçues du Ministère. Nous avons répondu de la même manière aux ouvertures qui nous avaient été faites en Septembre 1855, par l'entremise bienveillante du Gouvernement Impérial de France.

En outre, je ne puis me dispenser de vous faire remarquer que je ne saurais considérer comme une démarche officielle la communication verbale et confidentielle que le Comte de Buol a bien voulu vous faire, en vous laissant copie de la circulaire précitée qu'il ne vous a pas invité à porter à la connaissance de votre Gouvernement. J'avais lieu de croire, d'après ce que vous m'avez mandé par votre dépêche du 8 Janvier, que cette communication m'aurait été faite par le Comte Paar. Ce diplomate est venu en effet me parler de la circulaire autrichienne qu'on lui avait envoyée en allemand. Mais il s'est abstenu de me dire qu'il était chargé de me la communiquer, et il n'a pas jugé convenable de m'en laisser une copie.

Cependant il me revient de bonne source que le Comte Paar croit avoir réellement fait une communication conformément aux ordres de son Gouvernement. La communication n'a pas été faite en réalité, mais je suis prêt à la considérer comme faite si

Digitized by Google

il n'avait sur lui que le texte allemand de ce document, je ne pense pas qu'il eût la prétention de m'en faire subir la lecture dans une langue que j'ignore entièrement. Toutefois, comme je déteste les petites chicanes, il me suffit que le Comte Buol dise à Cantono que Paar était autorisé à me lire la circulaire en français pour que je me déclare satisfait sur ce point.

J'ai vu à Nice plusieurs Anglais distingués, qui, ayant séjourné quelque temps parmi nous, étaient en mesure de bien apprécier notre politique, soit à l'intérieur, soit sous le rapport de nos relations étrangères. Tous m'ont paru approuver pleinement la marche que nous suivions, en la jugeant tout autrement que ne le fait Lord Clarendon. J'espère que le noble Lord, mieux renseigné, modifiera l'opinion que les Autrichiens lui ont inspirée et reviendra à sa bienveillance accoutumée.

J'ai promis au Marquis Guicciardini de Florence de vous autoriser à signer le passeport pour le Pié-

---

vous pouvez me donner l'assurance que telle a été effectivement la pensée du Comte de Buol.

Dès lors, il ne nous restera plus que de nommer le représentant du Roi à Vienne, immédiatement après que l'Autriche aura nommé son ministre à Turin.

J'ai chargé Mr le Marquis d'Azeglio de tenir un langage analogue au contenu de cette dépêche à Lord Clarendon, qui, en lui adressant une copie de la circulaire envoyée par Sir X. Seymour, exprimait l'espoir d'un prompt rétablissement des rapports d'amitié entre les deux Cours. Vous trouverez ci-joint, Mr le Marquis, copie de la dépêche que j'ai écrite en ce sens au Ministre du Roi à Londres, et dont j'ai envoyé un exemplaire à la Légation royale à Paris.

Agréez, etc.

C. Cavour.

Digitized by Google

mont à un Napolitain, dont j'ai oublié le nom, mais qui se réclamera de lui auprès de vous.

Agréez, etc.

C. Cavour.

CXXVI.

Turin, 18 Février 1857.

Mon cher Marquis,

Le Comte Paar, à son retour de Milan, est venu me lire la dépêche ci-jointe, qu'il avait apportée dans sa poche, bien qu'elle paraisse écrite depuis son départ.

En rapprochant ce que Mr de Buol lui mande des articles violents de la *Gazette Officielle* de Milan à notre adresse, il est facile de se convaincre que le Cabinet de Vienne est décidé par des provocations et des menaces à nous entraîner à commettre une imprudence, ou à faire quelque acte de faiblesse. Nous ne tomberons pas dans ce piège, et ne ferons ni une chose, ni l'autre.

Je m'en vais préparer une réponse, à la fois ferme et modérée, que j'enverrai à Cantono à Vienne.

Paar a déclaré à Grammont et à Hudson que si cette réponse n'était pas jugée satisfaisante, l'Autriche retirerait sa Légation de Turin et qu'il y aurait interruption absolue de relations diplomatiques entre les deux Pays. Il est probable que le Comte Buol ait fait part de cette détermination au Gouvernement anglais. Vous n'aurez pas de peine à prouver à Lord Clarendon que le Gouvernement du Roi n'a rien fait pour justifier cette colère et ces menaces;

Digitized by Google

qu'au contraire son langage a été très net contre le parti révolutionnaire, et très modéré vis-à-vis de l'Autriche; que, si la presse piémontaise est violente, la presse censurée de l'Autriche ne l'est guère moins; que si nos journaux attaquent l'Empereur, les feuilles de Milan et de Vérone sont pleines d'allusions blessantes pour le Roi.

Quant au monument dont le Comte de Buol fait tant de bruit, c'est une affaire municipale: le Gouvernement n'a pas voulu l'accepter, quoiqu'il soit destiné à rappeler la part que la Sardaigne a prise dans la guerre d'Orient.

Je vous prie de bien faire comprendre à Lord Clarendon que nous ne pouvons pas céder devant des menaces; qu'un acte de faiblesse perdrait à tout jamais le parti libéral en Piémont. Nous espérons, en conséquence, qu'il ne nous conseillera pas de céder; ce qu'il nous serait impossible de faire. Il a pu juger de nos dispositions conciliantes par les instructions que nous avons envoyées à Cantono. Si l'Autriche y répond par des menaces, la responsabilité de ce qui peut s'ensuivre retombe sur elle et non sur nous. Cela ne nous fera pas commettre d'imprudences, soyez certain, quand même la Légation autrichienne nous quitterait tout entière.

Veuillez me renseigner au plus tôt de ce que Lord Clarendon vous dira à ce sujet.

Croyez, etc.

C. Cavour.

Digitized by Google

CXXVII.

(Sans date) Février 1857.

Mon cher Marquis,

J'espère que le Gouvernement anglais trouvera ma réponse à Buol et les instructions à Cantono, qui l'accompagnent, aussi modérées que possible, surtout si l'on compare ces pièces à la note autrichienne et aux menaces qui l'ont accompagnée.

Vous tâcherez de lui persuader que nous ne saurions aller plus loin; qu'un acte quelconque de faiblesse nous perdrait et perdrait également le parti libéral modéré que nous représentons. Aussi nous ne céderons pas, soyez-en certain. L'Autriche peut rappeler sa Légation, réunir des troupes sur le Tessin, elle n'obtiendra pas de nous la moindre concession au delà de celles qu'il nous a paru raisonnable de lui faire.

Vous ferez observer à Lord Clarendon que c'est précisément au moment que, adhérant aux conseils de l'Angleterre, nous envoyons à Cantono les instructions les plus conciliantes pour le rétablissement des relations diplomatiques, que Mr de Buol prend envers nous un ton violent et menaçant. Son intention était probablement de nous compromettre d'abord et de nous effrayer ensuite. Si cela est, il se trompe complètement, car nous ne sommes ni effrayés, ni compromis.

Vous assurerez toutefois à Lord Clarendon que les provocations de l'Autriche ne nous entraîneront pas

Digitized by Google

à faire des folies ou des choses déraisonnables. Nous résisterons avec énergie, mais nous n'attaquerons pas.

Je pense qu'il serait bon d'appeler l'attention du public sur la tournure que prend notre différend avec l'Autriche. Je ne verrais pas de grands inconvénients à ce que la dépêche de Buol et ma réponse fussent publiées sur les journaux. Mais il faudrait que cela eût lieu sans qu'on pût soupçonner que cette publication vient de nous.

Le *Times* ayant, depuis quelque temps, un vernis autrichien, si la note de Buol paraissait dans ses colonnes, on croirait généralement qu'elle vient de Vienne. Nous pourrions alors remettre la nôtre au *Post* ou au *Globe*, ou, voire même, au *Daily News*, qui nous est si dévoué.

Je laisse toutefois cette affaire pleinement à votre discrétion. Pour peu que vous jugiez prématurée ou intempestive cette publication, n'en faites rien.

Voyez aussi si vous pouvez faire agir S. et Exeter Hall (1). Il y a longtemps que ce parti se tient tranquille, faute d'un cri de ralliement. Les menaces de l'Autriche contre la Sardaigne lui en fourniront un qui pourrait avoir un grand retentissement. Vous pouvez juger cela mieux que moi. C'est à vous de décider s'il est possible de mettre à réquisition les poumons de Shaftesbury et de ses amis. Parmi les griefs que l'Autriche met en avant, il y a celui de pousser au régicide et à l'assassinat de l'Empereur d'Autriche. Cette accusation est parfaitement injuste. Quelques absurdes journaux ont, il est vrai, tâché de rendre Milano intéressant. Mais tous ont condamné l'usage des poignards.

---

(1) Parti protestant.

Digitized by Google

On a été jusqu'à dire que la Municipalité de Turin avait voulu honorer cet assassin en donnant son nom à l'une des rues les plus fréquentées de Turin. Rien de plus absurde. Le Conseil municipal a cédé aux instances des journaux pour qu'on changeât le nom de la rue et de la porte d'Italie, parce que ce nom paraissait indiquer que la capitale du Piémont ne faisait pas partie de la Péninsule. Elle a substitué à ce nom celui de *Contrada di Milano*, parce que cette rue aboutit à la *Strada Reale di Milano*. Il n'y a rien de choquant pour l'Autriche: puisque à Milan il y a la *Porta Vercellina*, à Turin il peut bien y avoir une *Porta di Milano*. Ce sont là des misères indignes d'un Gouvernement fort et qui se respecte.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CXXVIII.

27 Février 1857.

Mon cher Marquis,

Hier Hudson est venu me communiquer une dépêche de Lord Clarendon sur la note du Comte Buol. Sa Seigneurie y exprime la désapprobation la plus marquée pour un acte aussi intempestif que peu justifié, et il exprime la confiance que la Sardaigne fera une réponse qui sauvegarde son indépendance et sa dignité.

C'est, en d'autre termes, la répétition de la conversation que vous m'avez mandée par télégraphe. Je suis très satisfait du langage de Lord Clarendon.

Digitized by Google

J'espère que de son côté il le sera de ma réponse.

Grammont a reçu des instructions analogues à celles de Hudson. J'en suis d'autant plus charmé qu'elles constatent sur ce point un parfait accord entre les Cabinets de Londres et de Paris.

La Prusse blâme également la démarche de l'Autriche; le Baron de Manteuffel l'a déclaré sans hésitation à Delaunay, et ici St-Simon ne se gêne pas à l'égard de Buol et de Paar. A vrai dire, celui-ci n'a trouvé aucun appui dans le corps diplomatique; tous, à l'exception de Canofari (1), qui se tait, l'ont blâmé. Provenzali (2) lui-même, dès les premiers jours, est allé en confidence dire à Grammont qu'il trouvait la note de Buol d'une violence excessive et non justifiée. Il a déclaré qu'il la trouvait très fâcheuse au point de vue toscan, car il reconnaissait que son Gouvernement n'avait aucun sujet sérieux de se plaindre du nôtre.

Le Grand Duc Constantin est arrivé hier et repart demain pour Nice. C'est un Prince instruit et spirituel, qui cause fort bien et cherche à s'instruire. Sans flatterie, je trouve que Sir Robert Peel l'a jugé beaucoup trop sévèrement.

Ma dépêche en réponse à la note de Buol, quoique partie depuis longtemps, ne sera communiquée qu'aujourd'hui au Cabinet de Vienne; car j'ai prescrit à Cantono d'attendre pour le faire le retour de Buol, qui a dû avoir lieu hier au soir.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments distingués.

C. Cavour.

---

(1) Chargé d'affaire de Naples.
(2) Chargé d'affaire de Toscane.

Digitized by Google

Chiffré.

Je considère comme de la plus grande importance que la dépêche du Comte Buol et ma réponse paraissent dans les journaux anglais. Si vous voyez des inconvénients à les faire parvenir vous-même au *Times* ou à d'autres journaux, il me sera facile d'en obtenir la publication dans le *Daily News*.

Répondez par le télégraphe.

CXXIX.

Turin, 23 Mars 1857.

Mon cher Marquis,

Le Comte Paar est venu hier me donner lecture d'une dépêche du Comte Buol, par laquelle il lui est enjoint de quitter Turin avec toute la Légation d'Autriche. Dans cette dépêche le Ministre des affaires étrangères revient sur les sujets traités dans la note du 4 Février, sans produire de nouveaux arguments à l'appui de ses récriminations, si ce n'est ceux fondés sur l'acceptation d'une médaille qui m'a été offerte par des Modénais. Le Comte Paar m'a annoncé que la Prusse voulait bien se charger de la protection des sujets autrichiens en Piémont; et que les sujets sardes continueraient à jouir dans les Etats autrichiens de la protection des lois et des droits que les traités leur assurent. Il a ajouté que si le Gouvernement jugeait à propos de conserver à Vienne le Marquis Cantono, dont le caractère honorable et la conduite conciliante étaient hautement appréciés, il continuerait à être traité comme un agent diplomatique reconnu.

Digitized by Google

Je n'ai pas cru devoir entrer dans une nouvelle discussion avec Mr de Paar, ni lui fournir d'ultérieures explications, comme la dépêche du Comte Buol m'invitait à le faire. La mesure violente qu'il venait m'annoncer rendant inopportune toute démarche diplomatique directe, je me suis borné à exprimer à Mr de Paar les regrets que me faisait éprouver son départ de Turin, où il avait su se concilier l'estime universelle par sa conduite prudente, sage et conciliante. Cela dit, nous avons causé de plusieurs points de nos différends, d'une façon tout à fait académique et fort amicale.

Le Roi n'étant pas à Turin, je lui ai annoncé la communication de Paar par le télégraphe. Il est revenu aussitôt dans sa capitale, et ce matin le Conseil se réunit pour prendre un parti relativement à Cantono. Je ne doute pas que le Roi et mes collègues soient, ainsi que moi, d'avis de le rappeler. Nous demanderons probablement au Gouvernement de l'Empereur de vouloir prendre sous sa protection les sujets sardes dans les Etats autrichiens. Le voisinage de la France et la conformité du langage me font considérer comme plus naturel de demander ce service à la France qu'à l'Angleterre. D'ailleurs, vu l'intimité des rapports qui existent maintenant entre Vienne et Londres, j'ai craint qu'une demande de la sorte ne fût pas accueillie par le Cabinet de St-James avec un grand empressement.

Je ne reviendrai pas sur les récriminations du Comte de Buol, auxquelles je pense avoir suffisamment répondu par ma dépêche à Cantono, je me bornerai à vous dire deux mots de cette médaille modénaise pour laquelle l'Autriche fait tant de bruit.

Le printemps dernier, à mon retour de Paris, des

Digitized by Google

habitants de différentes villes d'Italie, voulant manifester leur satisfaction des efforts que la Sardaigne avait fait au Congrès, décidèrent de faire frapper des médailles et de me les offrir. J'en reçus successivement dans le courant de l'été de Naples, Florence, Rome, Bologne: l'artiste chargé de graver celle que les Modénais lui avaient commandé, par négligence, ou par toute autre cause, n'acheva sa besogne qu'en Février, quelques jours après la première note de Buol. Elle me fut remise sans bruit ni apparat par deux Modénais établis à Turin depuis 1848. Cette médaille a si peu fait parler d'elle que la plupart de mes collègues en ignoraient l'existence. Lamarmora, interrogé à ce sujet par St-Simon, il y a quatre jours, lui a répondu n'en avoir jamais entendu parler, ce qui était parfaitement vrai.

Je ne pense pas que le Cabinet anglais attache à ce nouveau grief, réduit à sa juste valeur, une grande importance. Si j'ai bonne mémoire, je crois pouvoir affirmer que Lord Palmerston a reçu plus d'une fois des députations de Polonais et d'individus d'autres pays, venant le remercier de l'intérêt qu'il prenait à leur sort.

Le Pays étant préparé au rappel de Paar, je ne pense pas que l'opinion publique s'en émeuve beaucoup: toutefois nous avons pris toutes les mesures voulues pour qu'aucune manifestation regrettable ne se produise.

Tandis que les Puissances occidentales songent à se raccommoder avec Naples, le Gouvernement de ce pays ne paraît guère décidé à adopter un système conforme aux conseils qu'elles lui ont adressés. Les dernières nouvelles arrivées de Sicile portent qu'on introduit dans certaines prisons un moyen pour

Digitized by Google

réduire au silence les détenus politiques, pire que les cages de Louis XI. On leur applique autour du visage un bandeau qui, empêchant le mouvement des mâchoires, rend impossible, ou du moins très difficile, l'articulation distincte des paroles. Les journaux de Gênes ayant publié un dessin de ce nouvel instrument de torture, une certaine émotion s'est produite dans la ville, et l'on a craint un instant une démonstration au Consul napolitain. Les mesures prises par la police l'ont prévenue, et je pense qu'il n'en sera plus question. Je vous envoie ci-joint le dessin pour l'édification des *Bowyer* et autres amis que le Roi de Naples peut avoir conservés en Angleterre.

Je regrette le difficultés soulevées par la trésorerie sur le mode adopté pour le payement des annualités de l'emprunt anglais. Vous vous rappellerez certainement que quelques doutes s'étant élevés à cet égard, j'ai été avec vous en parler à Mr Wilson, et que c'est d'après les explications qu'il nous a fournies et d'accord avec lui que nous avons arrêté le systême suivi jusqu'à présent. Nous n'attachons pas une grande importance à la préférence à donner à l'un ou à l'autre système, car la différence entre l'un et l'autre est minime. Nous regretterions seulement de devoir modifier ce que nous avons annoncé au Parlement avoir été arrêté d'accord entre le Gouvernement anglais et nous.

Veuillez faire appel aux souvenirs de Mr Wilson, à qui il doit être facile d'obtenir qu'on ne modifie pas un arrangement qui n'a d'autres effets pour le Gouvernement anglais que de retarder d'un petit nombre d'années l'époque du remboursement total des avances du Gouvernement anglais.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Digitized by Google

Lettre que Lord Clarendon m'a écrite à l'égard de la médaille offerte par certains Modénais au Comte de Cavour.

Grosvenor Crescent, 26 Mars 1857.

Mon cher Marquis d'Azeglio,

Je vous renvoie la lettre de Cavour avec bien des remercîments. L'histoire de la médaille est assez simple. Vous savez qu'elle fut bien autrement racontée par un journal piémontais, où l'on annonçait qu'une députation de Modène et de Reggio avait été reçue par Mr de Cavour, pour exprimer les regrets de leurs concitoyens que la force eût brisé l'arrangement fait en 48; mais qu'ils tenaient aux liens qui unissaient leur pays au Piémont, etc., etc. Cependant comme il paraît que tout cela est faux et que deux Modénais, habitants de Turin, ayant seulement présenté une médaille sans bruit ni apparat, il me semble qu'un mot de Cavour à Mr Paar, pour démentir l'article du journal, aurait ôté ce grief à l'Autriche. Du reste l'Autriche a fait une grosse bêtise, et Cavour doit être fort reconnaissant à Buol d'avoir si bien *played into his hands* (1). Après tout ce que j'ai fait, dit et écrit ici et à Vienne pour empêcher la rupture et pour soutenir que Cavour n'avait pas tort, comme on le croyait, son allusion à l'intimité des rapports entre Londres et Vienne, qui nous aurait rendu la protection des sujets sardes gênante, m'a fait sourire.

Mille amitiés.

CLARENDON.

CXXX.

Turin, 28 Mars 1857.

Mon cher Marquis,

Je suis très reconnaissant à Lord Clarendon de sa franchise. En politique rien n'est plus dangereux que les illusions; je lui sais gré d'avoir voulu détruire

(1) Fait son jeu.

Digitized by Google

la moindre trace de celles que j'avais pu concevoir à l'occasion du traité de Paris. Au fond les franches déclarations de Lord Clarendon ne m'ont rien appris de nouveau, car il y a longtemps que je m'aperçois que la cause italienne a complètement perdu les sympathies du Gouvernement anglais. J'en suis affligé, mais non découragé. L'alliance avec l'Autriche est maintenant la base de la politique anglaise. Lord Palmerston revient sur la fin de sa carrière aux errements qu'il a suivis lorsque dans son jeune âge il débutait sous les auspices de Lord Castlereagh. Je crois que c'est une grande faute, dont l'Angleterre aura tôt ou tard à se repentir; mais je reconnais que nous n'avons aucun moyen pour l'empêcher de la commettre.

Vous verrez par les journaux que le rappel de Paar n'a donné lieu à aucune démonstration, ni même à aucune discussion publique. Les journaux s'en sont à peine occupés, et le Parlement a continué sans s'émouvoir la discussion des lois les plus ennuyeuses du monde. Lord Clarendon verra par là que nous avons suivi ses conseils mieux qu'on ne le fait à Vienne. Vous pouvez l'assurer que nous continuerons dans la même ligne, sans chercher à provoquer ni à irriter l'Autriche; mais en même temps sans nous laisser intimider. L'Angleterre peut nous abandonner; mais nous ne nous abandonnerons pas nous-mêmes. Plutôt que de céder devant les menaces de l'Autriche, le Roi et le Pays sont décidés à périr les armes à la main.

Par ma lettre officielle d'aujourd'hui vous verrez que le Cabinet de Vienne a cherché à donner le change à l'Europe, en faisant croire qu'elle n'avait pas l'intention d'amener une rupture. Je m'en suis expliqué

Digitized by Google

hier avec Paar, qui a témoigné des regrets que les journaux de Vienne eussent accueilli un bruit inexact. Non seulement il m'a remercié de lui avoir envoyé ses passeports, ainsi qu'il les avait demandés à deux reprises, mais il en a réclamé un spécial pour son secrétaire Mr de Bruck, qui veut aller à Rome.

Recevez, mon cher Marquis, l'assurance de mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CXXXI.

Turin, 31 Mars 1857.

Mon cher Marquis,

Je vous félicite du tour que vous avez joué à l'homme au menton (1).

Il est bon de le ménager, sans toutefois avoir l'air de trop le craindre.

Les déclarations de Palmerston sont très rassurantes; je ne doute pas qu'il ne soit avec les Autrichiens aussi explicite qu'avec nous, ce qui contribuera à les faire tenir tranquilles. Si l'occasion se présente, vous pouvez dire à Clarendon que si je n'ai pas donné d'explications à Paar c'est qu'il ne me les a pas demandées, et que même il a évité de me parler dans l'intervalle qui s'est écoulé entre la première note et celle qui me signifiait son rappel, quoique je l'aie invité chez moi à dîner et à mes soirées.

Mais vous pouvez ajouter pour preuve des dispo-

(1) Lord Clarendon. Mais je ne me souviens plus de quoi il s'agissait.

Emm. d'Azeglio.

Digitized by Google

sitions qui nous animaient, que tandis que Buol ameutait l'Europe contre nous, nous étions en instance auprès des Puissances avec lesquelles nous avions une convention télégraphique, pour les amener à inviter l'Autriche à se faire représenter au Congrès qu'elles tiendront à Turin. Il est impossible que Clarendon lui-même, lorsqu'il envisagera la question de sang-froid, ne reconnaisse que le Cabinet de Vienne a saisi le premier prétexte venu pour nous faire une mauvaise querelle, comptant sottement sur l'appui de l'Angleterre.

Je vous prie de faire sonner bien haut le calme et la modération dont le Pays a fait preuve dans cette circonstance. Les Chambres ne se sont pas emues; pas un seul mot n'y a été prononcé relatif à la rupture, et les journaux eux-mêmes ont été beaucoup moins violents qu'on aurait pu s'y attendre.

Minto est arrivé hier au soir: je ne l'ai pas encore vu. Je dîne avec lui chez Hudson. Il va réchauffer le zèle de ses amis.

J'écrirai à Pétersbourg dans le sens de vos conseils, bien que les instructions de Sauli soient déjà conformes à vos vues. D'ailleurs vous saurez que Sauli est très anglomane, et que par conséquent il agit tout naturellement dans le but de rapprocher la Russie de l'Angleterre. Il se plaint de ce que Lord Woodhouse est très autrichien, tout en professant des opinion très libérales.

J'espère que Lord Palmerston aura une forte majorité, tout en désirant qu'il y ait une minorité plus libérale qui le pousse en avant.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Digitized by Google

CXXXII.

Turin, 17 Avril 1857.

Mon cher Marquis,

Ainsi que je vous l'ai mandé hier par le télégraphe, Villamarina m'a prévenu que le Gouvernement anglais avait proposé à la France de faire une démarche collective auprès du Cabinet de Turin, pour lui demander de faire une déclaration formelle de son intention de respecter les traités.

Cette annonce m'a surpris au plus haut degré, et, je dirai plus, m'a profondément indigné. Après l'approbation donnée à notre conduite par Lord Clarendon et Lord Palmerston, en présence de l'appui unanime que nous prête la presse anglaise, j'étais loin de m'attendre que le Cabinet de Londres se poserait en champion déclaré de l'Autriche, et nous traiterait à peu près comme il traite le Roi Bomba. La démarche dont je vous parle aurait les plus fâcheuses conséquences. Vous concevez que je devrais me refuser à toute espèce de déclaration qui aurait l'air d'une amende honorable à l'adresse de l'Autriche, et que ce refus amènerait un changement déplorable dans nos relations avec les Puissances occidentales.

J'aime à croire que la bonne foi du Gouvernement anglais a été surprise par Lord Cowley, qui paraît agir entièrement sous l'influence d'Hubner. Je ne saurais croire que le Ministère anglais et surtout Lord Palmerston aient voulu réellement changer le rôle d'alliés et d'amis en celui d'adversaires. Quoi qu'il en soit, mon cher Marquis, puisque la résis-

Digitized by Google

tance de la France a fait avorter jusqu'ici le plan formé par Cowley et Hubner, nous devons faire tous nos efforts pour empêcher une démarche laquelle briserait les liens qui nous unissent à l'Angleterre. Vous n'aurez pas de peine à faire apprécier à Lord Clarendon les conséquences d'un acte qui serait interprété comme une sanction donnée par l'Angleterre à la politique agressive de l'Autriche. Le Ministère serait ébranlé et le parti libéral modéré perdrait une grande partie de ses forces, et cela au profit des réactionnaires. Est-ce cela que désirent les Ministres anglais? Je crois bien que dans le moment actuel Lord Clarendon éprouve à mon égard une antipathie très prononcée et qu'il ne serait pas fâché de me voir faire la culbute; mais il me paraît qu'il ne doit pas désirer que ma chûte entraîne au fond du précipice le parti constitutionnel.

D'ailleurs il est probable que, malgré le revirement du Cabinet anglais, l'appui de la Couronne et du Pays ne nous manquerait pas et que notre résistance aux injustes exigences nous rendît plus forts. Que ferait alors Lord Clarendon? Passerait-il des conseils malveillants à la menace. S'il le faisait, je pense que sa conduite ne serait approuvée ni par le Pays, ni par le Parlement, et qu'en dernière analyse il se nuirait plus qu'à nous.

J'aime à croire que si le Cabinet anglais a prêté un instant l'oreille aux perfides conseils de Lord Cowley, c'est qu'il a craint que l'approbation que l'Europe a donnée à notre conduite, ne nous rendît imprudents et téméraires. Si cela est, à cette heure notre conduite doit l'avoir complètement rassuré; car il ne peut se refuser à reconnaître que le Gouvernement et la nation ont opposé aux provocations

Digitized by Google

incessantes de l'Autriche, une attitude aussi digne que calme et modérée. Aucune voix ne s'est élevée dans le Parlement pour répondre aux insinuations menaçantes de Buol et aux insultes incessantes de la presse officielle autrichienne. Nos journaux, sans modifier leurs principes, ont modéré leur langage, et le Gouvernement a gardé tout ce temps-ci le silence le plus absolu, laissant tomber à ses pieds les attaques personnelles dont fourmillent les feuilles qui s'impriment au delà du Tessin.

Au reste je suis persuadé que nous n'aurons pas de peine à dissiper le nuage que Hubner avait réussi à former à Paris. On a dû agir à l'insu de Lord Palmerston, ou du moins avoir grandement dépassé ses instructions; car, sans cela, il serait impossible de concilier le langage de son représentant à Paris, avec celui de son journal à Londres. Lord Palmerston n'aurait certainement pas permis au *Morning Post* de défendre avec tant d'énergie notre cause, s'il avait eu l'intention de désapprouver notre conduite par une démarche du genre de celle dont il est question.

Au reste, s'il en était besoin, vous rassureriez complètement les Ministres anglais en leur répétant que nous ne sommes pas assez stupides pour compromettre notre position par le moindre acte provocateur.

Décidés à tout sacrifier pour sauvegarder notre dignité et nos droits, nous demeurerons scrupuleusement fidèles à l'engagement que nous avons pris de respecter les stipulations des traités et les prescriptions du droit des gens.

J'ai fait parvenir à Lord Lyndhurst, par l'entremise de P., les documents qu'il vous avait fait demander. Je pense que nous pouvons compter sur la discrétion

Digitized by Google

de notre intermédiaire. Quant à Lord John il ne doit pas avoir besoin de notions, ayant quitté l'Italie depuis peu et pouvant compter sur Lord Minto, qui s'en est retourné à Londres muni de renseignements de toute espèce.

Faites mes compliments à Denison et dites-lui combien je me réjouis de voir à la tête des Communes un ami sincère de mon pays.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

P. S. J'oubliais de vous dire qu'il n'a jamais été question de former un camp à Alexandrie. Il est possible que cet automne les manœuvres qui s'exécutent chaque année, aient lieu, comme par le passé, entre cette ville et Casal. Mais nous n'y avons pas encore songé.

Je reçois votre lettre du 13 Avril. Il n'est nullement question de s'arranger avec Rome: le Pape ayant manifesté le désir qu'un Évêque fût nommé à Nice, nous avons saisi l'occasion pour engager le St-Père à délivrer l'Eglise de Franzoni (1).

CXXXIII.

Turin, 22 Avril 1857.

Mon cher Marquis,

Répondant sans retard à votre lettre particulière N. 72, je m'empresse de vous assurer que je n'ai communiqué à qui que ce soit, pas même à mes collègues,

(1) L'Archevêque de Turin exilé et résidant à Lyon.

Digitized by Google

la lettre particulière de Lord Clarendon, que vous m'avez transmise. Il est vrai que j'ai dit à Hudson et à Gramont que le noble Lord nous avait donné raison et avait dit que Buol avait fait une bêtise dont je devais lui être reconnaissant. Je crois qu'il ne saurait s'en plaindre, à moins qu'il ne cherche des prétextes pour nous faire des querelles d'*Allemands* ou d'*Autrichiens*. Je regrette de voir par ses discours combien il est mal disposé pour nous, et surtout envers moi, et que n'ayant pas de griefs réels à faire valoir, il cherche de faux prétextes pour nous chicaner.

Malgré son mauvais vouloir, il me paraît impossible qu'il se refuse à ce que nous lui demandons, c'est-à-dire à nous laisser tranquilles. A cette heure il doit savoir à quoi s'en tenir sur la ligne de conduite que nous comptons suivre, puisque Buol lui-même a dû rendre justice à la modération des mesures que nous avons prises par suite de la rupture. Non seulement nous avons laissé Cantono à Vienne 15 jours après son rappel, mais nous avons ordonné à notre Consul à Venise d'aller présenter ses hommages à l'Archiduc Maximilien à son passage dans cette ville.

Nous n'avons pas besoin des conseils peu amicaux de Lord Clarendon pour éviter toute nouvelle cause d'irritation; mais aucun conseil, aucune pression ne saurait nous amener à faire une démarche quelconque qui pourrait être interprétée comme une avance à l'Autriche. Si l'Angleterre nous demande si nous avons l'intention de respecter les traités, je me bornerai à lui répondre qu'elle a pu juger par notre conduite pendant la guerre d'Orient de la manière dont nous remplissons nos obligations.

Je vous recommande l'article de *L'Opinione* sur

Digitized by Google

les attaques de l'*Advertiser*. Il vous amusera comme il a amusé tous ceux qui l'ont lu.

Cantono doit arriver aujourd'hui ou demain. Je vous manderai ce qu'il me racontera sur sa dernière entrevue avec Buol.

Nous avons fait démentir par les journaux les bruits répandus sur une prétendue lettre du Roi au Pape, et sur les projets de concordats qui n'avaient, ainsi que je vous l'ai mandé, aucun fondement.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CXXXIV.

Turin, 23 Avril 1857.

Mon cher Marquis,

Comme Mr de Buol a cherché à tirer un grand parti de la médaille que des Modénais m'ont offerte, je m'empresse de vous faire savoir que, Boncompagni s'étant rendu à Modène pour y présenter ses lettres de créance, a eu à ce sujet une explication tout à fait satisfaisante avec le Ministre du Duc, Mr Forni. Vous voudrez bien le dire, lorsque l'occasion se présentera, à Lord Clarendon, en lui faisant observer que si l'Autriche est de bonne foi, elle ne doit pas se montrer plus difficile, sur ce point, que le Duc de Modène lui-même. Vous ajouterez que nous ne nous sommes pas refusés à donner à la partie intéressée des explications qui nous ont été demandées de la manière la plus convenable; mais que, certes, dans l'état actuel des choses, nous nous abstiendrons de

Digitized by Google

toute réponse qui pourrait avoir l'air d'être faite à l'adresse de l'Autriche.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CXXXV.

25 Avril 1657.

Mon cher Marquis,

Pour vous mettre à même de connaître ce qui s'est passé à Modène au sujet de la malencontreuse médaille, dont Buol fait tant de bruit, je vous envoie une copie de la dépêche de Boncompagni à ce sujet.

Si Clarendon ne vous en fait pas compliment, il faut dire que l'*austriacismo* a pénétré chez lui jusqu'à la moelle des os.

Croyez à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CXXXVI.

18 Mai 1857.

Mon cher Marquis,

Je suis charmé que ma dernière dépêche ait tranquillisé Lord Clarendon et l'ait fait renoncer définitivement à nous adresser des conseils ou des remontrances, dont nous n'étions pas disposés à faire grand cas. Maintenant ce qu'il y a de mieux à faire, c'est de ne plus souffler un mot de la question et d'avoir l'air de n'en prendre aucun souci.

Digitized by Google

Puisque Clarendon est de nouveau gracieux je lui adresse un billet afin de lui rendre compte de mes efforts infructueux pour faire remettre à Lord Jermyn, qu'il m'a recommandé directement, ses neveux. Le bon Lord Jermyn a cru que son éloquence triompherait du fanatisme de sa belle-sœur Lady Hervey, sans l'aide des carabiniers. Mais il paraît que ses efforts oratoires n'ont pas eu grand succès; car, après une première entrevue, Lady Hervey a décampé de Nice et passé la frontière pour mettre ses petits à l'abri de la protestante famille.

Je me suis occupé ces temps-ci de la question de la succession de Modène. Je vous en entretiendrai au long en temps opportun; en attendant je désirerais beaucoup avoir une copie du traité signé à Vienne le 11 Mai 1753, sous la médiation de l'Angleterre, entre la maison d'Este et l'Autriche. Vous recevrez à cet effet une dépêche officielle. Je crois devoir ajouter à celle-ci, confidentiellement, de n'avoir recours à l'entremise de Clarendon qu'autant que vous seriez certain de ne pas l'effaroucher, et de tenter de vous le procurer par des moyens officieux. Il est probable que les personnes qui se sont occupées de l'histoire du siècle dernier, Macaulay et Lord Stanhope, doivent avoir eu connaissance de ce document et qu'ils ne doivent pas avoir de difficultés à vous le communiquer.

Hudson m'a parlé de l'envoi d'une frégate en Chine. Je ne sais si c'est une idée de son cru ou un *hint* du Gouvernement anglais. Tâchez de m'éclairer sur ce point.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Digitized by Google

CXXXVII.

Turin, 8 Juin 1857.

Mon cher Marquis,

Hier matin Hudson est venu me communiquer une dépêche de Clarendon, qui lui annonçait l'arrivée à Turin de Mr de Beust, dans le but de négocier un arrangement entre l'Autriche et nous. J'ai cru d'abord que c'était un *canard*. Mais plus tard une lettre de Delaunay est venue me confirmer cette étrange nouvelle.

Je ne conçois guère comment la Saxe ait pu consentir à jouer un rôle aussi extraordinaire; et que, sans avoir été requise, elle veuille se poser en intermédiaire entre Vienne et Turin. Quoi qu'il en soit, faisant un cas tout particulier de Mr de Beust, et sachant quelle est l'influence qu'il exerce en Allemagne, je serai charmé de faire sa connaissance personnelle, et je m'efforcerai de le recevoir de mon mieux. Je doute que sa mission puisse avoir un résultat quelconque; car nous sommes bien décidés à ne pas faire la moindre concession à l'Autriche.

Je crains que l'Angleterre ne soit pour quelque chose dans cette singulière mission de Mr de Beust. Tâchez de vérifier ce fait, sans toutefois en faire l'objet de plaintes ou de récriminations. Vous vous bornerez à dire très clairement que nous regrettons vivement qu'on s'obstine à se mêler de nos affaires sans en avoir été priés. Vous ferez observer que nul inconvénient pratique n'est résulté de l'interruption de nos rapports diplomatiques avec l'Autriche; que les

Digitized by Google

affaires courantes s'expédient sans la moindre difficulté; et qu'au fond nos rapports sont moins mauvais que lorsque des agents diplomatiques étaient occupés à rendre compte à Turin et à Vienne des moindres faits de nature à provoquer une irritation réciproque.

Répétez à satiété que nous sommes on ne peut plus reconnaissants de l'intérêt que l'Angleterre nous témoigne; mais que nous lui saurions un gré infini de ne pas s'occuper de notre différend avec l'Autriche.

Je ne sais pas ce que Hudson a pu écrire à Clarendon à l'égard de l'expédition d'un vaisseau en Chine: ce qu'il y a de certain c'est que je n'ai pris aucune initiative avec lui à ce sujet. Que m'en ayant parlé à plus d'une reprise, j'ai fini par croire qu'il avait l'ordre de me sonder. Alors je l'ai prié de me dire franchement ce que son Gouvernement désirait que nous fissions, afin de pouvoir apprécier au juste ce qu'il nous convenait de faire. Hudson me répondit qu'il allait en écrire à Lord Clarendon.

Désirant qu'on ne pût soupçonner que nous eussions l'intention de nous mettre en avant, je me suis abstenu de vous en parler, trouvant convenable que, si le Gouvernement anglais avait l'intention de nous faire des ouvertures, elles ne fussent provoquées ni directement, ni indirectement.

Clarendon calomnie Bensi, auquel les journaux autrichiens eux-mêmes rendent justice. Certes il ne peut pas voir d'un œil indifférent l'emploi des moyens les plus iniques pour fausser l'expression des vœux des populations des Principautés. Mais il a toujours évité tout ce qui pouvait ressembler à de l'intrigue, ou amener une esclandre. Notre conduite dans la question des Principautés est conforme aux principes qui dirigent notre politique et que nous avons ouverte-

Digitized by Google

ment proclamés au Congrès de Paris et depuis dans maintes circonstances. Lord Clarendon ne peut nous accuser ni d'inconséquence, ni de duplicité. Si nous avons cessé d'être d'accord, ce n'est pas nous qui avons changé.

Au reste il paraît que les Ministres à Constantinople sont parvenus à se mettre d'accord et que les difficultés auxquelles la convocation des Divans peuvent donner lieu, sont ou vont être aplanies.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CXXXVIII.

6 Juillet 1857.

Mon cher Marquis,

Le temps m'a manqué pour vous informer en particulier de ce qui s'est passé à Gênes.

Il paraît maintenant hors de doute que le grand parti révolutionnaire européen, dont le quartier général est à Londres, avait décidé de concentrer tous ses moyens pour s'emparer de Gênes et faire de cette ville la citadelle du comité anarchique. De grands moyens d'action y auraient été accumulés depuis longtemps. Les conjurés n'étaient pas nombreux. Mais ils comptaient sur les mauvaises passions qui animent la population gênoise, et surtout sur le mécontentement causé par la loi sur les gabelles et pour le transport de la marine militaire à la Spezia.

Heureusement le complot a été découvert à temps,

Digitized by Google

et l'on a pu le réprimer juste au moment où un commencement d'action ne permettait plus à ceux qui l'ont préparé de contester le but qu'ils se proposaient d'atteindre.

Je regrette que parmi les personnes arrêtées se trouve une Anglaise.

Recevez, etc.

C. Cavour.

CXXXIX.

Valdieri, 27 Juillet 1857.

Mon cher Marquis,

Je vous prie d'engager de ma part Lord Shaftesbury à venir passer huit jours en Piémont pour examiner par lui-même l'état des choses, et je suis persuadé qu'il s'en retournera convaincu que le Gouvernement fait à la liberté religieuse la part aussi large que possible. Nos Vaudois nous rendent justice. Tous les protestants raisonnables qui passent chez nous reconnaissent notre libéralisme. Il n'y a que les fous, comme X et ses collègues de l'église libre, qui nous talonnent. Nous laissons bâtir autant de temples qu'on veut. Nous ne nous opposons pas à ce qu'une congrégation protestante, si petite qu'elle soit, ait son culte.

Mais dans l'intérêt de l'ordre public, et parce que la loi le défend, nous ne saurions tolérer que des missionnaires ambulants parcourent nos campagnes, achetant des conversions, suscitant une polémique passionnée et soulevant contre eux et contre la liberté les passions et les préjugés populaires.

Digitized by Google

Hudson trouve que nous avons mille fois raison, et les libéraux plus avancés, malgré quelques déclamations en public, nous donnent raison en particulier.

Après ce *sfogo*, je vous promets de vous écrire plus en détail à mon retour à Turin.

Il est inutile que je vous entretienne de la question des Principautés; parce qu'il vaut mieux que vous puissiez dire que vous ne savez pas ce que je pense à cet égard; car si vous deviez faire connaître ma pensée, elle ne pourrait qu'être fort désagréable au Cabinet anglais; qui, à mon sens, se conduit dans ces malheureuses contrées à peu près comme les Autrichiens se conduisent en Italie.

Vous m'obligerez en prenant pour le compte du Ministère des Finances un abonnement à *L'Economist*, à dater du 1er Juillet de cette année.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CXL.

(Sans date) Juillet 1857.

Mon cher Marquis,

A mon retour de Valdieri j'ai relu les papiers que Lord Shaftesbury vous a remis. Comme il témoignent de son bon vouloir envers nous, je pense qu'il ne convient pas de lui faire une réponse *ab irato*.

Je vous engage donc, tout en maintenant la prière de venir en Piémont étudier sur place la question de la liberté religieuse, de lui dire de ma part:

Digitized by Google

1° Qu'en théorie je suis aussi libéral que lui, que je suis partisan de la liberté religieuse sans limites.

2° Mais que, vu l'état de l'opinion publique en Piémont, je ne puis songer à modifier certaines lois, qui sont destinées à réprimer la propagande trop active, surtout lorsqu'elle suscite des désordres.

3° Que tout ce que le Ministère peut faire, c'est de recommander l'indulgence à ses agents. Aussi la loi n'est-elle presque jamais appliquée, si ce n'est lorsque quelque désordre a lieu.

L'ancienne magistrature étant en partie rétrograde et hostile au Ministère, elle se soucie fort peu de ses recommandations, et est prête à sévir pour lui faire une niche.

4° Que la loi actuelle doive être réformée, je l'ai hautement déclaré dans le discours cité au *meeting*. Cette déclaration a satisfait les plus extrêmes. Brofferio lui-même est venu m'en faire compliment. Mais cette réforme est aujourd'hui impossible; si je la tentais, je succomberais, au profit de la droite, ou, pour mieux dire, de l'extrême droite. Est-ce là ce que Shaftesbury et ses amis désirent?

Je vous le répète, qu'ils viennent ici, qu'ils étudient le pays, et je suis sûr de les convaincre que je vais aussi loin, qu'il est possible d'aller, dans la voie de la tolérance et de la liberté.

Recevez mes compliments affectueux.

C. Cavour.

Digitized by Google

CXLI.

4 Août 1857.

Mon cher Marquis,

L'énigme dont vous me demandez la solution est bien simple. Il y a à Trieste une agence de nouvelles qui est en rapport avec l'agence Stefani de Turin. A peine les nouvelles des Indes arrivent-elles dans cette ville, on les transmet sans délai ici, et comme les lignes télégraphiques sardes et les françaises sont beaucoup mieux servies que les lignes allemandes, il s'ensuit que fréquemment nous avons les nouvelles des Indes 27 heures et même 36 heures avant Londres. Cet inconvénient serait évité si les dépêches de Trieste passaient par Turin et Paris, au lieu d'être dirigées par Vienne et Berlin.

Jusqu'ici les nouvelles arrivées à Cagliari ont été en retard de celles provenant de Trieste. Je crois que cela n'arrivera plus, car un service prompt et régulier doit s'organiser entre Malte et la Sardaigne. Le *Times* nous a fait savoir qu'il comptait employer cette voie pour la transmission de ses nouvelles. Il est probable que le Gouvernement anglais ne fera pas moins que le journaliste. Au reste, vous pouvez l'assurer de notre discrétion. Nous avons appris par Cagliari la nouvelle de l'établissement de la censure aux Indes. Mais nous nous sommes bien gardés d'en parler, et nous avons eu l'air d'en être instruits par les journaux de Londres.

Mazzini est encore dans nos Etats. Des lettres de lui, saisies sur le lac Majeur, ne nous permettent

Digitized by Google

pas d'en douter. Nous ne tourmenterons pas le Gouvernement anglais à son égard. La seule chose que nous désirerions c'est que, s'il est prouvé qu'il est complice d'une tentative d'assassinat, on cesse de le considérer comme un réfugié politique.

Nous allons mettre en liberté la Miss de Gênes. Je ne sais s'il y aurait de quoi lui faire un procès; mais, comme elle est parfaitement de bonne foi et que son exaltation est sincère, sa comparution sur le banc des accusés la rendrait intéressante, et nous courrions le danger d'en faire une héroïne.

Je suis bien aise que vous alliez en congé pour ne pas avoir à discuter avec Clarendon la question des Principautés. La conduite de l'Angleterre me navre. Je ne puis la comprendre et je ne saurais la justifier. Pour satisfaire de mesquines rancunes et prévenir des dangers imaginaires elle déserte la cause libérale, devient un instrument des passions autrichiennes et perd la confiance et le prestige auprès des nations qui espéraient en elle.

Dieu veuille éclairer les hommes d'Etat de l'Angleterre dans l'intérêt de leur Pays et du nôtre.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CXLII.

Turin, 27 Octobre 1857.

Mon cher Marquis,

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt la lettre particulière N. 95, que vous m'avez écrite le 17 courant. Je ne suis pas étonné que vous n'ayez pas trouvé à

Digitized by Google

votre retour les dispositions des Ministres changées à notre égard.

Il est évident que leurs tendances autrichiennes devenant de plus en plus prononcées, ils ne soient guère enclins à revenir à des sentiments plus équitables envers nous. Je ne m'afflige pas trop de cette conduite peu noble et peu généreuse. Le temps fera justice d'une politique qui rappelle celle pratiquée dans les plus mauvais jours de Lord Castlereagh.

Il est possible qu'une fois la question des Principautés tranchée par une transaction, Lord Palmerston lui-même nous rende justice. S'il en était autrement je me résignerais à lui dire, comme un certain abbé qui ne pouvait obtenir justice du cardinal de Fleury: *Eminence, j'attendrai.*

J'ai vu dans ces derniers temps plusieurs Anglais plus ou moins marquants. Tous m'ont assuré de la profonde sympathie de l'Angleterre pour nous. Je me suis franchement expliqué avec eux de notre différend avec le Cabinet de Londres, et tous m'ont paru me donner pleinement raison. Je n'attache pas une immense importance à ces compliments. Mais, cependant, j'y vois une raison pour croire que si notre cause était plaidée au tribunal de l'opinion publique en Angleterre, nous aurions pour nous un grand nombre d'hommes politiques.

Ne vous inquiétez pas de la question de l'isthme de Suez. Paleocapa l'a traitée comme ingénieur et non comme Ministre. Je ne pense pas que Palmerston trouve mauvais qu'il se chamaille avec Stephenson à propos du port de Péluse. Je me suis abstenu de jamais prononcer le mot de Suez dans les nombreuses discussions où la question du percement de l'isthme a été soulevée par accident. Je pense que le Cabinet

Digitized by Google

anglais devrait me tenir compte de ma réserve; quoiqu'au fond je ne puisse dire que mon silence ait pour cause unique la crainte de déplaire à Lord Palmerston. Tout en étant partisan du percement de l'isthme, je crois qu'on en exagère immensément les conséquences sous le rapport commercial. C'est pourquoi je me risque sans peine à laisser à nos neveux le soin de résoudre ce difficile problème.

Au reste le pauvre Paleocapa ne pourra pas continuer longtemps sa polémique avec Stephenson. Il est devenu tout à fait aveugle et compte se retirer immédiatement après les élections.

Villamarina m'écrit qu'on lui assure de la manière la plus positive qu'un traité secret a été signé à Londres le 6 Juin entre l'Angleterre et l'Autriche, en vertu duquel l'Angleterre garantirait à cette dernière Puissance ses possessions en Italie. Je vous prie de tâcher, par tous les moyens possibles, de vérifier ce fait. Si un sacrifice pécuniaire était nécessaire, n'hésitez pas. Je désire vivement que la nouvelle de Villamarina soit fausse. Mais si elle était vraie, vous comprenez qu'il serait pour nous de la plus haute importance de le constater et de nous procurer le texte même du traité.

Le Roi de Naples persévère dans ses mauvais procédés à notre égard. Il a fait conduire à Salerne le capitaine et l'équipage du *Cagliari* chargés de fers, et il n'y a que peu de jours qu'il leur a fait rendre leurs bas et leurs chemises. Il nous fait mille mauvaises chicanes au sujet des caisses de cigares que la Régie avait embarquées sur ce navire. En un mot, il cherche tous les moyens de nous être désagréable. Jusqu'à présent j'ai pris patience; prévoyant la possibilité d'une rupture éclatante, je préfère que

Digitized by Google

elle soit justifiée. Tâchez de savoir ce que Clarendon compte faire en faveur des mécaniciens anglais qui ne sont pas mieux traités que nos nationaux.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CXLIII.

Turin, 21 Novembre 1857.

Mon cher Marquis,

Les tracas des élections et les soucis de la crise financière, qui nous menace de grands désastres, m'ont empêché de vous écrire ces jours-ci.

J'ai pris part à la perte que vous avez faite. Un ancien et fidèle serviteur, surtout lorsqu'on vit dans un pays étranger, a une grande valeur, et sa mort doit exciter de vifs et justes regrets (1). Aussi trouvé-je que vous avez très bien fait en lui donnant un témoignage public du cas que vous faisiez de lui.

Je dois maintenant vous parler des élections. Elles sont connues à peu près toutes et l'on peut en apprécier le résultat. Voici comment on doit les classer:

Ministériels sans réserve	$^1/_7$
Cléricaux prononcés	$^2/_7$
Membres plus conservateurs que le Ministère, sans être cléricaux . .	$^1/_{14}$
Individus non susceptibles d'être classés	$^1/_{28}$
Extrême gauche non ralliée, votant toutefois avec le Ministère	$^1/_{28}$
	1

(1) Mon maître d'hôtel, anglais, autrefois au service de Pollon et de Revel à Londres.

Emm. d'Azeglio.

Digitized by Google

Ce résultat ne répond pas à notre attente.

Je savais bien que le parti clérical obtiendrait un assez grand nombre de membres en Savoie et en Ligurie; mais je ne croyais pas que ses adeptes eussent à dépasser le chiffre de 30. Au contraire il y en aura près de 60. La Savoie, sauf deux exceptions, ne nous envoie que des cléricaux: à Gênes sur sept députés, six appartiennent à ce parti. Dans les deux rivières il a triomphé dans un grand nombre de collèges, et il en est de même en Sardaigne. Seul, le Piémont, Turin en tête, est demeuré fidèle à la cause libérale. Les cléricaux n'y ont réussi que dans un tout petit nombre de collèges ruraux. Sans *Gianduja*, nous étions *fritti*. Il nous sauve des noirs maintenant, comme en 1847 il nous a sauvé des rouges.

Le parti clérical a agi avec un ensemble et une intelligence étonnante. Il s'est organisé à la sourdine à l'aide des évêques et des curés; il a enrégimenté les électeurs des campagnes; il a tenu ses choix secrets jusqu'à la veille des élections; et le jour du combat il est descendu tout organisé sur le terrain électoral, où ses adversaires se montraient confiants et divisés. Il n'a eu qu'un tort, et c'est ce qui le perd; il a choisi pour le représenter des noms odieux et d'une signification trop prononcée. Lorsque le Pays a su que parmi les candidats de ce parti il y avait non seulement des hommes comme La Marguerite et Costa, mais encore des G....., des Margotto, des Monsignor Scavini, qui considèrent l'inquisition comme une des institutions les plus salutaires, il s'est tout à coup réveillé, et, déployant dans les scrutins de ballottage une grande énergie, il a regagné une partie du terrain perdu le premier jour de combat.

Si, grâce à cette réaction salutaire, nous ne sommes

Digitized by Google

pas morts, il est certain que nous avons reçu une grave blessure. J'espère qu'elle ne sera pas mortelle et que nous en guérirons bientôt; mais ce ne sera certes pas sans beaucoup d'efforts, de peines et sans une suite de combats acharnés.

Je ne crois pas utile de dissimuler le véritable état des choses. Il vaut mieux qu'il soit connu de nos amis, comme il l'est certainement de nos ennemis.

La première fois que vous en causerez avec Clarendon, veuillez lui dire, si toutefois il n'est pas dans une quinte d'irascibilité:

« Cavour me charge de vous demander si vous « êtes bien aise de voir entrer à la Chambre un si « grand nombre d'amis de l'Autriche. »

Si d'un côté on peut considérer ce coup de main du parti clérical comme fâcheux, d'autre part on doit reconnaître qu'il a le grand avantage de faire entrer dans la vie publique tout un parti, je dirai même toute une classe de la société qui y était démeurée étrangère.

L'aristocratie, sans exception, jeune et vieille a pris une part très active à la lutte électorale. Plusieurs de ses membres se sont présentés devant les comices et un nombre considérable d'entre eux a été élu. La nouvelle Chambre aura un certain vernis aristocratique qui manquait à la dernière. Elle comptera dans son sein une douzaine de marquis au moins, une vingtaine de comtes, et je ne sais combien de barons.

Quoique la plupart de ces comtes et de ces marquis me soient personnellement hostiles, je ne me réjouis pas moins de les voir dans le sein du Parlement. La pratique des affaires les éclairera, les modérera,

Digitized by Google

et dans un temps donné les transformera en torys, de cléricaux qu'ils sont maintenant.

J'ai écrit à Gênes pour qu'on interroge judiciairement les matelots du *Cagliari* à l'égard du traitement des mécaniciens anglais.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CXLIV.

Turin, 29 Novembre 1857.

Mon cher Marquis,

Les dernières élections connues n'ont pas modifié sensiblement les appréciations contenues dans ma dernière lettre. Les élections de Sardaigne ont été moins hostiles qu'on ne l'avait craint un moment. La majorité des députés de l'île est franchement constitutionnelle, et je puis dire ministérielle. Les anciens députés radicaux ont été écartés, à une exception près. Et, si la droite compte un certain nombre d'adhérents, il est juste de dire que, sauf deux chanoines, les autres élus appartiennent à une nuance infiniment moins foncée que celle de La Marguerite. D'ailleurs la députation sarde a infiniment gagné sous le rapport de la respectabilité. Les gens tarés ont été exclus et remplacés par des individus très honorables. Sous ce rapport nous avons beaucoup gagné.

Il est difficile de prévoir l'attitude que prendra l'extrême droite à la Chambre. Beaucoup de nouveaux élus appartenant à ce parti tiennent un langage très modéré. Il ne serait pas prudent de s'y fier, car les

Digitized by Google

chefs du parti sont ardents et enhardis par le succès qu'ils ont obtenu: il dépendra beaucoup de la conduite des Savoyards, qui, sous le commandement de Léon de Costa, forment la réserve de ce parti.

Le clergé s'étant servi de la façon la plus impudente des moyens que la religion lui fournit, il se pourrait que l'opinion publique et la majorité de la Chambre réclamassent une loi contre cette espèce de corruption électorale. Pour être préparé sur ce point, je désire connaître ce qui a été fait à cet égard en Angleterre. Veuillez, je vous prie, vérifier s'il existe un acte pour réprimer l'ingérence du clergé dans les élections. Un procès doit avoir eu lieu dernièrement en Irlande contre des prêtres catholiques pour la part qu'ils ont prise aux dernières élections. A cette occasion les doctrines constitutionnelles ont dû recevoir une éclatante application.

Shaftesbury pourra vous fournir tous les documents que je vous demande.

Vous avez très bien répondu à Lord Stanley (de Alderley). Il est incroyable qu'on nous accuse de servilité envers la France, parce que nous n'avons pas voulu changer d'opinion et renier nos principes.

La preuve que nous sommes parfaitement indépendants, c'est que dans la Commission du Danube notre commissaire est le seul qui, d'accord avec le commissaire anglais, soutienne la préférence à donner au canal de St-George sur celui de Sulina.

Le temps fera justice de ces absurdes imputations.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Digitized by Google

CXLV.

Turin, 7 Décembre 1857.

Mon cher Marquis,

Je profite du Comte Regis qui se rend à Londres afin d'y traiter l'affaire du télégraphe de Corfou à Alexandrie, pour vous écrire deux mots à la hâte.

L'ouverture de la session est attendue avec impatience. Les partis se préparent à la lutte. Toutefois il est juste d'observer que le langage des cléricaux s'est un tant soit peu modéré. Le discours du trône sera ferme, mais nullement provocant. Le Ministère est décidé à combattre à outrance ceux qui se posent en ennemis déclarés, mais il ne veut rien faire qui puisse éloigner ceux qui seraient disposés à se rallier à lui.

C'est dans cet esprit de conciliation que le Comte Sclopis a été nommé Vice-Président du Sénat. Sa conduite dans ces derniers temps a été tout autre que celle du Comte de Revel. Sans faire adhésion à la politique du Ministère, il s'est ouvertement déclaré contre celle représentée par Crotti et La Marguerite.

S'il reste encore une once de véritable libéralisme dans les veines du vieux renard au menton pointu, il doit s'intéresser à notre lutte parlementaire. Notre cause est véritablement celle de la liberté civile et religieuse, avec laquelle tout anglais sympathise. Vous pouvez le ramener sur notre compte en racontant d'une manière incidente, et sans avoir l'air d'y faire attention; le fait suivant:

Digitized by Google

Le Comte Stackelberg, ayant obtenu une audience du Roi, afin de lui remettre une lettre de notification de je ne sais quel mariage ou de quelle naissance d'un membre de la famille impériale de Russie, a saisi cette occasion pour faire l'éloge des cléricaux nouvellement élus, en ajoutant que c'était parmi eux que se trouvaient les véritables amis de la Monarchie. Le Roi a coupé court à ce panégyrique et l'a vigoureusement rembarré. Cela prouvera à Clarendon que si je suis russe, à Pétersbourg on pense que La Marguerite l'est encore plus que moi.

Je vous félicite du résultat du traité postal. Je le trouve aussi satisfaisant que possible. Veuillez le dire de ma part à Clarendon, en ayant l'air que je suis persuadé qu'il y est entré pour beaucoup.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CXLVI.

17 Janvier 1858.

Mon cher Marquis,

Le télégraphe vous aura appris la sortie de Rattazzi du Ministère. Cet acte n'implique point une modification dans la marche du Cabinet. Aucun dissentiment politique n'a jamais existé entre Rattazzi et ses collègues. Seulement après les évènements de Gênes, Rattazzi, avait perdu la confiance du parti conservateur, et, après les élections, celles des libéraux. N'ayant plus d'appui dans l'opinion publique,

Digitized by Google

il a voulu se retirer pour que son impopularité personnelle ne nuisît pas au Ministère.

Rattazzi, franc, loyal, énergique, par des manières un peu sèches, s'était fait une foule d'ennemis, au nombre desquels, à mon grand regret, je dois ranger Hudson, qui, à l'encontre de ses collègues du corps diplomatique, lesquels le soupçonnaient bien à tort de tendances radicales, ne le considérait pas comme assez libéral.

J'ai consenti à me charger de l'intérieur pour que la couleur du Cabinet ne subît pas la moindre altération. Je ne sais pas si je pourrai porter un si lourd fardeau. Peut-être succomberai-je à la peine. Je ne le regretterai pas si je parviens à tirer le Pays du pas difficile où il est engagé.

La polémique soulevée par l'article du *Spectateur* éclaircira la position, et nous mettra à même de savoir si Lord Palmerston veut terminer sa carrière par un acte plus hostile à l'Italie qu'aucun de ceux qu'on a jamais reprochés à Aberdeen, ou Castlereagh. Si la nation anglaise approuve une politique aussi illibérale, elle sera plus détestée en Italie que l'Autriche et ses Croates.

Farini a adressé à ce sujet une lettre à Gladstone. Peut-être les journaux anglais la reproduiront-ils. Si vous la lisez, vous la trouverez aussi forte pour le fond, que modérée dans la forme.

Le comité du contentieux diplomatique ayant examiné à fond la question du *Cagliari*, à l'aide des pièces officielles publiées par le Gouvernement napolitain, a reconnu que la saisie du *Cagliari*, opérée en pleine mer, est entièrement contraire aux principes du droit maritime. D'après cet avis, émané de gens éminemment sages, je me suis décidé à adresser au

Digitized by Google

Gouvernement napolitain une remontrance assez énergique, dont je vous enverrai copie en vous chargeant de la communiquer à Lord Clarendon.

Si la saisie du *Cagliari* est illégale, la détention des mécaniciens anglais l'est également. C'est ce qui me fait espérer que l'Angleterre joindra ses instances aux nôtres et les appuiera par des arguments plus énergiques que ceux que nous sommes dans le cas d'employer.

Croyez à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CXLVII.

Turin, 27 Janvier 1858.

Mon cher Marquis,

Vous avez agi avec autant de sagacité que de prudence avec qui est venu vous dénoncer le complot tramé à Londres contre notre Pays. Si c'est une invention, il sera bientôt découvert et nous en serons quitte pour 10 liv. sterl. enlevées aux fonds secrets: si au contraire il vous a raconté la vérité, le service qu'il nous aura rendu vaudra cent fois ce qu'il nous a coûté.

La déposition que vous m'avez envoyée ne porte pas le cachet de la pure vérité. Mais il est possible qu'au milieu de beaucoup d'exagérations, de détails inventés, ou défigurés, il y ait un fond de vérité. Des avis venus de différentes villes, où il existe des comités mazziniens, portent qu'en effet il a été question dans le parti d'organiser un attentat contre la vie de

Digitized by Google

notre Roi. Quelque horrible que soit un tel projet, je ne serais point surpris qu'il ne fît partie des plans de Mazzini.

Il est de fait que si une révolution éclatait en France, le plus grand obstacle que ce conspirateur rencontrerait en Italie, ce serait Victor Emmanuel. Aucun des Souverains de la Péninsule n'est en état de lui résister. Notre Roi au contraire n'a non seulement rien à craindre de lui dans ses Etats, mais il peut facilement contenir son parti dans toute l'Italie.

Mazzini le sait. Il n'est donc pas étonnant s'il lui appliquait, ainsi qu'à l'Empereur, la doctrine de l'assassinat. En présence d'un tel danger, nous devons redoubler de rigueur et ne rien négliger pour être au fait des projets de ces scélérats, qui font plus de mal à la pauvre Italie que n'en ont jamais fait Radetzky et les Autrichiens. Il est probable que des escrocs, profitant de la disposition des esprits des hommes sur lesquels pèse la responsabilité de la paix publique, cherchent à se faire payer de faux rapports. Il faut beaucoup de sagacité et de prudence pour ne pas trop se laisser duper (1). Toutefois il faut se rési-

(1) Il m'est arrivé plus d'une fois de recevoir, de la part d'individus à mine suspecte, des offres de révélations importantes, de conjurations et de secrets.

Naturellement moyennant finance.

Je m'en suis rarement servi, et toujours sans résultat, quoiqu'à vrai dire ils n'aient pas réussi à me soutirer grand'chose.

Je les prévenais que j'aurais soldé les comptes *après* que la justesse de leurs révélations me serait démontrée, et non *auparavant*.

Comme c'étaient des gens qui ne savaient ou ne disaient rien d'utile, ils disparaissaient.

EMM. D'AZEGLIO.

Digitized by Google

gner à courir la chance d'être attrapés. Seulement il faut que cela soit dans une certaine mesure. Plein de confiance dans votre habileté, je vous donne, mon cher Marquis, carte blanche à cet égard. Faites pour le mieux, et quand même il arriverait, ce qui arrive chaque jour à notre police, c'est-à-dire de dépenser inutilement de l'argent, je ne vous adresserai pas le moindre reproche. Si vous désiriez que personne, pas même Heath, ne fût dans le secret de vos opérations, je pourrais vous ouvrir un crédit en mon nom particulier, chez Hambro, de quelques centaines de livres sterling.

Le Gouvernement français nous a demandé de faire quelque chose à l'égard des réfugiés et de la presse mazzinienne. Quant aux réfugiés nous sommes occupés à en vider la ville de Gênes, et certes nous n'y allons pas de main morte. Quant à la presse, nous ne pouvons qu'appliquer la loi avec une extrême rigueur.

Veuillez me transmettre par le télégraphe le résumé de ce que Clarendon aura répondu à vos communications relatives à l'affaire du *Cagliari*.

Croyez, etc.

C. Cavour.

CXLVIII.

(Sans date).

Mon cher Marquis,

Votre idée à l'égard de la note napolitaine me paraît très bonne. J'en confie l'exécution à votre prudence. Choisissez le journal que vous jugerez le plus propre à lui donner une grande publicité et tâchez

Digitized by Google

de la faire reproduire par les principaux organes de la presse périodique de Londres.

Le Gouvernement a cru utile de profiter de l'effet produit par l'attentat du 14 de ce mois, et de la nécessité généralement sentie de faire quelque chose, pour proposer une loi qui modifie la composition des jurys appelés à juger les procès relatifs à la presse. Par une inconcevable erreur le jury était extrait au sort, sur une liste formée de tous les électeurs politiques de la province. Nous proposons tout simplement le systême anglais, c'est-à-dire une première liste, de deux cents individus, formée par les autorités municipales. Je crois que ce changement aura d'excellents résultats et nous procurera le moyen de contenir la presse dans de justes limites. Dès l'année 1852 j'avais annoncé l'intention de modifier la composition des jurés. De sorte qu'on ne saurait m'accuser d'inconséquence.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CXLIX.

1er Février 1858.

Mon cher Marquis,

Puisque le Gouvernement anglais désire des renseignements sur le *Cagliari*, je lui expédie Mr Carrutti, qui connaît à fond cette affaire, qu'il a traitée soit comme chef de division, soit comme secrétaire du comité du contentieux. Homme très instruit, calme, réservé, il doit être du goût des Anglais.

Si nous parvenons à faire partager notre opinion au Gouvernement anglais, nous aurons obtenu un

Digitized by Google

immense résultat. Le Roi de Naples recevra un coup dont il lui sera bien difficile de se relever. Et nous nous rapprocherons ostensiblement de l'Angleterre, que je persiste à considérer, malgré les boutades de Clarendon, comme notre meilleure alliée.

Je vous expédie par la même occasion Bonelli. J'espère qu'il réussira ; car, si ma mémoire ne me trompe, le Lord Stanley, qui est chargé de cette affaire, est le même qui, à un dîner que vous m'avez donné à Richmond, a manifesté une si vive sympathie pour l'Italie. Sa femme surtout est *italianissima*. Elle m'a écrit une fois pour me recommander Madame Puzzi. A cette occasion elle m'a témoigné une telle affection pour notre Pays, qu'elle devrait être notre auxiliaire dévouée. Rappelez-lui la circonstance ci-dessus. Dites-lui que j'ai fait honneur à sa recommandation en rappelant en Piémont la fille de Madame Puzzi, et que pour prix de ce service je réclame son appui afin de soustraire aux Autrichiens les secrets de l'Angleterre dans tout ce qui a rapport aux Indes.

Avez-vous pu vérifier l'exactitude des renseignements que l'espion français vous a fournis? Il paraît certain que les mazziniens ont décidé d'attenter aux jours du Roi. Les nouvelles que nous avons de Genève sont positives à cet égard. Il est par conséquent indispensable de faire les plus grands efforts pour pénétrer leurs infâmes projets.

Ce que vous me dites des intentions du Gouvernement anglais par rapport aux réfugiés, me paraît de nature à satisfaire l'Empereur et à maintenir l'entente cordiale entre les deux nations.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Digitized by Google

CL.

1er Mars 1858.

Mon cher Marquis,

Je pense que vous serez curieux de connaître la lettre qu'Orsini m'a écrite (1), et dont il parle dans

---

(1)
Traduction de l'italien de la lettre de Félix Orsini au Comte de Cavour.

Edimbourg, 31 Mars 1857.

Monsieur le Comte,

Comme mon patriotisme ne consiste pas en paroles, mais en actions, comme je me battrai toujours où l'on fera la guerre aux étrangers qui tiennent ma malheureuse patrie dans l'esclavage, je vous prie, Mr le Comte, de vouloir bien m'accorder un passeport pour retourner en Italie. Je crois le moment venu où le Gouvernement sarde doit sortir de ses incertitudes. C'est ce que doivent lui conseiller son honneur et sa dignité. Ce sont là les devoirs qu'il a contractés vis-à-vis de l'Italie, au moment où il a fait entendre qu'il la voulait indépendante. Si le Gouvernement sarde se soumet aux représentations de l'Autriche, il est perdu. S'il montre de la hardiesse, l'Italie se lèvera comme un seul homme; l'Italie se déclarera pour lui. Une fois l'indépendance conquise, il appartiendra à la nation de décider de la forme politique du Gouvernement. Mais la nation décidera en faveur de qui lui aura donné l'unité et l'indépendance, de qui l'aura constituée de fait une nation. Cela n'admet aucun doute. Mes principes inaltérables sont républicains, ma pensée dominante c'est le salut de ma patrie. Sans indépendance, la liberté n'est qu'un rêve.

D'ailleurs il ne m'appartient pas de m'opposer à la volonté de la nation. Je ne suis qu'un simple individu et pas autre chose.

Convaincu de ces vérités, convaincu par une triste expérience qu'on ne peut, sans avoir recours aux grands moyens, chasser

Digitized by Google

son interrogatoire. Elle est noble et énergique. Je n'y ai pas répondu, parce qu'il aurait fallu adresser

---

d'Italie un ennemi fortement organisé — convaincu que des mouvements partiels et mesquins n'aboutiront qu'à notre démembrement, à notre affaiblissement, à donner lieu à des récriminations, comme conséquence d'un devoir hautement senti, je suis prêt à appuyer tel Gouvernement italien (le Gouvernement papal excepté) qui mettra à la disposition de l'indépendance nationale ses moyens et son armée. Comme bon patriote, je sens que c'est mon devoir.

J'adjure le Gouvernement sarde de sortir de ses incertitudes, de s'élever à la hauteur des circonstances, d'avoir un peu de cette audace qui distingue le génie de la médiocrité, de faire un appel aux Italiens pour proclamer leur indépendance et d'avancer d'un pas ferme. S'il ne prend pas ce parti, c'est un Gouvernement nul. Qu'il se souvienne que l'occasion une fois perdue, l'est pour toujours; qu'il se souvienne qu'aujourd'hui tous les Italiens ont les yeux tournés vers lui; qu'il se souvienne qu'à l'étranger l'opinion est en sa faveur; qu'il cesse de douter, ce qui n'appartient qu'aux lâches.

Si le Gouvernement sarde a l'intention de commencer la lutte de l'indépendance, il doit faire insurger les Romagnes et les Duchés.

Il n'y a pas de temps à perdre, cela lui fournira une occasion immédiate.

S'il est disposé à cela, je suis prêt à lui consacrer, dès à présent, l'énergie de la volonté et le courage qu'il a plu à Dieu de m'accorder. Et s'il me juge capable de quelque chose, il peut disposer de moi, car je serai heureux de pouvoir prendre les armes contre ceux qui, il y a un an, se disposaient à me faire mourir, contre ceux qui opprimaient mon pays.

Ayez la bonté de m'accuser réception de cette lettre le plus tôt possible, en mettant la lettre sous enveloppe à l'adresse indiquée au bas de la présente, car en France on confisque mes lettres.

Veuillez me croire, etc.

Votre serviteur dévoué
F. Orsini.

Digitized by Google

à Orsini des compliments, ce que je ne jugeais pas convenable.

Si Lord Clarendon était encore au Ministère, vous auriez pu lui faire observer que cette lettre prouve à l'évidence que je n'ai jamais eu l'intention de me servir des moyens révolutionnaires contre les Autrichiens; car autrement je n'aurais pas repoussé les offres d'un instrument comme Orsini.

Je partage entièrement votre opinion à l'égard de la demande que N. N. vous a adressée. Sa présentation à la Cour serait excessivement inconvenante. Vous pouvez, si vous le jugez nécessaire, faire usage de mon nom pour l'obliger à se tenir tranquille.

J'ai été très satisfait des deux articles du *Times* et du *Daily News*. *L'affare prende buona piega.*

Croyez à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CLI.

15 Mars 1858.

Mon cher Marquis,

La consultation de Phillimore est excellente: je ne doute pas qu'elle ne produise un grand effet. A l'appui de ce travail remarquable, nous avons préparé une seconde note au Gouvernement napolitain. Cette note nous la communiquerons officiellement au Gouvernement anglais, en réclamant son concours et son appui.

Quant aux fonds pour payer Phillimore et Comp.[ie]

Digitized by Google

vous n'avez qu'à m'envoyer leurs comptes, qui, je le crains, hélas, seront bien salés (1).

Je vous félicite de la solution de l'affaire X. Vous vous en êtes tiré avec autant de tact que d'habileté. Ne vous laissez pas attendrir par cet original. Il a été d'une indiscrétion incroyable.

Hudson m'a signifié hier officiellement que le Gouvernement anglais ne croyait pas qu'il y eût des motifs suffisants pour accorder à la France l'extradition de Hodges. J'ai télégraphié à Paris. Pour peu que la réponse que j'en attends soit favorable, je le ferai mettre aussitôt en liberté. Je ne sache pas qu'il se plaigne de la manière dont il a été traité. Jamais Hudson ne m'a adressé, à cet égard, la moindre réclamation. Nous lui avons accordé tout ce qu'il nous a demandé.

J'espère que les orages qui menacent de briser l'alliance anglo-française se dissiperont. Il est évident que l'Empereur revient à des sentiments plus modérés.

Le langage de Latour d'Auvergne, langage qui est un écho fidèle de celui de Walewsky, le prouve. Je vous engage à faire tous vos efforts pour calmer votre irritable collègue, et tâcher de l'empêcher de faire une de ces incartades, auxquelles le porterait son caractère (2).

Le récit, contenu dans les journaux de réunions d'une prétendue société patriotique italienne, a vivement préoccupé l'émigration d'ici. On y voit figurer les noms de personnages fort connus: Borromeo, Litta, Correnti, etc., qui n'ont jamais mis les pieds en Angleterre. Je crains bien que ce ne soit une habile

(1) La consultation de Phillimore était de 100 livres sterling; celle de Twiss 50.

(2) Persigny.

Digitized by Google

mystification. Veuillez prendre, à ce sujet, des renseignements précis et me les transmettre le plus tôt que cela vous sera possible (1).

Si l'horizon politique à l'extérieur s'éclaircit, il devient bien sombre à l'intérieur. Le Ministère est gravement menacé. La droite et la gauche se sont alliées pour le renverser. Il est possible, il est même probable que leurs efforts réussissent à faire rejeter la loi sur la presse. Dans ce cas le Ministère remettra ses démissions entre les mains du Roi.

Je ferai tous mes efforts pour faciliter la constitution d'un Cabinet libéral modéré. Si votre oncle veut s'en charger, je lui donnerai mon appui. Si une combinaison de la sorte ne pouvait réussir, le Roi serait forcé de choisir entre un Ministère Revel et la dissolution de la Chambre. Ce dernier parti étant fort dangereux, je ne puis prévoir quel parti prendra la Couronne.

La droite se conduit d'une manière ignoble et la gauche d'une manière absurde. Ce serait fort comique, si l'avenir du pays n'était pas l'enjeu de la partie qui se joue.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CLII.

19 Mars 1858.

Mon cher Marquis,

Je vous ai expédié hier la note que Gropello doit remettre à Caraffa. J'espère que vous la trouverez

(1) C'était réellement une mystification.

Digitized by Google

suffisamment énergique. En la communiquant au Gouvernement anglais avec une demande formelle de concours, nous le plaçons au pied du mur.

Il faudra qu'il prenne un parti décisif, ce qui de toute façon nous tirera d'embarras. Quand même nous serions abandonnés à nos propres forces, nous n'hésiterions pas à rompre toute relation diplomatique avec Naples et à ne prendre conseil que des circonstances. La prudence et la modération dont nous avons fait preuve pendant neuf mois, justifieront la conduite énergique et décidée que nous comptons tenir maintenant.

Nous allons communiquer toutes les pièces officielles de notre différend avec Naples aux différentes Cours de l'Europe, en les invitant à porter un jugement sur une question qui intéresse à un si haut point les Puissances maritimes (1).

---

(1) La négociation relative au *Cagliari* était constamment rendue plus difficile par des complications qui surgissaient quand on s'y attendait le moins. Une de ces complications surgit précisément de la consultation de Phillimore, dont parle le Comte de Cavour dans cette lettre de 15 Mars.

Le Comte m'avait envoyé l'ordre de consulter deux des meilleurs avocats anglais en matière de droit maritime. Je m'adressai entre autres à Phillimore, qui passait pour l'homme le plus éminent en pareille matière.

Quand je reçus son travail, avant de l'envoyer à Turin, je le fis lire à Lord Shaft, toujours très favorable à nos intérêts, dont j'avais constamment reçu les meilleurs conseils, et qui en outre était fort lié avec l'éditeur du *Times*.

Lord Shaft après avoir parcouru ce document, me dit qu'il fallait absolument que le *Times* en eût connaissance. Ne fût-ce qu'afin de pouvoir le prendre pour base de ses articles de fond.

Je ne lui cachai pas mes scrupules quant à le laisser publier Malgré tout mon vif désir de voir se divulguer les doctrines de

Digitized by Google

La France demande qu'avant de mettre Hodge en liberté, il soit soumis à un interrogatoire en vertu d'une commission rogatoire qu'on nous annonce avoir

---

Phillimore, lesquelles nous étaient favorables, je ne pouvais risquer de me mettre vis-à-vis des Ministres pire que je n'étais. Car une grande froideur commençait à se manifester. Et bon gré, mal gré il me fallait traiter cette affaire avec eux. Les Tories étaient aux affaires. Je n'avais plus à traiter avec Clarendon, mais avec Lord Malmesbury, Derby, D'Israeli, etc.

Après un examen sérieux de la situation, je consentis à confier le document à Lord Shaft pour qu'il le fît simplement lire au *Times*, sans le publier.

Mais je ne fus pas peu surpris le lendemain de trouver tout le travail de Phillimore imprimé dans le *Times*, sans qu'il manquât une virgule.

Et je compris qu'une bourrasque était imminente.

En effet, bientôt après Malmesbury me fit inviter à passer chez lui, et naturellement m'interpella si j'avais envoyé le document au *Times*. Je pus lui dire, avec vérité, que je regrettais la publication qui avait eu lieu sans mon autorisation. Il me parut très irrité. Mais en fin de compte, je n'ai pu faire à moins que de lui observer que, tout en regrettant l'incident, ce document n'était pas un papier d'État secret, mais une opinion légale, que nous avions payée de nos beaux deniers, et dont nous pouvions faire l'emploi que nous jugions le plus convenable. En un mot c'était notre propriété.

Nous en restâmes là un peu plus en froid qu'auparavant.

Du moment où l'affaire était irrémédiable, je préférais pouvoir dire que j'ignorais comment elle s'était passée. Je ne me pressai donc point d'aller aux renseignements avec Lord S. J'oublie même quelle explication il me donna. Mais je présume que lui, ou le *Times*, crurent que, même en brusquant le dévouement, un trait d'audace était recommandé.

Le fait est que le résultat fut excellent. Non seulement le *Times*, mais les autres journaux, se sentant appuyés par Phillimore, prirent un ton beaucoup plus décidé en notre faveur.

EMM. D'AZEGLIO.

Digitized by Google

été expédiée de Paris. Cette demande me paraît raisonnable; car, enfin, la France et nous avons le droit de demander à Hodge ce qu'il avait l'intention de faire des lettres qu'Orsini lui avait remises. Je crois que cette affaire s'arrangera d'un commun accord. En attendant, je vais donner l'ordre qu'on permette à Hodge de se promener en voiture, si les médecins le jugent convenable.

Ici les partis se préparent à livrer une grande bataille parlementaire. Le Ministère se trouvera entre deux feux. Une crise pourrait bien s'ensuivre, car l'acharnement des partis est extrême. Je n'entre encore dans aucun détail à cet égard, car la bataille ne se livrera qu'après Pâques.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CLIII.

20 Mars 1858.

Mon cher Marquis,

Lord Malmesbury a pris au tragique la note de Hudson. On a choisi le pauvre Erskine pour victime expiatoire. On l'a rappelé à Londres. C'est lui qui vous remettra cette lettre.

Cet acte, un peu brutal, me fait craindre que les Torys ne soient pas plus disposés que les Whigs à nous soutenir. Si cela est nous n'avons qu'une seule

Digitized by Google

et dernière ressource, l'opinion publique. La réponse de Malmesbury et votre réplique sont destinées à produire un grand effet. Il est impossible que tout ce qu'il y a d'honnête en Angleterre ne soit révolté en voyant la manière dont on se conduit à notre égard.

Maintenant, c'est à vous d'apprécier s'il nous convient d'irriter plus encore Malmesbury pour nous rendre l'opinion plus favorable.

Je fais traîner en longueur la publication de notre *Blue book* pour attendre votre réponse télégraphique. Pesez bien la question et mandez-moi votre avis avant la fin de la semaine.

Je ferai tirer un centaine de copies de notre *Blue book* pour vous les envoyer. Il sera bon de les envoyer aux personnes qui s'intéressent le plus à notre cause.

L'interrogatoire de Hodge a eu lieu. Non pas comme Malmesbury le suppose, par un commissaire *français*, mais par un juge d'instruction délégué par la Cour d'appel de Gênes. Hodge a été très franc. Il a avoué avoir donné de l'argent à Orsini. Mais il a protesté qu'il ignorait complètement ses projets d'attentat et qu'il était persuadé de contribuer à la délivrance de l'Italie. Cet aveu pourrait nous donner le droit de lui faire un procès, comme ayant conspiré contre le Gouvernement sarde. Mais nous n'avons aucune envie de lui faire du mal. C'est un pauvre jeune homme, d'une simplicité primitive. Je suis persuadé que la leçon qu'il a reçue lui ôtera l'envie de conspirer de nouveau.

Il est traité avec les plus grands égards. Tous les jours on le promène en voiture. L'autre jour il a manifesté un tel désir de me connaître, que, pour

Digitized by Google

le satisfaire, on l'a conduit à la Chambre des députés.

Il se montre très reconnaissant de ce que l'on fait pour lui.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués (1).

C. Cavour.

---

(1) Parmi les documents relatifs à l'affaire du *Cagliari* se trouvait une note de Hudson au Comte Cavour, à laquelle on n'avait pas fait grande attention, et par laquelle il engageait à peu près son Gouvernement à coopérer avec nous dans la ligne de conduite qu'il prendrait par rapport au Roi de Naples. Cette note était le résumé d'une première conversation que Hudson avait eue avec Cavour par ordre de Lord Clarendon, et que Cavour l'avait prié de rédiger par écrit pour plus de précision. Cette note m'avait été apportée avec d'autres papiers officiels par le Chev. Carutti. On l'avait même tellement peu remarquée à Turin, qu'après avoir conféré à Londres avec les hommes de loi avec lesquels le Ministère même nous avait mis en rapport, je demandai un jour à Carutti si c'était bien là tout ce qui existait en fait de documents. Il me répondit que c'était tout, excepté une note de Hudson, reconnaissant nos bonnes raisons en cette affaire.

Quand je montrai cette note à Mr Hardinge, avocat général, il en fut plus frappé que de tout le reste, comme liant le Ministère anglais à coopérer avec nous. Cela me parut même si fort que, craignant une erreur, je demandai une seconde copie de la note au *Foreign Office*, qui me dit (*) n'en avoir pas connais-

---

(*) Voici la lettre particulière que, à cet égard, m'écrit Hammond, fai ensuite Lord Hammond:

Cher Marquis,

Il ne me revient pas que Hudson ait adressé une note au Comte Cavour le 5 Janvier. Il paraît lui avoir parlé au sujet du *Cagliari* ce jour-là, d'après des instructions qu'il avait reçues de Lord Clarendon. Mais il n'indique pas qu'il lui ait envoyé une note ou une copie de ces instructions.

Croyez, etc.

Hammond.

Digitized by Google

CLIV.

Turin, 28 Avril 1858.

Mon cher Marquis,

Je ne vous ai pas écrit ces jours derniers, parce que ne voyant pas clair dans la situation, je craignais de gêner votre action, en vous adressant des observations hors de propos. Maintenant la position devient nette, et la marche à suivre ne me paraît plus douteuse.

D'un côté Caraffa nous a fait une réponse absolument négative, qui ne permet pas de continuer avec lui une polémique qu'on peut dire épuisée.

De l'autre, après une série de dépêches télégraphiques, toutes plus ou moins obscures, adressées par Malmesbury à Hudson, celui-ci a fini par formuler l'offre de l'Angleterre.

Je ne dirai pas que cette offre soit dérisoire, seulement je dirai que puisque l'Angleterre prévoit le cas probable où les efforts seraient impuissants, il faudra avoir recours à la médiation d'une troisième Puissance, conformément aux prescriptions du proto-

---

sance. Mais il télégraphia à Hudson, qui répondit que la note existait. Une enquête s'ensuivit et il en résulta que Mr Erskine, secrétaire de légation, qui était très porté en notre faveur, croyant bien faire en employant un langage plus clair, avait modifié la rédaction primitive de Sir James Hudson, lequel avait signé sans relire et de confiance.

On fit même lithographier le brouillon de la note par Sir James, avec la correction de Erskine, qui fut rappelé.

EMM. D'AZEGLIO.

Digitized by Google

cole N. 23 du traité de Paris, il n'y a nulle raison pour nous hâter de l'accepter.

Le Conseil des Ministres, auquel j'ai soumis cette question, a été unanime pour reconnaître que nous ne saurions accepter le *moral support* de l'Angleterre, si préalablement elle ne nous a pas refusé catégoriquement le concours que nous avons invoqué par votre note du 22 Mars.

Nous encourrions une responsabilité immense si, avant d'avoir reçu une réponse à une demande formelle, nous allions accepter un *support* illusoire qu'on nous offre par le télégraphe.

Si le Gouvernement anglais veut nous abandonner de la manière la plus ignoble, il est le maître de le faire, mais nous avons du moins le droit d'exiger qu'il soit poli.

D'après l'avis du Conseil, j'ai adressé à Hudson la lettre dont vous trouverez également copie.

Vous voyez par là que nous avons décidé de vous envoyer par un courrier la réponse de Caraffa, afin que, en la communiquant officiellement à Malmesbury, vous réclamiez de lui une réponse catégorique à notre demande d'appui et de concours. Vous ne devez pas pour cela lui donner à entendre que nous refusons l'appui moral, plus ou moins bien formulé dans la dépêche télégraphique; mais seulement que, si jamais nous l'acceptons, ce ne sera que comme un pis aller dont nous ne sommes guère disposés à nous montrer fort reconnaissants.

Je ne me flatte pas que Kinglake réussisse ce soir. Toutefois j'espère que la discussion exercera une pression morale sur le Gouvernement. En tout cas elle aura eu l'avantage de tenir en éveil l'opinion publique.

Digitized by Google

Nous attendrons sans souffler mot la réponse de Malmesbury. Lorsque nous l'aurons reçue, nous verrons ce que il faut faire (1).

Je vous remercie de la publicité que vous voulez donner à mon discours. Je crains que les Anglais n'y trouvent quelques phrases qui ne soient pas tout à fait de leur goût.

Croyez, mon cher Marquis, etc. C. CAVOUR.

---

(1) Parmi les personnes que j'avais consultées formellement sur l'affaire du *Cagliari,* se trouvait un célèbre jurisconsulte, qui prenait à cette négociation un intérêt personnel et véritable. Un matin étant venu s'enquérir chez moi de la marche de l'affaire, il me dit qu'à ma place il passerait à Lord Malmesbury une courte note, posant carrément et nettement que, si l'Angleterre nous abandonnait, nous irions de l'avant sans elle. C'est précisément ce que je fis. Ce qui, mettant Malmesbury dans l'embarras, l'indisposa tellement contre moi, qu'il me dit un jour qu'il n'avait jamais été question d'abandon, et que Lord Derby et lui trouvaient injuste et *unfair* le langage exprimé dans ma note. Je relevai vivement cette expression en disant que d'après cela il me semblait qu'il était mieux pour les intérêts de mon Gouvernement qu'il fût représenté ici par quelqu'un qui ne mériterait pas de pareilles imputations; que, par conséquent, je conseillerais mon remplacement. Lord Malmesbury parut me laisser libre, et en effet j'écrivis dans ce sens à Turin. Ce qui n'eut pas de suite. Mais le conseil n'en fut pas moins excellent, tout en m'exposant à des désagréments.

Quant à Mr Kinglake M. P. il m'écrivit un jour, qu'ayant lu les consultations de Phillimore et de Twiss, il aurait désiré avoir connaissance de quelques documents, afin de baser une interpellation à la Chambre. Je le priai de venir me voir, et lui dis que les papiers et dossiers étaient chez Twiss, et que je l'autoriserais à les parcourir.

Le hasard voulut que quand il sortait de chez moi il rencontrât, près de ma porte, le secrétaire de D'Israeli, qui s'empressa d'en faire grand bruit, quand l'interpellation fut annoncée. Et le Ministère parvint à la retarder par mille moyens, jusqu'à ce que enfin elle n'eut plus lieu. EMM. D'AZEGLIO.

Digitized by Google

CLV.

29 Avril 1858.

Mon cher Marquis,

Je vous écris deux mots à la hâte pour vous dire que j'ai été enchanté du langage que vous avez tenu à Malmesbury. Vous avez été en même temps digne, fier, conciliant. Je suis persuadé qu'il aura fini par vous donner entièrement raison.

Au reste je crois que Malmesbury est depuis longtemps préoccupé de l'idée que vous n'êtes pas bien disposé envers lui et que votre amitié avec Palmerston vous rendait injuste à son égard. Il m'a témoigné à son dernier passage à Turin la crainte que vous ne l'eussiez représenté comme peu favorable à la Sardaigne et à l'Italie.

A peine eut-il pris possession du *Foreign Office*, il écrivit à Hudson pour lui dire qu'il craignait que votre intimité avec Palmerston et les Whigs n'empêchât qu'une intimité parfaite ne s'établît entre vous. Je rassurai Hudson en lui disant que vos amitiés personnelles n'avaient jamais exercé d'influence sur l'accomplissement de vos devoirs. D'après cela vous voyez d'où vient la méfiance de Malmesbury. L'explication que vous avez eue ensemble était nécessaire. C'est l'orage qui dissipe les nuages qui, depuis quelque temps, grossissait à l'horizon.

Quant à la question en elle-même, j'en suis excédé. Les dépêches, les notes, les télégrammes se succèdent sans interruption, sans me laisser le temps de préparer des réponses convenables.

Digitized by Google

La dépêche de Malmesbury à Hudson, en réponse à votre note du 23 Mars, est très volumineuse. Jamais je n'ai vu de note anglaise de cette dimension. Après force divagations pour prouver que ni la dépêche de Lord Clarendon, ni la note d'Hudson, n'engagent en rien le Gouvernement anglais, le Ministre des Affaires étrangères finit par l'offre du *moral support*, en ajoutant que, si les bons offices de l'Angleterre n'aboutissent à rien, il espère que nous aurons recours à l'expédient indiqué par le protocole N. 23. Cette dernière partie me paraît absurde.

Le protocole cité ci-dessus veut que, avant de faire la guerre, on ait recours aux bons offices d'une Puissance amie. Or que faisons-nous en acceptant le *moral support* de l'Angleterre? Nous avons recours aux bons offices d'une Puissance amie.

J'aurais voulu répondre tout de suite à la dépêche Malmesbury. Mais les dépêches télégraphiques d'hier au soir et de ce matin m'ont empêché de le faire.

Hudson est venu me dire que Malmesbury devant faire ce soir un *statement* à la Chambre des Lords, désirait connaître la substance de ma réponse. Après y avoir mûrement réfléchi, je lui ai remis la note, dont je vous ai envoyé copie par le télégraphe.

Vous pouvez vous en servir pour empêcher que dans le statement de ce soir il n'y ait de malentendu.

J'ai interrompu ma lettre pour recevoir Canofari. Il est venu indirectement me proposer un arbitrage. Je lui ai répondu que, si l'Angleterre l'acceptait pour les deux mécaniciens, nous l'accepterions sur les mêmes bases.

Je crois que ce moyen serait sauf. Nous agirions de concert. Nous n'exercerions aucune pression ma-

Digitized by Google

térielle. La cause serait décidée d'après les principes du droit et de l'équité. Si l'Angleterre ne veut en aucune hypothèse faire usage de la force, c'est le seul moyen de sortir honorablement de l'impasse où nous nous trouvons (1).

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

---

(1) Certes si j'avais mal jugé de l'aptitude de Lord Malmesbury aux Affaires étrangères, j'aurais eu plusieurs complices depuis.

D'abord le Comte de Cavour qui reconnaît implicitement que je ne m'étais pas trompé en accusant Lord M. de ne pas nous être favorable.

Je ne crois pas que Lord M. fût précisément notre ennemi. Il aimait même l'Italie à sa manière. Mais il agissait avec des Ministres qui avaient peu de sympathies pour nous et qui avaient une frayeur extrême de l'énergie du Comte de Cavour.

Par hasard, m'étant trouvé tout dernièrement en compagnie d'un employé du *Foreign Office*, il me raconta que jamais peut-être le Ministère de l'extérieur n'avait été jeté dans un tel état de confusion comme en ce moment-là, les ordres se contredisant d'heure en heure, et représentant le désordre le plus complet. Quant aux sympathies de Mylord pour l'*Italia unita*, je doute qu'un microscope assez fort puisse être inventé pour les découvrir. Mieux valait donc m'en tenir à Lord Palmerston.

20 Octobre 1869.

Avril 1883.

PS. Le hasard m'a fait rencontrer Lord Malmesbury à Rome au mois de Février de cette année. Je suis allé le trouver, désirant causer avec lui du passé (qui est presque un trépassé, la plupart des acteurs de ces évènements n'étant plus de ce monde). Soit pour quelques éclaircissements relatifs à des passages de lettres du Comte Cavour. Quoique malade de la goutte, et même alité, il me reçut, ce qui est beaucoup pour un Anglais. Ma visite se passa avec une entière cordialité, devisant sans rancune sur le *Cagliari*, Poerio, la guerre, etc. Il me fit même un long raisonnement pour me prouver que nous avions eu tort de le croire

Digitized by Google

CLVI.

1er Mai 1858.

Mon cher Marquis,

Je vous expédie par la poste une dépêche, qui doit servir de réponse au volume que Malmesbury a adressé à Hudson. Cette dépêche vous arrivera Mardi prochain. Je vous laisse juge de la convenance d'aller la lire à Malmesbury avant la séance de la Chambre des Communes. Si vous jugez qu'il vaut mieux attendre le lendemain de la bataille pour faire cette communication, vous avez une excuse valable dans le temps nécessaire pour faire copier une pièce d'une longueur peu commune.

J'ai bon espoir que la motion Kinglake, modifiée par Lord John, produira un bon effet, quand même elle ne serait pas adoptée. L'Angleterre, pressée d'agir de concert, consentira peut-être à référer d'un commun accord ce qui la regarde, ainsi que ce qui nous intéresse, à un arbitre commun. Dans ce cas nous n'aurions aucune objection à accepter la Suède,

---

notre adversaire et détailla les services qu'il pensait nous avoir rendus; entre autres, en empêchant la ligne qui aurait fait garantir par la Confédération les Etats de l'Autriche. En tout cas, comme disent les Anglais, *tout est bien qui finit bien.* Nous sommes à Rome, Lord Malmesbury y était aussi et même au Quirinal où je le rencontrai à l'audience de la Reine. Et je pourrais ajouter, le Pape est également à Rome; ce qu'aucun homme d'état anglais n'eut voulu admettre.

EMM. D'AZEGLIO.

Digitized by Google

laquelle, vu son peu de rapport avec les Puissances italiennes, nous paraît présenter des garanties d'impartialité.

Quel que soit le dénouement de cette affaire, je crois que la diplomatie sarde, et vous en particulier, ferons une belle figure. J'espère que nos dépêches figureront dans les futurs traités de droit public. Cette idée doit vous consoler des ennuis qu'elle vous a donnés et de ceux qu'elle vous procurera encore.

Bensi est revenu de Bukarest. Veuillez me dire si le commissaire anglais Sir Henry Bulwer se rendra à Paris pour assister le plénipotentiaire anglais pendant les conférences. Je ne désire pas faire de l'embarras dans ce moment, et si l'Angleterre abandonne à Cowley le soin exclusif de refaire les Principautés, il est probable que je retiendrai Bensi à Turin.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CLVII.

(Sans date).

Mon cher Marquis,

Mr D'Israeli ayant répété avec plus de précision encore ce que Mr Fitzgerald (1) avait annoncé à la Chambre des Communes; c'est-à-dire, que nous avions applaudi aux idées de Lord Malmesbury, et que nous avions déclaré être prêts à accepter l'arbitrage d'une Puissance amie, j'ai cru indispensable

(1) Sous-secrétaire d'Etat au *Foreign Office.*

Digitized by Google

de vous adresser une dépêche officielle pour vous charger de rectifier cette inconcevable mystification. Je n'ai pas caché à Hudson que je considérais ce procédé comme éminemment *unfair*. Mais j'ignore s'il aura le courage de l'écrire à Malmesbury.

J'étais dans les dispositions qui m'ont inspiré la dépêche ci-jointe, lorsque Hudson est venu me communiquer les plaintes de son chef, à propos de la correspondance du *Daily News*. J'ai été fort tenté de l'envoyer promener. Toutefois je me suis borné à le prier de dire à Lord Malmesbury que j'avais cru devoir annoncer au Roi et à mes collègues que vous aviez offert votre démission par un sentiment d'extrême délicatesse; que j'en avais parlé à quelques amis communs; que, comme il s'agissait de rapports entre le Ministère et un agent diplomatique, je ne voyais pas que le Gouvernement anglais eût à s'en préoccuper. Que quant à la parole *unfair* (1), j'avais trouvé que vous auriez mieux fait de prier Lord Malmesbury de la retirer, comme étant peu conforme aux usages diplomatiques.

Jusqu'à présent nous avons usé des plus grands ménagements envers le Gouvernement anglais, soit à la Chambre, soit dans la presse; mais je commence à perdre patience. Ces Messieurs usent à notre égard des plus mauvais procédés; et puis ils ont encore l'air de se plaindre. C'est trop fort.

Si l'Angleterre ne veut pas nous aider, qu'elle nous laisse faire. *Colle buone o colle cattive*, nous aurons raisons du Roi Bomba.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

---

(1) *Unfair* équivaut presque à déloyal.

Digitized by Google

CLVIII.

23 Mai 1858.

Mon cher Marquis,

L'insistance du Gouvernement anglais pour nous faire accepter un arbitrage, avant même d'avoir tenté la médiation,m'a paru constituer un procédé si peu amical, que j'ai cru devoir faire appeler Hudson pour lui déclarer, non officiellement, mais officieusement, que le Gouvernement du Roi avait accepté avec une sincère reconnaissance l'appui et le concours de l'Angleterre; mais que les hésitations du Ministère anglais lui faisait craindre que cet appui et ce concours ne lui fussent prêtés à contre-cœur, comme gênant sa marche politique. Que dans ce cas le Gouvernement du Roi ne voulant nullement être une cause d'embarras pour sa vieille et fidèle alliée, il était disposé à la dégager de tout engagement pris envers lui. En un mot je lui ai dit: « Si vous voulez nous aider « efficacement, merci mille fois: mais si vous re- « grettez l'appui que vous nous avez offert, nous « nous en passerons. »

J'attends tranquillement la réponse de Lord Malmesbury. Si vraiment il est fatigué de nous et qu'il nous le dise franchement, j'en serai charmé. Je crois que nous nous tirerons d'affaire mieux sans lui.

Mieux vaut l'abandon de l'Angleterre qu'un appui qui n'aura d'autres résultats que de nous compromettre, en plaçant le Roi de Naples sur un piédestal.

Nous n'avons plus rien à attendre, je le crains bien, des hommes d'Etat de l'Angleterre: ils sont

Digitized by Google

tous, plus ou moins, pour l'alliance autrichienne. Cela étant, mieux vaut faire cesser cette apparence de sympathie et d'appui, qui nous gêne, sans nous être d'aucune utilité.

Tenez-vous dans la plus grande réserve et bornez-vous à dire que le Cabinet de Turin, dans l'attente d'une réponse à sa dernière dépêche, ne vous a pas envoyé de nouvelles instructions.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CLIX.

(Sans date).

Mon cher Marquis,

J'avais déjà préparé une note confidentielle pour Hudson, lorsque votre télégramme d'hier est venu m'apprendre qu'elle n'avait plus d'objet, vu l'espèce d'amende honorable faite par D'Israeli. Je suis bien aise que le Gouvernement anglais vous ait rendu ici pleinement justice en public, comme je suis heureux de vous en rendre le témoignage le plus formel.

Soyez certain que le Roi et le Ministère ont entièrement approuvé votre conduite dès le début de cette triste affaire, jusqu'au moment actuel. Vous avez su concilier admirablement le zèle et la prudence, ce qu'il était nécessaire de faire pour tenir en éveil l'opinion publique, avec les égards dus aux hommes actuellement au pouvoir. Vous avez obtenu ici l'approbation unanime de la presse et des partis.

Digitized by Google

Je désire que cela vous console un peu des tracas et des ennuis auxquels vous avez été en butte depuis trois mois.

J'attends la fameuse note de Malmesbury à Caraffa. Je calquerai la mienne sur elle. Je ne crois pas qu'elles produisent, ni l'une ni l'autre, un grand effet. Mais ce sera toujours un pas vers une solution quelconque. Le Roi de Naples fait des efforts inouïs pour se rendre l'Empereur favorable. Il n'y a pas de bassesses et de flatteries qu'il n'emploie. Quant à nous, nous continuerons à être d'une immense modération dans les formes, bien décidés toutefois à ne rien céder quant au fond.

Je compte, une fois la session finie, aller faire un tour en Suisse (1), pour me reposer des travaux parlementaires. Si à cette époque vous venez sur le continent, il serait utile que nous nous rencontrions quelque part.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CLX.

Turin, 9 Juin 1858.

Mon cher Marquis,

Les dépêches de Lord Malmesbury, qu'Hudson m'a communiquées, ont de beaucoup dépassé mon attente, et j'en ai été fort satisfait. Cela m'explique l'humeur de Malmesbury à la lecture de ma dépêche confidentielle. Je ne l'aurais certes pas écrite, si j'avais pu

(1) Le rencontre de Plombières eut lieu à cette époque.

Digitized by Google

prévoir la teneur des notes en question. Je regrette que cela vous ait valu une nouvelle boutade du Ministre des Affaires étrangères. Vous pouvez, si l'occasion s'en présente, vous en expliquer franchement avec lui; en lui faisant observer que jusqu'ici je n'avais pas été accoutumé à des surprises aussi agréables que celle que j'ai éprouvée.

Ma note à Gropello est partie quatre jours après celles de Malmesbury et Caraffa (1). Cela donnera le

---

(1) A peu près à la même date que cette lettre, le Roi de Naples se décida brusquement à terminer la question en restituant le *Cagliari* et en délivrant les prisonniers. Cette finale, qui mettait fin à la médiation et à l'arbitrage, prit tout le monde par surprise et fit éprouver une vive satisfaction au Gouvernement du Roi. Cela me valut, de la part du Comte de Cavour, le témoignage de son approbation très flatteuse que voici. C'est une dépêche en date de

« Turin, 18 Juin 1858.

« *Monsieur le Marquis,*

« Comme vous l'aurez pensé, la nouvelle de la restitution du *Cagliari* et de la délivrance de son équipage, a causé ici la plus vive satisfaction. La surprise à été d'autant plus grande et plus agréable qu'on craignait encore des lenteurs, sinon des complications nouvelles. Ce succès est dû à l'énergie des récentes demarches de l'Angleterre, et je me réserve de faire adresser au Gouvernement britannique des remercîments officiels, dès que nous aurons reçu par la correspondance diplomatique l'annonce détaillée des résolutions de la Cour de Naples.

« Mais, en attendant, je ne saurais différer à vous témoigner toute la satisfaction du Gouvernement du Roi et ma reconnaissance personnelle pour la part importante que vous avez eue à ce résultat.

« Personne ne pourrait apprécier mieux que moi les difficultés des négociations que vous avez dû poursuivre pendant si long temps, et au milieu de phases si diverses. Nul aussi n'est mieux disposé à reconnaître que votre conduite dans tout le cours de

Digitized by Google

temps à celui-ci de préparer sa réponse. Je doute fort qu'il refuse la médiation dans les termes que

---

cette pénible affaire, l'activité, l'adresse et le tact que vous avez déployés, sont au-dessus de tout éloge.

« Je n'hésite pas à le dire, Mr le Marquis, vous avez bien mérité de votre Pays.

« Recevez, avec mes vifs remercîments pour le concours empressé que vous m'avez prêté en cette circonstance, l'expression des sentiments de ma considération très distinguée.

« C. Cavour ».

A quoi je répondis dans les termes suivants:

« Londres, 18 Juin 1858.

« *Monsieur le Comte,*

« Les négociations relatives au *Cagliari*, qui viennent de se terminer d'une manière si abrupte, ont mis en relief une fois de plus les talents et la modération de V. E., auxquels le Pays et l'Europe rendent un si éclatant hommage.

« Je suis heureux d'avoir pu y prendre part sous ses ordres de manière à mériter son approbation. Elles ont présenté, pour ce qui me concerne, des moments pénibles. Mais, par contre, je me trouve récompensé bien au-delà de mes mérites par la lettre officielle que V. E. a bien voulu m'adresser en date du 13 Juin dernier. Quoique j'aie l'honneur de servir le Roi depuis 20 ans dans la carrière diplomatique, je considère comme le plus heureux jour de ma vie celui où mes supérieurs m'ont dit que j'avais bien mérité de mon Pays. Je prie V. E. de croire que je sens bien profondément toute la valeur de ces paroles, et que, pour les mériter encore, je suis prêt à redoubler d'efforts pour tâcher de me rendre utile.

« Je prie V. E. de vouloir bien être mon organe auprès du Gouvernement du Roi, en témoignant à ses collègues toute ma reconnaissance pour le marque d'approbation qu'ils ont bien voulu me faire parvenir en cette occasion. Quant aux éloges que personnellement vous voulez bien y ajouter, permettez-moi de vous dire, Monsieur le Comte, que je suis trop habitué à votre indulgence, pour craindre qu'elle m'eût fait défaut en cette circonstance.

« Agréez, etc.

« Emm. d'Azeglio. »

Digitized by Google

nous avons formulés. Peut-être fera-t-il des objections au choix de la Suède. Dans ce cas l'Angleterre lui offre la Hollande, la Belgique et le Portugal. S'il choisit la Hollande, nous pouvons compter sur les efforts de Abercromby en notre faveur. Mais s'il choisissait la Belgique, je crains bien que nous n'ayons à craindre les sympathies autrichiennes du Roi Léopold. Cependant je conçois que nous ne pouvons pas refuser l'oncle de la Reine Victoria, et que nous serons forcés à subir un choix qui sera loin de nous être avorable.

La France a présenté à la conférence un projet comme base de la discussion. Quoique ce projet soit loin d'être parfait, je crois qu'il est susceptible d'être amendé de manière à amener la moins mauvaise des combinaisons possibles, une fois l'union écartée. Je ne sais pas le parti que l'Angleterre prendra à cet égard, Lord Cowley s'étant réservé de consulter son Gouvernement. Je ne vous charge pas d'en parler à Lord Malmesbury, pour ne point augmenter les causes d'irritation réciproque. Je préfère en parler à Hudson, qui, certes, représentera la chose à son Gouvernement de la façon la plus anodine.

Puisque vous avez l'intention de venir en Piémont cet automne, il vaut mieux que vous n'anticipiez pas votre départ de Londres, ce qui pourrait donner lieu à de fausses interprétations.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Digitized by Google

CLXI.

Turin, 25 Octobre 1858.

Mon cher Marquis,

Je suis charmé de vous savoir de nouveau à votre poste. D'un moment à l'autre de graves évènements peuvent surgir en Orient, qui donneront de la besogne à la diplomatie. Il paraît certain que des troubles très graves ont éclaté dans les provinces turques qui avoisinent l'Autriche. Que fera cette Puissance si ces troubles deviennent une insurrection? Si l'Autriche intervient sans accord préalable, que feront les autres Puissances; l'Angleterre surtout? Voilà deux questions qu'il serait de la plus haute importance de résoudre, ne fût-ce que par approximation. Je les confie à votre sagacité.

Croyez à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CLXII.

21 Novembre 1858.

Mon cher Marquis,

J'ai lu avec le plus vif intérêt les lettres que vous m'avez adressées depuis votre retour en Angleterre. Elles donnent une idée précise de l'état de l'opinion publique de ce Pays, par rapport à la question italienne. J'en ferai mon profit.

Tout en persistant à dire sur tous les tons que l'état actuel de l'Italie ne peut durer, qu'il faut que,

Digitized by Google

dans un temps donné, un des deux principes qui se combattent dans la Peninsule, finisse par y dominer, je m'abstiendrai de toute provocation inutile ou dangereuse.

Je ne crois pas utile de cacher au public anglais le fond de nos sentiments et le véritable but de nos efforts ; car, je pense, qu'il nous sera moins hostile le jour où la *crise* aura lieu, s'il ne pourra pas nous accuser d'hypocrisie et de mauvaise foi.

Je vous engage à suivre la même ligne. Soyez aussi calme et aussi modéré que possible. Evitez le bruit et tâchez qu'on ne s'occupe pas de nous. Mais, en même temps, répétez toutes les fois que l'occasion s'en présentera, que l'existence d'un Gouvernement libéral à Turin est incompatible avec la présence des Autrichiens à Milan.

Je partage entièrement votre manière de voir à l'égard de Hudson. Je suis, comme vous, persuadé qu'on s'est décidé à le renvoyer à Turin, malgré les griefs qu'on avait contre lui, parce qu'on a pensé que c'était l'homme le plus en état de pénétrer nos desseins et de lire au fond de nos pensées. Aussi, je compte être avec lui plus amical que jamais ; mais aussi réservé que si j'avais à traiter avec Lord Palmerston lui-même.

J'espère que la lettre de l'Empereur à son cousin sur l'importation des nègres libres, aura calmé Lavradio (1) et satisfait l'opinion publique en Angleterre. Je ne sais ce qu'on aurait pu attendre de plus efficace pour atteindre ce double but. Lorsque cette lettre a paru au *Moniteur*, je me suis écrié : *Mais l'Empereur a lu la lettre de d'Azeglio à son passage.*

(1) Ministre de Portugal à Londres.

Digitized by Google

Ce qui à présent doit surtout nous préoccuper c'est de constater les véritables intentions du nouveau Ministère prussien. Je vous prie de vous en occuper spécialement. L'intimité qui règne entre Londres et Berlin doit vous fournir les moyens d'observer bien des choses, et de constater bien des faits de nature à nous mettre sur les traces de la vérité.

Le Roi a été très heureux de l'idée de pouvoir rendre au Prince de Galles une partie des politesses qu'il a reçues en Angleterre. Je vous prie de m'informer régulièrement de tout ce que vous pourrez apprendre sur ses projets de voyage.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CLXIII.

Turin, 1er Décembre 1858.

Mon cher Marquis,

Je profite du Général Solaroli pour répondre à vos deux lettres particulières du 23 et 26 de ce mois.

Hudson est enfin arrivé, escorté par Salvagnoli. Il s'est trouvé un peu embarrassé; mais, comme il a reçu de tous les côtés des témoignages d'intérêt et de satisfaction pour son retour, il s'est peu à peu remis.

Il parle moins qu'avant son congé; toutefois il n'a pas l'air de faire de mystères. A travers une foule de phrases, qui ne sont pas toujours parfaitement claires, on peut résumer son dire de la manière suivante:

« Le Ministère anglais, Malmesbury surtout, portent

Digitized by Google

à l'Italie et au Piémont le plus vif intérêt : mais, pour le moment, l'Angleterre, étant absorbée par la question d'Orient, ne peut s'occuper de l'Italie ; soit parce qu'on ne peut mener de front deux affaires d'une immense importance, soit parce qu'elle est obligée de ménager l'Autriche, qu'elle considère comme l'épée destinée à tenir la Russie en échec. » Hudson ajoute du reste que l'opinion publique à Londres, aussi bien qu'à Paris, réclame le maintien de la paix, et que par conséquent nous devons enrayer, et nous tenir tranquilles.

J'ai cru inutile de combattre ces arguments ultra-pacifiques, et je me suis borné à assurer Hudson que le Piémont était moins que jamais disposé à commettre d'imprudences, et que si l'on était aussi pacifique à Londres et à Paris qu'il le disait, certes nous n'irions pas mettre à défi, à nous seuls, toutes les grandes Puissances de l'Europe. J'ai eu l'air très satisfait des protestations d'amitié de Malmesbury, et j'ai continué à traiter Hudson avec la même intimité que par le passé.

Nous ne pouvons pas espérer de modifier la politique de l'Angleterre en notre faveur. Elle est devenue autrichienne, il faut bien en prendre son parti. Salvagnoli m'a raconté ses conversations avec Lord Palmerston et Lord John Russell. Ils sont, en paroles du moins, cent fois pire que les Torys.

Je vois que les Whigs suivent leurs chefs, car on me mande de Naples que Lord et Lady Holland eux-mêmes qui, il y a deux ans, étaient plus italiens que moi, ayant donné un grand dîner à Lord Redcliffe, ont invité un seul diplomate : le Ministre d'Autriche.

Cela étant, nous devons faire des vœux sincères pour que les Torys restent au pouvoir. Sans leur

Digitized by Google

faire d'avances, nous pourrions le leur faire savoir. Cela vous raccommoderait avec Malmesbury, qui vous garde une dent pour l'affaire Kinglake.

Il n'y a ni flatterie, ni fausseté à lui dire de ma part, que comparant le langage de Hudson avec les discours que tiennent à l'égard de l'Italie ses adversaires, je le considère encore comme le meilleur ami que nous ayons en Angleterre.

Nous avons, en ce moment, une petite querelle avec le Duc de Modène, à cause des mauvais traitements et de l'emprisonnement qu'il a fait subir à un national. Je vous envoie copie de la note que j'ai adressé à ce sujet à son Ministre des Affaires étrangères, le Comte Forni. Je l'ai communiquée à Hudson, qui a eu l'air de la trouver fort bien.

Je viens également d'envoyer au Comte Buol une réclamation au sujet du dernier traité de commerce de l'Autriche avec Modène. Vous recevrez également copie de cette pièce. Vous en parlerez à Malmesbury, sans avoir l'air toutefois d'y attacher une grande importance.

Hudson m'a annoncé pour ce printemps la visite du Prince de Galles. Il paraît que la Reine hésitait à consentir à le laisser venir à Turin, de crainte que son innocence n'y courût quelques dangers. Mais les Ministres lui ont déclaré que si le Prince allait en Italie, il fallait absolument qu'il fît une visite au Roi.

Si l'on vous parle de ce voyage, vous pourrez rassurer la Cour sur le sort de cette qualité précieuse du Prince héréditaire. Si elle arrive avec lui à Turin, ce n'est pas ici qu'il la perdra (1).

---

(1) Le mot prononcé par le Comte étant peut-être plus graphique et plus précis, j'ai dû en substituer un autre.

EMM. D'AZEGLIO.

Digitized by Google

Il y a assez de fermentation en Lombardie. La politique y est pour quelque chose, mais les édits sur la conscription et le nouveau systême monétaire y sont pour beaucoup. Vous connaissez les nouvelles dispositions sur le recrutement. Aussi je ne vous en parlerai pas; mais, quant au nouveau systême monétaire, ce que vous ne savez peut-être pas, c'est l'absurdité des mesures qui ont été adoptées pour en assurer l'application.

Le Gouvernement autrichien a adopté une nouvelle unité monétaire, à laquelle il a conservé le même nom que l'ancienne, *le florin*. Il lui a donné une valeur plus forte, relativement à l'ancienne monnaie en circulation, *la swansiga*. Cette mesure inflige une perte de trois pour cent à tous ceux qui avaient des *swansighe* en caisse, ou qui avaient fait des contrats payables en *swansighe*. Cela seul constituerait un grief fort grave. Pourtant ce n'est rien encore. Le Gouvernement a créé une nouvelle monnaie légale; mais jusqu'à présent il n'en a frappé qu'une quantité hors de toute proportion avec les besoins de la circulation. De sorte que, tandis que tous les payements doivent être faits en *florins*, il n'y a pas plus de *florins* à Milan, que de *sequins* de la République à Venise. Le mal ne serait pas grand, s'il y avait en circulation une plus grande quantité de *swansighe* neuves, auxquelles on a conservé un cours légal, et si l'on n'avait pas déclaré hors de cours les *swansighe* vieilles, qui seules étaient restées dans le Milanais. L'absence absolue de *florins*, la petite quantité de *swansighe* ayant cours légal, fait qu'à la lettre l'agent de la circulation manque à Milan. Des négociants fort riches, éminemment solvables, laissent protester leurs traites, ne sachant comment les acquitter. C'est un

Digitized by Google

gâchis dont on ne peut se faire une juste idée. Tout le monde en souffre, les petits plus que les grands; les campagnards plus que les gens des villes. Aussi l'excitation contre le Gouvernement autrichien s'est-elle répandue dans les endroits les plus reculés: là où elle n'avait jamais pénétré.

Le pauvre Archiduc est rentré à Milan les oreilles basses. Je ne sais si cet hiver il tâchera de tempérer le mauvais effet des mesures violentes et malhabiles de Vienne: mais, ce qui est certain, c'est que ses efforts seront inutiles; et que, n'en déplaise à Lord Palmerston et consorts, jamais la domination autrichienne n'aura inspiré une répulsion plus universelle qu'elle n'inspire depuis quelque temps.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CLXIV.

(Sans date) Janvier 1859.

Mon cher Marquis,

Je profite d'une occasion particulière pour vous dire deux mots sur notre position.

Depuis 15 jours les évènements ont marché sans que toutefois nous ayons fait un pas décisif. D'un côté l'agitation en Lombardie a pris de grandes proportions. Le désir et la volonté de se débarrasser des Allemands se manifeste de toutes les manières. Je fais tous mes efforts pour contenir les esprits, mais je ne sais si nous y réussirons. Le *Times* l'a dit. Une crise est inévitable. La liberté d'un côté du

Digitized by Google

Tessin est inconciliable avec les Autrichiens de l'autre. Bon gré, mal gré, il faut que tout le monde, même les Anglais, en prennent leur parti.

D'un autre côté l'Empereur, après avoir recommandé la prudence pendant huit mois, a débuté cette année par une algarade qui rappelle la manière de son oncle à la veille de déclarer la guerre. Les paroles adressées à Hubner, le silence glacial avec lequel il a accueilli le Nonce, vont produire en Italie un effet incroyable. Je ne sais pas trop ce qui s'ensuivra. J'espère encore que je parviendrai à prévenir une explosion. Mais ce retard ne servira guère à grand'chose, à moins que l'Europe, ouvrant les yeux, ne se décidât à porter remède à nos maux.

Je ne puis espérer que, quand même vous déploieriez toute votre éloquence, il vous fût possible de persuader Malmesbury de la nécessité de faire quelque chose de sérieux pour l'Italie. Cela étant, je crois que vous devez vous borner à pousser des soupirs et à vous lamenter sur l'horrible position que l'ingratitude et la stupidité des hommes d'état de l'Angleterre ont faite au pauvre Piémont. Vous devez nous présenter comme précipités vers l'abîme, forcés de tout sacrifier au point d'honneur.

Le discours de la Couronne aura quelque chose de triste et de décidé. Je crois que c'est le seul ton qui puisse émouvoir un peu la fibre tenace des Anglais.

Je vous autorise à donner à Corti le congé qu'il réclame. Je ne crois pas sa présence indispensable à Londres. Vous pouvez très bien marcher avec vos deux jeunes gens.

Donnez-moi, de temps en temps, de vos nouvelles, et tenez-moi, autant que faire se peut, au courant

Digitized by Google

des modifications que subira l'opinion publique à notre égard.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CLXV.

(Sans date) Mi-Janvier 1859.

Mon cher Marquis,

Henfrey m'a remis votre lettre du 9 courant, avec son annexe. J'ai eu la plus grande peine à la déchiffrer, car votre illustre correspondant a une écriture du diable. Toutefois, étant parvenu à le faire, j'ai été confirmé dans l'opinion que nous avions assez de besogne sur les bras, sans nous mêler des affaires des autres continents. Je pense qu'ici on suivra l'exemple de Londres, en y mettant toutefois beaucoup de politesse dans la forme.

Je ne vous ai pas parlé des projets de mariage du Prince Napoléon avec Mme Clotilde, parce que c'était un secret qui ne devait être révélé qu'au dernier moment. Je ne sais quel indiscret l'a ébruité quinze jours trop tôt. Je vous en parlerai en détail une autre fois.

J'attends avec résignation la communication que vous m'avez annoncée par votre dépêche du 13 de ce mois. Je m'efforcerai d'y répondre avec le plus grand calme. En attendant il me paraît que nous pouvons dire que nous espérons que les *menaces* auront le même effet que les promesses.

Digitized by Google

J'ai vu avec douleur ou, pour mieux dire, avec indignation, le revirement opéré par le *Times*. L'article que contenait le numéro du 10 est tellement infâme, que j'aurais payé une forte somme pour en souffleter l'auteur. Si les âmes honnêtes et généreuses en Angleterre n'en sont pas indignées, il faut s'en affliger plus pour l'Angleterre que pour nous.

Pendant qu'on nous recommande la modération et le calme, l'Autriche accumule sur nos frontières des forces énormes. La Lombardie est un camp retranché. Les troupes sont distribuées et organisées pour un mouvement offensif. Au mépris des traités, Plaisance est occupée non plus par une faible garnison, mais par un corps d'armée qui nous menace directement.

Cette concentration de forces a jeté l'épouvante dans le pays. De tous côtés on demandait l'appel de la milice sous les armes. Nous ne nous sommes pas laissé entraîner par ces instances, et nous nous sommes bornés à rapprocher les garnisons les plus éloignées. Il est certain toutefois que si la concentration des troupes autrichiennes continue, nous serons forcés de réunir toutes nos forces avant le printemps.

Veuillez, je vous prie, porter ces faits à la connaissance de Lord Malmesbury, en ajoutant que je ne doute pas qu'il ne les prenne en sérieuse considération (1).

Recevez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

---

(1) Lord Malmesbury avait été très offusqué des paroles que le Roi Victor Emmanuel avait prononcées, et par lesquelles il reconnaissait qu'un cri de douleur lui parvenait du reste de l'Italie. C'est, je pense, à des observations reçues à ce sujet que fait allusion le Comte Cavour dans la lettre précédente.

Emm. d'Azeglio.

Digitized by Google

CLXVI.

23 Janvier 1859.

Mon cher Marquis,

Je vous expédie une dépêche destinée à servir de réponse à celle dont Lord Malmesbury vous a parlé, et dont Sir James Hudson m'a donné lecture. Comme il ne m'en a pas laissé copie, vous en agirez de même avec Malmesbury. Si toutefois il vous demande de la lui communiquer, vous pourrez lui remettre l'original en le priant de vous le rendre.

J'ai lu avec peine votre particulière du 18 courant. Je ne puis concevoir que vous doutiez de la confiance illimitée que j'ai en vous. Si je ne vous ai pas communiqué certaine affaire (1), c'est qu'elle a été tenue absolument secrète, et qu'elle n'a pas été traitée diplomatiquement.

Je présumais qu'elle ne produirait pas un très bon effet en Angleterre. Cette considération, dont je ne me dissimule pas la gravité, n'a pas pu nous arrêter, placés comme nous le sommes en face de l'hostilité déclarée de l'Autriche et de l'indifférence du Gouvernement anglais. Il y a longtemps que nous le répétons, la conduite que ce Gouvernement tient à notre égard nous pousse dans les bras de la France.

Les Anglais ont beau rire des provocations de l'Autriche, je puis vous assurer qu'elles sont très sérieuses. Il y a un corps de 30 à 40 mille hommes entre Crémone, Plaisance et Pavie, prêt à marcher

(1) Le mariage de la Princesse.

Digitized by Google

au premier signal. Il se pourrait que nos bons amis de Londres ne fussent pas fâchés de nous voir recevoir une *raclée* par les Autrichiens, mais cela ne ferait nullement notre compte.

L'alliance intime contractée avec la France doit, je le conçois, nous aliéner l'Angleterre, et par conséquent votre rôle devient plus difficile et plus pénible que par le passé. Mais j'espère que vous ne vous découragerez pas et que l'idée d'être utile à votre pays dans des moments très difficiles, vous soutiendra, et vous fera supporter avec patience les bouderies et la mauvaise humeur de la société anglaise et du monde officiel.

Toute notre étude doit être de ne pas irriter ces hargneux insulaires et d'éviter ce qui peut leur déplaire. Aussi ai-je envoyé promener Lesseps, et je me mêle le moins possible des affaires d'Orient, qui vont, grâce au ciel, de mal en pis (1).

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CLXVII.

18 Février 1859.

Mon cher Marquis,

Ce matin Hudson est venu me donner lecture de la dépêche, que vous m'avez annoncée par votre lettre particulière du 14 de ce mois.

(1) La lecture de ces lettres doit avoir prouvé que la diplomatie n'est pas toute en rose.

Emm. d'Azeglio.

Digitized by Google

Cette dépêche est conçue dans un style hargneux et parfois insolent. J'ai prié Hudson de faire remarquer à Lord Malmesbury, qu'ayant toujours fait les plus grands efforts pour mériter l'estime et l'amitié du Gouvernement anglais, n'ayant jamais fait à son égard un acte qui ne fût inspiré par un sentiment de sympathie et de déférence, je ne pouvais m'empêcher d'être surpris et même peiné du ton employé par le Ministère anglais envers nous.

Je crois inutile de consigner mes sentiments dans une dépêche officielle, que vous auriez mission de lire à Malmesbury. Toutefois, si vous avez occasion de les lui faire connaître en passant, je vous en serai obligé.

Malmesbury se plaint de mon discours et de ma circulaire qui, d'après ce qu'il dit, ne serait parvenue à sa connaissance que par les journaux.

Quant à mon discours, la date que porte sa dépêche prouve qu'il ne pouvait l'avoir lu. Or, il est un peu extraordinaire qu'on veuille juger d'un long discours sur un extrait envoyé par le télégraphe. Toute vanité d'orateur à part, je pense que le moins éloquent des hommes d'état de l'Europe aurait droit de se plaindre d'un tel procédé.

Pour ce qui est de ma circulaire, je vous en ai envoyé une copie, et j'en ai remis une autre à Hudson. Il est malheureux, après cela, qu'aucune des deux ne soit parvenue sous les yeux du Ministre des Affaires étrangères.

Après de longues récriminations sur notre humeur belliqueuse, Lord Malmesbury change brusquement de ton, et se mettant à faire du sentiment sur l'Italie, finit par charger Hudson de me demander de lui faire connaître d'une manière précise quels sont nos griefs

Digitized by Google

et ceux de l'Italie contre l'Autriche, et quels remèdes on peut y apporter dans le cercle des traités.

Je n'ai pas hésité à remercier Hudson de cette communication, en lui disant que le fond rachetait la dureté de la forme. Toutefois, comme il s'agit d'une question de la plus haute gravité, il me paraît impossible de la traiter de vive voix. J'ai, par conséquent, prié de me poser par écrit les demandes que Lord Malmesbury l'avait chargé de me faire, en l'assurant que j'étais prêt à y répondre de la manière la plus franche et la plus loyale. Il a demandé à Londres l'autorisation de satisfaire le désir que je lui ai exprimé. Je vous prie de remercier Malmesbury de ce bon procédé. Il me fait oublier ce que j'oserai appeler sa grossièreté.

Le Roi s'est décidé à envoyer votre oncle Massimo porter le Collier de l'Ordre au Prince de Galles. J'ai demandé à Hudson pour lui une lettre d'introduction auprès du Gouverneur de S. A. R.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CLXVIII.

Turin, 27 Février 1859.

Mon cher Marquis,

Un nommé Ed. Sayler (4 *pall mall*) vient de m'adresser de Londres une longue lettre, à laquelle je dois répondre. Mais, auparavant, je désire savoir avec qui j'ai à faire. Je vous prie donc, mon cher

Digitized by Google

Marquis, de me donner le plus tôt possible les renseignements les plus détaillés sur cet individu, sur sa position sociale, ses précédents, etc.

Agréez, mon cher Marquis, l'expression de mon sincère dévouement.

C. Cavour.

PS. Je vous remercie des billets autographes que vous m'avez envoyés. Je suis très flatté de l'épithète *éloquent*. J'aurais préféré *convaincant*.

CLXIX

Turin, 8 Mars 1859.

Mon cher Marquis,

Je considère l'arrivée, dans ce moment, de Poerio et de ses compagnons comme une bonne fortune. *Make the most of it* (1).

Je pense qu'il ne sera pas difficile d'organiser une démonstration en leur faveur. Les libéraux sincères, honteux d'être forcés à sympathiser avec l'Autriche, seront charmés de prendre leur revanche aux dépens du Roi de Naples. Outre l'utilité morale que des démonstrations anti-bombistes auront, nous en retirerons un avantage matériel, si ces Napolitains nous arrivent farcis de guinées. Gladstone devrait se mettre en avant à cette occasion.

L'armée autrichienne va être sur le pied de guerre; avant la fin du mois elle s'élèvera à 150,000 hommes. Malgré les paroles pacifiques de l'Empereur et les

(1) Tirez-en tout le parti possible.

Digitized by Google

protestations de Buol à Cowley, nous avons jugé indispensable d'appeler les contingents sous les armes pour porter notre armée à 70,000 combattants. Juste la moitié de ce que les Autrichiens ont entre le Tessin et l'Adriatique. Je ne sais si, malgré cette disposition de forces, Lord Malmesbury dira que nous sommes les provocateurs.

J'ai beaucoup goûté les *Lettres à Lord John Russell* par un libéral anglais. Quel qu'en soit l'auteur, faites-lui mes compliments sincères. La lettre de Farini me paraît aussi de nature à produire un bon effet. Je ne désespère pas de voir l'opinion se modifier en notre faveur. C'est pour travailler à ce but que je vous autorise à faire faire une édition populaire de la lettre de Farini (1), si vous le jugez utile à notre cause.

Notre emprunt a eu le plus brillant succès. Après les refus de tous les grands banquiers de l'Europe de s'en charger, cela a été un beau spectacle que de voir l'empressement des petits capitalistes à venir porter leurs modestes économies au Gouvernement. Ce fait rapproché de l'émigration croissante de la jeunesse lombarde, qui vient s'enrôler sous nos drapeaux, doit prouver, ce me semble, que le sentiment national en Italie n'est pas une invention de ce cerveau fêlé du Comte Cavour.

Le Ministère anglais me paraît bien ébranlé. Il tombe pièce à pièce. Je suis toujours à me demander si nous devons nous réjouir de sa chute.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

---

(1) *Il Conte Buol ed il Piemonte.* Lettre de Louis Charles Farini à Lord John Russell. — Turin, 1852.

Digitized by Google

CLXX.

10 Mars 1859.

Mon cher Marquis,

Hier matin le télégraphe nous a apporté une dépêche Havas qui rendait compte des interpellations Bowyer tout de travers. Elle faisait croire que Fitzgerald avait annoncé qu'il avait adressé à la Sardaigne des remontrances contre l'enrôlement des volontaires et des déserteurs autrichiens, et des exhortations énergiques en faveur du maintien de la paix. Cela m'avait paru fort grave, et a donné lieu au télégramme que vous avez reçu hier. Votre réponse m'a tranquillisé.

Quant à la question en elle-même, voici ce qu'il en est. Nous n'enrôlons pas les déserteurs. Nous les envoyons dans un dépôt que nous avons formé à Cöni. Nous enrôlons des jeunes gens de la Lombardie et des Duchés, qui ne sont pas encore, ou ne seront jamais soldats. Le nombre de ceux-ci est très considérable. Il approche de 3000. On compte parmi eux les fils des premières familles de Milan et de la Lombardie. Je me borne à vous citer le Duc Visconti et ses deux frères, un Melzi, cousin du Duc, un Taverna, un Delverme, un Litta, etc. Enfin hier nous avons vu arriver, à notre grande stupeur, le fils aîné du Podestà de Milan, le jeune Comte Sebregondi, homme tout dévoué à l'Autriche. Ces faits, portés à la connaissance du public anglais, doivent, il me paraît, produire un grand effet et prouver que Lord Derby n'est pas tout à fait dans le vrai lorsqu'il parle de la félicité des Lombards-Vénitiens.

Digitized by Google

Votre télégramme de cette nuit, relatif aux observations de Lord Malmesbury, m'a fort étonné, car elles se fondent sur une conversation que je n'ai jamais eue avec Hudson. Celui-ci n'est plus venu chez moi depuis Vendredi dernier, jour où il a dîné au Ministère avec Gladstone. Samedi je l'ai rencontré sur la place Château, et il m'a accompagné jusqu'à la maison, en m'entretenant sur le ton de la plaisanterie. Mardi il m'a expédié M., pour me dire avoir reçu de Lord Cowley une dépêche des plus pacifiques, et que par conséquent il m'engageait instamment à ne pas appeler les contingents sous les armes. Je lui ai fait répondre que le décret relatif aux contingents avait été arrêté le Dimanche en Conseil, et que par conséquent son conseil venait trop tard. Je ne me rappelle pas si j'ai ajouté quelques commentaires à M. sur cette mesure; mais, certes, je ne l'ai pas chargé de les rapporter officiellement à Hudson. Je vous prie de bien établir ces faits avec Lord Malmesbury. Vous lui ferez observer que, quand même le langage qu'on tient à Vienne serait pacifique, ce que ne confirme guère l'article de la *Gazette Officielle* de cette ville sur les traités particuliers avec les Duchés italiens, ses mesures militaires ont le caractère le plus agressif. Lisez l'article du *Constitutionnel* du 9 de ce mois sur les armements de l'Autriche, ils sont parfaitement exacts. Or je demande à Lord Malmesbury, pouvons-nous en présence de tels faits demeurer désarmés? L'article malencontreux du *Moniteur*, dont vous me parlez dans votre lettre du 9, rendait l'appel des contingents indispensable sous le rapport politique, pour soutenir le courage du Pays. Aussi a-t-il produit le meilleur effet.

Dites-moi si vous verriez un grand inconvénient à

Digitized by Google

ce que le *mémorandum* que j'ai remis à l'Angleterre et à la Prusse fût communiqué aux Chambres ou publié par quelque journal. Cela nous serait fort utile ici et en France. Mais si cela devait irriter les Anglais, j'y renoncerais, pour le moment.

Vous avez mal compris ma dépêche, si vous avez cru que je vous engageais à prendre une part active aux *meetings*, auxquels la présence de Poerio pouvait donner lieu. Vous devez vous tenir dans la réserve, vous bornant à faire connaître que vous êtes disposé à étendre votre protection à ces malheureux déportés.

Si Gladstone montait sur les planches à cette occasion, il pourrait donner une représentation à notre bénéfice.

Le *Sayler*, sur lequel je vous ai demandé des informations, est un individu qui prétendait avoir des hommes et de l'argent à notre disposition. Je crois que c'est un charlatan. La souscription de l'emprunt a dépassé nos espérances. Nous aurions pu réunir 80 millions au lieu de 50, si nous avions accepté toutes les offres qui nous ont été faites. Je crois que c'est là une preuve que notre politique est éminemment nationale. Faites mousser ce fait auprès de nos amis.

Comme vous le dites, la partie qui se joue sur l'échiquier diplomatique est excessivement compliquée. Toutefois je vous assure que je ne suis ni effrayé, ni découragé. Notre cause est juste, et nos moyens beaucoup plus considérables qu'on ne le pense. Les Anglais finiront par le reconnaître.

Croyez, mon cher Marquis, à ma sincère amitié.

C. Cavour.

Digitized by Google

CLXXI.

13 Mars 1859.

Mon cher Marquis,

Sir James Hudson est venu hier me donner lecture d'une dépêche de Lord Malmesbury, en déclarant toutefois n'être pas autorisé à m'en donner copie.

Dans cette dépêche le Ministre des Affaires étrangères de la Grande Bretagne s'exprime en termes très bienveillants sur le *mémorandum* que j'ai remis à Sir James, en réponse aux interpellations que l'Angleterre m'a adressées sur l'état de l'Italie. Il reconnaît que la plupart des griefs que j'ai mis en avant sont fondés, et il déclare que le Cabinet de Londres est disposé à faire tous ses efforts pour qu'il y soit porté un remède efficace. Après une déclaration aussi satisfaisante, Lord Malmesbury se plaint assez vivement de ce que nous n'avons pas voulu prendre l'engagement formel de ne pas attaquer l'Autriche les armes à la main, en imitant l'exemple du Comte de Buol, qui, dans sa dépêche du 25 Février au Comte Appony, que les journaux viennent de publier, après sa longue diatribe contre le Piémont et son premier Ministre, proteste qu'il ne veut pas passer nos frontières.

J'ai beaucoup remercié Sir James de la première partie de sa dépêche, et je vous engage d'en faire autant, lorsque vous verrez Lord Malmesbury.

Quant au reproche que contient la seconde partie, j'ai déclaré que je ne croyais pas le mériter; car je

Digitized by Google

ne me rappelais *pas* qu'il m'eût jamais posé d'une manière précise la question à laquelle Lord Malmesbury faisait allusion. Hudson répondit que dans une conversation que nous avons eue ensemble, il y a un mois environ, il m'avait dit: *Voulez-vous, oui ou non, faire la guerre à l'Autriche?* Je répliquai que, puisque cette question avait été posée en riant, je ne croyais pas qu'il s'agît d'une interpellation formelle et que je lui avais répondu en plaisantant: *Vous êtes bien curieux.* Mais qu'alors, comme à présent, j'étais disposé à répondre aux questions qu'il m'adressait au nom de son Gouvernement avec la loyauté et la franchise qui ont toujours distingué le Gouvernement du Roi. J'ai ajouté toutefois que, comme il s'agissait d'une question de la plus haute importance, je croyais devoir y répondre par écrit; que, par conséquent, je le priais ou de me laisser copie de la dépêche qu'il venait de me lire, ou de m'adresser lui-même une note analogue à celle à laquelle le *mémorandum* a servi de réponse. Hudson m'a promis de prendre, à cet égard, les ordres de son Gouvernement.

Je vous prie de porter ces faits à la connaissance de Lord Malmesbury, en l'assurant qu'il peut toujours compter sur notre franchise toutes les fois qu'il croira devoir y faire appel. Mais qu'il doit comprendre que, dans la position excessivement délicate et difficile où nous sommes placés, nous croyons devoir garder dans les communications verbales, sujettes quelquefois à de doubles interprétations, la plus grande réserve.

Je vous adresse une note explicative de l'appel des contingents. Vous pouvez assurer Malmesbury qu'il n'y a rien d'exagéré dans le récit des préparatifs belliqueux de l'Autriche; que ce matin encore, après

Digitized by Google

la signature de la note, nous avons appris l'arrivée à Pavie de 36 canons de gros calibre. Qu'au reste, nous l'engageons à envoyer ici un officier qui jouisse de sa confiance; il lui sera facile de vérifier de quel côté il y a provocation et menace.

J'ai dit également à Hudson que j'étais étonné de la publication de la dépêche du Comte Buol au Comte Appony, au moment où des négociations étaient pendantes; que cette dépêche était un véritable acte d'accusation contre le Piémont et une diatribe à mon adresse; que je ne me souciais pas d'engager une polémique sur les journaux avec Mr de Buol, quoique je n'eusse aucun motif de la redouter. Mais que ne pouvant laisser une telle attaque sans réponse, j'aurais cru convenable de donner de la publicité à mon *mémorandum*; que, toutefois, je croyais auparavant devoir le faire savoir à Lord Malmesbury.

Je pense que Lord Malmesbury n'aura pas d'objections à faire à ce mode de justification: si toutefois il désirait vivement que le *mémorandum* demeure encore secret, je ne voudrais pas le contrarier à ce sujet; mais alors je serais obligé de vous adresser une dépêche, dont le but serait de me justifier aux yeux de l'Europe des accusations de Mr de Buol. Dans cette dépêche je tâcherai de m'écarter moins qu'il ne l'a fait des convenances diplomatiques. Cependant je prendrai corps à corps l'Autriche et je maintiendrai la question sur le terrain où le Comte Buol l'a placée, c'est-à-dire sur l'incompatibilité absolue en Italie d'un Gouvernement national et libre avec des Gouvernements qui, inspirés par l'Autriche, sont un scandale pour l'Europe civilisée.

Je reçois à l'instant votre dépêche confidentielle du 10 courant, avec la lettre particulière qui l'ac-

Digitized by Google

compagne. La conversation que vous avez eue avec Lord Malmesbury rend encore plus nécessaires les explications que je vous ai chargé de lui donner.

Je vous fais mes compliments sur la manière avec laquelle vous avez conduit l'affaire Poerio (1). Je ne doute pas que vous ne réussissiez à la maintenir dans la sphère où vous l'avez placée.

On m'écrit de Rome que le Pape, effrayé par ses Cardinaux, proteste n'avoir jamais dit qu'il avait des forces suffisantes pour maintenir l'ordre; qu'il comptait exclusivement sur la Providence.

Je vous demande s'il est possible de se jouer d'une manière plus indigne de l'Europe, et, ce qui est pis, de ses malheureux sujets. En agissant de cette manière, l'Italie est fatalement poussée à une révolution qui n'aura d'issue que dans son asservissement complet. L'Angleterre pourra se glorifier d'avoir en 1859 agi envers le Piémont comme elle a agi en 1825 envers la Sicile.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

---

(1) Naturellement en formant un Comité pour les réfugiés napolitains, j'ai exclu les opinions forcenées et démagogiques. Le Comité était présidé par Lord Shaftesbury; et Panizzi, Gladstone, etc., en faisaient partie. Il se manifesta beaucoup d'enthousiasme, et les fonds recueillis permirent d'offrir à chacun d'eux, comme frais de route, environ de 1000 à 1500 fr. Pourtant il me semble me rappeler que Poerio et d'autres préférèrent ne rien accepter; tandis que les Membres du Comité eurent à se plaindre des procédés de quelques-uns de ces messieurs, qui se plaignaient de prétendues injustices.

Emm. d'Azeglio.

Digitized by Google

CLXXII.

(Sans date).

Mon cher Marquis,

Je vous ai prévenu par le télégraphe que Nigra devait vous expédier de Paris une dépêche destinée à être lue à Malmesbury. C'est la réponse aux interpellations, verbales d'abord et écrites ensuite, sur nos intentions belliqueuses. J'espère que Malmesbury en sera satisfait.

Insistez encore sur l'envoi d'un officier distingué, capable de lui rendre un compte exact de ce qui se passe en Italie. Je suis certain qu'il rectifierait les idées du Gouvernement anglais à notre égard.

Je compte faire publier cette dépêche dans le *Nord*. Ce sera plus correct que si je publiais le *mémorandum* modifié.

On m'écrit de Paris que Cowley ne rapporte ni projet, ni propositions. Le langage de la presse autrichienne dénote tout autre chose que des dispositions pacifiques. D'ailleurs l'état de l'Italie centrale est tel que, sauf un changement radical, il est impossible d'éviter une révolution.

Si Malmesbury revenait sur l'argument des déserteurs autrichiens, vous lui direz que nous ne faisons que suivre l'exemple de l'Angleterre, qui, en 1815, avait ormé à Novare un dépôt uniquement consacré à transformer les soldats de l'Empereur en légionnaires anglais.

J'applaudis à votre conduite dans toute l'affaire

Digitized by Google

des Napolitains. J'espère qu'il en résultera une impression favorable, sinon au Piémont, du moins à l'Italie.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CLXXIII.

21 Mars 1859.

Mon cher Marquis,

Vous avez dû avoir reçu hier, et lire aujourd'hui à Malmesbury, la dépêche très pacifique que je vous ai adressée en réponse à la note de Hudson. J'espère que Malmesbury en aura été content. Nous nous engageons à ne pas attaquer et nous sommes tout disposés à négocier. C'est pourquoi nous sommes fondés à demander à être admis au Congrès, que, sur la proposition de la Russie, on paraît disposé à réunir pour traiter la question italienne. Je doute que ce Congrès obtienne un résultat qui calme les esprits en Italie. Mais s'il y a une chance de réussir, c'est en y admettant la Sardaigne.

Cela me paraît tellement évident que je crois que, si Malmesbury est de bonne foi, il l'admettra sans peine. Si l'on ne veut pas de nous au Congrès, c'est qu'on a l'intention de maintenir l'Italie sous le joug de fer qui l'opprime. Qu'arrivera-t-il alors? Ou l'Empereur se prêtera à ces projets, ce qui est peu pro-

Digitized by Google

bable, ou, ne s'y prêtant pas, la guerre sera inévitable. Dans la première hypothèse l'Italie deviendra la proie des passions révolutionnaires, le parti modéré disparaîtra, non seulement des régions du pouvoir, mais de la scène politique. La révolution s'étendra à la France, qui serait gouvernée par un souverain dépouillé de son prestige, et il s'ensuivra une conflagration générale, bien autrement dangereuse que celle qu'on redoute en ce moment. Dans le monde, notre exclusion aura rendu notre position plus nette, notre action plus franche. Nous ne serons plus retenus par les égards que méritent les bons procédés.

Je reçois à l'instant votre lettre du 28. Merci de toutes les peines que vous vous donnez pour faire marcher convenablement la question des réfugiés napolitains. Il se peut que la colère que leur accueil fera éprouver au Roi de Naples n'accélère sa fin. Cet événement pourrait compliquer ou simplifier la situation, d'après l'attitude que prendra le nouveau souverain. Si l'Angleterre désire de bonne foi concilier le maintien de la paix avec l'amélioration du sort de l'Italie, Naples pourrait lui en fournir le moyen. Le voudra-t-elle? J'en doute.

Les hommes d'état de tous les partis sont trop routiniers pour adopter un plan hardi et qui sorte de l'ornière de la diplomatie. Toutefois si l'évènement, auquel je fais allusion, arrive, je vous fera connaître toute ma pensée.

Il va sans dire que la dépêche que vous lirez aujourd'hui sera publiée dans très peu de jours.

Je pense que mon nom étant devenu très impopulaire en Angleterre, il vaut mieux qu'Aynard ne retourne pas à Londres. Il doit y être froidement

Digitized by Google

reçu. Autant vaut l'envoyer ailleurs. Dites-moi franchement votre manière de voir.

Croyez, etc.

C. Cavour.

PS. Je vous envoie copie d'une dépêche que j'ai adressée hier au Ministre de Prusse à Turin, touchant une violation de notre territoire, commise dernièrement par une patrouille autrichienne. Vous en donnerez connaissance à Lord Malmesbury, qui verra dans ce fait un nouveau commentaire aux déclarations pacifiques de l'Autriche.

CLXXIV.

(Sans date).

Mon cher Marquis,

Je commence par où finit votre lettre particulière, en vous assurant que ce que la confidence de N. a pu vous faire supposer, n'a point passé dans mon esprit. Ainsi soyez sans la moindre inquiétude à cet égard. Il n'y a aucune analogie entre votre position et celle de V..... Si vous n'étiez pas à Londres, je vous prierais de vous y rendre; car vous êtes le seul qui puissiez, sinon nous faire beaucoup de bien, du moins empêcher beaucoup de mal. Ce qui est tout ce que nous pouvons espérer dans le moment actuel.

Je trouve que vous avez parfaitement bien fait d'aller tout de suite chez Malmesbury. C'était un égard qui lui était dû et auquel je suis sûr qu'il aura été sensible.

D'ailleurs, puisque nous devons renoncer à la sym-

Digitized by Google

pathie des Anglais, nous devons du moins chercher à conserver leur estime. Or, le seul moyen pour obtenir ce but, c'est d'agir, comme nous l'avons fait jusqu'à présent, avec franchise et courage (1).

---

(1) Lord Malmesbury s'est chargé de m'ériger un piédestal en ma qualité de diplomate.

Voici ce que je trouve dans ses mémoires publiés à Londres il y a quelques semaines (*).

26 Novembre 1860.

« Les rapports entre l'Angleterre et la France ne sont pas satisfaisants. Lord Palmerston, qui ne voit que par les yeux de « D'Azeglio, est irrité contre l'Empereur pour sa politique hésitante en Italie, qui a fini par profiter aux réactionnaires. »

1er Décembre 1860.

« Je viens de voir Persigny qui s'est emporté contre Palmerston, disant que ce n'était plus le même homme, qu'il était « complètement dirigé par D'Azeglio, et croyait aveuglément tout « ce qu'il lui disait. Il dit que jamais l'Empereur n'aurait annexé la Savoie et Nice, sinon par la faute du Gouvernement « anglais qui n'avait pas voulu admettre le traité de Villafranca. « Il avait averti les Ministres anglais, dès le commencement, que « si la Sardaigne annexait la Toscane, il lui fallait la Savoie, « ne pouvant pas avoir sacrifié 50,000 Français, sans une compensation pour la France. La contestation actuelle est au sujet « de Gaëte, les Français s'opposant au bombardement, et Lord « Palmerston, poussé par D'Azeglio, s'y montrant favorable. Ils « ont eu une querelle violente, et Lord Palmerston a demandé « que Persigny fût rappelé. »

10 Septembre 1863.

« Le Duc de Gramont est arrivé de Folkestone à temps pour « dîner. Il est obligé de se trouver à Vienne dans six jours. Il « n'avait plus revu sa tante (et ma belle mère) Lady Tankerwille « depuis onze ans. Il m'a dit qu'il était assez probable qu'un jour « ou l'autre on le nommât ambassadeur à Londres. Mais non tant

(*) *Memoires of ex Minister.* — London, Langmans, Green, and Co., 1884.

Digitized by Google

Je suis charmé que Malmesbury et la plupart des hommes d'état en Angleterre fassent peser sur moi la principale responsabilité des évènements actuels. Ma chute, lorsqu'elle aura lieu, facilitera le rétablissement de bons rapports entre les deux Pays.

Tandis que l'Angleterre continue à nous conseiller de désarmer, l'Autriche de son côté ne cesse d'envoyer en Italie des hommes, des canons, des munitions. Son langage est de plus en plus hautain et violent, et la menace est dans la bouche de tous ses agents, depuis le caporal jusqu'au général.

Les mésaventures de Marliani me touchent. Lui qui se croyait si sûr d'opérer la conversion complète de Clarendon, en invoquant les souvenirs d'une belle Marquise M.....!!! Cependant si sa visite ne produit pas l'effet qu'il en espérait, elle aura toujours l'avantage de prouver à Clarendon, et à quelques autres personnages, que la maladie en Italie est plus grave qu'on ne le pense en Angleterre.

Si Poerio a l'intention de quitter Londres pour le

« que Lord Palmerston sera ministre. Car, outre qu'il ne pour-
« rait pas s'adapter à un ministère Whig, il n'était pas bien
« avec D'Azeglio, et tant que Lord Palmerston serait ministre,
« D'Azeglio serait tout-puissant. » (Vol. II, pag. 240 et 302).

Je tombe des nues. Je connaissais le Duc de Gramont pour l'avoir rencontré 4 ou 5 fois dans le monde. Jamais je ne m'étais douté de cette inimitié, me paraissant d'ailleurs beaucoup plus occupé de lui que de moi.

Quant à Lord Palmerston, pendant 18 ans où j'ai été en rapport avec lui, il a toujours été d'une bonté parfaite, dont je lui conserverai une reconnaissance éternelle. Mais je crois qu'il sourirait dans l'autre monde, si on lui disait qu'un ministre étranger le dirigeait à son gré. Il était italien de cœur.

EMM. D'AZEGLIO.

Digitized by Google

continent, il pourrait, avant de partir, publier une adresse dans laquelle il expliquerait aux Anglais la question italienne.

La grande réserve qu'il a su maintenir donnerait plus de poids à sa voix.

Rien de bien saillant ici. J'attends Massimo d'un instant à l'autre.

Croyez, mon cher Marquis, à mon sincère attachement (1).

C. Cavour.

CLXXV.

5 Avril 1859.

Mon cher Marquis,

Malgré vos deux dépêches d'hier, j'éprouve une répugnance extrême à confier le *mémorandum* au *Times*. Cela me paraît être un acte de lâcheté, ou, pour le moins, de faiblesse.

Nigra, dans le temps, l'avait promis à Brown. Je pense donc qu'à moins de considérations d'un ordre supérieur, il vaut mieux le remettre en même temps au *Post* et au *Nord*, qui sont nos meilleurs amis.

Quelques regrets que j'éprouve à voir arriver de mauvais réfugiés, il me paraît impossible de refuser

(1) Cette lettre m'a probablement été adressée lors du retour à Turin du Comte Cavour, de Paris, où je l'avais rencontré, et où l'avait amené le bruit répandu que l'Empereur reculait devant l'idée d'une guerre avec l'Autriche. Le Comte paraît lui avoir déclaré qu'en ce cas il irait en Amérique et publierait leur correspondance.

Emm. d'Azeglio.

Digitized by Google

à N. et N. le passeport qu'ils demandent. Il faudra le viser pour Turin, où ils ne peuvent nuire.

Ce que vous me mandez sur l'entrevue de votre compagnon de voyage avec l'homme au menton, m'a ravi. Félicitez-le de ma part.

Votre conseil d'envoyer à Londres des hommes considérables est bon, mais d'une exécution difficile. Capponi est aveugle. Ridolfi serait-il assez connu? Croyez-vous que Manzoni produirait un grand effet. On le trouvera, peut-être, trop catholique.

Ne nous décourageons pas et nous finirons par ébranler John Bull.

Croyez, mon cher Marquis, à ma sincère amitié.

C. Cavour.

La note de mon illustre ami, citée à la page précédente, indique des faits d'une très grande importance historique, mais qui ne sont pas encore assez connus. En 1859 l'opinion publique, gravement préoccupée des paroles solennelles que Napoléon III avait adressées au Baron Hübner, ambassadeur d'Autriche près la Cour des Tuileries, ainsi que du discours que Victor Emmanuel prononça à l'inauguration de la nouvelle session législative, cette opinion, dis-je, crut, et les biographes de Napoléon III et du Comte de Cavour ont dit et répété, que la course si rapide du Ministre piémontais à Paris, le 26 mars 1859, avait été causée par la convenance de prendre des accords secrets et intimes avant de passer de la résolution à l'action contre l'Autriche. Mais cette course fut causée, plutôt, par un motif tout opposé; ce qui résulte bien expliqué et historiquement prouvé par la lettre suivante, inédite encore, et que nous publions ici comme une gloire posthume du grand homme d'Etat, qui fut en même temps un non moins grand Italien, et qui l'écrivit en ces jours, remplis pour lui d'anxiété et d'angoisses inconcevables.

N. Bianchi.

Digitized by Google

A Sa Majesté l'Empereur Napoléon III.

« *Sire,*

« Le sentiment de la terrible responsabilité qui pèse sur moi, et la confiance que m'inspire la bonté de V. M. à mon égard, me décide à m'ouvrir sans réserve à V. M.

« La dernière conversation que j'ai eue hier avec le Comte Walewsky en présence de V. M. m'a navré. Elle a changé mes doutes en certitude, et j'ai acquis la douloureuse conviction que le Comte Walewsky est décidé à nous perdre, à forcer le Roi à abdiquer, moi, à donner ma démission, à pousser le Piémont vers un abîme. Il paraît croire qu'il existe en Italie un parti libéral modéré en état de modifier la ligne de conduite que le Roi et son Gouvernement ont tenue jusqu'ici, d'accord avec V. M., en faisant accepter des concessions illusoires comme une satisfaction suffisante à des espérances que les paroles de V. M. et l'attitude de la Sardaigne y ont exercées depuis trois mois.

« Le Comte Walewsky se trompe: quelle que soit l'issue du Congrès, nous aurons bien de la peine à persuader aux Italiens de s'en contenter; mais il doit en résulter des faits moins importants que ceux que V. M. a bien voulu indiquer dans l'écrit qu'elle a daigné me communiquer, il s'ensuivra une terrible catastrophe. Le Roi se trouvera acculé entre une folie ou une lâcheté. Il ne lui restera d'autre ressource que de descendre du trône pour aller mourir dans l'exil comme son père; les Ministres, moi, surtout, sinon exclusivement, nous deviendrons l'objet de l'indignation du public et ce qui pourra nous arriver de moins malheureux ce sera d'aller cacher dans quelque obscure retraite nos têtes frappées de réprobation par nos malheureux concitoyens. Cette catastrophe est inévitable si le Comte Walewsky peut réaliser ses projets. En effet, n'a-t-il pas déclaré devant V. M., contrairement à ce qu'elle avait bien voulu me dire quelques heures auparavant, que la demande de la démolition des fortifications de Plaisance était à peine soutenable, que tout ce que les Puissances pouvaient établir c'était le principe d'une confédération posée sur des bases libérales. Mais si le Comte Walewsky va au Congrès avec ces idées, nous sommes perdus sans retour. Cette idée ne peut être accueillie par l'âme généreuse de V. M. Elle ne peut vouloir que le plus fidèle, ou, pour mieux dire, le seul allié que V. M. ait en Europe, tombe victime de la diplomatie, après avoir en quelque sorte remis entre les mains de V. M. sa couronne, sa vie et sa famille. Que V. M. daigne rappeler à son souvenir ce qui s'est passé il y a un an, et Elle verra combien le Roi, le Piémont méritent peu le sort que leur prépare le C.te Walewsky.

« Au premier appel que lui a fait S. M., le Roi a répondu avec la plus entière confiance. Sans s'inquiéter des dangers auxquels il s'exposait, il a accepté sans réserve les propositions que V. M. lui a adressées. — Tout ce que V. M. a bien voulu m'indiquer à Plombières a été sanctionné par lui, et depuis mon retour tout

Digitized by Google

ses actes, comme tous ceux de son Gouvernement ont été concertés d'avance avec S. M.

« Le Roi désire ardemment de continuer à marcher dans un parfait accord avec V. M. Tout ce qu'il demande c'est de n'être pas placé dans une position, où il serait, en quelque sorte, forcé de sanctionner la ruine de son pays et le triomphe en Italie de l'Autriche et de la révolution. — Des circonstances malheureuses et imprévues ont décidé V. M., dans sa haute sagesse, à modifier les plans primitifs sans altérer le but qu'elle a l'intention d'atteindre. Je n'ai pas hésité à reconnaître la convenance de cette détermination. J'apprécie dans toute leur étendue les difficultés immenses que V. M. a rencontrées sur son chemin. Aussi, je considère comme un devoir impérieux pour la Sardaigne de faire tout ce qui dépend d'elle afin d'aider V. M. à les surmonter. Mais, la main sur la conscience, je crois devoir déclarer que la ligne que se propose de suivre le Comte Walewsky, tout en perdant la Sardaigne, ne sauvera pas la France. Il faut, pour éviter une haine commune, qu'il sorte du Congrès ou la guerre ou une trêve qu'on puisse faire accepter à l'Italie. Que gagnera la France à la chute de la Sardaigne, à la désorganisation complète du parti national dans la Péninsule, qui est maintenant, entièrement dévouée à V. M.?

« Elle aura transformé l'Italie en une ennemie mortelle, sans regagner l'amitié de l'Angleterre, ou diminuer la haine de l'Autriche. Les Puissances ont pénétré assez avant dans les projets de V. M. pour pouvoir de bonne foi reprendre envers Elle leur ancienne habitude. Une défiance réciproque existera toujours entre elles, et cette défiance amènera nécessairement la guerre dans des circonstances beaucoup moins favorables que celles qui se présentent maintenant. Mieux vaut mille fois la guerre dans deux ou trois mois, avec le concours dévoué des Italiens, qu'une paix ou une trêve, qui diminuerait l'immense prestige dont elle entoure le nom de V. M. — V. M. comprendra par ce que je viens de lui exposer combien sont grandes les appréhensions de mon esprit. J'espère qu'Elle daignera les dissiper avant mon départ, en fixant d'une manière précise et absolue le *mémorandum* qu'elle posera à l'Autriche.

« Sans cette pièce je ne saurais, en vérité, comment me présenter devant le Roi, que l'incertitude de sa position tourmente et exaspère. V. M. peut compter à cet égard sur le secret le plus absolu. Je lui donne ma parole d'honneur.

« Il me reste à supplier V. M. de me pardonner ce que mon langage peut avoir de trop vif.

« Elle sera disposée à l'indulgence si Elle considère qu'ayant gardé pour moi seul le secret des négociations qui ont eu lieu avec V. M., je sens le *poids* immense de la responsabilité qui repose sur ma tête; responsabilité, qui ne m'effrayerait pas, si ma position et ma vie étaient seules engagées, mais qui devient écrasante lorsque je pense qu'elle me rend coupable devant Dieu et devant les hommes des désastres qui menacent mon Roi et ma Patrie.

Digitized by Google

« Je prie V. M. d'agréer l'hommage du profond respect avec lequel je suis de V. M.

Le très humble et très obéissant serviteur
C. Cavour.

Paris, le 30 Mars 1859.

CLXXVI.

10 Avril 1859.

Mon cher Marquis,

Il paraît que l'Autriche se démasque. L'ordre du jour lu dans plusieurs casernes de Milan, l'appel des réserves, l'envoi du 10me corps d'armée en Italie, dénotent évidemment qu'elle veut la guerre. Cela doit nous engager à être d'autant plus modérés dans notre langage, pour la mettre dans son tort. Aussi je vous engage à vous montrer très satisfait de la conversation du *Times* et des dispositions que montrent les hommes d'état à notre égard.

Votre oncle part dans les meilleures dispositions. Il est plus pacifique que moi. Au fond il a raison. Car, si l'on gagne la première marche, nous gagnons la seconde, avec l'appui de l'Angleterre.

La multitude des affaires m'empêche de vous écrire plus au long.

Votre dévoué
C. Cavour.

Digitized by Google

CLXXVII.

(Sans date).

Mon cher Marquis,

Comme il se pourrait que Malmesbury attribuât à de la mauvaise volonté de notre part le retard qu'éprouve la réponse qu'il attend de moi, je vais vous tracer un résumé rapide de ce qui s'est passé à ce sujet.

West (1) est venu me lire une dépêche télégraphique de Malmesbury, qui demandait le désarmement complet de toutes les Puissances, avant l'ouverture du Congrès, avec accompagnement de menaces plus ou moins déguisées. Je me suis borné à lui répondre que cette communication étant différente de ce qu'on me mandait de Paris, où il n'était question que du principe du désarmement, je devais soumettre la question au Roi et à mes collègues, et que par conséquent je devais le prier de repasser le lendemain, Vendredi, jour de la discussion du Parlement.

La discussion ayant été remise à Lundi, j'ai renvoyé West pour aujourd'hui, afin de pouvoir discuter la question dans le Conseil présidé par le Roi. La réponse fut arrêtée et rédigée, afin d'être remise à West, à deux heures. En effet, à deux heures, West arrive, flanqué de St-Simon, qui, me dit-il, avait reçu l'ordre de s'unir à lui pour faire, auprès de moi, une démarche collective. Là-dessus, je me pose en victime qui attend son arrêt. St-Simon sort sa dépêche de sa

(1) Chargé anglais, Hudson étant en ce moment en congé à Londres.

Digitized by Google

poche et me pose des questions bien différentes de celles de West. Alors je demande à West si c'est l'Angleterre qui a modifié ses instructions, ou si c'est la Prusse qui est dans l'erreur. Les deux diplomates relisent leurs dépêches respectives, se regardent et finissent par convenir qu'ils n'y comprennent rien et qu'ils sont forcés de consulter leurs Gouvernements. Et, là-dessus, ils me quittent en m'annonçant leur visite pour demain à deux heures.

S'il ne s'agissait pas du sort de l'Europe, la chose serait du plus haut ridicule. Je vous prie d'informer Malmesbury du fond de l'affaire, afin de me justifier du soupçon de vouloir finasser avec lui, ce que je ne ferai jamais.

Votre dévoué
C. Cavour.

La *correspondance particulière confidentielle* entre le Comte de Cavour et le Marquis Emm. d'Azeglio a été interrompue depuis la seconde moitié du mois d'Avril 1859 jusqu'à la seconde moitié de Juillet de la même année.

La lettre qui suit est postérieure aux préliminaires de Villafranca. Le grand Ministre avait été forcé de restreindre le cercle d'une telle correspondance à cause de l'immense cumul des affaires qu'il devait journellement expédier, s'occupant en même temps de la Présidence du Conseil des Ministres, du Ministère des Affaires étrangères, de ceux de l'Intérieur, des Finances, de la Guerre et de la Marine. Il avait fait porter son lit dans les bureaux du Ministère de la Guerre, et il passait les nuits en robe de chambre; se rendant d'un Ministère à l'autre; pensant au fur et à mesure tantôt à la police, tantôt à la correspondance diplomatique. Mais si grandes étaient son activité et sa capacité que ce même cumul d'emplois et d'administrations, qui aurait été une fort triste chose partout ailleurs, fit dire, à son égard, que le meilleur moyen de bien faire marcher en Piémont plusieurs Ministères c'était celui de les réunir entre ses mains.

Le mois d'Avril de 1859, fut pour le Comte de Cavour, prin-

Digitized by Google

cipalement avant la guerre, un mois de fatigue extrême et rempli de doutes pénibles et de cruelles anxiétés. A l'égard de la question italienne qui s'agitait, la diplomatie voulait et ne voulait pas; elle niait aujourd'hui ce qu'elle avait affirmé hier; elle menaçait et caressait; il n'y avait plus rien d'immuable sinon l'extrême mutabilité; toute l'Europe était, moralement, bouleversée. Le Gouvernement d'Angleterre et celui de la Prusse s'étaient chargés de faire de pressantes démarches spéciales près du Gouvernement piémontais, afin de le déterminer à cesser les armements et à se résigner aux négociations pacifiques. Des instructions identiques avaient été envoyées, en cas de besoin, de Berlin à Turin, au Ministre, Comte Brassier de St-Simon. Le Gouvernement russe reconnaissait une grande importance au Congrès, qu'il avait proposé lui-même, et il le croyait un expédient presque sûr pour prévenir la guerre. Pressé de toutes parts, le Comte de Cavour rappela en toute hâte Massimo d'Azeglio de Rome et, afin qu'il l'aidât de ses conséils, de son autorité, il l'envoya à Paris et à Londres. Pour donner une plus grande utilité historique à cettes *lettres* et les rendre plus complètes, nous publions ci-après la *correspondance particulière* qui eut cours entre eux en une si extraordinaire circonstance, ainsi que nous nous y étions déjà engagés.

N. Bianchi.

Correspondance particulière, en partie télégraphique, du Comte de Cavour avec Massimo d'Azeglio, à l'époque de la mission de ce dernier près du Gouvernement anglais, peu de temps avant la guerre de 1859.

N. 1.

Turin (Sans date; probablement du 13 ou du 14 Avril).

Mon cher Massimo,

Je te prie de m'attendre demain matin, chez toi. Le Roi a été très satisfait de ta visite. Je suis bien content de penser que dans peu de jours tu seras à Paris. Adieu.

Ton affectionné
C. Cavour.

N. 2.

14 Avril.

Cher Massimo,

Je viens de t'expédier par le télégraphe la réponse que je vais faire à l'étrange demande de l'Angleterre et de la Prusse d'un

Digitized by Google

désarmement préventif. Je m'attends à ce que notre refus attire sur nous les foudres de Lord Malmesbury. Mais j'espère que la nation anglaise saura apprécier les motifs qui nous forcent à rester armés jusqu'à ce que cette pauvre Italie n'ait reçu un commencement de satisfaction.

Le Ministre anglais aurait désiré que tu fusses allé à Londres sans t'arrêter à Paris. C'était une prétention étrange, c'était vouloir nous obliger à commettre une impolitesse envers l'Empereur. J'ai écrit à Emmanuel qu'il était absolument impossible que tu pusses te trouver à Londres Lundi. Je l'ai conseillé à passer avec toi la journée de Dimanche.

Quoique très peu disposé à courtiser les perfides insulaires, je crois cependant que ce sera toujours mieux que tu tâches d'accélérer autant que possible ta course à Londres.

Ici, le pays continue à être tranquille. Les volontaires arrivent plus nombreux que jamais. Hier, c'étaient 300 Romagnols, aujourd'hui c'est Malenchini avec 600 Livournais. Le nombre des inscrits dépasse déjà le chiffre de 10,000. Si celle-ci n'est pas une démonstration prodigieuse des dispositions d'âme des Italiens, je ne sais pas ce qu'on doit faire afin de persuader l'Europe qu'il n'y aura plus de paix, tant qu'on n'aura pas organisé cette pauvre Italie.

En Toscane la fermentation augmente. C'est un bien pour le Gouvernement qu'il existe la soupape de sûreté des volontaires; sinon il aurait déjà sauté en l'air.

On dit, à Florence, qu'au premier symptôme dangereux, le Grand Duc s'enfuira à Portoferraio. Il y a même de ceux qui croient qu'il est poussé à cela par l'Angleterre, qui lui aurait promis l'aide de ses navires.

Antonelli, à Rome, se déclare ouvertement autrichien. Il a décuplé l'impôt d'exportation sur les chevaux et il oppose toutes sortes d'obstacles à la sortie des volontaires des Etats de l'Eglise.

Grammont a perdu toute autorité; Minghetti est de retour à Bologne. Hudson demande avec instance sa présence à Londres. Quelle comédie?

Adieu, mon cher Massimo; je te souhaite une bonne santé et autant de force physique qu'il t'est nécessaire pour accomplir ton apostolat, en convertissant à notre foi italienne les mécréants au milieu desquels tu te trouves.

C. Cavour.

Digitized by Google

N. 2.

15 Avril.

Cher Massimo,

Quoique tu ne sois pas encore arrivé à Saint-Jean (1), je me trouve déjà obligé à prendre la plume pour te renseigner sur un grave évènement, arrivé après ton départ.

Hier, Mr West, chargé d'affaires de l'Angleterre, est venu de la part de son Gouvernement, me demander le désarmement immédiat de la Sardaigne; en ajoutant que l'Angleterre ne voulait pas se rendre au Congrès si, auparavant, toutes les Puissances n'avaient désarmé. La communication terminait par une espèce de sommation personnelle.

A cette communication inattendue, en contradiction directe avec tout ce qu'avait dit Walewsky à Villamarina, puisqu'il ne parlait que de reconnaître le principe du désarmement, je répondis comme notre ancien collègue Galvagno: *Je réponds que je ne réponds point.* Me bornant à ajouter que j'aurais pris les ordres du Roi, et consulté mes collègues. Ayant ensuite réfléchi à la proposition anglaise, voici ce que j'aurais décidé de répondre:

« Qu'afin de prouver notre bonne volonté, nous déclarons:

1° Qu'on n'appellera pas les réserves (seconde catégorie) sous les armes;

2° Qu'on ne mobilisera pas l'armée;

3° Qu'on ne déplacera pas les troupes des positions défensives qu'elles occupent actuellement. »

Il me semble qu'avec ces concessions nous allons aux bornes du possible. J'espère que tu le feras bien comprendre à l'Empereur.

En attendant je déclare que je ne cède pas un point de plus, arrive ce qui veut arriver.

J'ai vu Galetti et je l'ai consolé.

Il entrera dans les corps qu'Ulloa organise.

Adieu, mon cher Massimo, bon voyage et succès complet dans la mission ardue de racheter l'Italie par la diplomatie.

C. Cavour.

---

(1) Saint-Jean de Maurienne, où commençait le chemin de fer pour Paris.

Digitized by Google

N. 4.

17 Avril.

Cher Massimo,

Je viens de t'informer par le télégraphe des projets de l'Autriche dans le cas que nous refusions de désarmer. Or, comme ils recevront notre refus demain, il est probable que les hostilités commencent la semaine prochaine et que l'armée autrichienne passe le Tessin. Tout est prêt pour la défense; mais, afin qu'elle soit efficace, il est indispensable que l'entrée des Français soit immédiate. Peu importe le nombre; il suffit d'une brigade pour agir sur le moral de nos soldats, et sur celui des Allemands.

En conséquence, je te prie, autant que je peux, d'agir auprès de l'Empereur, auprès du Prince, auprès des Ministres, afin que la division Bourbaki soit tout entière portée dans les voisinages de Briançon, et reçoive l'ordre de passer la frontière sur un avis du Prince de La Tour d'Auvergne.

Quant aux quatre divisions de l'armée de Lyon, destinées à l'Italie, il conviendrait aussi qu'elles fussent prêtes à monter en wagon au premier signal du télégraphe. Avec cinq divisions françaises nous refoulerons les Allemands en Lombardie, j'en suis tout à fait persuadé.

J'aurais désiré une solution pacifique si nous avions été sûrs de l'Angleterre; mais, d'après la dernière dépêche d'Emmanuel, il me semble que Marliani s'exagérait la conversion de Malmesbury. Peut-être pensera-t-il plus qu'il ne dit; mais ses paroles sont peu satisfaisantes.

Je t'ai écrit qu'il était impossible, sans voir le sang couler sur la place Château, de renvoyer les volontaires chez eux avant d'avoir fait quelque chose pour l'Italie. Aujourd'hui ils sont plus de 12,000 et ce nombre augmente extraordinairement. Malenchini est arrivé ce matin avec 600 Livournais et 400 des autres villes de la Toscane. Pour mettre en mouvement une telle quantité de gens élevés sur les bords de l'Arno, il faut un sentiment qui ne peut se tranquilliser avec des notes et des *mémorandums*.

Cependant nous resterons jusqu'au dernier moment modérés et tranquilles. De même que je suis persuadé que ma réponse à l'Angleterre sera jugée modérée.

Vu la gravité des circonstances, il sera bien qu'en te rendant

Digitized by Google

à Londres tu laisses Nigra à Paris, afin de pouvoir, par son moyen, communiquer avec les Tuileries.

J'avais écrit à Nigra d'avertir les deux Comtes T. et B. de se tenir prêts à partir pour Turin. Ils feraient bien d'emporter avec eux leur uniforme de colonel.

Si tu n'étais pas si loin, je te prierais de préparer la proclamation que le Roi devra adresser à ses peuples et à l'Italie, le jour où les Allemands passeront le Tessin. Si tu en as le temps envoie-moi tes idées exprimées « nel bello stile che ti fa onore » (1).

Adieu.

Ton affectionné
C. Cavour.

N. 5.

Sans date (probablement du 22 Avril 1859).

Cher Massimo,

Je te remercie de ta lettre de Windsor; après que tu l'as écrite il y a eu un changement inattendu (*sic*) de scène. Il semble que la Providence nous ait conseillé ta mission, et notre acceptation, pour rendre la folie autrichienne plus odieuse.

J'espère que tu feras remarquer à Lord Malmesbury le ton insolent et péremptoire du Comte Buol « répondez un oui ou non » — « et si la réponse n'est pas complètement satisfaisante ». Ce sont des phrases tamerlanesques qui ne sont plus en usage aujourd'hui.

Tu ajouteras, en parlant au Ministre anglais, que j'ai appris, avec stupeur, par le Comte Buol, qu'il avait trouvé la proposition du désarmement partiel du Piémont si opportune et si juste, qu'il voulait se l'approprier.

Nous nous préparons avec ardeur à la lutte suprême; nous nous attendons à recevoir d'abord quelques *botte* (coups). — Mais nous prendrons notre revanche.

Je t'écrirai une autre fois ce que feraient les Ministres anglais s'ils étaient les vrais successeurs de Chatham et de Pitt.

Adieu.

C. Cavour.

(1) Dans le beau style qui te fait honneur.

Digitized by Google

Dépêches télégraphiques et lettre confidentielles de Massimo d'Azeglio, pendant sa mission à Paris et à Londres, au mois d'Avril de l'an 1859.

N. 1.

Paris, 16 Avril 1859.

A peine arrivé, j'ai formulé avis raisonné sur les causes qui s'opposent au désarmement pur et simple du Piémont, et sur les conditions qui seules pourraient le rendre admissible en principe. Cet avis, conçu d'après les bases convenues avec V. E., sera soumis au Comte Walewsky et à l'Empereur. J'espère vous envoyer réponse avant minuit.

Ajournez votre réponse.

Je tiendrai le Marquis d'Azeglio au courant.

Je prendrai tout *ad referendum*.

N. 2.

(Même date).

Je vous envoie mon avis en résumé, en me réservant de vous le transmettre ce soir *in extensum*.

Pour accueillir la demande du désarmement du Piémont il faudrait:

1° Admettre la réalité des motifs qui ont amené la situation présente;

2° Donner à la Sardaigne des garanties sur la solution du différend;

3° Désarmement préalable de l'Autriche;

4° Amnistie pleine et entière, garantie par les Puissances.

Si les bases précédentes sont garanties par l'Angleterre, la Prusse et la Russie, le Piémont peut consentir au désarmement.

N. 3.

(Même date).

Verrai Empereur seulement demain à 1 h. ½.

Vu Walewsky, Kisselef, Pourtalès. Les bases proposées par l'Angleterre concordent à peu près avec les deux premières conditions de ma dépêche. Tous trouvent juste la 4me condition. Le désarmement préalable de l'Autriche, difficile à obtenir. Sans voir Empereur, impossible se prononcer.

Quant au bâtiment, envoyez chiffre nolis, achat.

Digitized by Google

N. 4.

Paris, 17 Avril 1859.

Les nouvelles de Russie et d'Angleterre apportent que ces Gouvernements sont favorables à l'admission du Piémont et des autres Etats de l'Italie au Congrès. Une fois que cela sera admis, l'Empereur conseille d'accepter le principe du désarmement comme la France. L'Empereur, à la lecture de votre dépêche du 17, assure qu'il y a erreur, et que par contre les Puissances semblent prêtes à tomber d'accord sur l'admission du Piémont au Congrès.

Ce qui précède, a été écrit sous la dictée de l'Empereur.

Si pourtant nous étions attaqués, j'ai demandé à l'Empereur si nous pouvions compter sur prompt secours. Il a répondu : — Oui, et j'ai déjà envoyé un officier à Turin. C'est malheureux que je n'aie pas pu faire des préparatifs publics. Mais en dix ou douze jours cela se ferait. J'ai à présent 36 mille hommes à Lyon. — Il m'a dit que toute l'Allemagne est contre lui. L'Angleterre penche vers l'Autriche, et la Russie est réservée.

Il pense que la proposition d'admettre le Piémont au Congrès, à condition qu'il accepte le principe du désarmement, mettra dans son tort celui qui refusera.

Je pars ce soir pour Londres.

N. 5.

Londres, 18 Avril 1859, 2 h. 1/2.

Lord Malmesbury déclare impossible nous admettre au Congrès sur le pied de l'égalité.

L'espoir de l'Empereur est trompé à moitié, car la Russie nous admet. J'espère avoir obtenu que ce soir au Parlement il ne nous charge pas trop. Il craint que nous ayons sous peu une sommation de l'Autriche. La politique de finesse de la France inspire ici une grande méfiance. Mon impression est que la France est peu sûre et non préparée, l'Allemagne hostile, l'Angleterre peu favorable, nous croyant les instruments de projets cachés.

N. 6.

5 heures 1/2.

J'ai revu Lord Malmesbury. Il propose désarmement préalable, effectif, simultané. Les détails seront arrangés par les commis-

Digitized by Google

saires des 6 Puissances qui devront être des officiers supérieurs. Le Congrès se réunirait comme celui de 1820. On inviterait alors les représentants italiens, qui prendront leur place comme ils ont fait à cette époque.

Malmesbury a écrit à Buol pour arrêter le mouvement des troupes autrichiennes. D'ici, difficile de formuler une opinion. Mais réfléchissez bien. La position est extrêmement grave.

Oser, comme se modifier, fut toujours l'ancienne politique du Piémont.

Si la menace arrivait, il n'y aurait plus à délibérer.

N. 7.

Londres, 19 Avril 1859.

Heureux que vous preniez temps à réfléchir. Jouer notre *va-tout* pour le fond de la question peut s'admettre.

Mais pour des formes, terrible responsabilité (1).

On peut reprendre les questions dans des circonstances plus favorables.

Dans ce moment toutes contraires.

Si nous laissons désorganiser nos forces, nous serons à la merci de tous.

Ne répondre ni oui ni non peut faire l'effet d'une ruse ici. On se méfie déjà assez de nous et de la France.

Je dirai à Malmesbury que nous prenons temps.

Pour le fond, c'est-à-dire liberté de droite de Pô, on est ici assez favorable. Ce soir dîner à Windsor.

N. 8.

(Même date).

Votre résolution est sage et opportune (2). Elle a produit le meilleur effet ici et sera d'un grand embarras à l'Autriche.

Si vous le croyez utile à la tranquillité de l'Italie et au service du Roi, j'en accepte publiquement toute la responsabilité. Pas le temps de vous écrire. Mais je le ferai incessamment.

---

(1) Cette dépêche, un peu obscure, semble devoir s'interpréter de la manière suivante : « C'est heureux que vous preniez du temps, afin de réfléchir. On peut admettre que nous jouïons notre *va-tout* pour le fond de « la question. Mais pour ce qui concerne les formes à donner à notre *jeu*, « il y a une terrible responsabilité à assumer. » E. D'Azeglio.

(2) Le principe du désarmement.

Digitized by Google

LETTRE PAR LA POSTE (1).

N. 9.

Windsor, 19 Avril 1859.

Mon cher Camillo,

Je suis persuadé que tu me pardonneras mon retard à te répondre.

Tu sais combien j'ai dû courir, parler et expédier de dépêches. Et il n'y a pas huit jours que j'ai quitté Turin! Et puis c'est à peine si l'on pouvait, grâce à l'électricité, suivre les événements, à quoi pouvait donc servir la poste?

Je sors en cet instant du dîner et de la réception de la Reine et je trouve enfin un instant de repos.

Je commence par te dire que la résolution que tu as prise ne pourra, certes, qu'augmenter ta réputation d'homme d'état. Tout le monde verra qu'en cette occasion le raisonnement l'a emporté sur ton penchant à agir avec hardiesse. Et, comme dit Machiavelli, c'est l'impossibilité, qui nuit tant aux affaires du monde, que de trouver dans un seul homme un Fabius et un Marcellus.

La Reine a vraiment été heureuse de notre conduite. Elle m'a reçu avec une bonté particulière, et après un petit *speech*, avec lequel je lui ai présenté mes lettres de créance et mes compliments, elle a causé quelque temps des affaires présentes. Mon opinion a été que nous demandons des choses justes, que rien ne se fait aujourd'hui hors des bases du juste. Qu'on nous écoute et que l'on pense que dans les menaçantes perspectives de l'avenir il faut s'adosser les plaintes de tout le monde, les écouter et y pourvoir.

Malmesbury m'a dit ensuite: « A présent que l'affaire est mise en discussion, je redeviens ce que j'ai toujours été, un ami de l'Italie. Une fois au Congrès, je me mets entre les mains de vos plénipotentiaires et des Italiens. J'emmène Hudson et Cowley avec moi. — Aïe! Aïe! me suis-je écrié. — Cowley (m'a-t-il répondu) est un homme sérieux, sévère; mais c'est un grand galant-homme, et il ne voudra que ce qui est juste. »

Certes, aujourd'hui, plus que jamais, il me semble important

(1) Relative au désarmement, auquel le Comte de Cavour refusait le consentement de la Sardaigne; mais il l'accorda ensuite.

Digitized by Google

d'élire un contre-Congrès de trois ou quatre personnes, qui remplissent les fonctions de troupe irrégulière et qui s'aident des pieds et des mains partout où la nécessité le veut. Il faut des personnes qu'on ne puisse repousser pour leur condition sociale, et Minghetti, Bettino (Ricasoli), Ubaldino (Peruzzi), Arese seraient naturellement indiqués.

Je crois qu'une grande discussion, à laquelle on donnera toute la publicité possible, avec de grands commentaires de la part de la presse, qui mette en plein jour toutes les friponneries dont les Italiens ont été victimes, ne peut que nous procurer le plus grand avantage. Et supposons qu'enfin on aboutît à la guerre, les esprits n'en seraient que bien mieux préparés ! Car, nous ne nous faisons pas d'illusions. Tout le monde parle de l'Italie, tout le monde veut l'aider, et il n'y a personne qui sache quelque chose de positif.

Après le déjeûner j'ai eu un entretien d'une heure et demie avec le Prince Albert. Il m'a tout d'abord déclaré que c'était une simple conversation, vu qu'il ne se mêle pas de politique. Après cela il m'a parlé ainsi : — « Il y a des questions insolubles pour vous : la papale et la territoriale. Commençons par cette dernière. Si maintenant vous obtenez la liberté de la rive droite du Pô, vous en contenterez-vous, ou bien avez-vous d'autres projets ? »

Je n'ai pas eu la moindre difficulté à répondre. Mais ce que je dirais n'a aucune importance. Il ne s'agit point de ce que nous pensons et voulons. Il s'agit de voir, *vu* l'état actuel de l'opinion, quelles sont les idées qui peuvent ou non avoir un avenir. S'il croit que la Lombardie et la Vénétie peuvent, comme état normal, se trouver toujours entre la révolution et l'échafaud, nos aspirations n'ont point d'importance ; s'il croit le contraire, que nous le voulions ou non, l'Autriche devra s'en aller de la rive gauche ainsi que de la droite du Pô.

La même réponse est applicable au Gouvernement temporel du Pape. La conversation a touché tous les points qui nous importent le plus, et l'impression qu'elle a faite sur moi, c'est qu'il n'est pas notre ennemi. Lui, ainsi que tout le monde, m'a, en un mot, fait comprendre que l'Europe nous est contraire, non par hostilité à notre cause, mais parce qu'on suppose de grands projets à Napoléon, et l'on croit que nous sommes ses instruments ; que l'Allemagne s'est rangée du côté de l'Autriche pour le même motif ; que l'Angleterre nous sera favorable si nous prouvons de ne vouloir que le bien de l'Italie ; mais que, si elle nous croira d'accord

Digitized by Google

pour d'autres buts, elle nous sera contraire. Et j'ai compris que cela était applicable dans le cas du Congrès. Je crois qu'il sera important de nous en souvenir.

Mon impression finale, après tout ce que j'ai vu, pendant ces sept jours, c'est que Napoléon n'a pas compris qu'en inspirant de la défiance à tout le monde, on a tout le monde pour ennemi, et je crois que pour le moment son premier intérêt c'est celui de reconquérir la confiance *s'il le peut.*

Je ne comprends pas ensuite comment il n'ait au moins disposé les choses de manière à se trouver prêt à tout événement, et comment il arrive à croire que ses actions peuvent être un secret pour quelqu'un.

I lo chërdia pi bulo (1).

J'aurais encore bien des choses à ajouter; mais aujourd'hui je suis, à la lettre, épuisé; et si cela dure ainsi, je ne sais si je peux continuer.

Je te prie de dire au Roi qu'on a fait l'honneur à son envoyé de le placer, pendant le dîner, à la droite de la Reine, et de lui faire donner le bras à la Princesse Alice.

De grand cœur

Ton affectionné
M° D'AZEGLIO.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

N. 10

Londres, 21 Avril 1859.

Lord Malmesbury me communique ce qui suit:

Autriche refuse propositions anglaises. Giulay a l'ordre de faire au Piémont sommation de désarmer, et attendre réponse trois jours.

Si la guerre s'ensuit, notre position est ici excellente. Je voulais aller à Paris; mais je pense que vous pouvez agir par l'entremise du Prince Napoléon, tandis que ma présence ici très utile auprès des Ministres et sur la presse. Lord Malmesbury est furieux contre l'Autriche. Il a dit que c'était dommage que la France ne soit pas préparée.

Je reçois à l'instant votre dépêche. Je suivrai vos instructions.

Malmesbury fera son possible pour arrêter l'Autriche. Aujourd'hui Conseil des Ministres ici.

M° D'AZEGLIO.

---

(1) Dialecte piémontais: *Je le croyais plus fin.* EMM. D'AZEGLIO.

Digitized by Google

Au Marquis Di Villamarina, Ministre à Paris.

N. 11.

Londres, 1er Avril 1859.

Envoyez lettre ici. Je reste à Londres quelques jours pour tirer le plus grand parti possible de la faute que l'Autriche vient de commettre en refusant propositions anglaises, et adressant sommation belliqueuse au Piémont.

M° D'AZEGLIO.

N. 12.

Londres, 22 Avril 1859.

J'ai dîné hier au soir chez Malmesbury. Je lui ai demandé simplement: Que dois-je écrire au Comte Cavour?

Il m'a répondu: — Ecrivez que nous avons protesté; nous avons averti notre Ministre à Berne de se tenir prêt pour aller au camp autrichien; que nous avons offert médiation au lieu de Congrès. Il est possible qu'on rassemble un *meeting* pour suppléer au Parlement.

Malmesbury a dit à Appony que la langue n'avait pas de termes assez forts pour flétrir la conduite de l'Autriche.

Notre position dans l'opinion en profite et s'améliore tous les jours.

M° D'AZEGLIO.

N. 13.

(Même date).

J'ai revu Lord Malmesbury. Il m'a dit qu'il a de nouveau protesté à Vienne avec la plus grande fermeté. Dans tous les cas la question des volontaires reste intacte.

N. 14.

Londres, 22 Avril 1859.

J'avais déjà ce matin parlé dans le sens de votre dépêche de ce soir. L'Angleterre est engagée par sa dignité à soutenir l'ensemble de ses propositions. En effet Lord Malmesbury ne m'a fait

Digitized by Google

aucune proposition pour admettre les prétentions autrichiennes. Je verrai demain le Ministre des affaires étrangères. Je parlerai de manière à ne pas même admettre la possibilité de recevoir une proposition contraire à vos instructions.

M° D'AZEGLIO.

LETTRE PAR LA POSTE.

N. 15.

Londres, 23 Avril 1859.

La *sommation* de l'Autriche, juste au moment où notre conduite nous rendait les Benjamins de l'Angleterre, a été un de ces ternes à la loterie qui n'arrivent qu'une seule fois en un siècle.

Tu peux t'imaginer s'il me passait par la tête de demander ici qu'on l'acceptât. Mais, ainsi que je te l'ai écrit, je n'avais pas besoin de le demander, moi. Ils ont fait tout ce qui était possible, et, dans leur sens, ils ont raison. Je pense comment le Ministère se trouve exposé devant les électeurs et quelle figure on a fait faire à l'Angleterre.

Mais les ternes à la loterie ne sont pas si fréquents et il y a toujours à craindre, et j'ai peur qu'il n'y ait encore des notes à écrire.

Ah! Si l'Autriche s'était avancée! Que nous fussions prêts ou non, la victoire morale était certaine, et la moitié et même plus de nos ennemis devenaient nos amis, car ils auraient dû nous considérer comme des victimes et non plus comme des provocateurs.

Hier matin, comme j'ai écrit dans mon dernier télégramme, j'ai vu Malmesbury. Je compris qu'il aurait eu honte de me demander des concessions sur le quatrième point, et en effet il ne demanda rien, pas même par allusion, et je me conduisis de manière à ne pas donner deux interprétations.

De même que j'ai opiné pour la concession, je dis à présent qu'elle suffit. J'ai aussi déclaré sur le compte des volontaires que c'était une question de loyauté et d'honneur, et qu'on devait périr plutôt que de les abandonner. Mais je m'empresse d'ajouter qu'on ne m'en a pas même fait la proposition.

Je crois bien faire en demeurant quelques autres jours ici. Il me semble qu'ici on manipule encore, et il ne faut pas les perdre de vue.

Appony travaille beaucoup, et je crois qu'il est important de

Digitized by Google

contreminer. Toi qui vois l'ensemble des choses, si tu en juges autrement, fais-le-moi savoir, car je n'ai aucun penchant naturel à demeurer ici dans ce brouillard glacé, et je ne vois pas l'heure de m'en aller.

Aujourd'hui je verrai Malmesbury, et, dans le cas, je t'adresserai une dépêche télégraphique.

Dans l'ensemble, selon mon point de vue, il me semble que les affaires s'arrangent bien. Certes, c'est une navigation qui effraye. A tout instant on rencontre un écueil. Mais on ne va pas au Paradis par un chemin de fleurs.

De la prudence, de la hardiesse quand il le faut, de la patience, et si Dieu le veut, nous nous tirerons d'affaire.

Tout à toi de cœur
M° D'AZEGLIO.

En ce moment le *Daily News* dit que l'Autriche persiste à vouloir la guerre. Si c'est vrai, vive l'Autriche!

N. 16.

Le 24 Avril le Ministre Sarde à Londres télégraphiait au Comte de Cavour dans les termes suivants:

Malmesbury pense que nous conserverions bonne position prise, si nous répondions qu'à la demande de l'Angleterre, France et Prusse nous avons accepté le principe du désarmement général, dont les détails, tels que celui des volontaires, devront être établis par commission militaire à Londres.

Le Comte Buol a mis en avant cette idée dans le cas où Malmesbury croirait pouvoir l'utiliser.

C'est reprendre la médiation anglaise sur les quatre points au lieu du Congrès, mais à condition que la Sardaigne désarme.

L'Angleterre répond que malgré la manière dont la mission de Lord Cowley a été interrompue, elle est prête à médiation sur base des quatre points entre Autriche et France, à condition que Autriche, France et Sardaigne désarment simultanément par commission militaire, ou restent uniformément sous les armes pendant la médiation.

L'Autriche, ne voulant pas de médiation directe entre elle et la Sardaigne, nous agirions par l'intermédiaire de la France.

Marquis EMM. D'AZEGLIO.

Digitized by Google

N. 17.

Londres, 25 Avril 1859.

Je viens de chez Malmesbury et je vous transmets sa pensée. Si le Piémont répond à la sommation en déclarant le fait de son acceptation des propositions anglaises, Lord Malmesbury croit que l'Autriche ne passera pas outre.

Il croit que l'Autriche acceptera la médiation de l'Angleterre, conformément au principe établi dans le dernier protocole de Paris.

Ici la presse presque toute en notre faveur. Ne crois pas pour cela qu'on soit disposé à nous aider par les armes.

Je voulais partir après-demain. Malmesbury m'a demandé d'attendre Jeudi son retour.

Malmesbury m'a transmis copie de la sommation annotée de sa main.

Le passage qui commence: *Le Gouvernement de S. M. Britannique,* etc., est accompagné de la remarque suivante:

« Ce n'est pas vrai; au contraire nous avons trois fois protesté contre le licenciement des corps francs. Nous n'avons pas insisté. Mais nous avons proposé à la France de se joindre à nous pour demander à la Sardaigne de désarmer si nous lui donnions une garantie collective.

« La France ayant refusé, nous n'avons jamais adressé invitation à la Sardaigne de désarmer. »

M° D'AZEGLIO.

N. 18.

Londres, 26 Avril 1859.

Hier au soir bruit a couru dans la cité que l'Autriche accordait un délai de 14 jours. Le Ministre de Russie m'a aussi dit qu'il croyait impossible une attaque. Veuillez m'informer de ce qui se passe pour ma gouverne et pour me mettre à même de juger si ma présence ici est encore utile.

M° D'AZEGLIO.

N. 19.

Londres, 30 Avril 1859.

Supposant que l'ordre de rester à Londres n'a plus de valeur après le commencement des hostilités, je pars pour Paris où je vous prie de m'envoyer vos instructions. J'ai pris congé de Lord Malmesbury, qui s'est montré très sympathique à notre cause.

Digitized by Google

N. 20.

Paris, 3 Mai 1859.

Le Marquis de Villamarina m'a communiqué votre dépêche. Je pars avec plaisir pour l'Italie, aussitôt que j'aurais pris congé de l'Empereur.

Quels que puissent être mes moyens, j'espère que vous pourrez m'utiliser dans l'intérêt de la cause.

M° D'AZEGLIO.

CLXXVIII.

16 Juillet 1859.

Mon cher Marquis,

Je viens vous faire mes adieux avant de quitter le Ministère. Le Comte Arese ayant accepté la mission de former un nouveau Cabinet, il est probable que je serai rendu à la vie privée avant que cette lettre ne parvienne entre vos mains (1).

---

(1) Aux premiers jours de Juillet de l'an 1859, la Légation piémontaise en Russie annonçait que le Gouvernement russe s'employait pour faire accepter sa médiation par les parties belligérantes. Par un télégramme, en date du 6 de Juillet, le Comte de Cavour avait écrit à ce propos au Marquis Sauli, Ministre du Roi à Pétersbourg, le télégramme suivant:

« En ce moment la médiation ne pourrait avoir que de fâcheux « résultats. Il faut que l'influence autrichienne disparaisse com- « plètement dans l'Italie, afin que la paix soit solide et durable ».

On peut facilement s'imaginer l'impression qu'a dû éprouver le Comte de Cavour, lorsque, très peu de jours après (le 8 Juillet), il reçut la nouvelle de la conclusion de l'armistice entre les parties belligérantes. Il était aussitôt parti pour le quartier général. Mais il ne lui avait pas été permis de parler à l'Empereur Napoléon, et il n'avait pu persuader le Roi de continuer la guerre tout seul; par conséquent le jour 18, le Comte de Cavour et tous

Digitized by Google

Je pense que vous aurez compris les motifs péremptoires qui m'ont forcé à donner ma démission. Je n'ai été déterminé à le faire pour aucune considération personnelle. Si j'avais cru qu'en restant au pouvoir je rendais un service au Roi et au Pays, j'aurais, sans hésitation, sacrifié mes convenances et le peu de popularité que je puis avoir acquise. Mais ma retraite était nécessaire pour atténuer les fâcheuses conséquences de la paix, qui vient d'être signée. Vous savez que la politique du Cabinet actuel a toujours été franchement nationale; qu'elle n'avait pas en vue l'agrandissement territorial du Piémont,

---

ses collègues avaient présenté leurs démissions. Le Comte François Arese avait été chargé de former la nouvelle administration; mais, après quelques démarches, l'illustre lombard ayant renoncé à son mandat, le Comte de Cavour avait écrit de Brescia au Général Lamarmora la lettre suivante:

Brescia, 18 Juillet 1859.

Général Lamarmora,

Arese a renoncé. Le Roi a chargé Rattazzi de la formation du Ministère. Seule combinaison possible, il y a danger grave à rester dans le provisoire. Pour qu'elle réussisse il est indispensable que vous acceptiez la Présidence et le portefeuille des Affaires étrangères que Rattazzi, d'accord avec le Roi, vous offre. On a pensé à Fanti pour la Guerre. Rattazzi demande si vous avez objection.

Autres membres amis communs et Lombards indispensables. Je vous engage au nom de notre amitié et dans l'intérêt du Pays à accepter. Si vous refusez, impossible de prévoir ce qui arrivera.

C. Cavour.

En effet le Général Lamarmora accepta cette charge très difficile et très grave; et le Ministre Lamarmora assuma le pouvoir le 19 Juillet 1859, et y resta jusqu'au 20 Janvier 1860, jour où le Comte de Cavour reprit la Présidence du Conseil et le Ministère des Affaires étrangères.

N. Bianchi.

Digitized by Google

mais l'émancipation de l'Italie; l'établissement dans toute la Péninsule d'un système sagement libéral.

La paix actuelle, si elle doit amener le retour de l'ancien régime dans l'Italie centrale, aura fait plus de mal que de bien à la cause nationale. Je ne pourrais pas en assumer la responsabilité. Je n'avais d'ailleurs aucun motif pour le faire, car elle a été négociée et traitée à mon insu. Le Roi a dû la subir, comme il a dû subir la dure condition de ne pas appeler son Ministre auprès de lui, pendant que l'Empereur traitait directement avec nos ennemis.

Vous me direz, peut-être, que, si j'ai le droit incontestable de me retirer au point de vue constitutionnel, mon devoir est de sacrifier mon droit à l'intérêt du Pays. Vous auriez parfaitement raison si ma présence aux affaires pouvait servir la cause italienne. Mais, dans ce moment, il en serait tout autrement. Les préliminaires de la paix n'ont établi que quelques points généraux: il reste une foule de questions à décider, soit directement avec l'Autriche, soit au moyen d'un Congrès européen. Or, devant un tribunal diplomatique, la cause de l'Italie perdrait à être plaidée par moi. Je suis la bête noire de la diplomatie. Vous avez pu vous en convaincre à l'occasion de votre dernier séjour à Paris. Walewsky me déteste pour mille raisons, et surtout à cause des sarcasmes et des quolibets que nous avons faits avec Clarendon à l'occasion du traité de Paris. Cowley a des crispations nerveuses lorsqu'il me voit. Je pense que je donnerais le cauchemar aux plénipotentiaires autrichiens. Bref, je suis l'homme le moins apte à obtenir des concessions des diplomates. Ces messieurs refuseraient à l'homme ce qu'ils accorderaient, peut-être, au Pays, pourvu qu'il fût représenté par un person-

Digitized by Google

nage sympathique. Arese a offert le portefeuille des Affaires étrangères à Massimo; s'il l'accepte, comme j'espère, le Piémont et l'Italie obtiendront tout ce qu'il est possible d'obtenir dans les circonstances actuelles.

Veuillez recevoir, mon cher Marquis, mes remercîments sincères pour le concours intelligent et actif que vous m'avez toujours prêté. Grâce à vous, nous avons triomphé de bien des difficultés et évité bien des inconvénients. Je suis certain que, si l'Empereur eût persisté dans ses desseins, vous m'auriez puissamment aidé à accomplir la tâche que je m'étais donnée. Ainsi comptez sur ma reconnaissance, comme sur les sentiments de sincère amitié que j'emporte pour vous dans la vie privée.

C. Cavour.

CLXXIX.

Turin, 24 Janvier 1860.

Mon cher Marquis,

Le Chevalier Marliani se rend à Londres, chargé par le Gouvernement de l'Emilie d'une mission auprès du Cabinet de St-James. Je vous prie de l'accueillir avec votre obligeance ordinaire et de lui faciliter les moyens de s'entretenir avec les membres du Gouvernement.

Mr Marliani avait l'ordre, en passant par Turin, de solliciter mes instructions. Je lui ai tracé quelques lignes, en l'engageant à vous en donner communication, et à vous faire part de ses démarches.

Digitized by Google

Voici le résumé de ces instructions.

Le Gouvernement du Roi croit l'annexion nécessaire, inévitable. Il est décidé à la faire, en tenant compte, bien entendu, de ses rapports avec les Gouvernements de France et d'Angleterre.

Il est prêt à prendre les mesures nécessaires pour procéder à son exécution. Toutefois, sauf le cas d'un danger imminent, le Gouvernement pense que c'est au Parlement de donner à l'annexion une sanction légale et définitive.

Si l'on croit nécessaire de provoquer encore une fois l'expression de la volonté populaire, les provinces de l'Emilie, comme celles de la Toscane, sont disposées à subir cette nouvelle épreuve. Le mode et la forme de la votation devraient être arrêtées plus tard. En tous cas la nouvelle votation ne serait pas émise par les anciennes assemblées, pour exclure la supposition que celles-ci, ayant été élues dans des circonstances exceptionnelles et en présence de dangers imminents, ne pussent plus représenter la véritable opinion du Pays.

Mr Marliani doit ajouter que je suis toujours disposé à aller à Londres pour conférer avec Lord John Russell, si ce Ministre le désire. Mais il doit faire remarquer que, dans ma position actuelle de Président du Conseil des Ministres, ma présence à Londres aurait un caractère bien plus significatif qu'auparavant, et qu'elle impliquerait un appui formel de l'Angleterre au principe de l'annexion. J'attendrai de connaître, par l'entremise de Sir James Hudson, les nouvelles déterminations de Lord John Russell à cet égard.

En procédant à l'annexion, le Gouvernement du Roi est prêt à en subir les conséquences. Il espère que

Digitized by Google

la Lombardie sera suffisamment couverte par l'armée française, qui garde la ligne du Mincio. L'Autriche, dans le cas où elle se déciderait à nous faire la guerre par suite de l'annexion, ne pourrait donc porter son armée que sur le Pô et dans l'Italie centrale. Si cette éventualité avait lieu, le Gouvernement du Roi et les provinces annexées tâcheraient d'être en mesure d'y faire face.

Tel est, mon cher Marquis, le sens des instructions données à Mr Marliani. Je vous engage à y conformer votre langage, en attendant les directions officielles plus précises et plus détaillées que je ne manquerai pas de vous donner en son temps, verbalement ou par écrit.

Mille amitiés. C. Cavour.

CLXXX.

Turin, 12 Février 1860.

Mon cher Marquis,

J'ai cru pendant longtemps que ce qu'il y avait de mieux à faire relativement à la question de la Savoie, c'était de n'en pas parler.

Maintenant que les attaques absurdes de la presse française et des discussions irritantes de la tribune anglaise, nous forcent à rompre le silence, voici ce qu'il faut dire.

Ayant amené la France à faire la guerre en Italie, au nom du principe des nationalités, ayant invoqué depuis huit mois le principe du respect du vœu des peuples, surtout lorsqu'il est en harmonie avec le premier, nous n'aurions pas contesté d'un côté des

Digitized by Google

Alpes, ce que nous soutenions de l'autre. Lorsque la France nous a demandé ce que nous ferions si la grande majorité des Savoyards et des Niçards demandait à être réunie aux peuples parlant la même langue, nous lui avons répondu que nous ne faisions pas marché de peuples: que nous ne vendrions, ni ne troquerions le moindre de nos villages: mais que si les sujets de race non italienne voulaient, comme on le disait, se séparer de nous, certes nous ne les retiendrions point par la force.

Ce que j'ai dit à la France, je l'ai répété à tout le monde, à l'intérieur et à l'extérieur, et je l'aurais publié déjà sur la *Gazette Officielle*, si je n'avais pas cru nécessaire constater l'effet qu'une telle publication produirait à Paris et à Londres.

En même temps nous avons jugé que le meilleur parti à prendre à l'intérieur était de laisser à l'opinion publique la plus grande liberté, tout en tâchant d'empêcher les manifestations bruyantes, ou qui pouvaient provoquer des désordres.

J'ai fait ce que j'ai pu pour empêcher celle qui a eu lieu à Chambéry. Il aurait fallu employer la force pour y parvenir. Or nous n'en avons pas en Savoie, pour le moment. Vous pouvez dire à Persigny que si j'avais eu un régiment à ma disposition à Chambéry, je l'aurais prévenue. On ne pouvait employer la garde nationale à cet effet; car elle est très anti-séparatiste.

Notre conduite, pour être parfaitement honnête, n'en est pas moins habile; car il paraît que plus nous laissons de liberté aux Savoyards, et moins ils se montrent disposés à nous quitter. Des séparatistes furieux, maintenant que nous les laissons parfaitement libres de soutenir leur thèse, hésitent et se modifient. Je crois que tout autre système que celui

Digitized by Google

de la liberté absolue aurait eu des conséquences très fâcheuses.

Il est incontestable qu'il existe en Savoie un parti séparatiste considérable, à la tête duquel se trouve presque toute la noblesse. Si nous avions engagé avec lui une lutte à outrance, nous aurions été amenés peu à peu à employer des moyens de rigueur et de répression qui nous auraient nui même auprès de nos amis. Peu à peu nous aurions été réduits à gouverner la Savoie comme l'Autriche gouverne la Vénétie.

Une fois la première irritation calmée, on nous rendra justice, et Persigny d'un côté et Shaftesbury de l'autre devront reconnaître que nous suivons la même politique des deux côtés des Alpes.

Le traité, à en juger par votre télégramme, me paraît bon. J'espère qu'il réunira les suffrages de tous les hommes consciencieux.

Faites mes amitiés à Marliani, et ne détruisez pas ses illusions, si illusions il y a. Car ses lettres me reposent de l'agitation continuelle causée par la politique du dedans et du dehors.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CLXXXI.

Milan, 17 Février 1860.

Mon cher Marquis,

Je m'empresse de vous remercier de votre lettre particulière du 13 Février. Je regrette beaucoup les malentendus auxquels a donné lieu cette malheu-

Digitized by Google

reuse question de Savoie. Vous avez, du reste, fort bien répondu au Comte de Persigny, et je ne doute pas qu'il ne soit parfaitement convaincu, à cette heure, qu'il n'y a eu aucune intrigue de notre part. Le fait est que la question de Savoie a été mise en discussion d'une manière fort intempestive par quelques articles de journaux français. N'ayant aucune influence sur nos journaux, nous n'avons pu empêcher qu'on ne répondît à ces accusations; de là une politique fort irritante que j'aurais voulu éviter à tout prix, mais dont il serait de la dernière injustice de nous accuser.

Les explications que Nigra était chargé de donner à ce sujet, ont déjà convaincu Mr de Thouvenel de notre parfaite innocence. L'Empereur et son Gouvernement sont maintenant dans les meilleures dispositions et l'influence personnelle d'Arese aidera beaucoup à maintenir l'entente cordiale entre la France et le Piémont. Cependant nous avons besoin de l'appui non moins cordial du Cabinet anglais pour surmonter les dernières difficultés qui s'opposent encore à l'annexion. Je ne conçois pas qu'on puisse, à l'heure qu'il est, parler d'un royaume de l'Italie centrale. Cette combinaison serait maintenant aussi impopulaire en Italie que les restaurations elles-mêmes. Elle implique aussi bien que les restaurations une violation formelle du principe de la non-intervention, qui maintenant se trouve publiquement reconnu et consacré par l'Angleterre et par la France. Quel que soit le Prince qu'on choisirait pour ce royaume factice, il aurait contre lui le grand parti annexioniste, c'est-à-dire la grande majorité de la population. Ni l'Angleterre, ni la France ne peuvent plus désormais revenir sur leurs promesses. Tout ce qu'elles peu-

Digitized by Google

vent nous demander raisonnablement c'est de faire constater de nouveau les vœux des populations.

Veuillez, mon cher Marquis, répéter à Persigny et à Lord Palmerston ces arguments qui me paraissent de la dernière évidence. J'espère que les Torys ne réussiront pas à renverser le Cabinet, et je vous prie de présenter mes félicitations à Gladstone pour le magnifique discours qu'il a prononcé à l'occasion du budget.

J'ai été ravi de l'accueil reçu à Milan par S. M. La population était animée du plus sincère enthousiasme. Toutes les villes de la Lombardie demandent que le Roi les honore de sa présence. Peut-être ferons-nous une course jusqu'à Brescia.

Agréez, mon cher Marquis, l'expression de mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CLXXXII.

Turin, 8 Mai 1860.

Mon cher Marquis,

Les événements qui se passent en Sicile me décident à me départir de la réserve que je m'étais imposée, vis-à-vis du Gouvernement anglais, par suite du sentiment de défiance que l'affaire de la Savoie avait malheureusement excité contre nous en Angleterre.

Quelle que soit la différence des vues qui s'est manifestée à cette occasion entre les Ministres de S. M. B. et moi, différence que je regrette hautement, il me paraît indubitable que l'Angleterre et la Sar-

Digitized by Google

daigne n'ont, à l'égard de la Sicile, qu'un seul et même intérêt. En effet (vous aurez eu souvent l'occasion de le répéter à Lord Palmerston et à Lord John) nous n'avons d'autre but que de rendre l'Italie aux Italiens, de fonder d'une manière durable et réelle l'indépendance de la Péninsule, de la délivrer de toute sujétion morale, aussi bien que matérielle. Nous n'avons cédé la Savoie et Nice que parce que, à tort ou à raison, nous sommes convaincus que ces pays ne font pas partie de la nationalité italienne. Mais (comme je me suis empressé de vous le mander hier par télégraphe) nous ne céderions pas un pouce de terre italienne, quels que fussent les avantages du troc qu'en viendrait nous proposer.

Vous pouvez donc démentir pleinement l'absurde bruit relatif à la cession de Gênes, ou de toute autre partie de la Ligurie à la France. Lord Palmerston et Lord John ont trop de clairvoyance pour ne pas croire à la sincérité de cette déclaration.

Par le traité du 24 Mars nous avons cherché à enlever à la France tout prétexte pour entraver la continuation de notre politique en Italie. J'espère y avoir réussi; au moins pour ce qui regarde la Sicile, où personne ne songe au muratisme. Mais, si l'entente avec la France nous coûte tant d'efforts et de sacrifices, l'entente avec l'Angleterre doit être toute naturelle et presque nécessaire. Je connais trop bien le système actuel de la politique anglaise pour ajouter foi aux vieux routiniers qui attribuent à Lord Palmerston des velléités de conquête sur la Sicile, ou le projet d'en faire un fief soumis au protectorat de l'Angleterre. En Sicile, comme dans l'Italie centrale, l'Angleterre ne peut avoir qu'un but: laisser les Italiens maîtres de décider de leur sort, empêcher toute

Digitized by Google

intervention, toute influence étrangère. C'est là justement ce que nous voulons; car, je le répète, je suis italien avant tout, et c'est pour faire jouir à mon pays du *self government* à l'intérieur, comme à l'extérieur, que j'ai entrepris la rude tâche de chasser l'Autriche de l'Italie, sans y substituer la domination d'aucune autre Puissance.

Vous aurez donc soin d'expliquer à Lord Palmerston que, dans l'affaire de Sicile, nous désirons avant tout nous mettre en parfait accord avec l'Angleterre. Nous n'avons pas encouragé Garibaldi à se jeter dans cette aventure, qui nous paraissait téméraire. Nous avons regretté la précipitation qui nous met dans le plus cruel embarras, et qui peut compromettre dangereusement l'avenir de l'Italie. Cependant nous avons respecté les motifs hautement honorables qui ont inspiré son audacieuse résolution, et nous ne nous sommes pas crus en droit d'empêcher par la force des efforts qui tendent à améliorer le sort des Siciliens. Si Garibaldi réussit, si la grande majorité des Siciliens se réunit autour de lui, nous ne demandons pour eux que la pleine liberté de décider de leur sort, de faire de l'indépendance qu'ils auront acquise l'usage qui leur paraîtra le plus convenable.

Je m'empresse de vous donner ces explications. En les communiquant à Lord Palmerston et à Lord John, vous ajouterez, mon cher Marquis, que pour adhérer aux pressantes sollicitations de la Russie, j'ai fait insérer dans la *Gazette Officielle* d'aujourd'hui un article qui dément les bruits de la complicité du Gouvernement du Roi dans l'expédition de Garibaldi.

Sir James Hudson, que j'ai consulté à cet égard, m'a dit, que dans notre position cet acte de convenance politique est indispensable.

Digitized by Google

En attendant de connaître bientôt par vous, mon cher Marquis, quelles sont les vues du Gouvernement anglais sur la situation actuelle, je vous prie d'agréer la nouvelle assurance, etc.

C. Cavour.

CLXXXIII.

Turin, 6 Avril 1860.

Mon cher Marquis,

J'ai reçu vos lettres particulières, et je profite à mon tour du courrier anglais pour vous remercier des renseignements fort intéressants qu'elles contiennent.

Je ne puis envisager, sans beaucoup d'anxiété, l'hypothèse d'une rupture entre la France et l'Angleterre. Je crois qu'on peut encore éviter les calamités immenses que cet événement aurait pour l'Europe, et que nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour rapatrier les deux grandes Puissances Occidentales. Aussi vous sais-je gré de l'abnégation que vous avez eue avec Persigny, qui retournera peut-être à Londres avec de meilleures dispositions à notre égard.

Je crois qu'il n'est nullement impossible d'amener un accord entre la France et l'Angleterre au sujet de la question d'Orient. Si les affaires italiennes ne réclamaient pas toute mon attention, je travaillerais de tout mon cœur à amener une entente qui assurerait du même coup la paix et la liberté de l'Europe. Mais il faudrait pour cela persuader à Lord

Digitized by Google

Palmerston qu'une solution convenable de la question d'Orient couronnerait dignement sa longue et belle vie politique, et que dans l'attitude nouvelle que la France assume en Europe, il est de son devoir de s'en occuper sans retard. Tâchez, mon cher Marquis, de l'engager à vous exposer ses idées, en l'assurant que nous garderons le plus grand secret sur ses communications.

Je comprends quelles défiances ont dû soulever en Europe les procédés de la France relativement à Nice et à la Savoie. Cependant nous avons pu, non sans peine, faire insérer les deux clauses de la sanction du Parlement et du vote des populations. Je puis, à ce sujet, vous donner l'assurance qu'on procédera sous peu au vote universel à Nice aussi bien qu'en Savoie. Les troupes françaises se retireront au moment du vote.

Chaque jour amène de nouvelles complications. L'Ombrie et les Marches sont dans une telle situation qu'on ne peut se flatter d'y maintenir la tranquillité. En même temps une insurrection éclate en Sicile. Veuillez faire comprendre au Gouvernement anglais que, quelle que soit notre intention de consacrer tous nos soins à l'organisation intérieure du nouveau royaume, nous ne pouvons pas rester indifférents devant ces événements.

Le Roi partira le 15 Avril pour Florence. Comme la Russie, la Prusse et la France paraissent disposées à ne pas permettre à leurs Ministres d'accompagner le Roi, nous nous passerons de l'entourage diplomatique.

Le discours de la couronne a produit le meilleur effet dans toute l'Italie. J'espère qu'il en sera de même en Angleterre; et que Lord Palmerston sera

Digitized by Google

disposé à faire appliquer à Naples et à Palerme la conclusion du discours, laquelle a été accueillie avec le plus grand enthousiasme.

J'ai demandé officiellement au Gouvernement français de hâter la convocation des conférences pour la neutralité de la Suisse, en ajoutant que la Sardaigne entend y intervenir. Ce n'est certainement pas l'Angleterre qui s'y opposera. Cependant nous avons le plus grand intérêt à ne pas laisser remettre en question les annexions de l'Italie centrale, que des faits solennellement accomplis ont mises désormais hors de débat. Nous comptons sur l'appui du Gouvernement anglais pour empêcher que la conférence ne sorte du programme qui lui est tracé par les réclamations de la Suisse.

Agréez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CLXXXIV.

Turin, 4 Juin 1860.

Mon cher Marquis,

Je profite d'une occasion sûre pour vous écrire deux mots confidentiels.

Mes derniers télégrammes ont dû vous apprendre quelle serait l'attitude du Gouvernement du Roi, en cas d'une intervention autrichienne à Naples.

Villamarina prétend que l'Autriche, n'osant pas intervenir ouvertement, fournira au Roi de Naples des bataillons armés, qui n'aurait qu'à s'affubler du costume napolitain. C'est en comptant sur cette res-

Digitized by Google

source que le Gouvernement napolitain repousse la capitulation accordée par Garibaldi au Général Lanza, et refuse de faire des concessions. Je ne sais pas si la France et l'Angleterre toléreraient cette intervention déguisée, qui d'ailleurs s'opère déjà dans de belles proportions en faveur du Pape. Quant à nous, nous serions forcés naturellement à favoriser, au lieu de le contenir, l'élan des volontaires, qui poussent de toutes parts le Gouvernement à soutenir l'entreprise de Garibaldi. Je vous dirai même, entre nous, que si l'Angleterre veut être impartiale, elle devrait nous aider un peu plus, ne fût-ce que pour contrebalancer l'appui que les Irlandais donnent au Pape et à Lamoricière.

On m'écrit, en effet, de Dublin, à la date du 29 Mai, que, malgré la défense du Gouvernement britannique, les enrôlements se poursuivent en Irlande avec une activité extraordinaire, et qu'il ne se passe pas de jour que des centaines d'Irlandais ne partent pour Douvres et Folkestone, afin d'être dirigés sur la Belgique et venir en Italie servir sous le drapeau de Lamoricière. On élude la défense de la loi en recrutant ostensiblement pour émigrer à Newfoundland : on m'assure même que les autorités irlandaises n'emploient pas tout le zèle nécessaire pour empêcher ces coupables manœuvres. On prêche dans les église une croisade furieuse contre le Piémont; on y dit publiquement que le Cardinal Viale est mort empoisonné, etc., etc. Je n'ai pas le moindre doute que le Gouvernement anglais ne fasse son possible pour empêcher ces intrigues du parti ultramontain : cependant, comme il n'y parvient pas, je pense qu'il pourrait, pour contrecarrer les efforts du parti catholique, aider un peu plus énergiquement le parti libéral italien.

Digitized by Google

Dans mon discours à la Chambre, en défense du traité du 24 Mars, j'ai dû démontrer encore une fois que l'alliance française est pour nous une nécessité absolue.

Si l'Angleterre avait voulu nous prêter un secours efficace, si elle le voulait encore, elle garantirait, à peu de frais, la liberté et l'indépendance de l'Europe. Malheureusement ses sympathies platoniques ne pouvaient pas nous suffire. L'immense majorité qui a soutenu le Gouvernement à cette occasion, pourra convaincre l'Angleterre que le parti libéral modéré a reconnu avec moi la nécessité douloureuse du sacrifice que nous avons fait à l'alliance française.

Veuillez, mon cher Marquis, me donner par la première occasion quelques renseignements sur l'effet de mon discours en Angleterre, et sur la manière dont Lord Palmerston et Lord John envisagent la situation, et croyez à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

PS. Je vous renouvelle la prière de donner, s'ils le demandent, des passeports à Kossuth et à ses amis. Veuillez aussi expliquer à Lord Palmerston et à Lord John, que malgré le traité du 24 Mars, nous sommes intéressés au règlement de la question de la neutralité suisse. En effet, nous resterons toujours puissance limitrophe avec la France et la Suisse: en outre le Chablais et le Faucigny touchent à la Vallée d'Aoste. Notre intervention, dans la conférence, est donc absolument nécessaire.

Digitized by Google

CLXXXV.

Turin, 15 Juin 1860.

Mon cher Marquis,

Je profite du départ du Comte d'Agliè pour Paris, pour vous écrire deux mots sur la situation générale.

Je vois avec plaisir les vives sympathies que l'entreprise de Garibaldi rencontre en Angleterre, et je ne suis nullement jaloux de son succès. Au contraire, j'ai donné les ordres les plus sévères pour empêcher que Mazzini n'aille en Sicile gâter l'œuvre du célèbre guérillero. Je suis décidé à tout, plutôt que de souffrir qu'il aille organiser une république en Sicile.

La majorité imposante qui au Sénat, comme à la Chambre des Députés, s'est ralliée autour du Gouvernement sur la question du traité, nous donne toute la force morale dont nous avons besoin pour déjouer toutes les intrigues des républicains et des réactionnaires. Nous n'avons donc rien à craindre à l'intérieur, d'autant plus que la Chambre vient d'accueillir avec faveur la demande d'autorisation pour un emprunt éventuel; demande qui, par son objet, aussi bien que par la généralité de sa formule, implique un vote de confiance absolue dans le Ministère.

A l'extérieur, nous sommes un peu vexés par les remontrances continuelles de la Prusse et de la Russie en faveur du Roi de Naples. Nous avons répondu que nous ne pouvons pas nous montrer moins Italiens que les Français et les Anglais, qui aident ouvertement l'expédition de Garibaldi. Aucun des

Digitized by Google

bâtiments partis dernièrement pour la Sicile n'avait le pavillon sarde. La plupart d'entre eux était sous pavillon américain: nous n'avons permis à aucun de nos officiers de marine de se joindre à l'expédition; nous avons puni les déserteurs et ceux qui subornaient nos soldats, etc., etc. Veuillez parler en ce sens au Ministre de Russie à Londres.

Des nouvelles de Rome portent que le Roi de Naples serait prêt à donner une constitution taillée sur celle de la France, mais qu'il persiste à repousser toute alliance avec nous. L'annonce d'une constitution à Naples aurait donné au Pape une attaque de nerfs qui a duré trois heures. Cependant Antonelli est inébranlable. Il espère toujours que l'Europe se coalisera contre l'Empereur, et qu'une insurrection réactionnaire en Toscane permettra au Général Lamoricière de faire un coup sur Bologne.

Merci d'avoir agi indirectement sur le *Times*. Ses derniers articles sur la Sicile sont conçus dans le meilleur esprit. Comment envisage-t-on à Londres l'entrevue de Bade? Croit-on qu'elle réussisse à prévenir l'entente de la Prusse et de l'Autriche.

Votre dévoué

C. Cavour.

CLXXXVI.

Turin, 29 Juin 1860.

Mon cher Marquis,

Je profite du départ du Comte Maffei pour vous envoyer copie des instructions confidentielles que j'ai transmises au Marquis de Villamarina, par suite du

Digitized by Google

changement qui vient de s'opérer à Naples. Vous verrez par ces instructions que si le Gouvernement napolitain, par son attitude vis-à-vis de l'Autriche, du Pape et de la Sicile, nous donne des garanties sérieuses de sincérité et de bonne foi, nous ne refusons pas de nous associer à lui dans la tentative de réconcilier le peuple avec la dynastie. Cette entreprise cependant me semble désespérée, car les douze années qui se sont passées de 1848 à 1860 ont dû mettre un abîme entre la nation et les Bourbons. Cependant, tout en faisant bonne garde pour ne pas nous laisser trahir, nous laisserons les Napolitains juges du degré de croyance que peut mériter le libéralisme posthume de leur Roi. Ma conviction profonde est que, au point où en sont les choses en Italie, il n'y a que l'unité qui puisse garantir à la Péninsule l'indépendance et la liberté. Mais nous pouvons, sans dévier de ce programme, attendre que cette vérité se soit fait jour dans le Midi, comme dans le Nord et dans le centre de l'Italie. En Toscane et dans l'Emile nous avons attendu que les populations *réclamassent* l'annexion. Nous en ferons de même pour Naples.

Tout en faisant confidentiellement ces déclarations à Lord Palmerston et à Lord John, vous ajouterez, comme votre opinion personnelle, que nous ne pouvons pas d'un moment à l'autre faire alliance avec le Roi de Naples. Une certaine réserve nous est naturellement imposée, soit par la juste défiance des Italiens vis-à-vis des Bourbons, soit par la nécessité où nous sommes, de voir si les institutions représentatives fonctionnent avec régularité à Naples et d'attendre qu'un Parlement ait donné au nouveau Ministère le baptême de la nationalité. Il faut que la

Digitized by Google

question de la Sicile soit vidée, ou du moins que le Gouvernement napolitain ait renoncé à la vider par les armes, pour que nous puissions contracter une alliance formelle avec Naples. Tant que Messine restera occupée par les troupes qui ont bombardé Palerme, nous ne pouvons prendre d'engagement formel avec le Commandeur de Martino. Cela est évident et ne doit pas avoir besoin de démonstration à Londres, où l'entreprise de Garibaldi a rencontré tant de faveur.

Votre affectionné

C. Cavour.

CLXXXVII.

Turin, 7 Juillet 1860.

Mon cher Marquis,

Canofari, appuyé par Talleyrand, m'a demandé que le Roi usât de son influence sur Garibaldi pour obtenir une suspension des hostilités, pendant la durée des négociations entre Naples et le Piémont. Ayant communiqué au Conseil et soumis au Roi cette demande, il a été décidé que je répondrais aux Ministres de France et d'Angleterre, que le Roi n'avait pas d'autorité sur Garibaldi; mais qu'il consentait à lui conseiller une trève, si le Roi de Naples s'engageait formellement à respecter le vœu des Siciliens, quelle que fût l'issue des négociations. Talleyrand n'a pas fait d'observations. Canofari s'est écrié: *Mais c'est la cession de la Sicile que vous nous demandez.* Je lui ai répondu: *La cession non; mais la remise entre les mains des Siciliens de leur sort.*

Digitized by Google

Je crains que Naples n'accepte cette condition tout humiliante qu'elle est; mais je doute fort que Garibaldi s'en contente. S'il était raisonnable, il devrait la subordonner à la cession de la citadelle de Messine. Une fois Messine tombée, le sort de la Sicile serait assurée; non seulement elle n'aurait plus rien à craindre de Naples, mais elle serait la maîtresse d'y porter la révolution quand elle voudrait.

. . . . . .

. . . . . .

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CLXXXVIII.

Turin, 12 Juillet 1860.

Mon cher Marquis,

Je profite du départ du Marquis Incontri pour vous renseigner sur notre position.

En Sicile, Garibaldi se laisse entraîner par l'enivrement de ses succès. Au lieu de faire, ou de laisser faire l'annexion, il songe à conquérir Naples et à délivrer l'Italie. Si des conseils de modération lui parvenaient de l'Angleterre, pour laquelle il a une grande déférence, cela serait fort avantageux. Je sais que le Ministère ne peut se mettre en rapport avec lui; mais il pourrait endoctriner l'Amiral, qui me paraît être un homme de beaucoup de tact et d'autorité.

L'annexion nous tirerait d'embarras, car elle ferait rentrer Garibaldi dans une position normale. Si l'annexion est retardée, je prévois les plus grandes difficultés.

Digitized by Google

Quant à Naples, je ne sais en vérité ce qui arrivera. Le Ministère actuel paraît disposé à toutes les concessions, sans que le Roi ait l'intention de les sanctionner de bonne foi. On nous envoie ici comme négociateurs un Mr Manna, doctrinaire de bonne foi, et un vieux renard de diplomate. Je ne sais trop ce qu'ils proposeront; et moi, de mon côté, je ne sais pas encore précisément ce que je leur dirai. Si véritablement ils consentaient à céder la Sicile, et voulaient nous aider à démolir Rome, je crois que nous pourrions nous entendre, pour quelque temps du moins.

Je serais curieux de savoir ce que dit de tout ce qui se passe votre ami L. Il ne doit pas être embarrassé à faire du libéralisme, pour cela il n'a qu'à répéter les belles phrases qu'il me débitait en 1848 au bureau du *Risorgimento*.

J'ai engagé tous les émigrés napolitains à rentrer chez eux pour y proposer le programme national. Poerio toutefois refuse de rentrer à Naples, tant que les Bourbons seront sur le trône. Cela a un bon côté. Cela prouve à l'Europe, et surtout à l'Angleterre, que les libéraux honnêtes n'ont aucune confiance dans la bonne foi du Roi.

J'ai beaucoup admiré l'éloquence et l'habileté de Lord Palmerston dans la question des privilèges de la Chambre des Communes. Il était impossible de sortir plus honorablement d'un mauvais pas.

J'espère que Gladstone ne fera pas de coups de tête. Suppliez-le, au nom de l'Italie, de ne pas quitter son poste dans un moment aussi critique.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

Digitized by Google

CLXXXIX.

Turin, 14 Juillet 1860.

Mon cher Marquis,

Dans les interpellations que Lord Normanby s'obstine à adresser au Ministère sur les affaires d'Italie, il a cité à l'appui de ses calomnies contre nous, les assertions d'un journal imprimé à Florence, le *Contemporaneo*. Je crois utile de vous en envoyer quelques numéros pour que vous puissiez juger de la nature de cette publication, qui appartient à la presse la plus ignoble et du plus bas étage. Il est rédigé par Sampol, qui publiait, en 1849, le *Smascheratore*. Ce misérable a rédigé un pamphlet sur la vie privée du Roi. Après s'être effacé pendant quelque temps, Sampol est reparu à Florence avec son journal, où il ramasse toutes les calomnies et les faux bruits que le petit nombre des *Duchisti* restés en Toscane s'obstine à répandre contre nous. L'*Armonia*, le *Campanone*, le *Cattolico* sont des journaux honnêtes et modérés auprès du *Contemporaneo*. Ces renseignements vous mettront à même de faire connaître la source des assertions de Normanby et le genre d'autorité sur lequel il s'appuie.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Digitized by Google

CXC.

Turin, 17 Juillet 1860.

Mon cher Marquis,

Nous avons choisi, pour nous représenter au Congrès statistique, actuellement réuni à Londres, le Commandeur Fornetti, qui a été pendant je ne sais combien d'années la cheville ouvrière du Ministère des Affaires étrangères en Toscane. Ce choix, où la statistique est entrée pour fort peu de chose, a eu un double but. Montrer aux Toscans que nous sommes fort disposés à nous servir d'eux, et faire rendre témoignage sur l'état actuel de la Toscane dans les salons par un ex-employé du Grand Duc.

Fornetti, ayant été fort maltraité par Lord Normanby, a le droit de se justifier, et, en se justifiant, de combattre les calomnies que l'irascible radoteur diplomate répand contre Ricasoli et contre nous. J'espère que vous lui obtiendrez un accueil favorable dans les salons, où il pourrait débiter utilement son plaidoyer.

Hélas! depuis hier, je suis aux prises avec les envoyés napolitains. Le premier d'entre eux, Mr Manna, me fait l'effet d'un fort honnête homme, qu'on a forcé à jouer un rôle qui lui inspire une profonde répugnance. Le malheureux avoue naïvement qu'il a fait tout ce qu'il a pu pour rester à Naples, et que ce n'est qu'à son corps défendant qu'il est venu ici. Je n'ai pas encore causé à fond avec lui, mais je n'ai pas eu de peine à constater que la confiance dans

Digitized by Google

le Gouvernement napolitain, qu'il est venu ici pour m'inspirer, il ne la partage nullement.

Son collègue, que vous aurez peut-être connu quelque part, est un diplomate à la façon de Canofari, qui rit jaune, comme celui-ci, quand il parle de constitution en Italie.

Presque tous les diplomates ont reçu l'ordre d'appuyer les Napolitains. Talleyrand surtout se montre très insistant et fort peu amusant à leur endroit. Triste sort de la diplomatie. Elle paraît destinée à s'intéresser surtout aux mauvaises causes, et être forcée de se montrer d'autant plus favorable à un Gouvernement qu'il est plus mauvais.

Je me trouve dans un joli embarras avec Garibaldi, qui *fa il matto* d'un côté, et les Napolitains qui chantent faux de l'autre. Je ne sais trop comment je me tirerai d'affaires.

Hudson se conduit fort bien. Il se moque des Napolitains et de ses collègues qui les ont pris sous leur protection. Il maintient son dire, malgré Talleyrand, qui, à l'appui d'une série de dépêches de Persigny, soutient que Lord John est devenu partisan de l'alliance sardo-napolitaine. Qu'est-ce que nous avons fait à Sir Robert Peel pour qu'il nous traite si mal ?

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

PS. Hudson, en voyant sortir de chez lui Manna, entre Canofari et Winspeare, s'est écrié : « C'est le « Christ entre les deux larrons : je doute seulement « que l'un des deux se repente jamais. »

Digitized by Google

CXCI.

Turin, 22 Juillet 1860.

Mon cher Marquis,

Le Gouvernement napolitain, voyant l'abîme s'ouvrir à ses pieds, voudrait que nous lui tendissions la main, moins pour le tirer d'affaire, que pour nous y entraîner à sa suite. Ne pouvant plus compter sur ses troupes, il va les retirer de la Sicile: il nous demande par compensation d'empêcher Garibaldi de passer sur le continent.

Je vais engager le Roi d'écrire à celui-ci d'accepter une trève sur la base de la reconnaissance du droit des Siciliens, de disposer de leur sort. Je doute fort que Garibaldi accepte ce conseil. Il serait par trop bête de ne pas profiter de l'état déplorable dans lequel Naples se trouve.

En attendant j'ai ici tout le corps diplomatique sur le dos, Hudson excepté.

Talleyrand a tourné à l'aigre, il est passé à l'état acide renforcé. Le pauvre russe, trouvé trop italien, va être mis sous la férule d'un allemand d'origine, néophyte catholique, qu'on nous dépêche de Vienne. L'espagnol, petit *cagnet* (1) hargneux, aboie dans mes jambes je ne sais quelles phrases légitimiste. Saint-Simon, le brave homme, se borne à lire les dépêches

(1) Expression piémontaise: *Petit chien.*

Digitized by Google

leinitz, qui, au fond, me paraît ressentir plus
que de colère contre nous. Quant à moi, je
lisse dire et je vais de l'avant. Je ne m'arrê-
que devant des flottes ou des armées venant
l'Occident. Que ces messieurs protestent, s'en aillent, je ne puis arrêter le courant. Si je le tentais, il m'emporterait, ce qui ne serait pas un grand mal; mais il emporterait aussi la dynastie. La paix de Villafranca a fait concevoir aux Italiens un désir irrésistible d'unité.

Je ne vous charge pas de démentir de nouveau les bruits qu'on fait courir sur la cession de Gênes ou de la Sardaigne à la France. Il faudrait que je fusse ou fripon ou fou pour consentir à un tel pacte. Or, je ne serai ni l'un ni l'autre. Je ne cède rien à personne. Si ce n'était quelque territoire au Pape s'il consent à déloger de Rome.

Je vous ferai connaître, avant de finir cette lettre, la décision prise.

C. Cavour.

PS. Le Conseil des Ministres, présidé par le Roi, vient de décider que S. M. écrira au Général Garibaldi pour l'engager à suspendre les hostilités et à ne pas passer sur le continent napolitain, pourvu que le Roi de Naples évacue l'île entière et s'engage à laisser les Siciliens maîtres de leur sort. Le Roi Victor Emmanuel se réservera pleine liberté d'action dans le cas où le Roi de Naples ne voulût pas accepter ces conditions. J'espère que cette démarche donnera quelque satisfaction à la diplomatie.

Digitized by Google

CXCII.

Turin, 25 Juillet 1860.

Mon cher Marquis,

Je vous ai fait connaître hier par le télégraphe la proposition vivement recommandée par la France de conclure une trève de 6 mois. L'idée n'est pas mauvaise, et si l'on savait que faire de Garibaldi dans l'intervalle, je l'employerais avec plaisir. Mais comment peut-on se flatter de l'arrêter dans sa marche triomphale, lorsque, avec une lâcheté sans exemple, on lui ouvre même la citadelle de Messine? Cette mesure prouve qu'à Naples il n'y a plus d'armée, il n'y a plus de gouvernement. Manna, lui-même, avoue que le discrédit où son Gouvernement est tombé rend plus difficile l'accord avec lui. On peut s'allier à un ennemi qu'on respecte, même après l'avoir vaincu: on ne peut pas se salir en s'unissant à un Gouvernement qui ne sait pas même tomber avec honneur.

L'opinion publique en Italie est si décidée contre tout projet d'alliance, que le Marquis Pepoli, qui a passé dernièrement par Turin, m'a dit sérieusement: *Si vous signez l'alliance, nous vous mettrons en état d'accusation.*

Je l'ai prié de tenir les mêmes discours à l'Empereur qui, à ce qu'il paraît, a fait le meilleur accueil au Marquis de la Greca. Sera-t-il aussi heureux à Londres? Réussira-t-il à faire croire que c'est pour nous faire une concession qu'on a abandonné la citadelle de Messine? — Dans ce cas veuillez faire

Digitized by Google

remarquer que mes propositions étaient connues depuis longtemps à Naples; que Manna et Winspeare sont à Turin depuis 12 à 15 jours, et que cependant on n'a évacué Messine que lorsque Medici eut battu Bosco à Milazzo.

Maintenant la lâche reddition d'une forteresse qui passait pour imprenable, et qui en 1848 a mis les Napolitains à même de reconquérir la Sicile, en laissant à Garibaldi sa liberté d'action, va nous mettre dans l'impossibilité d'empêcher son débarquement à Naples.

Ne croyez pas du reste que j'envisage sans craintes ce prochain événement. Ce n'est plus du Roi de Naples qu'il s'agit; personne dans sa capitale ne veut plus de lui, et le bon Villamarina (dont je vous envoie la dernière dépêche) ne cesse de m'avertir que ce serait une faute énorme que de vouloir soutenir un édifice qui s'écroule de toutes parts et dont chaque assise, marine, armée, administration, est minée. Mais il y a un grand danger à laisser que Garibaldi s'empare de Naples. Ne pouvant l'empêcher de s'emparer de Naples, il n'y a qu'un moyen de ne pas nous laisser déborder par lui: c'est de lutter de hardiesse avec lui et de ne pas lui laisser le monopole de l'idée unitaire, qui exerce maintenant sur les masses populaires une fascination irrésistible. Certes, je ne me cache pas les dangers de cette situation; mais les événements sont plus forts que les hommes. Il ne servirait à rien de vouloir lutter avec eux. Dans cette prévision il faut, tout en gardant le plus grand secret, se mettre en mesure de juger jusqu'à quel point nous pourrions compter sur l'appui de l'Angleterre. Les affaires de la Syrie vont amener un nouveau revirement dans la politique des grandes Puis-

Digitized by Google

sances. Je compte sur vous pour connaître à chaque instant le vent qui souffle à la City.

Recevez, mon cher Marquis, l'assurance de mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CXCIII.

1er Août 1860.

Mon cher Marquis,

N'ayant pas le temps de vous écrire une longue épître, je prends le parti de vous envoyer copie de la lettre ultra-confidentielle que je viens d'écrire à Nigra (1). Si vous quittez Londres pour les eaux, je vous prie de la détruire, pour éviter le danger, même le plus éloigné, de la voir tomber entre des mains peu discrètes.

Je ne me flatte pas que l'Angleterre approuve excessivement mon plan; je crois qu'elle préférerait voir arriver Garibaldi à Naples, quand même il traînerait à sa suite l'anarchie et la révolution. Elle le considère comme l'ennemi de la France, et cela suffit pour le rendre cher à ses yeux.

---

(1) La lettre qui accompagnait la précédente est assurément la plus importante que m'ait écrit le Comte de Cavour. Mais comme il la considéra tellement confidentielle qu'il me dit de la brûler après l'avoir lue, j'ai pensé d'obéir aux intentions de celui qui n'existe plus, en ne la publiant pas. Je dirai simplement que dans cette lettre le Comte indiquait l'imminente expédition de Cialdini, et de quelle manière il avait intention d'arriver à Naples.

Emm. d'Azeglio.

Digitized by Google

Mais comme nous ne pouvons pas nous exposer à périr pour faire plaisir à l'Angleterre, il faut passer outre quelques embarras que cela puisse amener.

Avant de quitter Londres, tâchez de raffermir les Ministres dans leurs bonnes intentions de non-intervention. C'est ce qui peut nous être le plus utile.

La France officielle nous tracasse horriblement. Mr de Talleyrand a un air de circonstance qui le rend peu agréable à l'œil. Il prend des poses tragiques et gémit sur notre avenir. Toutefois ce style mélodramatique ne m'effraye guère. Si l'Angleterre résiste, la France n'interviendra pas, et les choses suivront un cours naturel.

Je vous enverrai une note sur la Syrie, qui sera une semi protestation, ou, pour mieux dire, une *réserve motivée.*

Si l'état de l'Italie nous eût permis d'offrir aux grandes Puissances l'emploi d'une division, nous aurions parlé plus haut et insisté davantage. Mais n'ayant rien à offrir, rien à gagner, il m'a paru plus convenable de nous tenir à l'écart.

Veuillez mettre Corti bien au courant, avant d'aller aux eaux.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

PS. Je vous envoie, pour que vous en fassiez pompe auprès de vos belles dames garibaldiennes, une mèche de cheveux du héros de la Sicile.

Vous pouvez en garantir l'authenticité.

Digitized by Google

CXCIV.

22 Septembre 1860.

Mon cher Marquis,

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt les lettres que vous avez confiées à Maffei. L'approbation de l'Angleterre assure le succès du plan que nous avons commencé à exécuter.

Je n'ai pas le temps de vous le développer. Je l'ai communiqué à Panizzi, qui vous le racontera en détail.

Garibaldi, enivré par le succès, s'est cru le maître des destinées de l'Italie. Il a demandé avec persistance au Roi le changement du Ministère. Il a publié une espèce de déclaration de guerre contre moi, sous la forme d'une lettre à un certain avocat de Gênes; enfin il s'est entouré de mazziniens et de républicains.

Le Roi et son Gouvernement ne peuvent tolérer un tel état de choses, qui amènerait, en six mois, une réaction complète sans l'aide de l'Autriche.

Nous parlerons avec franchise au Parlement. Nous lui demanderons un vote de confiance. S'il nous l'accorde, nous irons rétablir l'ordre à Naples et à Palerme. Le Pays et l'armée sont avec nous. Soyons sans inquiétude. Il ne faut pas s'exagérer l'influence de Garibaldi. Ses actes ont excité une désapprobation générale; vous en jugerez par la discussion des Chambres.

Si jamais la France, ou toute autre Puissance, mettait sur le tapis la question du Congrès, j'espère

Digitized by Google

que l'Angleterre en empêcherait la réunion. Il est, peut-être, bon qu'on en parle. Mais il pourrait devenir fatal s'il se réunissait à présent.

Le Congrès sera bon lorsqu'il s'agira de transporter le Pape hors d'Italie. Ecrivez-moi toutes les fois que vous en aurez des occasions.

Croyez à ma sincère amitié.

C. Cavour.

CXCV.

Turin, 24 Septembre 1860.

Mon cher Marquis,

On a saisi a Macerata des dépêches fort curieuses de Lamoricière. J'en ai communiqué quelques-unes à l'*Opinione*. J'envoie copie des autres à Nigra, qui vous les transmettra. Elles démontrent clairement qu'on avait promis au Cardinal Antonelli que les Français auraient repoussé les Piémontais dans leur marche sur Ancône. Tout cela aurait servi à une intrigue muratiste sur Naples, qui, si elle n'est pas dans la pensée de l'Empereur, est certainement le but caché de X et d'autres agents français. Vous pouvez faire de ces dépêches l'usage qui vous paraîtra convenable, sans toutefois leur donner une publicité qui pourrait nous compromettre avec la France (1).

(1) Voir le huitième volume de l'*Histoire de la diplomatie européenne en Italie*, volume cité ci-dessus, et où l'on trouve réunie toute la série de ces dépêches, sous le titre de *Correspondance télégraphique du général de Lamoricière, Général en chef des troupes pontificales, du* 28 *Avril au* 15 *Septembre* 1860.

Digitized by Google

J'ai perdu l'espoir d'une conciliation avec Garibaldi. Heureusement, les victoires de Cialdini ont coupé court à une infinité d'inconvénients. Elles ramèneront aussi les populations du midi de l'Italie au Gouvernement du Roi.

Je compte faire une exposition complète de la situation politique au Parlement, que j'ai convoqué exprès pour provoquer le jugement du Pays.

Si les Chambres approuvent notre conduite, nous agirons avec la plus grande énergie.

Faites mousser dans les journaux la conduite du Ministère, qui veut s'appuyer surtout sur le Pays et qui obéit aux traditions parlementaires, en provoquant le verdict du Parlement dans cette circonstance solennelle. Faites que le *Post* et le *Times* reproduisent les dépêches de Lamoricière, publiées par l'*Opinione* d'aujourd'hui. Qu'ils appellent l'attention du public anglais sur les intentions qu'elles révèlent. Faites ressortir en même temps la douceur avec laquelle Cialdini et Fanti traitent les prisonniers, leur mise en liberté sans conditions, etc.

Agréez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CXCVI.

(Sans date, probablement du 28 Septembre 1860).

Mon cher Marquis,

Pour que vous puissiez juger de notre position vis-à-vis de Garibaldi, je vous trasmets copie de la lettre que le pro-dictateur G. Pallavicini m'a adressée

Digitized by Google

avant de repartir pour Naples, avec le refus du Roi d'envoyer au diable le Ministère.

Vous comprendrez que, si un changement de Ministère était possible en présence d'une demande comminatoire, je serais trop heureux de me retirer à Léri et de laisser à d'autres le soin de débrouiller le nœud fort compliqué de la politique italienne.

Mais, si je cédais, je trouverais, en m'en allant, la couronne du Roi dans la boue. D'ailleurs, quoi qu'en dise ce bon Pallavicini, il ne s'agit pas seulement d'une question de personnes, c'est bien deux systèmes qui sont en présence (1).

---

(1) (Traduction). *Monsieur le Comte,*

J'accepte avec plaisir l'accompagnement du sieur Armillet (1) que vous me recommandez. Mais je me trouve encore à Gênes, le mauvais temps m'empêchant de partir.

Vous m'avez demandé hier : — Mais Garibaldi aura-t-il également un programme? Voyons donc, quel est ce programme?

Garibaldi veut à Naples ce que les Ministres du Roi disent de vouloir à Turin. Ni plus, ni moins. Garibaldi veut l'Italie une (et *indivisible*) sous le sceptre constitutionnel de la Maison de Savoie. Mais Garibaldi, malheureusement, n'a pas confiance dans le Ministère actuel. Il se présente à son esprit le doute qu'on dise à la nation, dans le but de profiter de son enthousiasme : « Nous voulons faire l'Italie », et qu'on fasse au lieu de cela une Gaule Cisalpine. Entretemps Garibaldi, qui est en même temps Général et Ministre de Victor Emmanuel, fait usage de son droit en disant au Roi : « Il y a incompatibilité entre moi et votre Ministre de Turin. Choisissez Cavour ou Garibaldi. »

La question par conséquent n'est pas de principes, mais de personnes.

Permettez-moi, monsieur le Comte, de vous serrer encore la main, et agréez l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Gênes, 26 Septembre 1860.

GEORGES PALLAVICINI.

(1) Courrier de Cabinet

Digitized by Google

Je vous prie de faire tous vos efforts pour éclairer le public anglais. Je compte beaucoup, à cet effet, sur les discussions du Parlement.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

CXCVI.

Turin, 16 Novembre 1860.

Mon cher Marquis,

Je profite du courrier anglais afin d'écrire à Lord John une lettre de remercîments fort sincères, pour sa remarquable note sur les affaires d'Italie. J'évite par là l'embarras de donner trop de publicité à l'épanchement de ma reconnaissance. J'espère en même temps que cette démarche personnelle, de ma part, sera plus agréable au Ministre qu'une réponse officielle.

Je m'empresse de vous donner, par la même occasion, quelques renseignements confidentiels sur la situation. Vous aurez compris, sans que j'aie besoin de vous l'indiquer, les difficultés que nous créait à Naples Garibaldi et ses volontaires. Nous voulions éviter à tout prix de paraître ingrats. Nous ne voulions pas non plus perpétuer la confusion et le désordre. Le Roi et Farini ont fait les offres les plus magnifiques à Garibaldi. Non seulement on l'a fait général d'armée, ce qui équivaut au titre de maréchal, mais on lui a offert un apanage pour son fils

Digitized by Google

aîné, le titre d'aide-de-camp du Roi pour son autre fils, une dot pour sa fille, enfin le cadeau d'un des châteaux royaux et d'un bateau à vapeur. Après quelque hésitation, Garibaldi a tout refusé, en demandant qu'on lui donne la lieutenance du Royaume des Deux Siciles, avec pleins pouvoirs pour une année. Céder, c'eût été subir pour toujours l'empire, non de Garibaldi, mais de son entourage.

Le Roi répondit tout court : « C'est impossible », et Garibaldi partit pour Capréra. Je vous transmets tous ces détails, parce qu'il est nécessaire qu'on sache en Angleterre que nous avons épuisé tous les moyens de transaction pour éviter une rupture.

Quant aux volontaires, après avoir confirmé les grades des principaux généraux, Medici, Bixio, Cosenz, etc., on a pris le parti d'en composer un corps d'armée à part, avec des règles d'ancienneté et d'avancement particulières. Une commission d'épurement, présidée par le Général La Rocca, et composée de deux généraux de l'armée régulières et de deux généraux garibaldiens, est chargée d'examiner les brevets et l'état de service des officiers de volontaires et d'en composer des cadres réguliers. Il faut remarquer que le plus grand nombre de volontaires qui ont partagé les dangers et la gloire des premières expéditions est mort ou s'est dissous.

Des milliers de brevets ont été donnés ; il était donc impossible de reconnaître tous ces grades en bloc et d'accorder à ces officiers improvisés les mêmes droits que ceux des officiers de Crimée, de Magenta, de Castelfidardo et d'Ancône. Le décret, qui paraîtra dans le journal officiel de demain, fait une part équitable aux volontaires, sans mécontenter l'armée.

Digitized by Google

Le Ministre Cassinis part aujourd'hui, avec Fanti, pour rejoindre le Roi à Naples et l'accompagner à Palerme. Nous comptons dissoudre bientôt l'ancien Parlement, et l'on travaille activement pour préparer les nouvelles circonscriptions électorales.

J'espère que le jour n'est pas loin où les députés de 23 millions d'Italiens se réuniront à Turin dans la salle provisoire, qu'on leur bâtit en toute hâte. Je demeure toujours convaincu que nous avons tout à gagner à ne pas brusquer, avant le temps, une attaque sur la Vénétie; mais je n'ose me flatter que Garibaldi reste longtemps tranquille à Capréra. Comme il n'écoute que les avis qui lui viennent de Londres, il ne serait pas inutile que ses amis d'Angleterre le missent en garde contre des conseils perfides.

Agréez, etc.

C. Cavour.

PS. D'après ce que Hudson m'a dit hier, il paraît qu'on a renoncé au projet de l'envoyer à Pétersbourg. Veuillez remercier Lord Palmerston en mon nom. En laissant Hudson à Turin, il me rend un véritable service.

CXCVII.

8 Décembre 1860.

Mon cher Marquis,

Je vous félicite du succès complet de votre campagne en faveur de Hudson. Lord John, en homme d'esprit, a fait bonne mine à mauvais jeu. Mr E., à

Digitized by Google

ce qu'il paraît, n'en a pas fait autant. Il est parti furieux, et pour se venger il dit pis que pendre de l'Etat de Naples, et des hommes qui gouvernent le Pays. Je vous en préviens, en vous priant de mettre Lord Palmerston en garde contre ces récits exagérés.

Ce n'est pas que je prétende que Naples soit dans un état très satisfaisant et que nous n'ayons à vaincre d'énormes difficultés. Mais il y a loin de là au sombre tableau qu'E. a tracé à son passage à Paris, et qu'il reproduira à son arrivée à Londres. Sans contester qu'il faut s'attendre à bien des incidents déplorables, je crois, qu'avec l'aide du Parlement, nous parviendrons à dominer la situation.

Nous ferons tout ce qui dépend de nous pour hâter la réunion des Chambres. Mais la difficulté que présente la réunion des collèges et la confection des listes, ne nous permet pas d'espérer de pouvoir faire les élections avant le 15 ou le 20 de Janvier. Il serait souverainement injuste de nous rendre responsables des conséquences du régime abominable qui a duré si longtemps à Naples. La corruption que le despotisme a engendrée ne peut se détruire immédiatement. Il faut du temps pour refaire l'éducation des Napolitains. Je vous prie de ne rien négliger pour éclairer l'opinion publique à cet égard.

J'espère que Persigny, avant de quitter Londres, vous aura renseigné sur les causes qui ont amené la révolution pacifique que l'Empereur vient d'opérer dans son Ministère, et qu'il vous aura dit comment il entend se comporter avec Walewsky. Je suis très curieux sur ce point, car ce qui nous vient de Paris nous laisse dans le doute et l'obscurité. L'Empereur hésite à retirer son escadre de Gaëte. Il assure conseiller au Roi de Naples de s'en aller. Mais ses con-

Digitized by Google

seils, tant que Tinan reste à Naples, me paraissent peu efficaces.

J'ai beaucoup regretté de ne pas avoir vu Messieurs Seymour; mais ils sont arrivés un jour où j'allais au camp de St-Maurice assister à des expériences sur des batteries cuirassées. Et ils sont repartis le lendemain en toute hâte pour Naples.

J'ai en revanche donné hier à dîner à Mr Grant Duff, membre pour je ne sais quel bourg écossais. Merci de votre atlas, il est fort curieux.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

L'incident Hudson, dont parle le Comte Cavour dans cette lettre, est le suivant.

Dans la même matinée je reçus la visite de trois personnes:

Le Comte de Berustorff, Ministre de Prusse;

Antoine Panizzi, du *British Muséum;*

Et d'un employé du *Foreign Office.*

Sans s'être évidemment concertés d'avance, ces trois personnes, venues l'une après l'autre, me parlèrent d'un projet dont ils avaient entendu parler. C'est-à-dire que Lord John Russell aurait eu l'intention de remplacer Hudson à Turin par son beau-frère, qui se trouvait sans emploi par suite des événements de Naples.

Tout en ne méconnaissant pas les mérites du candidat, mais sachant combien Sir James à Turin était populaire et apprécié de tout le monde, je crus nécessaire d'en prévenir le Comte de Cavour. En l'engageant pourtant, avant de m'armer en guerre, de vérifier si peut-être Hudson lui-même ne sollicitait pas un changement. Ce qui aurait été lui rendre un mauvais service.

Hudson était, si je ne me trompe, sur le lac Majeur. Appelé par Cavour, il vint à Turin et lui exprima son étonnement et son désir de rester en Italie. Ce qu'il a du reste prouvé, puisqu'il y est encore en 85 moins visible que ne le voudraient ses nombreux amis.

Au reçu de la réponse du Comte de Cavour, un article très énergique en faveur de Sir James parut le lendemain à point

Digitized by Google

nommé sur le *Times*, et se trouva sur la table de Lord John, qui sembla extrêmement surpris et déclara qu'il n'y avait pas un mot de vrai de tout ce projet.

Mais quoique Hudson n'ait pas été changé alors, la combinaison identique, dont m'avaient parlé mes trois visiteurs, eut lieu quelques mois plus tard, et décida Sir James à se retirer définitivement.

EMM. D'AZEGLIO.

Il ne sera certainement pas superflu d'ajouter que l'action diplomatique de Sir James Hudson, pendant tout le temps qu'il occupa la place de Ministre anglais auprès du Roi Victor Emmanuel II, fut, pour l'Italie, d'une utilité éminemment pratique. Sous tous les rapports et dans les circonstances les plus difficiles, il a toujours mérité l'estime et la confiance qu'avaient en lui le grand Roi et ses Ministres les plus libéraux, ainsi que les chefs les plus influents, les plus estimés du parti national italien.

Après ces services il est certes surprenant que jamais, ni Sir James Hudson, ni le Marquis d'Azeglio n'aient plus été employés.

N. BIANCHI.

CXCVIII.

9 Décembre 1860.

Mon cher Marquis,

J'ai reçu, par l'entremise de Mr Ferrero, votre lettre en partie chiffrée.

Je m'empresse de vous assurer que rien n'est plus faux qu'un accord entre le Gouvernement de l'Empereur et nous, relativement au rôle que l'Amiral de Tinan a joué dans les affaires de Naples.

Avant l'arrivée du Roi sur le *Garigliano* j'ai fait faire une démarche directe près de l'Empereur, par une personne qui a l'accès du Cabinet de S. M. Elle n'eut aucun succès, au contraire la réponse qui me fut transmise était presque menaçante.

J'engageai le Roi alors à s'adresser directement à l'Empereur. Il le fit, une première fois lorsque l'Amiral

Digitized by Google

Tinan protégeait les embouchures du *Garigliano*. Il obtint, par cette démarche, le retour à Gaëte de la flotte française; et rien de plus. Alors le Roi se décida à envoyer Vimercati à Paris avec une lettre pour l'Empereur. La réponse verbale de S. M. fut assez gracieuse. Elle fit espérer une modification dans sa politique vis-à-vis du Roi François II; mais rien ne fut changé. Après 20 jours d'attente, l'Empereur fit dire à Vimercati, par Thouvenel, que si le Roi consentait à faire cesser le feu pendant 8 jours, il ferait signifier au Roi François II que la défense de Gaëte devenait sans résultat. Il l'engageait à s'en aller, en ajoutant qu'en cas de refus, il aurait fait retirer sa flotte.

Une dépêche télégraphique du Roi, hier au soir, m'annonce que S. M. a adhéré aux propositions de l'Empereur, comptant que dans 8 jours ou Gaëte serait rendue, ou la flotte française serait partie.

Tel est le résumé exact de ce qui s'est passé entre l'Empereur et nous au sujet de l'intervention de sa flotte. Vous voyez qu'il n'y a jamais eu accord. Nous avons toujours réclamé, sinon protesté. Certes nous nous sommes abstenus d'adresser à la France des menaces et nous avons soigneusement évité toute occasion de conflit, car nous savions que dans l'entourage de l'Empereur il y avait plusieurs individus qui cherchaient à amener une rupture complète entre la France et nous.

Gramont, Goyon et Tinan auraient été heureux de saisir un prétexte, même futile, pour compromettre l'armée ou la flotte française, et faire couler le sang ou d'un côté ou de l'autre.

Vous pouvez donner ces explications à Lord Palmerston, d'une manière cependant toute confidentielle.

Digitized by Google

La question du rachat de la Vénétie est prématurée. Il faut la laisser mûrir encore quelque temps. Sans repousser cette solution, il ne faut pas paraître la désirer trop vivement. L'Autriche sera forcée de céder; à moins qu'elle ne fasse banqueroute, je ne conçois pas comment elle pourra maintenir son armée sur le pied de guerre l'année prochaine. La Hongrie ne paye plus d'impôt, la Vénétie est épuisée. L'armée d'Italie, qu'il faut payer en numéraire, épuise à elle seule toutes les ressources du trésor; enfin le papier perd au delà du 40 p. %, ce qui ne s'est jamais vu depuis 1814.

Toutefois il faut se montrer reconnaissant à tout ce que l'Angleterre fera, pour faire entendre raison à l'Autriche.

Hier Lacaita est arrivé à Turin. Il m'a remis une lettre de Panizzi. Il m'a communiqué une lettre de Gladstone, qui nous exhorte à adopter franchement le système du *free trade* et nous adresse un sermon contre le protectionnisme.

Veuillez dire à ce bon ami qu'il prêche des couvertis; que depuis dix ans nous pratiquons les maximes qu'il nous exhorte de suivre; que s'il avait bien voulu s'enquérir de ce que nous avons fait et de ce que nous faisons, il saurait que notre législation commerciale est la plus libérale du continent. Nous avons réduit des deux tiers tous les droits sur les objets manufacturés. Cette année encore les droits sur les fils et les étoffes de coton ont été abaissés de 50 p. %. Maintenant les fils de coton ne paient plus que 10 et 20 centimes le kilogr., ce qui ne représente, en moyenne, qu'un droit de 2 ou 3 p. %.

Il n'y a pas d'étoffe qui paie au delà du 10 p. %. La plupart ne sont taxées que le 5 ou le 6 p. %.

Digitized by Google

Les droits sur les fers sont encore un peu élevés, quoique nous les ayons successivement réduits de 16 à 5 francs les 100 kilogr. Nous n'avons pas osé procéder, en l'absence du Parlement, à de nouvelles réductions par égard pour la Toscane, qui frappait cet article de droits plus élevés que nous. Mais notre intention est de proposer qu'ils soient réduits des $^2/_5$, c'est-à-dire, fixés à trois francs.

Par rapport aux céréales de toute espèce, nous sommes plus libéraux que l'Angleterre, puisqu'il n'y a aucun droit ni à l'entrée, ni à la sortie.

Enfin pour ce qui est des *navigation laws*, nous avons aboli tous les droits différentiels, et admis la liberté du cabotage, ce que l'Angleterre n'a pu obtenir d'aucune nation du continent, ni de l'Amérique.

Veuillez éclairer à ce sujet Délane (1). Je lui ferai tenir des renseignements précis par Gallenga, qui est devenu un de nos plus ardents partisans.

Vu l'importance que nos rapports commerciaux avec l'Angleterre ont prise, je serais porté à établir à Londres un Consulat Général de *prima categoria*. Je crois que le trésor n'y perdra rien. Veuillez me faire connaître votre opinion à ce sujet.

Donnez-moi des informations sur le Consul Général de Naples qui vient de faire acte d'adhésion, et que Poerio me recommande.

Vu l'augmentation considérable des individus que vous devez représenter, je suis décidé de proposer que votre traitement soit porté à 100,000 francs.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

---

(1) Directeur du *Times*.

Digitized by Google

Lettre de Gladstone en réponse aux renseignements que le Comte Cavour m'avait chargé de lui transmettre sur notre système de tarifs de commerce.

Traduction.

11 Carlton House terrace
20 Décembre 1860.

Mon cher Marquis d'Azeglio,

Je vous remercie infiniment de votre lettre et de m'avoir surtout transmis un extrait de celle du Comte de Cavour.

Cela me rend un peu honteux d'avoir occupé son temps et sa pensée dans un moment où je voudrais faire Dieu sait quoi pour alléger au lieu d'aggraver ses soucis.

Mon admiration pour sa capacité si étendue et si flexible a augmentée en voyant toute l'attention qu'il donne si promptement à ce sujet.

Il a parfaitement raison. Les droits sur les céréales sont maintenant la seule partie protectrice dans notre tarif, et le montant de ces droits peuvent être d'environ 2 $^1/_2$ p. $^0/_0$. Voudra-t-il porter son fer à cette proportion? Je crains que non.

En tout cas je n'avais point l'intention de critiquer le tarif piémontais (c'est peut-être pour la dernière fois que je me sers du terme de piémontais) ou de douter qu'en Italie, au moins, tout homme capable et libéral ne soit un *free trader*.

Mais j'avais éprouvé quelque crainte que dans certaines parties de la Péninsule, une pression ne pût être exercée par des classes intéressées sur le Gouvernement.

Viva l'Italia!

Tout à vous

GUILLAUME GLADSTONE.

CXCIX.

Turin, 13 Décembre 1860.

Mon cher Marquis,

Je viens de recevoir votre lettre du 10 Décembre, et je trouve que vous avez répondu parfaitement à

Digitized by Google

Lord John et à Lord Palmerston sur l'affaire délicate que vous savez. S'ils reviennent sur le même argument, vous rappellerez que N. N. a reçu de X., publiquement, un grand nombre de fusils et même de canons. Il est bien probable qu'ils aient prêté des vaisseaux marchands sardes pour envoyer ces armes dans les Principautés. Durando, sur l'avis télégraphique qu'il aura reçu, du séquestre opposé par les autorités turques sur des navires sardes, a dû protester dans l'intérêt des armateurs. Mais rien n'établit aucune complicité de sa part, et vous repousserez formellement les soupçons que l'on voudrait faire peser sur votre collègue.

Au reste il ne servirait à rien de nier que les sympathies pour la Hongrie sont très vives parmi les populations italiennes. Tout le monde comprend d'instinct qu'il n'y a qu'une insurrection en Hongrie qui puisse nous délivrer de la menace continuelle d'une agression autrichienne.

Vous savez quels efforts je fais pour contenir les impatiences que les proclamations de Garibaldi aiguillonnent de temps en temps. Mais il n'y a que la cession de la Vénétie qui puisse sauver l'Europe des complications et des dangers que l'orgueil obstiné des Habsbourg rendrait de plus en plus inévitables. Votre dernière lettre me faisait espérer que la pression anglaise ne serait pas sans résultats. Veuillez, je vous en prie, me renseigner, même par le télégraphe, à ce sujet.

L'Empereur m'a fait demander de faire suspendre le feu sur Gaëte, pour lui donner le temps de proposer un armistice qui, accepté ou refusé, lui procurerait un prétexte pour retirer sa flotte. J'ai adhéré avec empressement, et depuis deux jours no-

Digitized by Google

tre feu a cessé, bien que l'artillerie de Gaëte s'amuse à tirer contre nous. Une fois que cette forteresse sera dans nos mains, la tranquillité ne tardera pas à être rétablie à Naples et dans les provinces. Quels que soient les efforts d'Antonelli et des Bourbons pour organiser le brigandage sur la plus vaste échelle, il suffira de distribuer dans les principaux centres de population les troupes qui entourent actuellement Gaëte pour faire cesser tous les désordres.

Lacaita est parti pour Naples, où ses conseils peuvent être très utiles à tout le monde. Poerio, dont la santé est toujours très chancelante, n'a pas voulu accepter la nomination de Ministre sans portefeuille. J'espère qu'il cédera aux prières du Roi.

Agréez, etc.

C. Cavour.

CC.

Turin, 25 Décembre 1860.

Mon cher Marquis,

Je m'empresse de vous remercier de votre bonne lettre. Je suis retenu au lit depuis hier. Ne vous alarmez pas. Deux saignées ont suffi à me délivrer d'une colique qui m'a pris tout à coup, et qui s'est dissipée avec la même rapidité.

Solaroli n'avait aucun message de ma part. J'ignore si le Roi lui en avait donné un. En tous cas ce n'était rien de politique.

La mort du gendre de Farini et la maladie de celui-ci amèneront nécessairement une crise à Naples.

Digitized by Google

Nous tâcherons d'en profiter pour mettre un peu d'ordre dans l'Italie Méridionale.

J'espère de pouvoir décider le Prince de Carignan à aller à Naples comme Vice-Roi, et Lamarmora comme Commandant militaire. Le Gouverneur civil n'est pas encore choisi.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

CCI.

Turin, 4 Janvier 1881.

Mon cher Marquis,

Vous êtes bien bon d'employer tant de pages pour repousser les attaques de Persigny.

Je savais d'avance qu'il fallait les attribuer au dépit d'avoir échoué dans une entreprise impossible: celle de faire croire à la parfaite bonne foi de la France dans la question italienne, tant que la flotte française reste à Naples.

D'ailleurs il paraît qu'à Paris même on a reconnu le peu de fondement de ces accusations, car Thouvenel a déclaré à Gropello qu'il était tout à fait revenu sur votre compte (1).

---

(1) Toujours l'idée fixe de Persigny que je contrecarrais la politique impériale à Londres. En tous cas, sachant que je ne courais aucun danger, je prenais la chose très gaîment, même avec lui, en lui faisant remarquer qu'en me proclamant si tout-puissant, il m'entourait d'une auréole.

On dirait qu'il n'avait jamais su décider s'il m'adorerait comme

Digitized by Google

La malheureuse question de la flotte n'avance pas. L'Empereur, toujours bien disposé, nous renvoie toutefois d'une semaine à l'autre, sans jamais prendre un parti. En attendant la réaction, comptant sur l'appui de la France, lève la tête et menace un grand nombre de points du territoire. Heureusement Farini leur a saisi des armes et des correspondances; ce qui lui a permis d'arrêter les chefs.

Le Prince de Carignan va à Naples avec Nigra. Je ne doute pas qu'ils ne se tirent d'affaire.

Si Gaëte tombait, tout rentrerait dans l'ordre comme par enchantement.

La grande question est celle des élections. J'espère qu'elles ne donneront que de bons résultats. Toutefois je ne puis me dissimuler que, le Piémont excepté, il y a au fond de l'urne beaucoup d'inconnu.

Croyez à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

---

un être bienfaisant, ou s'il me craindrait comme un mauvais génie. Il me parla un jour sérieusement d'adopter un de ses enfants. Dans une autre occasion il me choisit comme le parrain d'une de ses filles.

Au reste, une singulière destinée paraissait nous réunir.

Quand, après le 4 Septembre 1870, le Duc se réfugia en Angleterre, il vint tomber à l'improviste dans mes bras, ainsi que toute sa famille, sur la jetée de Ryde, dans l'île de Wight, où je me trouvais à la campagne. L'Impératrice y arriva le lendemain, ce que Persigny ignora complètement.

Plus tard, avec le colonel Stoffel, je fus présent à son agonie à Nice.

E. A.

Digitized by Google

CCII.

Turin, 11 Janvier 1861.

Mon cher Marquis,

Je profite d'une occasion particulière pour vous renvoyer les deux précieux autographes de Gladstone et de Shaftesbury.

Vous vous êtes parfaitement conduit avec Flahant. Je suis heureux de vous dire, à cet égard, que les explications que j'ai fait donner par Gropello ont complètement rassuré Mr de Thouvenel, qui a presque demandé pardon des soupçons injurieux qu'on avait à Paris sur votre compte.

Hudson est venu me lire, hier, la *pappolata* de Lord John. Il l'a fait de si bonne grâce, que nous en avons ri ensemble. D'ailleurs la communication était conçue dans le ton le plus convenable, et je suis content que Lord John se soit acquitté de son devoir sans aucune aigreur.

Je pense qu'il vous sera agréable de connaître, avec quelques détails, les négociations auxquelles a donné lieu la proposition de l'armistice. Vous savez déjà que le Roi a envoyé Vimercati demander à l'Empereur le rappel de la flotte. Après beaucoup d'hésitation et de tiraillements, l'Empereur nous fit proposer de suspendre les hostilités et les travaux de siège jusqu'au 20 Janvier, pour donner lieu à un armistice de 15 jours.

La suspension de travaux pour deux semaines m'a paru inacceptable, d'autant plus qu'il aurait suffi de quelques jours de pluie pour endommager gravement les ouvrages en terre, construits avec tant de peine.

Digitized by Google

D'un autre côté, Hudson lui-même m'engageait à ne pas donner à l'Empereur un refus pur et simple. J'ai donc fait une contre-proposition qui bornait à huit jours la durée de l'armistice, tout en laissant entendre que, si la flotte ne s'en allait pas, Cialdini se serait emparé de Gaëte tout de même.

Le résultat de cette contre-proposition fut que la suspension des hostilités a été convenue jusqu'au 19, (on avait perdu 2 ou 3 jours dans les négociations, en attendant Cialdini a presque achevé ses travaux). Aussitôt que l'armistice sera conclu, la flotte française s'en ira, en laissant seulement un navire à la disposition du Roi François jusqu'au 19. Au moment où je vous écris, on n'est pas d'accord sur les conditions de l'armistice. Le Bourbon prétendait qu'un des officiers de la flotte française fût autorisé à inspecter chaque jour nos lignes de fortifications pour s'assurer que Cialdini ne continuerait pas les travaux de siège: naturellement nous avons repoussé hautement cette prétention insolente, et le Gouvernement français a blâmé par télégraphe l'Amiral de Tinan d'avoir osé la mettre en avant.

De toutes manières, j'espère que Gaëte tombera bientôt, et que cet événement exercera une influence bienfaisante sur les élections prochaines.

J'ai dû envoyer Nigra à Naples, ne pouvant y aller moi-même. J'espère qu'il réussira. Toutefois sa nomination n'est que temporaire, et il garde son poste de Ministre à Paris.

Croyez, mon cher Marquis, etc.

C. Cavour.

Digitized by Google

CCIII.

Turin, 23 Janvier 1861.

Mon cher Marquis,

Cette lettre vous sera remise par N., que je recommande à votre obligeance accoutumée. C'est un de ces braves enfants de la Hongrie, qui ont beaucoup de courage et d'entrain.

Il a été le compagnon fidèle de Garibaldi dans tous ses exploits. Mais, comme le Roi l'a comblé de ses bontés, il est plein de dévouement pour S. M., et il a été bien des fois un intermédiaire très utile entre le Gouvernement et Garibaldi. Vous saurez être aimable avec lui, sans vous compromettre trop ouvertement. Du reste il est dans les meilleures dispositions.

J'espère que le discours du Roi aura fait une bonne impression en Angleterre, et qu'il en sera de même de la loi que je viens de présenter au Sénat, et par laquelle le Royaume de Sardaigne se transforme en Royaume d'Italie.

Nous avions décidé d'abord de ne pas prendre l'initiative de cette mesure et d'attendre que la proposition en fût faite par les Députés. Mais comme il m'est revenu qu'on aurait commis en cette occasion de très grandes imprudences (on voulait déclarer que la Vénétie appartient au Royaume d'Italie), j'ai coupé court à tous ces beaux projets en présentant moi-même la loi.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Digitized by Google

CCIV.

Turin, 2 Mars 1861.

Mon cher Marquis,

Je vous envoie Visconti Venosta à Londres pour vous mettre au courant des affaires de Naples. Je crains bien que ce ne soit de la moutarde après dîner, puisque la discussion provoquée par Normanby a lieu ce soir. Mais, enfin, il vous sera utile d'avoir, pendant quelques jours, à côté de vous une personne qui puisse raconter comme témoin oculaire ce qui s'est passé depuis six mois à Naples et dans les provinces.

J'espère, au reste, que l'opinion publique nous rendra pleinement justice. Jamais on n'a traité avec plus de douceur des brigands qui s'organisent dans un Etat voisin, à l'abri des baïonnettes d'une armée amie (1).

Goyon, lui-même, a trouvé que le Pape poussait la plaisanterie trop loin. Aussi a-t-il fini par proposer au Général qui commande dans la province de Rieti de faire la police des brigands de compte à demi.

La présence à Rome du Roi et de la Reine de Naples a provoqué chez le Pape une récrudescence de violence. Il a fait des scènes incroyables aux Cardinaux, qu'il soupçonne être favorables aux projets de transaction.

Si le Gouvernement anglais pouvait conseiller ou

(1) A Rome.

Digitized by Google

faire conseiller au Roi de Naples de s'en aller, il nous rendrait un grand service.

La question du titre est fort importante, et je suis parfaitement de votre avis. Il faut s'entendre d'avance; je crois qu'une notification solennelle n'est pas nécessaire. Une simple lettre devrait suffire. Après cela, vous mettrez sur vos cartes: *Ministre du Roi d'Italie;* en vous autorisant à vous servir, avec quelques-uns de vos collègues, de cartes portant votre nom tout court. Je ne vous ai pas écrit au sujet de cette question, Hudson m'en ayant toujours parlé comme ne devant soulever aucune difficulté. Je n'ai pas encore interpellé Paris à ce sujet; mais je vais le faire.

Nous ferons de grands efforts pour calmer les Hongrois. Klapka et Kossuth sont très raisonnables; mais, au-dessous d'eux, il y a des fous capables de tout compromettre. N. N. serait du nombre, si on ne le prêchait pas bien en Angleterre.

La nouvelle constitution publiée à Vienne est faite pour susciter une opposition violente en Hongrie. Elle lui enlève tous ses privilèges et ses droits et la dote en revanche d'un grand conseil provincial. C'est une telle faute, que je ne doute plus que la Providence n'ait condamné l'Autriche à périr, puisqu'elle aveugle à ce point ses hommes d'état.

Le Parlement s'organise lentement, non faute de bon vouloir, mais faute d'expérience. Il faut avoir patience. C'est une denrée dont les Ministres doivent faire immense provision dans les pays constitutionnels. Rattazzi sera Président de la Chambre. Cela ne fait pas de difficulté. L'autonomie toscane est morte sans secousse. Nous enterrerons bientôt celle de Naples et de la Sicile.

Digitized by Google

Le résultat des élections partielles en Angleterre m'inquiète. Il me paraît que le Ministère perd chaque jour du terrain. Dieu nous préserve toutefois d'un Ministère tory, tant que nos questions n'ont pas reçu une solution définitive.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

TRADUCTION.

Pembroke lodge, 20 Mars 1861.

Mon cher d'Azeglio,

Je vous transmets un acte de reconnaissance du nouveau titre de votre Roi. Il m'a paru préférable de le faire aussi concis que possible.

Mais en particulier, ou plutôt personnellement, je me réjouis cordialement de la formation du nouveau Royaume d'Italie.

Felix, faustumque sit.

Voilà mon vœu ardent, et j'ai bon espoir que nous puissions envisager avec confiance une période de liberté pour l'Italie et de paix pour l'Europe.

Votre très dévoué
John Russell.

CCV.

16 Mars 1861.

Mon cher Marquis,

Je profite du courrier de Hudson pour vous adresser deux dépêches. Une, en réponse de la fameuse note du 20 Janvier; l'autre, pour annoncer le nouveau titre du Roi.

La rédaction de la première m'a coûté une grande

Digitized by Google

peine. Je comptais garder le silence à l'égard des interpellations de Lord John. Je croyais qu'il aurait fini par comprendre qu'il m'était impossible de me prononcer à l'égard de nos relations avec l'Autriche de manière à le satisfaire sans me compromettre vis-à-vis de l'Italie. Son insistance m'ayant forcé dans mes derniers retranchements, j'ai cherché à ménager autant que possible la chèvre anglaise et le chou italien. Je ne sais si j'ai réussi. Hudson, que j'ai consulté, le pense. Mais il est trop notre ami pour que je puisse avoir une confiance absolue dans son jugement. Je vous prie, par conséquent, de l'examiner attentivement, avant de la communiquer officiellement. Si vous jugiez qu'elle pût produire une fâcheuse impression sur le Gouvernement anglais, mandez-le-moi de suite par le télégraphe, en m'indiquant les passages les plus compromettants. Je préfère un retard de quelques jours au danger de faire une boulette.

Dans toutes les hypothèses, vous aurez soin de faire ressortir la difficulté de la position dans laquelle Lord John a voulu à toute force me placer. Au reste, vous pouvez le rassurer entièrement sur mes intentions. Nous n'avons aucune envie de faire la guerre. Loin de là, nous faisons tout ce qui dépend de nous pour éviter les causes qui pourraient l'amener. J'ai prêché et je prêche la modération et la patience aux Hongrois. Les chefs, avec lesquels je suis en rapport, Klapka surtout, m'ont promis d'user toute leur influence pour obtenir que leurs compatriotes se tiennent tranquilles. Je suis certain qu'ils tiendront leurs promesses. Si la Hongrie ne bouge pas, comme je l'espère, il n'y a rien à craindre de Garibaldi, qui ne prendra aucune initiative, ni en Italie, ni dans l'Adriatique.

Digitized by Google

J'ai tout lieu de croire que l'Empereur désire la paix encore plus que nous. Je le connais assez pour pouvoir discerner dans son langage, quelque peu énigmatique, le fond de sa pensée. Si l'Empereur ne veut pas la guerre, si nous ne la voulons pas non plus, comment éclaterait-elle? L'Autriche ne nous attaquera pas, si l'Angleterre ne la pousse pas. Et je ne crois pas que la Russie ou la Prusse soient en état d'allumer l'incendie en Europe. Ce qui nous préoccupe le plus, dans ce moment, c'est la question de Rome. La position du Saint-Père, vis-à-vis de la France et de l'Italie, n'est pas tenable. Il se trouve au milieu de ses compatriotes, comme dans un camp ennemi, gardé par des soldats étrangers, qu'au fond du cœur il maudit autant que ses propres sujets. Les discussions qui viennent d'avoir lieu à Paris l'ont empirée. Les adversaires du régime impérial ont fait du Pape le porte-drapeau du légitimisme. D'un autre côté le discours du Prince Napoléon doit avoir enlevé au St-Père les dernières illusions qu'il pouvait encore se faire sur les véritables intentions de l'Empereur.

Nos amis, à Rome, cherchent à faire prévaloir des opinions conciliantes; mais jusqu'à présent ils n'ont réussi qu'à retenir le Pape sur la voie de la violence. L'Empereur rumine dans sa tête je ne sais quels projets de conciliation. Il met en avant toutes sortes d'idées qui me paraissent, sans exceptions, tout à fait inapplicables. Parmi tous ces projets, se trouve aussi celui d'envoyer le Pape en Sardaigne. Celui-ci me paraît encore plus absurde que les autres et moins pratique. Il ne serait accepté ni par nous, ni par le Pape, ni par les Sardes. Si jamais on en parle à Londres, rassurez le Gouvernement à cet égard. Il est cent fois plus probable que le Sacré Collège se

Digitized by Google

transporte à Jérusalem et même à Pékin, qu'à Cagliari.

Recevez, mon cher Marquis, l'assurance de mes sentiments distingués.

C. Cavour.

CCVI.

(Sans date). Fin de Mars 1861.

Mon cher Marquis,

Je suis très satisfait de la manière dont vous avez fait agréer par Lord Palmerston et Lord John ma dernière dépêche. Bien que je croie, comme vous, que sa publication ferait un bon effet, il est peut-être plus prudent de la différer jusqu'après les vacances. Nous verrons alors l'attitude des Chambres et la position du Ministère. Je vous avoue qu'elle me paraît déjà fort ébranlée, et que je ne voudrais pas contribuer le moins du monde à la rendre plus précaire encore.

Malgré ses accès de mauvaise humeur, Lord John est cent fois préférable à Malmesbury, dont je me sens menacé.

Je pense que nos discussions sur les affaires de Rome auront fortement intéressé les Anglais. J'ai fait connaître la seule solution que je crois possible. Sera-t-elle goûtée à Rome et à Paris? Je l'ignore, ou, pour mieux dire, j'en doute. Cependant il est probable qu'une grande partie du clergé l'approuvera.

Digitized by Google

Si cette espérance se vérifie, notre cause est gagnée. Veuillez me faire connaître l'opinion de mes amis d'Angleterre.

L'attitude de l'armée autrichienne devient menaçante. Non seulement le nombre des troupes dans la Vénétie est augmenté, mais on y a organisé des services dont on n'a besoin qu'autant qu'on est à la veille d'entrer en campagne. Malgré cela, je suis convaincu que les Autrichiens ne nous attaqueront pas. Mais ils feront tout ce qui dépend d'eux pour se faire attaquer.

Je ne serais pas étonné qu'ils ne provoquent des désordres dans lès provinces vénitiennes et dans la Dalmatie, pour y attirer Garibaldi ou les siens. Ils viennent de prendre une mesure qui concourt à l'appui de cette hypothèse. Ils ont retiré toutes les troupes qu'ils avaient sur la rive droite du Pô, dans ce qu'on appelle *i distretti*. Il est probable que des désordres auront lieu dans ces contrées qui nous enveloppent de tous les côtés. En ce cas nous aurons beaucoup de peine à empêcher que les Garibaldiens de l'endroit n'aillent souffler dans le feu. Nous avons donné des ordres très sévères aux autorités civiles et militaires, aussi j'espère que nous déjouerons les calculs de l'Autriche.

Croyez, mon cher Marquis, à mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Digitized by Google

CCVII.

Turin, 3 Avril 1861.

Mon cher Marquis,

Je profite du départ de Mr Cartwright pour vous envoyer quelques copies de mes discours sur la question romaine. Je me suis permis d'en adresser des exemplaires à Lord Palmerston, à Lord John, à Gladstone, etc., sans écrire une lettre exprès à chacun de ces hommes politiques, ce qui m'aurait paru un procédé trop solennel.

Garibaldi est parti soudainement de Caprera; il s'est arrêté hier à Gênes, et l'on pense qu'il assistera aujourd'hui aux discussions sur les affaires de Naples. Sa présence à Turin ne m'inquiète nullement. La population de Turin est si tranquille, que tout se réduira à quelques applaudissements. Ce qui m'inquiète ce sont les dispositions de l'Autriche. Je ne crois pas qu'elle passe la frontière sans avoir un prétexte; mais ce prétexte est-il bien difficile à faire naître? T. me dit que des agents autrichiens achètent des brevets garibaldiens, qu'ils font des enrôlements, et qu'à défaut d'Italiens, ils habilleront des Croates avec des chemises rouges, sauf à les pendre après. Tout cela n'est, peut-être, pas bien sérieux; mais il faudrait ne pas connaître l'état réel du Pays, pour se flatter que la police puisse tout savoir et tout empêcher. D'un autre côté il me revient que l'Autriche pousse à une rupture en Hongrie; que le mouvement insurrectionnel doit y éclater bientôt, etc. Cela nous

Digitized by Google

mettrait aussi dans le plus grand embarras. Comment retenir Garibaldi, et l'empêcher de se jeter quelque part pour venir en aide aux Hongrois?

Je vous fais toutes ces confidences pour que vous tâchiez de connaître adroitement quel est l'avis des Ministres anglais sur ces diverses éventualités. Peut-être croiront-ils convenable de faire parvenir à Vienne des conseils de modération et de prudence.

Agréez, mon cher Marquis, l'assurance de mes sentiments dévoués.

C. Cavour.

Cette lettre du 3 Avril 1861, où l'on aperçoit les très graves préoccupations qui agitaient alors le Comte de Cavour, a été la dernière qu'il écrivit au Marquis d'Azeglio. — A partir du 29 Mai de cette même année la partie physique du grand homme d'état céda rapidement au poids d'un travail, qui, depuis un espace de plus de dix années était devenu énorme, et avait été rendu tel par les événements qui s'ammoncelaient comme les ondes de la mer pendant la tempête, au point d'accabler soit moralement, soit physiquement la créature humaine la plus privilégiée.

A l'Italie des conquêtes et des invasions étrangères avait alors presque entièrement succédé l'Italie des Italiens, telle que l'avaient rêvée ses plus sublimes penseurs, telle qu'à travers de séculaires espérances, et au prix de martyres séculaires avaient essayé de la constituer ses enfants les plus généreux. Le 18 Février de cette année 1861, le fils de ce Roi vaincu à Novare, avait ouvert le premier Parlement du Royaume d'Italie. — La route qu'on venait de parcourir était immense. Dix ans auparavant le Piémont s'était trouvé sérieusement menacé dans son indépendance territoriale et dans ses libertés constitutionnelles par l'Autriche, de qui tous les

Digitized by Google

autres Gouvernements italiens étaient plutôt devenus les vassaux que les alliés. Mais si la route parcourue était immense, les fatigues que le Comte de Cavour avait dû soutenir afin de la parcourir ne l'étaient pas moins. Quel travail d'esprit fut le sien pour exciter, réunir contre la Maison d'Autriche l'antagonisme des Français, les vengeances et les ambitions de Napoléon, les rancunes russes, les jalousies prussiennes, les rivalités anglo-françaises, l'opinion publique du monde civilisé, pour engager la diplomatie à substituer l'idée et le droit nouveau de la nationalité à l'idée de l'ancien état féodal et diplomatique ? L'Italie naissante avait couru le risque, dans cette grande agitation, de se perdre entre les excès de la hardiesse populaire, de la discorde civile et sous le poids des baïonnettes françaises à Rome, des autrichiennes au Mincio et sur le Pô, des bourbonniennes à Gaëte et à Capoue. Le Comte de Cavour, avec une exquise et audacieuse finesse d'homme d'état, l'avait sauvée de ces dangers.

Il était impossible que la diplomatie pût demeurer simple spectatrice, complètement inactive et indifférente à cet amas de ruines. C'étaient des trônes séculaires, fondés par l'Europe, qui s'écroulaient. C'étaient des principautés, jugées nécessaires à l'équilibre européen, qui cessaient d'exister. — C'était la révolution populaire qui arrachait audacieusement la couronne du front de Monarques, placés sous la tutelle de la loi commune. En vérité ce furent des jours extrêmement critiques et remplis de périls pour la diplomatie guidée par le Comte de Cavour.

Mais il avait pourtant toujours réussi à repousser et à vaincre les contre-efforts de la diplomatie, qui cherchait à l'arrêter dans sa marche triomphale.

Au commencement de 1861, la Monarchie italienne des plébiscites avait demandé d'être reçue et reconnue au nombre des États européens.

Mais les forces de l'homme, même du plus privilégié ont une limite qui ne peut être impunément dépassée. Le Comte de Cavour cessa de vivre ici-bas le 6 Juin 1861, n'ayant pas encore atteint sa cinquantième année. Ce fut une vie bien

Digitized by Google

courte, si l'on compte les années, séculaire si l'on compte les œuvres. Il quittait la vie après avoir dirigé victorieusement la grande entreprise, qui avait affaibli la puissance des ennemis séculaires de l'Italie. Il passait rayonnant de gloire à la postérité la plus reculée, ceint de l'auréole de fondateur de l'Unité italienne. Il laissait la route tracée pour arriver à éliminer pratiquement la dissension profonde qui existait entre la Papauté et l'ensemble des principes des sentiments, des faits qui constituent la civilisation moderne. Ses dernières paroles: « *Une Eglise libre dans un État libre,* » avaient fait le tour de l'Europe.

Les gloires posthumes, qui lui étaient dues, suivirent bientôt.

Jamais il ne s'était encore produit une manifestation plus unanime, plus européenne à la mort d'un homme d'état personnifiant une grande idée politique, une grande rénovation sociale.

Dans le Parlement britannique le Comte de Cavour eut une véritable apothéose, unique plutôt que rare. Ces hommes d'état anglais, si sobres d'éloges envers les étrangers, si légitimement orgueilleux de leurs grandeurs nationales séculaires, n'hésitèrent pas à consigner à l'histoire les discours suivants :

PARLEMENT ANGLAIS

CHAMBRE DES LORDS.

Séance du 6 *Juillet* 1861.

Le marquis de Clanricarde. — Je désire vous adresser une question du plus grand intérêt public. Je voudrais savoir si le Foreign-Office a reçu de l'Italie des avis qui confirment la douloureuse nouvelle de la mort du Comte de Cavour. Je suis sûr que vos Seigneuries penseront ainsi que moi, que, si c'était vrai, ce serait une calamité non seulement pour l'Italie, mais pour l'Eu-

Digitized by Google

rope entière. (*Écoutez! écoutez!*) Quelles que soient les opinions politiques de chacun de nous, nous devons tous sentir que la mort de ce grand homme d'état, qui occupait une place si importante dans la politique européenne, serait un malheur universel. (*Écoutez! écoutez!*) Ceux surtout qui ont eu le bonheur de le connaître seront vivement et profondément affligés de l'avoir perdu. (*Écoutez! écoutez!*) En tout cas le Comte de Cavour laissera après soi une si grande renommée de patriotisme, de désintéressement et de grandeur d'âme, que son nom demeurera jusqu'aux dernières annales de l'histoire humaine.

Lord Wodehouse. — J'ai la douleur de dire que la nouvelle, à laquelle mon noble ami a fait allusion, est vraie. Le Foreign-Office a reçu ce matin, de notre ministre à Turin, une dépêche qui transmet la funeste nouvelle.

Ce n'est pas à moi qu'il appartient de faire l'éloge d'un homme d'état tel que le Comte de Cavour. Mais je partage les mêmes sentiments du noble Lord, et je suis persuadé que, quelles que soient nos opinions politiques à tous, nous ne pourrons avoir qu'une seule pensée: c'est que la mort d'un homme si éminent, est, au moment actuel, une grande calamité publique. (*Écoutez! écoutez!*)

Lord Brougham. — Personne, quelle que soit son opinion ou sa croyance, ne pourra jamais douter du sublime génie, de l'habileté incomparable, de l'activité unique du Comte de Cavour, et des services immenses qu'il a rendus à sa patrie, à l'Europe entière. (*Écoutez! écoutez!*) Nous devons tous nous unir pour déplorer sa mort, et la considérer comme le coup le plus fatal à cette grande cause, pour laquelle nous formons tous les vœux les plus ardents. (*Applaudissements*)

Le comte Malmesbury. — J'ai, à deux époques différentes, été en correspondance diplomatique avec le Comte Cavour, et je dois confirmer tout ce que l'on a avancé, c'est-à-dire qu'il n'y a aucune différence d'opinion qui puisse nous diviser en fait de sentiments à l'égard de ce grand malheur. (*Écoutez! écoutez!*)

Cependant je ne crois pas que nos différends avec le Comte de Cavour ait jamais été graves; ils concernaient plutôt les détails que les principes. Et, à tout hasard, nous devons nous attendre à de grands et importants événements en Italie: et alors nous verrons quelle était l'autorité suprême que ce grand homme d'état exerçait sur les affaires de sa patrie et de l'Europe. Pourtant je n'ai pas de craintes si graves que celles qui semblent

Digitized by Google

agiter le noble Marquis. Nous devons espérer que les Italiens, étant parvenus au point où il se trouvent, continueront dans leur conduite modérée, et conserveront en même temps la résolution et la prudence, qui les a honorés jusqu'ici sous la direction du Comte Cavour. (*Écoutez! écoutez!*) Son souvenir sera pour eux un phare, qui les guidera toujours, et, en suivant son exemple, non seulement ils se sauveront eux-mêmes, mais ils sauveront l'Europe entière de toute sorte de troubles et de secousses prématurées.

Le marquis de Bath. — Je regrette la mort d'un homme si important: c'est une mort qui donne de nouveau accès en Italie aux intrigues et à l'invasion; mais je dois dire que, quel que puisse être le but du Comte de Cavour, il s'est servi de moyens qu'on ne peut pas approuver. Il a violé les lois humaines et les divines.

Lord Stratford de Recliffe dit que, malgré les différences d'opinion, qui existent sur les moyens dont s'est servi Cavour pour réaliser ses desseins, il est impossible de ne pas considérer sa mort comme une immense disgrâce. — J'ai moi-même, dit-il, rappelé une fois l'attention sur ce qui me paraissait offrir matière à discussion dans la politique du Comte de Cavour; mais aujourd'hui j'aurais le plus vif regret de m'oublier au point de ne pas honorer la mémoire d'un tel grand homme, et, dirai-je même, de ne pas lui rendre justice.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Séance du 7 Juin.

Sir Robert Peel. — J'espère, en priant la Chambre de fixer son attention sur la funeste nouvelle qui nous est arrivée de l'Italie, qu'on oubliera tout esprit de parti pour manifester un sentiment unanime de douleur et d'admiration. (*Écoutez! écoutez!*) L'Italie a perdu le plus grand homme d'état qui ait jamais guidé une nation sur le chemin de la liberté! (*Applaudissements*) Ce n'est pas à nous de scruter les desseins de la Providence; mais, certes, la calamité qui afflige l'Italie et l'Europe, et qui menace peut-être la paix, est telle qu'elle doit particulièrement appeler l'attention de la Chambre et du Gouvernement; outre le

Digitized by Google

tribut de douleur, que toute la nation rendra à la mémoire du Comte Cavour, il convient à la Chambre d'exprimer officiellement ses regrets pour la perte de ce grand homme. (*Écoutez! écoutez!*)

La Chambre se rappellera qu'en 1850 l'Assemblée nationale de France a inséré dans son procès-verbal du 5 Juillet le souvenir de la perte que notre nation venait alors de faire. (*Écoutez! écoutez!*) Le noble Lord, qui est à la tête du Gouvernement, pourrait indiquer la manière d'enregistrer dans les annales du Parlement notre douleur pour la perte de l'homme, que toute l'Italie, que toute l'Europe regrettent. (*Écoutez! écoutez!*) Certes, plusieurs honorables membres de cette Chambre désapprouveront la politique du Comte Cavour, surtout parce qu'ils craignaient qu'il aurait causé de plus graves difficultés en Europe. Mais à présent il n'est plus; et il ne reste que la grandeur de son nom et de sa renommée. Je suis donc sûr, que vous concourrez tous à ma proposition, et je me fais en même temps l'interprête de la grande majorité du peuple. (*Applaudissements et signes d'approbation*)

Lord John Russel. — J'ai eu de longues relations diplomatiques avec le glorieux défunt, et par conséquent j'ai le devoir de dire qu'il n'a jamais existé un homme qui se soit dévoué soi-même, cœur, âme et génie, au bonheur de son pays plus que ne l'a fait le Comte Cavour. (*Écoutez! écoutez!*) Il était grand par son génie, grand par sa force morale et physique au travail; et ce génie, cette force n'ont eu qu'un but: l'indépendance et la liberté de l'Italie. (*Écoutez! écoutez!*) Il suffit de jeter un coup d'œil sur le passé pour voir que son œuvre était très difficile. (*Écoutez! écoutez!*) La manière par laquelle il a commencé à intéresser les peuples de l'Europe à la cause de l'Italie, d'abord en agissant de concert avec la France et l'Angleterre pendant la guerre de Crimée; puis au Congrès de Paris, en révélant à la face du monde ce qu'il appelait les plaintes et les torts de l'Italie; cette manière, dis-je, prouve qu'il avait l'intention des vrais moyens qui, seuls, pouvaient procurer l'indépendance de sa patrie. (*Écoutez! écoutez!*) Ce n'est pas le moment de rappeler tout ce que le Comte de Cavour a fait; mais cependant il est juste de lui rendre un tribut et un hommage, comme il convient à l'homme qui occupera une des places les plus sublimes du genre humain. (*Applaudissements*)

M. O' Donoghuc essaye de parler pour assurer qu'il ne par-

Digitized by Google

ticipe point aux idées, aux opinions qu'on a exprimées, en disant que la politique du Comte Cavour c'était la guerre à l'Eglise et à son chef pour l'agrandissement de la Sardaigne et au préjudice des États italiens; mais il est interrompu par des cris continuels de désapprobation.

M. Milnes. — L'honorable gentilhomme qui a parlé du côté opposé, a complètement méconnu les paroles des autres orateurs et les sentiments de la Chambre. On désire, sans faire aucune allusion à des opinions politiques, rendre un hommage constitutionnel à cet homme d'état, qui a fondé dans sa patrie des institutions semblables aux nôtres, et qui, outre cette grande entreprise, a créé l'unité et l'indépendance nationale et réalisé ce qui, pendant des siècles, a été le rêve des plus grands génies de l'Europe. (*Écoutez! écoutez!*)

Ici, nous sentons — oui, je suis sûr que nous le sentons tous — l'absence de la scène terrestre et politique de l'homme le plus éminent qu'eût l'Europe, au point que les paroles sont impuissantes à exprimer la solennité de l'événement. (*Écoutez! écoutez!*) Nous ne voulons point discuter les opinions politiques du Comte de Cavour, mais nous manifestons solennellement et simplement à la fois toute notre douleur pour la perte que vient de faire l'Europe de l'homme qui, non seulement guidait les destinées de sa patrie, mais contribuait à la paix générale; réunissant en lui, par une combinaison particulière, la fermeté, la prudence et le courage moral; et il possédait une vigueur intellectuelle comme je crois qu'aucun autre homme d'état vivant puisse l'avoir. (*Écoutez! écoutez!*) Mon honorable ami a rappelé avec la modestie qui sied bien au fils d'un père si grand, que l'Assemblée de France avait enregistré dans ses annales la douleur que lui causait la mort de sir Robert Peel. (*Écoutez! écoutez!*) Peut-être que cela ne s'accorde pas avec notre devoir, parce que nous nous trouvons trop éloignés de l'action immédiate des luttes continentales; mais il importe que les deux Chambres témoignent leur regret. L'honorable gentilhomme qui siège de l'autre côté (O' Donoghuo), a voulu expliquer les desseins de la Providence d'une manière qu'il désapprouvera lui-même, dès qu'il aura retrouvé son calme. Ce n'est ni à lui ni à aucun autre homme mortel de dire que la mort du Comte du Cavour est voulue de Dieu pour le bien de la cause qu'il a tant à cœur. Nous ignorons si cet événement peut accélérer ou retarder la solution du problème du pouvoir temporel; mais quoi qu'il arrive, il est certain que le

Digitized by Google

Comte Cavour, qui vécut et mourut en membre fidèle de l'Église catholique romaine, n'a jamais agi envers elle que selon qu'il était contraint dans son caractère d'homme d'état, pour la grandeur et la prospérité de son pays. (*Applaudissements*) — Mais, pour le Comte Cavour, le meilleur panégyrique vient de la sympathie que tout le monde témoigne pour lui, et cela dérive, non seulement des vertus de cet homme, mais de la crainte qui trouble tous les esprits, qu'il faudra à l'avenir traiter des questions très graves sans pouvoir recourir à l'aide de ce génie si grand, si puissant, qui savait diriger et composer toute chose, et dont chaque acte était un triomphe assuré. (*Applaudissements vifs et continués*)

Lord Palmerston. Je ne puis m'empêcher d'ajouter quelques paroles aux très nobles expressions des orateurs précédents. Personne n'était plus digne de parler à ce sujet que le fils de l'illustre homme d'état, dont la mémoire reçut un digne tribut de la part de l'Assemblée française. Mon noble ami nous conseille de suivre cet exemple dans la conjoncture présente. Qu'on me permette de dire que chaque nation est guidée par ses propres habitudes, et ce qui peut être un usage chez les autres peuples ne l'est pas chez nous. Je ne crois pas qu'il y ait un exemple de ce qu'on nous propose aujourd'hui, quoiqu'il s'agisse d'honorer la mémoire du plus grand d'entre les hommes d'état qui existent. (*Écoutez! écoutez!*) Cependant je crois aussi que la Chambre voudra bien manifester sa sympathie et sa douleur, et approuver et confirmer ce qui a été dit par l'honorable député de Tamwort (Sir Robert Peel), et par d'autres insignes gentilshommes. Je ne répondrai point à l'honorable membre qui a parlé de l'autre côté de la Chambre (O' Donoghuc), et qui a fait mention de choses qu'il aurait dû taire. Mais je me manquerais à moi-même si je ne participais point à l'opinion de ceux qui ont regretté cette grande perte, (*Applaudissements*) perte non seulement pour l'Italie, mais pour l'Europe entière. Le nom du Comte de Cavour vivra éternellement, et restera, pour ainsi dire, embaumé dans la mémoire, dans la gratitude ed dans l'admiration du genre humain, tant que l'histoire conservera le souvenir des événements. (*Applaudissements*) Et lorsque je parle du Comte Cavour je n'entends pas seulement faire son éloge pour les actes de son administration, lesquels ont le plus étonné le monde, c'est-à-dire pour l'unité de sa patrie. Il a accompli un grand nombre d'autres faits qui ne le rendent pas moins grands. Ce fut lui qui a jeté le

Digitized by Google

fondement du gouvernement constitutionnel, légal et social qui réjouit toute l'Italie; ce fut lui qui prit part à toutes les affaires intérieure de la Peninsule, et qui a légué des bienfaits inestimables à ceux qui vivent et à ceux qui viendront après nous. (*Applaudissements*)

On peut en toute conscience dire du Comte de Cavour: « Qu'il a enseigné une morale et embelli une histoire ». La morale qu'il a enseignée est, qu'un homme d'un génie trascendental, d'une énergie indomptable, d'un patriotisme inextinguible peut, grâce aux impulsions qu'il sait inspirer à ses concitoyens, afin d'aider une cause juste (parce que c'est ainsi que j'appelle la cause italienne, quoique certaines personnes affirment le contraire), saisissant les occasions favorables, surmontant des difficultés, qui de prime abord semblaient insurmontables; un tel homme, dis-je, peut léguer les bienfaits les plus grands, les plus incommensurables à sa patrie. (*Applaudissements*) Voilà quelle est la morale que l'on peut déduire des œuvres du Comte de Cavour.

Quant à l'histoire, ornée par sa vie entière, elle est vraiment prodigieuse, et l'on peut bien dire que c'est plutôt la plus romantique que rappellent les annales du monde. (*Écoutez! écoutez!*) Nous avons vu sous sa direction et son autorité un peuple qui sommeillait se réveiller tout à coup vigoureux et fort. Ce peuple était en effet endormi, inerte, énervé par la luxure et ne cherchant que les plaisirs; excepté les intelligences rares, il n'avait aucune habitude de vie politique, et il n'avait que les traditions qui lui venaient des rivalités municipales et des jalousies des États rivaux. Or, ce peuple, à l'appel d'un seul homme, se réveille du sommeil des siècles, et sent en soi-même la force et la puissance du géant, frais, robuste, prêt à la lutte, quelle qu'elle soit, déployant le courage des héros, la sagesse des philosophes, la sagacité des hommes d'état; et en peu de temps il obtient cette liberté qui, pendant des siècles, lui avait été refusée. (*Applaudissements prolongés et éclatants*) Voilà les grands événements que racontera l'histoire; et celui, dont le nom uni à ces événements passera à la postérité, quelque prématurée qu'ait été sa mort, quelque ébranlées que soient les espérances de ses concitoyens, ne sera pas mort trop tôt pour sa gloire et sa renommée. (*Applaudissements vifs et continués*)

Digitized by Google

C'étaient des louanges colossales, mais nullement excessives, et d'autant plus empreinte du sceau de la vérité que, si le Comte de Cavour avait envers l'Angleterre la plus grande estime et la plus grande déférence, il regrettait vivement d'être blâmé par ceux qui la gouvernaient; cependant les sympathies anglaises ne l'empêchèrent jamais de combattre la politique britannique toutes les fois que le droit et les intérêts de l'Italie l'exigeaient.

Les documents publiés dans ce volume en seront un témoignage incontestable devant le tribunal de l'histoire.

Turin, 2 Février 1885.

NICOMÈDE BIANCHI.

FIN.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

HARVARD LAW LIBRARY

FROM THE LIBRARY

OF

RAMON DE DALMAU Y DE OLIVART

MARQUÉS DE OLIVART

RECEIVED DECEMBER 31, 1911

Digitized by Google

Digitized by Google